

THEORIE COMMUNISTE

N°20

Septembre 2005

Directeur de publication :

Roland Simon

B.P. 17

84300 Les Vignères

<http://www.theoriecommuniste.org/>

Lemel: philippeportet@free.fr

Imprimerie spéciale : Théorie Communiste

THEORIE DE L'ECART

PREMIERE PARTIE	7
<i>Preliminaires</i>	7
<i>Amère victoire de l'auto-organisation et de l'autonomie</i>	12
<i>Auto-organisation / autonomie, de quoi parle-t-on ?</i>	16
<i>Auto-organisation / Autonomie / Révolution.</i>	18
<i>L'autonomie triomphante</i>	29
<i>L'auto-organisation réellement existante et la « vraie »</i>	69
DEUXIEME PARTIE	73
<i>Luttes revendicatives / révolution</i>	73
<i>Quelques pratiques et prises de positions du courant communiste</i>	90
<i>«La révolution sera communiste ou ne sera pas» (trente ans après)</i>	148
<i>L'unité de la classe comme « force antagonique au capital »</i>	177
<i>En conclusion : le déterminisme de « Théorie Communiste »</i>	190
<i>Epilogue</i>	194
POSTFACE	195
<i>La problématique de la relation entre dynamique et limite</i>	195

Ce texte ne cesse de revenir sur les mêmes points constamment repris et remaniés, intègre des éléments antérieurs de *Théorie Communiste* en les recombinaient dans une répétition modifiante. Une certaine absence d'ordre signifie peut-être une confusion qui n'est pas sans dessein, bien des vérités ne se feront sentir qu'après qu'on aura vu la chaîne qui les lie aux autres.

THEORIE DE L'ECART

« Lorsque tu dis être à la recherche d'une activité communiste qui se distingue complètement du militantisme, tu sembles rejoindre ce que nous essayons de définir dans notre activité de clarification des luttes qui se déroulent dans le monde actuel, de discussions autour des explications que nous pouvons en tirer. Il est évident que, dans la mesure où nous publions des informations sur ces luttes, notre travail d'analyse et les discussions qu'elles provoquent, nous participons, à notre modeste mesure (comme d'autres, qu'ils l'admettent ou non) à une forme de propagande et de discussion publique telle que Pannekoek essayait de la définir. » (Echanges, n° 106, p. 52).

« Les nouvelles tendances, les aspects actuels qui nous intéressent dans ce cycle de luttes ne peuvent annoncer que la négation du prolétariat, ils ne peuvent jamais acquérir une forme stable »
(TC 18, p. 45)

PREMIERE PARTIE

Préliminaires

Quelques mots sur la restructuration

La restructuration du rapport entre prolétariat et capital que l'on peut considérer comme achevée a eu comme conséquence primordiale de supprimer toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital (ce qui ne signifie absolument pas la disparition des classes). Toutes les caractéristiques du procès de production immédiat (travail à la chaîne, coopération, production-entretien, travailleur collectif, continuité du procès de production, sous-traitance, segmentation de la force de travail), toutes celles de la reproduction (travail, chômage, formation, welfare), toutes celles qui faisaient de la classe une détermination de la reproduction du capital lui-même (service public, bouclage de l'accumulation sur une aire nationale, inflation glissante, "partage des gains de productivité"), tout ce qui posait le prolétariat en interlocuteur national socialement et politiquement, c'est à dire tout ce qui fondait une identité ouvrière à partir de laquelle se jouait le contrôle sur l'ensemble de la société comme gestion et hégémonie, toutes ces caractéristiques sont laminées ou bouleversées.

La situation antérieure de la lutte de classe, et le mouvement ouvrier, reposaient sur la contradiction entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en oeuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale et, d'autre part les formes apparues comme limitées de l'appropriation par le capital, de cette force de travail, dans le procès de production immédiat, et dans le procès de reproduction. Voilà la situation conflictuelle qui se développait comme identité ouvrière, qui trouvait ses marques et ses modalités immédiates de reconnaissance (sa confirmation) dans la grande usine, dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation, dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs, dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale, dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'Etat. Il y avait bien autoprésupposition du capital, conformément au concept de capital, mais la contradiction entre prolétariat et capital ne pouvait se situer à ce niveau, en ce qu'il y avait production et confirmation à l'intérieur même de cette autoprésupposition d'une identité ouvrière par laquelle se structurait, comme mouvement ouvrier, la lutte de classe.

C'est alors la capacité même, pour le prolétariat, de trouver, dans son rapport au capital, la base pour se constituer en classe autonome qui disparaît. La particularisation du procès de valorisation, la « grande usine », la soumission du capital

fixe à la collection des travailleurs, le cloisonnement entre activités productives et improductives, entre production et chômage, production et formation, etc., tout ce qui est dépassé dans la restructuration actuelle était la substance, à l'intérieur même du rapport capitaliste, d'une identité prolétarienne et de l'autonomie. L'auto-organisation et l'autonomie ne sont pas des constantes dont on pourrait attendre la réapparition, elles sont constitutives d'un cycle de luttes achevé. Pour qu'il y ait auto-organisation et autonomie, il faut pouvoir se revendiquer comme la classe productive face au capital. L'autonomie est paradoxalement inséparable d'une classe ouvrière stable, bien repérable à la surface même de la reproduction du capital, confortée dans ses limites et sa définition par cette reproduction et reconnue en elle comme un interlocuteur légitime. Elle est la pratique et la théorie révolutionnaire de l'époque du « fordisme ». La révolution communiste ne peut plus être affirmation du prolétariat, érection de celui-ci en classe dominante, libération du travail productif : la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste n'est plus le marchepied de la révolution. Cette montée en puissance n'est plus possible, elle a perdu tout fondement, toute confirmation à l'intérieur même de la reproduction du capital. La révolution, abolition du capital, est l'abolition de toutes les classes.

Définie dans les catégories du capital, son existence en tant que classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que classe, limite interne qui le définit et l'enracine dans les catégories nées de la division sociale et manufacturière du travail, de la segmentation de la force de travail, des modes de vie et de consommation ; définition dans les catégories du capital qui ne s'accompagne plus d'une identité confirmée dans la reproduction du capital incluant un projet spécifique de réorganisation de la société. C'est, pour le prolétariat, agir en tant que classe qui est devenu une *limite* de sa propre lutte nécessaire en tant que classe. C'est la reproduction du capital que le prolétariat trouve à l'intérieur de sa propre action en tant que classe comme la limite inhérente **de** cette action.

Cependant, si dans la contradiction actuelle entre prolétariat et capital, le prolétariat ne peut plus développer un quelconque rapport à lui-même, une identité prolétarienne qui se trouverait confirmée dans la reproduction du capital, cela signifie que la contradiction se situe au niveau de la reproduction des classes, de leur implication réciproque. C'est en cela que les luttes quotidiennes sont déterminantes, qu'elles sont, en tant que cycle de luttes, productrices de leur dépassement. En effet, la contradiction entre prolétariat et capital se définit au niveau de la reproduction de leur rapport au niveau de leur implication réciproque. Avec la disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital il y a identité entre l'existence comme classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital. C'est à un tel niveau de la contradiction que peut se produire la résolution du problème fondamental de la lutte de classe prolétarienne : comment le prolétariat agissant en tant que classe peut-il, abolissant le capital, abolir les classes et donc lui-même ? C'est un tel type de structure et de contenu

du cours quotidien de la lutte de classes qui, dans le processus trivial du cours quotidien des luttes revendicatives, produit son dépassement comme remise en cause, par le prolétariat, de sa propre définition comme classe, dans sa contradiction avec le capital. C'est la *dynamique* de ce cycle de luttes. Dans le cours de la contradiction, dans ce cycle de luttes, le prolétariat est amené à poser sa propre définition (sa propre existence) comme classe comme étant une contrainte extérieure imposée par le capital. Il trouve alors dans ce qu'il est contre le capital, et en l'abolissant, la capacité à produire, dans sa propre négation, le communisme. Il faut *ce* cycle de luttes, il faut *ces* luttes revendicatives, pour produire *ce* dépassement.

La dynamique de ce cycle de luttes ne peut être qu'interne à ce qui en constitue la limite (agir en tant que classe), c'est cette identité entre dynamique et limite du cycle de luttes actuel qui est l'objet de ce texte. Cette identité n'est pas immédiate, il y a, dans le cours des luttes actuelles, des pratiques qui sont la production d'un *écart* à l'intérieur de l'action en tant que classe. Cet écart à l'intérieur de la limite est l'existence même de la dynamique. L'existence d'un courant communisateur, sa nature et sa compréhension dépendent de cet écart, c'est-à-dire de la relation entre dynamique et limite de ce cycle de luttes.

Quelques indications préalables sur le concept d'écart

« Personne ne songe désormais à arracher quelque chose aux patrons pour le faire fonctionner différemment, comme dans les vieux idéaux d'émancipation ; inconsciemment chemine le sentiment qu'on ne peut que saboter un monde littéralement invivable et y ouvrir ainsi de nouvelles possibilités. » (« Cette Semaine », n° 87, février-mars 2004, p. 19).

Voilà l'écart que l'action en tant que classe creuse à l'intérieur d'elle-même par des pratiques qui extériorisent leur propre existence de pratiques de classe comme une contrainte objectivée dans la reproduction du capital. On ne peut plus rien faire en tant qu'ouvrier en le demeurant, mais tout part de là.

Nous saluons notre vieille amie, cette vieille taupe qui sait si bien travailler sous terre pour réapparaître. Après tant d'années qui furent celles de la restructuration du mode de production capitaliste, le nouveau cycle de luttes a fait son chemin à travers elle. Fondamentalement le cycle de luttes actuel se définit par le fait que, dans la restructuration du mode de production capitaliste, la contradiction entre les classes se noue au niveau de leur reproduction respective, ce qui signifie que dans sa contradiction avec le capital, le prolétariat se remet lui-même en cause. C'est en conséquence la disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, c'est la fin

du mouvement ouvrier et la faillite corollaire de l'auto-organisation et de l'autonomie comme perspective révolutionnaire. Porter le dépassement immédiat du capital comme abolition de toutes les classes, c'est la dynamique de ce cycle de luttes, mais c'est aussi ce qui fait l'identité de cette dynamique avec sa limite : être une classe, ce n'est qu'être une classe dans le mode de production capitaliste, n'avoir dans sa situation aucune affirmation d'un au-delà. Cette identité nous pouvons la constater quotidiennement, c'est-à-dire constater que tant que l'action de la classe se confirme elle-même en tant que telle, elle ne contient immédiatement rien d'autre que la reproduction des rapports capitalistes. Mais il nous faut maintenant reconnaître que l'identité n'est pas une confusion, qu'elle contient la différence comme un écart à l'intérieur d'elle-même (c'est le sujet de ce texte).

Toutes ces caractéristiques de la lutte de classe qui ne nous apparaissent au cours de celle-ci que dans leur identité immédiate avec leur limite et qui, par là, n'annonçaient le dépassement de la question centrale du communisme (comment une classe agissant strictement en tant que classe peut-elle produire l'abolition de toutes les classes ?) qu'à travers ce qui n'était largement qu'une déduction théorique, ont commencé à apparaître pour elles-mêmes. Nous pouvons les reconnaître empiriquement pour ce qu'elles sont et dire « il y a du nouveau ». C'est cette nouveauté que nous tentons de formaliser dans *la théorie de l'écart*. Actuellement la lutte de classe du prolétariat comporte des éléments repérables, des activités qui annoncent son dépassement.

La dynamique de ce cycle de luttes n'est pas un principe abstrait, mais l'*écart* que certaines pratiques actuelles créent à l'intérieur même de ce qui est la limite générale de ce cycle de luttes : agir en tant que classe. De quoi parlons nous ? Cet écart ce sont certains aspects du mouvement social argentin qui, à partir de la défense de la condition prolétarienne et dans cette défense, sont allés jusqu'à sa remise en cause ; les luttes « suicidaires » ; l'extériorité par rapport aux luttes de Kabylie de *leur* auto-organisation dans les *aarchs* ; les pratiques des « sauvages » dans les entreprises ; les collectifs ; la faillite de l'autonomie ; les chômeurs revendiquant l'inessentialisation du travail ; toutes les pratiques dans les luttes qui produisent l'unité de la classe comme une unité extérieure et une contrainte objective ; le mouvement d'action directe ; l'insatisfaction contre elle que contient l'auto-organisation telle qu'elle existe réellement en ce qu'elle entérine l'existence du prolétariat comme classe du mode de production capitaliste. Agir en tant que classe comporte un écart par rapport à soi, dans la mesure où cette action comporte la propre remise en cause de la classe par rapport à elle-même : la négation par le prolétariat de son existence comme classe à l'intérieur de son action en tant que classe. C'est la dynamique de ce cycle et celle-ci existe, de façon *empiriquement constatable*, dans les luttes.

Nous sortons de la « surprenante indétermination du rapport des pratiques et théories de rupture définissant un courant communiste aux luttes actuelles du

prolétariat (François, *Peut-on parler de courant communiste*, Meeting n°1). C'est à cette question qu'une théorie de l'écart cherche à répondre en dehors de toute subsumption des luttes sous un cours général de l'histoire. Elle cherche à y répondre de façon pragmatique et conceptuelle : donner le dénominateur commun de la dynamique de ce cycle telle qu'elle se donne à voir dans les luttes actuelles. C'est par cet écart que certaines pratiques créent dans les luttes actuelles, à l'intérieur même de leur limite, que la communisation devient une question actuelle, qu'elle est un problème de maintenant. Mais il ne s'agit que d'un écart à l'intérieur de la limite (agir en tant que classe), écart qui se crée de par la dualité que contient cette limite (n'avoir pour horizon que le capital ; être en contradiction avec sa propre reproduction comme classe).

Agir en tant que classe c'est actuellement d'une part n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction, d'autre part, c'est, pour la même raison, être en contradiction avec sa propre reproduction de classe, la remettre en cause. Il s'agit des deux faces de la même action en tant que classe, mais l'action en tant que classe qui ne reconnaît et ne produit l'existence de la classe que dans son rapport au capital, dans des pratiques qui annoncent le dépassement de ce cycle de luttes, n'est pas renvoyée à elle-même comme limite *sui generis*, elle l'est par la reproduction du rapport capitaliste qui est l'activité de la classe adverse (qu'elle implique). Ce conflit, cet écart, dans l'action de la classe (se reproduire comme classe de ce mode de production / se remettre en cause) existe dans le cours de la plupart des conflits, la défaite est le rétablissement de l'identité.

La rupture, le saut qualitatif, entre le cours quotidien des luttes et la révolution s'annoncent dans le cours quotidien comme la multiplication des écarts dans cette identité. Il ne s'agit pas de considérer les éléments qui constituent cette annonce comme des germes à développer, mais comme ce qui rend invivable cette identité chaque fois que le prolétariat, dans son action, extranéise son existence comme classe comme une contrainte existant dans le capital, face à lui. Entre la constitution de la classe dans sa contradiction avec le capital et sa nécessaire reproduction dans la reproduction de celui-ci existe un écart qui est l'existence de pratiques dans lesquelles le prolétariat, contre le capital, n'accepte plus son existence comme classe de ce mode de production, sa propre existence, sa propre définition sociale. C'est-à-dire, d'une part l'existence de la classe, qui n'est plus qu'une existence pour le capital, telle que toute lutte la formalise dans la reproduction du capital et telle que dans sa lutte le prolétariat ne la reconnaît plus comme sienne et, d'autre part, sa remise en cause, le refus de sa situation, auxquels la poursuite et l'approfondissement de sa contradiction avec le capital entraînent le prolétariat. C'est cet écart qui annonce, dans le cours quotidien des luttes, son dépassement, c'est la raison d'être d'un courant communiste. Dans chacune de ses luttes, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver dans la reproduction

du capital comme quelque chose qui lui est étranger et que dans sa lutte il est amené à remettre en cause.

Agir en tant que classe en se produisant comme classe dans le capital c'est se remettre en cause, mais c'est aussi se trouver impliqué dans l'activité de reproduction du capital qui transforme cette action en limite. *Les deux ne sont pas immédiatement identiques*. Dynamique et limite deviennent identiques dans la reproduction du capital. La limite des luttes, le fait d'agir en tant que classe, crée un écart à l'intérieur des luttes elles-mêmes, écart par lequel seulement la limite peut être qualifiée de limite et c'est cet écart qui est qualifiable de dynamique (non un processus premier donnant sens à la période et subsumant le cours empirique des luttes). Dans ce nouveau cycle de luttes, il n'y a pas de « germes » ce qui est une vision évolutionniste, mais ce qui dans les luttes actuelles *annonce* leur dépassement comme extranéisation par le prolétariat de son existence comme classe fait partie d'une contradiction qui pousse le prolétariat à se transformer lui-même.

Le courant communisateur vit de l'écart à l'intérieur de la limite (le fait d'agir en tant que classe) entre d'une part la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe dans sa contradiction au capital et d'autre part la reproduction du capital qu'implique cette action en tant que classe, cet écart à l'intérieur de la limite c'est la dynamique de ce cycle de luttes. Cet écart est inhérent aux luttes actuelles, il annonce leur dépassement. Mais les événements qui le donnent à voir sont *fugaces*, ils ne sont qu'un écart dans l'action en tant que classe du prolétariat entre sa remise en cause et sa propre définition de lui-même dans le capital qui contient cette remise en cause. L'écart a une existence repérable comme ces particules qui, bien qu'apparaissant fugitivement dans un accélérateur, n'en sont pas moins l'essence du réel donné à notre expérience.

Comment parler concrètement, dans le cours des luttes actuelles, de cet écart et de la révolution comme communisation qu'il annonce comme le dépassement de la lutte des classes ? Il existe une façon de commencer : agir en tant que classe qui est la limite des luttes actuelles possède une réalité claire et facilement repérable, c'est *l'auto-organisation et l'autonomie*. La première est la forme de cette limite, la seconde cette forme comme contenu.

Amère victoire de l'auto-organisation et de l'autonomie

A s'en tenir à la situation française, avec les coordinations cheminotes de 1986 (et infirmières, à la même époque), l'auto-organisation est devenue la forme et le contenu dominants *de toutes les luttes*, au moment même où elle perdait tout ce qui lui conférait son contenu et son sens révolutionnaire : la transcroissance entre l'auto-

organisation de la lutte comme lutte revendicative et le contrôle ouvrier de la production et de la société.

Auparavant, du début des années 70 au milieu des années 80, on assiste au déclin et à la perte de sens (de réalité) de l'auto-organisation et de l'autonomie, la classe ne peut plus produire *pour elle-même* un rapport à elle-même.

Perte de sens de l'auto-organisation

Dans des mouvements comme celui des autoconvocations en Italie (février-mars 84) sur l'échelle mobile, on voit l'auto-organisation devenir défensive, au sens où elle exprime la défense d'une ancienne composition et d'un ancien rapport de la classe ouvrière au capital que la restructuration est en train d'abolir. Pour les mêmes raisons, en Espagne, le mouvement des assemblées (1976, 77, 78) revitalise des structures syndicales, tout comme « l'automne chaud » hollandais de 1983. C'est également l'époque où se développent toutes sortes de « syndicats autonomes ». C'est fondamentalement un type historique de classe ouvrière qui est remis en cause par la restructuration, jusque dans les grandes grèves de l'automobile en France au début des années 80. En Grande-Bretagne, la grève des mineurs de 1983-84 fut, en fait, une grève sans revendications, sans programme, sans perspectives. Etre une classe ne se définit plus que par et dans son adversaire dans l'action contre lui. Si la dynamique de la lutte c'est pour le prolétariat sa constitution en classe, sa limite se situe alors dans la reproduction du capital. La lutte se marginalise, se consume elle-même.

L'Autonomie de la fin des années 1970 indique le décalage entre sa représentation idéologique et le niveau réellement atteint par le mouvement. A Bologne et ailleurs en Italie en 1977, l'usine n'est plus le centre de la lutte qui se situe au niveau de la reproduction d'ensemble du rapport social capitaliste, conjointement l'affrontement avec l'Etat s'effectue au-delà d'une problématique de prise de pouvoir, cependant le discours est toujours celui d'une perspective d'affirmation ouvrière. La société n'est plus la société civile où les querelles entre groupes sociaux peuvent se résoudre dans la confrontation, mais elle est le lieu où se complète le processus de production comme procès de reproduction. Le mouvement se fracture alors entre secteurs « privilégiés » et précaires et devient critique de la vie quotidienne. De leur côté, quand, dans les années 80, les émeutes anglaises se placent au niveau de l'autoprésupposition du capital, elles se nécrosent comme problème de reproduction de la force de travail. Jamais la reproduction du capital n'est attaquée comme valorisation, mais toujours comme opposition entre pauvreté et richesse.

A la fin des années 1980, et au début des années 1990, il y a comme un marasme dans la lutte de classe : la restructuration s'achève, elle fait des ravages au niveau de la précarité, du chômage, du niveau de vie, des capacités de lutte en général du prolétariat.

Disparaissent alors les luttes qui pouvaient être à cheval sur deux cycles, et ne se formalisent pas encore pleinement les contradictions spécifiques du nouveau cycle.

En France, à partir des coordinations cheminotes de 1986, l'auto-organisation devient la forme dominante de toutes les luttes, elle n'est plus rupture d'avec toutes les médiations par lesquelles la classe serait une classe du mode de production (rupture libérant sa nature révolutionnaire), elle n'est plus qu'une forme radicale du syndicalisme. Toute lutte revendicative quelle que soit son ampleur ou son intensité est maintenant auto-organisée et autonome, auto-organisation et autonomie sont devenues un simple moment du syndicalisme (le syndicalisme se distinguant de l'existence formelle des syndicats).

L'auto-organisation et son insatisfaction

L'auto-organisation est par nature (génétiquement) organisation (prise en charge) de ce que l'on est dans la société. En tant que telle, elle sera toujours auto-organisation *ouvrière*. A ce moment là, soit on continue à soutenir l'insoutenable, c'est-à-dire que la révolution est la montée en puissance, l'affirmation de la situation immédiatement donnée du prolétariat (l'auto-organisation, par définition, ne peut aller plus loin), soit, comme abolition du mode de production capitaliste, la révolution est l'abolition de toutes les situations immédiatement données de ce mode de production. Mais alors, parler d'auto-organisation devient un abus de langage, on désignerait par le même mot des choses *essentiellement* différentes.

A l'intérieur même de *l'auto-organisation triomphante actuelle*, c'est ce qui va contre elle qui annonce la communisation. Maintenant, de façon immédiate, partout où triomphent l'auto-organisation et l'autonomie, se manifestent *l'insatisfaction contre elles* :

- les collectifs des grèves du printemps 2003 : l'intersubjectivité, la méfiance vis-à-vis de toute coordination générale, l'abandon au syndicalisme de ce que l'on ne veut pas faire ;
- les *aarchs* en Algérie ;
- blocs *piqueteros* et assemblées et usines récupérées en Argentine ;
- les comités de voisins en Bolivie ;
- le Mouvement d'action directe qui rompt la transcroissance de l'auto-organisation à la révolution ;
- la lutte des chômeurs et précaires ;
- la lutte des sans-papiers ;
- les luttes « suicidaires » ;

Il ne s'agit pas d'une insatisfaction face à une autonomie qui serait « récupérée », mais contre l'autonomie en ce qu'elle n'est plus, maintenant, que comme « récupérée »,

par nature. Cette nature de libération de la classe à partir de son affirmation autonome (ayant « rompu » ses attaches sociales capitalistes) qui était la définition de la révolution dans le cycle précédent est maintenant ce par quoi l'auto-organisation et l'autonomie existent et sont vécues consciemment comme la limite de toutes les luttes actuelles. Partout, à peine l'auto-organisation se met en place (et actuellement, on n'y échappe pas), on en a marre, elle est pesante sur le mouvement. A peine amorcée, elle nous « gonfle », car elle nous renvoie lourdement à ce que nous sommes et que nous ne voulons plus être.

Toute la dynamique de ce cycle de lutte (une classe qui dans son action en tant que classe contre le capital se remet en cause comme classe) est là présente, à l'intérieur de l'auto-organisation triomphante comme l'insatisfaction qu'elle contient en elle-même. Celui qui ne voit cela que comme une insuffisance de l'auto-organisation croit que celle-ci pourrait avoir une dynamique qui soit l'exact contraire de ce qu'elle est nécessairement.

Il ne peut plus y avoir de transcroissance des luttes revendicatives en mouvement révolutionnaire sauf à considérer la révolution comme le contrôle ouvrier. Cependant, le dépassement de la lutte revendicative s'amorce dans la lutte revendicative, il est actuellement *annoncé* par l'insatisfaction que *contiennent contre elle-même* l'auto-organisation et l'autonomie (même si cette insatisfaction devient glorification du sujet, alternative, « dépassement » des classes, autonomisation de la dynamique du cycle de luttes dans le Mouvement d'action directe, ...). Cette insatisfaction manifeste est actuellement l'*écart* qui empiriquement existe entre la dynamique et la limite de ce cycle à l'intérieur de la limite elle-même, c'est-à-dire du fait incontournable d'agir en tant que classe. C'est là, à l'intérieur de l'auto-organisation, contre elle, que dans sa lutte contre le capital, le prolétariat produit sa propre existence comme classe comme une limite. C'est là qu'existe, dans les luttes actuelles, le courant communisateur comme une inscription interne dans ces luttes des pratiques et théories de rupture d'avec son existence de classe. Le courant communisateur n'est pas une abstraction de la dynamique de la lutte des classes. Si nous avons quelque chose à *promouvoir* ce ne sont que des pratiques et des prises de positions qui sont *de fait* les nôtres et heureusement celles de beaucoup d'autres dans les luttes actuelles. Nous avons à élucider cet écart et donc à le promouvoir. Ces pratiques, ces prises de position, ces interrogations sont minoritaires, ce n'est pas l'essentiel, ce qui importe c'est que ces pratiques et prises de positions, ces interrogations, soient structurelles, inscrites dans l'auto-organisation triomphante (de par la définition générale de la restructuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital et la définition du nouveau cycle que nous considérons ici comme acquises). L'auto-organisation, l'autonomie, en fait ce que l'on est comme classe, sont devenus, dans le cours concret des luttes, des objets de critiques régulières qui ne peuvent pas ne pas être. Il s'agissait de s'apercevoir de l'importance théorique et

pratique de ce décalage à l'intérieur de l'auto-organisation entre ce qu'elle est maintenant comme forme nécessaire de la lutte de classe et la critique pratique et théorique qu'elle produit elle-même, dans sa propre effectuation, à l'intérieur d'elle-même. Avec les concepts de restructuration et de nouveau cycle de luttes, nous avons tous les éléments théoriques pour déduire l'écart, il ne nous manquait que de le voir.

Auto-organisation / autonomie, de quoi parle-t-on ?

On ne peut parler d'autonomie que si la classe ouvrière est capable de se rapporter à elle-même contre le capital et de trouver dans ce rapport à soi les bases et la capacité de son affirmation comme classe dominante. L'autonomie suppose que la définition de la classe ouvrière lui est inhérente. Il s'agit de la *formalisation de ce que l'on est dans la société actuelle comme base de la société nouvelle à construire en tant que libération de ce que l'on est*. Tout cela a disparu. Déjà en 1986, qualifier d'autonomie et d'auto-organisation les coordinations cheminotes relevaient de l'abus de langage et d'autant plus en 1995. Ce n'était qu'en s'opposant à tout ce qui pouvait le définir comme classe du mode de production capitaliste que le prolétariat pouvait s'affirmer comme révolutionnaire. Les coordinations ne faisaient, quant à elles, qu'affirmer ce que la classe ouvrière est immédiatement dans le mode de production capitaliste.

De la fin de la première guerre mondiale jusqu'au début des années 1970, l'autonomie et l'auto-organisation n'étaient pas simplement la grève sauvage et un rapport plus ou moins conflictuel avec les syndicats. L'autonomie était un processus révolutionnaire allant de l'auto-organisation à l'affirmation du prolétariat comme classe dominante de la société, au travers de l'affirmation du travail comme organisation de la société. En dégageant la « véritable situation » de la classe ouvrière de son intégration dans le mode de production capitaliste, l'autonomie était la révolution en marche, la révolution *potentielle*. Si cela était explicitement le propos de l'Ultra-Gauche, ce n'était pas qu'une idéologie. L'auto-organisation, la puissance syndicale et le mouvement ouvrier ont appartenu au *même monde* de la révolution comme affirmation de la classe. L'affirmation de l'être véritablement révolutionnaire qui se manifestait dans l'autonomie ne pouvait avoir le moindre début de réalité s'il n'était pas le bon côté désaliéné de la même réalité qui vivait dans un puissant mouvement ouvrier « encadrant » la classe. Le mouvement ouvrier était lui aussi la garantie de l'indépendance de la classe prête à réorganiser le monde à son image, il suffisait de révéler à cette puissance sa véritable nature, en la débureaucratisant, en la désaliénant. Il n'était pas rare que les ouvriers passent de la constitution, nécessairement éphémère, d'organisations autonomes de luttes à l'univers parallèle et auto-organisé du stalinisme triomphant. Autonomie et stalinisme se nourrissaient et se confortaient mutuellement.

Dans tous les discours actuels sur l'autonomie, il est remarquable de constater que c'est la révolution qui a disparu. Ce qui avant le début des années 1970 était la raison d'être elle-même du discours sur l'autonomie, sa perspective révolutionnaire, est devenu quasiment indicible. Défendre et valoriser l'autonomie devient autosuffisant et l'on se garde bien d'y articuler une perspective révolutionnaire, les opéraïstes ont été les derniers à le faire. Maintenant, *Echanges* reconnaît que chaque manifestation du « courant autonome » tombe dans des « avatars » constamment renouvelés, et le Mouvement Communiste, pour qui « l'autonomie ouvrière mord encore » (*La Lettre de Mouvement Communiste*, n° 12, sur les grèves dans les transports urbains en Italie, en décembre 2003) attend d'elle qu'elle se constitue en mouvement politique grâce au soutien d'une organisation politique structurée défendant...l'autonomie (cf. le texte, par ailleurs passionnant, de *Mouvement Communiste* sur l'Argentine). Pour d'autres, comme *Aufheben*, en Angleterre, ou semble-t-il Dauvé et Nesic, l'autonomie ne serait qu'une forme n'ayant aucun contenu ou signification en elle-même. Une telle position de repli est une contradiction intenable dans la mesure où sa simple énonciation entend que l'autonomie n'est pas qu'une forme mais une potentialité. Une « potentialité » qu'il est devenu impossible de définir. S'il y a actuellement des luttes anti-syndicales, des grèves sauvages, il n'y a plus d'autonomie. C'est la capacité même, pour le prolétariat, de trouver, dans son rapport au capital, la base pour se constituer en classe autonome et en grand mouvement ouvrier qui a disparu. L'autonomie et l'auto-organisation ont été un moment historique de l'histoire de la lutte de classe et non des modalités d'action formelles. L'autonomie et l'auto-organisation signifient que le prolétariat est capable de trouver en lui-même sa propre définition face au capital, que sa contradiction avec le capital n'est pas son rapport à lui mais ce qu'il est pour lui-même face au capital. En un mot qu'il est la classe du travail, de la production, à libérer de la domination et de l'exploitation capitalistes.

Dans les luttes actuelles, le prolétariat reconnaît le capital comme sa raison d'être, son existence face à lui-même, *comme la seule nécessité de sa propre existence*. Ce sont là les aspects dynamiques des luttes. Dans ses luttes, le prolétariat se donne toutes les formes d'organisation nécessaires à son action. Mais quand le prolétariat se donne les formes d'organisation nécessaires à ses buts immédiats (la communisation sera également un but immédiat), il n'existe pas pour lui-même en tant que classe *autonome*. L'auto-organisation et l'autonomie n'étaient possibles que sur la base de la constitution d'une identité ouvrière, constitution que la restructuration a balayée.

L'auto-organisation ou l'autonomie fixent ce qu'est la classe ouvrière dans le mode de production capitaliste comme le contenu du communisme. Il « suffit » de libérer cet être de la domination étrangère du capital (étrangère, puisque le prolétariat est autonome). *En elle-même*, l'autonomie fige la révolution et la réorganisation communiste des rapports entre les individus comme affirmation du travail. L'autonomie

c'est la libération de l'ouvrier en tant qu'ouvrier. La plupart des critiques de l'auto-organisation demeurent des critiques formelles, elles se contentent de dire : l'auto-organisation n'est pas « bonne en soi » mais n'est que la forme d'organisation d'une lutte, c'est le contenu de celle-ci qui compte. Cette critique ne pose pas la question de la forme elle-même, et ne pense pas cette forme comme un contenu, et comme étant *en elle-même* significative.

Si l'autonomie comme perspective disparaît c'est que la révolution ne peut avoir pour contenu que la communisation de la société c'est-à-dire pour le prolétariat sa propre abolition. Avec un tel contenu, il devient impropre de parler d'autonomie et il est peu probable qu'un tel programme passe par ce que l'on entend habituellement par « organisation autonome ». Le prolétariat ne peut être révolutionnaire qu'en se reconnaissant en tant que classe, il se reconnaît ainsi dans chaque conflit et à plus forte raison dans une situation où son existence en tant que classe sera, dans la reproduction du capital, la situation qu'il aura à affronter. C'est sur le contenu de cette « reconnaissance » qu'il ne faut pas se tromper, il ne faut pas continuer à l'envisager avec les catégories de l'ancien cycle de luttes comme si celles-ci allaient de soi comme formes naturelles de la lutte de classe. Se reconnaître comme classe ne sera pas un « retour sur soi » mais une totale extraversion comme *autoreconnaissance en tant que catégorie du mode de production capitaliste*. Ce que l'on est comme classe n'est immédiatement que notre rapport au capital. Cette « reconnaissance » sera en fait une connaissance pratique, dans le conflit, non de soi pour soi, mais du capital.

Auto-organisation / Autonomie / Révolution.

Quatre citations

L'autonomie suppose, entre la lutte revendicative et la société communiste, une transcroissance de la forme de l'action, de son contenu et de son sujet, transcroissance qui, devenue actuellement n'est plus qu'une vaine exhortation.

« Leur place (des travailleurs), en tant que classe à l'intérieur du système les conduit de la simple défense de leurs propres intérêts à un affrontement direct avec les intérêts de l'ordre existant. De telles luttes surgissent continuellement et *potentiellement* (souligné par nous) elles sont révolutionnaires. (...) Si nous devons caractériser la révolution, nous dirions que le renversement du capitalisme ne se fera que par un démantèlement total des forces de domination du système et *la formation d'organes autonomes dans les luttes ouvrières* (ibid) (...) » (*Ce qu'est Echanges et Mouvement*, n° 104)

«Il est significatif que tous les théoriciens du "communisme de conseil" n'ont jamais employé le terme "conseillisme". Un de ces théoriciens, Anton Pannekoek lui-même, sur la fin de sa vie a même souligné que le terme "communisme de conseils" ne visait pas une forme figée destinée à être propagée par une organisation quelconque mais la tendance à l'autonomie s'exprimant par la création par les travailleurs au cours de leur lutte d'*organismes spécifiques de lutte qui, si cette lutte s'étendait, deviendraient, en se transformant éventuellement, des organes de gestion de la société tout entière* (souligné par nous) » (réponse d'*Echanges* à un « camarade de l'Aude », n°105)

« La conquête du pouvoir dans un domaine déterminé n'est pas la plus grande difficulté. Il est d'une tout autre importance encore d'acquérir la *maîtrise de la production* (souligné par nous), c'est-à-dire d'abolir les anciens rapports de domination et de mettre en place la régulation sociale de la production, en *raccordant entre elles les entreprises* (souligné par nous). Cela n'est possible qu'au moyen des conseils » (citation extraite de *Fondements de l'économie communiste*, reprise sans recul aucun, comme exprimant, dans les années 1990, ce que serait maintenant une révolution, par Bricianer dans *Une étincelle dans la nuit* – texte sur la révolution iranienne, Ed. *Ab Irato*)

« Conseils ouvriers, cela ne désigne pas une forme d'organisation fixe, élaborée une fois pour toutes et dont il resterait seulement à perfectionner les détails ; il s'agit d'un principe, *le principe de l'autogestion ouvrière des entreprises et de la production* (souligné par nous). La réalisation de ce principe ne passe nullement par une discussion théorique concernant ses modalités d'exécution les meilleures. C'est une question de luttes pratiques contre la domination capitaliste. (...) Il s'agit uniquement du fil conducteur pour la longue et dure lutte d'émancipation que la classe ouvrière a encore devant elle. Sans doute Marx disait un jour à propos de cette lutte que l'heure du capitalisme a sonné ; mais il avait pris soin de montrer qu'à ses yeux cette heure couvrirait toute une période historique. » (*Echanges*, n° 109, p.58)

Une période révolue

L'auto-organisation et son contenu l'autonomie ouvrière relevaient d'une contradiction entre le prolétariat et le capital comportant la capacité pour le prolétariat de se rapporter à lui-même comme classe, contre le capital, c'est-à-dire un rapport au capital tel qu'il comportait la capacité pour le prolétariat de trouver en lui-même sa base, sa propre constitution, sa propre réalité, sur la base d'une identité ouvrière que la reproduction du capital, dans ses modalités historiques, venait confirmer. On ne peut parler d'autonomie que si la classe ouvrière est capable de se rapporter à elle-même

contre le capital et de trouver dans ce rapport à soi les bases et la capacité de son affirmation comme classe dominante. Il s'agit de la formalisation de ce que l'on est dans la société actuelle comme base de la société nouvelle à construire en tant que libération de ce que l'on est.

C'est la capacité même, pour le prolétariat, de trouver, dans son rapport au capital, la base pour se constituer en classe autonome qui a disparu. C'est dans la situation actuelle du rapport entre les classes que se trouve le fondement théorique et la réalité sociale de ce renversement. La situation antérieure de la lutte de classe, et le mouvement ouvrier, reposait sur la contradiction entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en oeuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes apparues comme limitées de l'appropriation par le capital, de cette force de travail, dans le procès de production immédiat et dans le procès de reproduction. Voilà la situation conflictuelle qui se développait comme identité ouvrière, autonomie, auto-organisation. Il y avait production et confirmation à l'intérieur même de cette autoprésupposition d'une identité ouvrière par laquelle se structurait, comme mouvement ouvrier, la lutte de classe.

L'autonomie mise à nue par ses célibataires mêmes

* « Les forteresses fragiles » (*Oiseau-tempête*, n°10, printemps 2003)

Le texte reconnaît les traits essentiels de la restructuration sans cependant en faire une synthèse comme transformation historique de la contradiction entre prolétariat et capital :

- exacerbation de la concurrence au travers de la mondialisation
- flexibilité
- crise de l'économie mixte
- augmentation du taux d'exploitation
- emplois précaires, prolifération et fragilisation des statuts de travail

En conséquence : « En France, depuis le milieu des années 1970, l'ancienne communauté prolétaire commence à se déstructurer » (p.17). L'échec de la résistance ouvrière de la sidérurgie à Moulinex manifeste la « faillite du vieux mouvement ouvrier » (*ibid*). De 1970 à 1990, la rationalisation en cours fragilise les appareils syndicaux, étroitement liés à l'ancienne organisation du travail, alors que la crise réduit les possibilités de négociations. « Pour la masse des travailleurs atomisés par les nouvelles conditions d'exploitation (dévalorisation, individualisation et vulnérabilité des statuts, crise des valeurs collectives, nda), l'ancienne identité de classe est désormais associée à la défaite. » (p.19). Conclusion : « Une nouvelle condition prolétaire s'installe dans la précarité » (p.22).

Si l'on disait à Charles Reeve (l'auteur du texte) que, dans ces conditions, les syndicats vont reconstituer leur ancienne puissance, il émettrait des doutes certains et avec raison. Pourtant, l'auto-organisation est encore la pratique révolutionnaire sur laquelle il mise. Pour lui, toutes les transformations qui ont provoqué la crise de l'identité ouvrière et qui ont sapé les syndicats et tout le « vieux mouvement ouvrier », laisseraient intactes les bases de l'auto-organisation. Mais que reste-t-il à ces prolétaires à auto-organiser ? Leur lutte répondra Reeve. Mais l'auto-organisation ce n'est pas que cela et Reeve le dit. L'auto-organisation c'est « l'idée révolutionnaire d'une collectivité de producteurs consciente et active » (p.22). *L'auto-organisation comme théorie révolutionnaire avait un sens dans les conditions exactement identiques à celles qui structuraient le « vieux mouvement ouvrier »*. Quelle « collectivité de producteurs consciente et active » peuvent former les ouvriers décrits par Reeve ? Sur quelle base ? Si je m'organise avec mes semblables pour abolir notre situation d'ouvrier, je ne m'auto-organise pas, je me ... désorganise (nous pourrions, avec humour, prôner *l'auto-désorganisation*). Il ne s'agit pas que d'une question de mots. L'auto-organisation c'est la lutte auto-organisée *avec son prolongement nécessaire* l'auto-organisation des producteurs, en un mot le travail libéré, en un mot encore, la valeur. La lutte auto-organisée n'est que le premier acte, celui de la rupture des médiations empêchant la classe de parvenir à son être véritable, son être révolutionnaire de travailleur et par là de le libérer (non parce qu'en tant que travailleur il peut abolir sa situation en abolissant le capital, mais en ce qu'il peut la libérer du capital).

Reeve sent bien qu'il y a là un problème : « (...), si l'individualisme peut être utilisé dans la nouvelle organisation du travail, il n'est pas nécessairement contradictoire avec l'affirmation des formes d'auto-organisation » (p.22). Pour preuve de cela, l'auteur renvoie à un texte d'Henri Simon dans *Echanges* n° 99 (hiver 2001-2002) : « Quand les entreprises recherchent des salariés "honnêtes et gérables" ».

Ce texte d'*Echanges* est un commentaire sur les « inquiétudes patronales » exposées dans un article du magazine patronal *Enjeux* face aux « sauvages de l'entreprise ». L'opinion courante dans les milieux dirigeants de tous ordres était qu'un fort taux de chômage garantissait une docilité rassurante, or « 80 % des salariés de moins de trente ans s'estiment libres de se comporter comme ils l'entendent sans respecter les règlements de l'entreprise » (*Enjeux*, cité par H.S.). Le système d'exploitation carotte-bâton ne fonctionne plus, les salariés ne cherchent plus la promotion mais davantage d'argent tout de suite. Si la fuite hors de l'usine n'est pas possible, les jeunes reproduisent dans l'entreprise ce qu'ils font dans les cages d'escalier et perturbent tout. Cette « solidarité de clan » dans la cité peut se « ressouder en une solidarité de classe dans l'usine » (*Echanges*). Si cela est tout à fait probable et peut avoir des « effets particulièrement ravageurs sur la procès de production », il est en revanche fort peu probable que cette « socialité en rupture avec celle du reste de la

société » se range dans les catégories de l'auto-organisation et aboutissent à la « mise en place d'une réorganisation sociale et à la production en raccordant entre elles les entreprises » (Bricianier, op.cit.).

* *Echanges*, n° 99, p.23

« Le système anglais des shop-stewards né au cours de la première guerre mondiale avait donné naissance à une organisation spécifique de l'usine, baptisée *mutuality*, dans laquelle le contenu des tâches et le rythme de travail étaient fixés par les dirigeants en accord avec les travailleurs concernés par l'intermédiaire de ces délégués élus. Ce système a été balayé par toutes les restructurations, même avant l'ère thatchérienne. Au cours des années 1970, de nombreux conflits surgirent autour de ce pouvoir des délégués de base ; le chant du cygne de ce système fut, d'une part des propositions de changement de fabrications, notamment dans des usines d'armement, par les comités de shop-stewards, et d'autre part, lors de fermeture d'entreprises, la reprise des fabrications par les travailleurs. Tout cela donna un mouvement autour des notions de *workers'control* et *self management*, une sauce britannique de l'autogestion qui alla dans les faits et dans les idées beaucoup plus loin que les avancées françaises sur ce thème. Aujourd'hui, après le laminage de l'industrie britannique, ce courant ne représente plus rien. »

* *Echanges*, n° 107 : à propos de la grève dans les postes en Grande Bretagne (octobre-novembre 2003)

« Au lendemain de la dernière guerre mondiale, au Royaume Uni comme ailleurs, le capital parut répondre aux aspirations des travailleurs, contribuant en fait au sauvetage du système capitaliste et impérialiste. Une série de mesures furent prises, destinées à la fois à prévenir tout mouvement social de grande ampleur en créant l'illusion d'un monde meilleur ; ce faisant le capital assurait la préservation et la restauration de sa domination dans un cadre national. Pour l'impérialisme britannique, puissamment relayé par l'impérialisme américain, cela se fit en laissant les réformistes sociaux-démocrates du Labour Party (parti travailliste) mettre en œuvre tout un cocktail de mesures présentées comme la marche vers le socialisme. »

« Ces pratiques (la résistance des travailleurs) faisaient que les travailleurs étaient parvenus à intervenir dans les processus de travail et à fixer ainsi, à la base, des limites dans les conditions d'exploitation »

« Deux des règles essentielles du contrôle des rythmes de travail par la base, règles que nous voyons réapparaître dans les résistances à la restructuration des postes, ont été d'une part la "mutualité" qui permettait à un groupe de travailleurs affecté à une tâche de décider du rythme de cette tâche, et d'autre part la "démarcation", qui interdisait à un travailleur affecté à un poste de travail avec une tâche définie de se voir

confier d'autres tâches, ce qu'il pouvait refuser tout en restant dans son droit. Il ne fait aucun doute que la moderne "flexibilité" va totalement à l'encontre de ces règles »

Il ne fait aucun doute non plus que c'est dans ce cadre historiquement spécifique que trouvent leur base même d'existence et s'enracinent l'autonomie et son idéologie intrinsèque de l'émancipation ouvrière ; il n'y a pas d'auto-organisation sans identité ouvrière confortée dans la reproduction du capital. L'autonomie était l'idéologie révolutionnaire des Trente Glorieuses, l'envers radical du mouvement ouvrier institutionnel.

« Jusqu'à l'intervention de la tendance dure des conservateurs avec Thatcher (1979), le conflit de classe – travail contre capital – prit la forme typiquement britannique d'un jeu à trois : le gouvernement (...); les syndicats (...); la classe ouvrière nantie d'une vieille tradition prolétarienne de lutte pour la préservation des acquis et pour un *statu quo* attaqué de toutes parts, et de formes d'organisation de base et d'habitude d'autonomie assez distante de l'influence des appareils, même si elle restait inscrite au syndicat. (...) Un mouvement autonome complexe se développa pendant plus de trente ans, une sorte d'hybride qui combinait le système de délégués de base élus et responsables (les shop-stewards) et l'utilisation des structures de base syndicales (souvent renforcées par une large utilisation du "closed shop", l'obligation de syndicalisation dans une entreprise – autrement dit la gestion de l'embauche par les syndicats. On vit alors un développement des "grèves sauvages" qui, à plusieurs reprises mirent en danger des gouvernements décidés à "passer en force". (...). La crise que cet ensemble recelait culmina dans l'hiver 1978-1979 – *The winter of discontent* – au cours duquel le pays fut plongé dans un chaos total sans autre perspective que l'immobilisme de ce bloc de résistance »

Le gouvernement Thatcher balaie tout cela : destruction de l'appareil industriel, privatisation, mondialisation et financiarisation de l'économie, généralisation de la flexibilité et de la précarité ouvrière, chômage massif.

« Le rapport de force qui avait sous-tendu le mouvement autonome était ébranlé ; mais il ne put être (provisoirement) renversé qu'après de durs combats dans des secteurs clés de l'autonomie ouvrière : les dockers, la sidérurgie, l'automobile, la presse, et, surtout, les mines. ».

Durs combats qui mirent également hors circuit l'ancienne puissance syndicale, ce qui indique à quelle période du mode de production capitaliste appartient l'autonomie. Celui qui n'a pas connu la puissance syndicale ne sait pas ce qu'étaient les joies de l'autonomie.

« Il ne fut plus possible à la lutte de classe de dépasser émiettement et parcellisation, d'autant que privatisations et sous-traitance créaient d'inextricables situations juridiques où la législation répressive des luttes pouvaient s'exercer

pleinement. » Surtout, avait été créée une situation sociale rendant caduc le mouvement autonome.

Tirant les leçons de la grève des postiers britanniques, le texte conclut : « Les fondements de la lutte, s'ils marquent une rupture de la base avec les directions syndicales, montrent aussi la persistance de certaines notions dans les relations de travail et dans l'utilisation des structures de base syndicales, ces notions mêmes que la "mise au pas" de l'autonomie des luttes dans le début des années 1980 avait tenté d'éradiquer mais qui resurgissent. (...). Toutefois, il nous faut considérer que les postes britanniques sont pratiquement, pour diverses raisons y compris l'intervention de la lutte de classe, restées une des seules entités nationales non démantelée (c'est un des principaux employeurs britanniques, avec 160 000 travailleurs, nombre qui leur donne un pouvoir évident). Aussi des pratiques de base dans les relations de travail, *courantes autrefois dans l'industrie mais éliminées dans les années 1980, restent-elles ici bien vivantes* (souligné par nous). Ces pratiques, appelées "mutualité" et "démarcation", font que les équipes règlent les conditions de leur activité et que la direction ne peut assigner une tâche autre que celle pour laquelle on a été embauché. Il est évident que ce manque de "flexibilité" et cette limite de l'"autorité" gêne considérablement toute tentative de restructurations ». Ce à quoi, le témoignage du postier ajoute (p.27) : « la cause fondamentale de la grève a été de *mater le syndicat* (souligné par nous) et de mettre en place les changements que nous n'avions nullement votés ».

* *Echanges* n°106 : à propos des dockers espagnols

« Ces luttes (les luttes des dockers dans le monde depuis plus de trente ans, nda) ont pris un caractère tout autant spécifique en Espagne avec la création d'une organisation autonome de lutte dans le port de Barcelone, la *Coordinadora*, dont les vicissitudes ont été analysées également dans *Echanges*. Il reste à écrire une histoire complète de la transformation, inévitable dans un système capitaliste, d'un organisme de lutte à forte composante de gestion collectiviste en un organisme de gestion de la force de travail pour le compte de l'exploiteur capitaliste, simplement par le fait qu'il ait tenté d'assurer sa survie par une permanence en dehors de la lutte elle-même. » (p.24). Mais, comme le répète *Echanges* avec raison, la lutte entre le prolétariat et le capital, ouverte ou souterraine, n'est-elle pas permanente ? Laissons ce point de côté. Il y a une étrange obstination à ne pas voir que n'importe quoi ne se transforme pas en n'importe quoi. Si la « permanence après la lutte » transforme un organisme à « forte composante de gestion collectiviste » (?) en un organisme de « gestion de la force de travail », c'est que le vers est dans le fruit. Pourquoi cet « organisme » tente-t-il d'« assurer sa survie » ? Il y est contraint par ce qu'il est comme organisme « collectiviste » : l'organe d'une lutte revendicative. Si cet organisme change de forme et même de contenu c'est qu'il n'était qu'un organisme de défense de la condition prolétarienne. C'est là que se situe la continuité expliquant le passage de l'un dans l'autre. Les *théoriciens* de l'autonomie

voudraient qu'en tant que tels les « organes autonomes » inventent le communisme tout en demeurant ce qu'ils sont : des organes de la lutte revendicative. En tant que tels leur *pente naturelle* c'est la permanence et donc leur transformation en syndicats-croupions.

Ces défenseurs sentent bien qu'il doit y avoir une continuité puisqu'ils parlent de transformation seulement en termes de « gestion », mais la reconnaître mettrait à bas toute leur construction théorique très élaborée de la révolution communiste. Car, ne nous y trompons pas, cette construction existe. Ce sont bien ces organes autonomes de luttes qui sont chargés de produire la société communiste. Répondant à un correspondant à propos des grèves du printemps 2003, *Echanges* écrit : « L'étiquette syndicaliste révolutionnaire par exemple, ne porte-t-elle pas aussi une telle contradiction si les organes autonomes de lutte envisageaient tout autre chose que le syndicat comme base d'une société communiste ? » (p.44). Il faut le dire clairement : les organes autonomes de lutte ne pourront envisager le communisme que dans le moment où ils se détruiront comme organes autonomes de luttes, tant qu'ils sont tels ils ne peuvent que chercher à perdurer.

La bonne auto-organisation est celle d'une action déterminée, locale et ponctuelle : « La formule des collectifs de base est en quelque sorte le produit d'une telle situation (les limites des organisations permanentes) : si l'on veut dans une lutte quelconque, échapper aux conséquences inévitables de cette permanence, la formation d'organismes de base pour un but déterminé ponctuel s'impose (...) C'est une autre raison qui fait pour nous l'intérêt de tels collectifs : leur efficacité, réduite certes mais pas inutile dans une sorte de harcèlement, vient précisément de leur mode d'action. Une efficacité plus grande ne pourrait venir que de *l'extension de l'activité de ces collectifs de base* (souligné par nous) dans des formes et pour des objectifs qu'ils définiraient eux-mêmes, sans avoir d'autre but que celui d'une activité définie – et pas une permanence pour un but plus politique, plus général. Un tel mouvement ne pourrait venir que de la base, mais il importe de voir qu'il ne serait pas le résultat d'une volonté des protagonistes mais des nécessités elles-mêmes de la lutte, de par l'extension qu'elle produit alors. » (p.34). Si la « bonne auto-organisation » est déterminée, locale et ponctuelle, elle exprime par là même des limites qu'il lui faut franchir. Mais ce franchissement ne pourra être que l'extension du même et à moins de prendre l'extension parvenue à un certain point comme étant la révolution, ce qui n'est jamais loin dans les discours de l'autonomie, il faut bien reconnaître que la question de la révolution, qui est celle que se posent les autonomes y compris *Echanges*, non seulement n'est pas résolue (il ne s'agit pas de cela et personne n'a cette prétention) mais n'est même pas posée.

Echanges sent bien le dilemme devant lequel les « organes autonomes » sont placés : communiser la société ou devenir des syndicats-croupions. Mais c'est parce qu'il leur est impossible d'admettre que la communisation est l'abolition par le

prolétariat de tout ce qui le définit en tant que classe, y compris et en premier lieu son autonomie, qu'ils ne peuvent pas comprendre que la transformation en syndicat-croupion est la pente naturelle des « organismes autonomes ». Le simple fait de pouvoir envisager l'hypothèse du syndicat comme « base de la société communiste » prouve qu'ils sont incapables de penser la disparition du prolétariat et la révolution comme autre chose que la lutte revendicative poussée à bout de façon radicale, comme le prolétariat devenant maître de la société : « Lors d'un mouvement autonome (...) le syndicat *en tant que tel* (souligné par nous) ne peut que se dissoudre dans les organes de l'autonomie (non reconnus) » (p.43). La question n'est pas la « reconnaissance » ou la « légalité », les dockers de Barcelone, par exemple, ne seront pas révolutionnaires en demeurant dockers de Barcelone en lutte contre leurs employeurs et donc il faudra qu'ils dépassent leur « organisme autonome et collectiviste » (légal et reconnu ou non) de dockers de Barcelone.

* Kolinko : *Proposition pour une enquête sur les Call Centers*

Le groupe allemand Kolinko se propose au travers de cette enquête de « renouveler le débat sur les buts et tâches des révolutionnaires ». L'enquête relève du « besoin de chercher les bases matérielles de la libération dans le mouvement quotidien des exploités à l'intérieur du *procès de production* (souligné par nous) ».

« Au sujet du développement de la technologie de l'information, nous devons rendre clair que le capital (en tant que classe) n'a aucune capacité d'innovation. Il peut s'affronter à nous en tant que puissance, tant que nous ne reconnaissons pas que c'est nous-mêmes et non le capital qui développons les forces productives à travers notre coopération sociale croissante ». La base du discours de Kolinko ce sont les théories d'une partie de l'autonomie italienne sur la coopération et le « general intellect » comme activité propre de la classe ouvrière, or l'une et l'autre (la coopération et le « general intellect ») ne sont pas « volés » au prolétariat par le capital mais sont des déterminations du capital en tant que rapport d'exploitation. Ils en sont un produit propre. C'est sur une telle base que Kolinko fonde les « tendances révolutionnaires pour le pouvoir ouvrier », tendances qui seraient appelées à devenir le contenu de « l'auto-organisation et de l'auto-émancipation ». En conséquence, Kolinko se fixe pour but de chercher « comment les ouvriers utilisent leurs moyens de production dans le but de gagner un certain contrôle sur le *procès de travail* et comment c'est possible de s'approprier les moyens de production comme une arme et un moyen d'organisation des luttes (...) ». Avec Kolinko, on assiste à une confusion et un constant aller-retour entre ce qui peut rendre une lutte revendicative très efficace et le communisme, eux-mêmes identifient « pouvoir ouvrier » et « désir du communisme ». Le « contrôle sur le *procès de travail* » peut rendre une lutte efficace, mais le communisme n'est pas le « pouvoir ouvrier » sur les Call Centers, ni la révélation que c'est notre propre coopération qui les fait fonctionner et prospérer. C'est-à-dire que le communisme n'est pas la

réappropriation ouvrière de ce dont la classe aurait été dépossédé, mais son abolition y compris de ce dont elle a été dépossédé et cela dans sa forme matérielle même. Dans leur lutte contre le capital, les ouvriers des Call Center peuvent « garder pour eux leur savoir-faire », mais nous pouvons espérer que dans des rapports communistes entre les individus un tel savoir-faire ne nous soit d'aucune utilité.

A l'intérieur du procès de travail, on pouvait imaginer trouver les bases matérielles de la *libération*, mais c'est là que précisément l'idéologie de l'auto-organisation ou de l'auto-émancipation empêche maintenant de concevoir que la révolution n'est pas la libération des ouvriers, l'affirmation de leur pouvoir par la reprise pour eux-mêmes de leur coopération, mais leur abolition en tant que classe et celle de leur « « savoir-faire collectif » qui n'a toujours été qu'une force productive *du capital*. Pour Kolinko, la lutte contre le capital par l'utilisation par les ouvriers de leur force collective devient, parvenue à une certaine extension et intensité, la révolution comme affirmation de ce « pouvoir ouvrier » acquis contre le capital. Dans l'idéologie de l'auto-organisation, il n'y a plus de rupture entre la lutte revendicative et la révolution, la seconde est contenue dans le continuum et la nature même de la première. Dans le cours quotidien des luttes revendicatives, pour peu qu'il soit auto-organisé, on pourrait y identifier des « tendances communistes », non en ce que ces luttes exprimeraient une remise en cause de la classe dans sa lutte contre le capital, mais positivement en ce que s'y affirmerait le pouvoir ouvrier fondé sur la réappropriation de la coopération dans le procès de travail, oubliant qu'il est indissolublement procès de valorisation dans la double nature du procès de production immédiat.

Avec Kolinko apparaît que le « pouvoir ouvrier » est l'horizon indépassable de l'autonomie.

* Un aveu ?

« Si "crise du prolétariat" il y a, c'est que les vieilles catégories sur lesquelles s'appuyaient les raisonnements et actions "révolutionnaires" n'existent plus comme telles (ou sont réduites) alors que l'on voit une uniformisation des conditions d'exploitation qui balaie les catégories que l'on pouvait voir autrefois. Crise du prolétariat, d'accord, mais seulement par rapport aux catégories antérieures dans lesquelles les prolétaires modernes ne se reconnaissent plus, ce qui explique en partie la chute et la disparition des idées obsolètes, des groupes, partis et organisations quelconques qui continuent de charrier ces idées. (...) Il est possible que les "penseurs révolutionnaires" cherchent cette théorie (la théorie révolutionnaire, *nda*) là où elle n'est pas, négligeant totalement de relier des phénomènes dispersés mais récurrents et qui ne cadrent pas avec les schémas qu'ils tirent des mouvements du passé, d'un passé parfois fort lointain et qui correspondait à un état du capital qui n'existe plus aujourd'hui. » (Echanges, n° 106, p.50)

L'autonomie triomphante

Luttes revendicatives / révolution / autonomie / syndicalisme

Depuis quelque temps déjà, il y a peu de luttes qui ne soient auto-organisées et qui ne visent leur autonomie. L'auto-organisation et l'autonomie sont triomphantes quand elles n'ont plus, en elles-mêmes, aucune signification révolutionnaire, quand *elles ne sont qu'un moment, avec les syndicats, du syndicalisme*. Nous sommes en plein quiproquo : l'autonomie qui « mord encore » (*Lettre du mouvement Communiste* sur la grève des traminots italiens de décembre 2003) n'est plus celle que les thuriféraires de l'autonomie ont en tête. Dans le triomphe actuel de l'auto-organisation, les luttes revendicatives mettent en forme de façon très instable l'existence du prolétariat comme classe en tant que limite de sa propre lutte en tant que classe (ce que nous appelons l'écart n'est que la nature du rapport de ces deux éléments, rapport interne à la lutte de classe). Cette limite apparaît comme telle dans l'instabilité de l'auto-organisation des luttes, dans l'absence de perspectives qu'elle révèle immédiatement en se confondant avec le syndicalisme (les syndicats ne sont qu'un aspect du syndicalisme), dans les méfiances qu'elle suscite dès qu'elle dépasse le cadre strictement local d'individus se connaissant directement, dans les actions qui à l'intérieur de l'auto-organisation se heurtent à ce que l'on est qui, dans la lutte, devient ce qui doit être dépassé. C'est dans la rupture visible de la transcroissance entre luttes revendicatives et révolution qu'existe le courant communiste. Il faut éviter tout finalisme, la révolution n'est pas un terme déjà donné, elle n'existe que de par ce qui dans les luttes revendicatives quotidiennes indique que l'existence en tant que classe est la limite de la lutte de classe. Dans l'auto-organisation, l'insatisfaction et la déconvenue contre l'auto-organisation en est maintenant l'indication la plus pertinente.

La signification révolutionnaire de l'auto-organisation c'était la transcroissance entre les luttes revendicatives et la révolution, cela signifiait que les luttes étaient la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste, la révolution, son affirmation comme classe dominante, l'extension libre et à son profit de sa propre définition de classe du travail productif, de l'association, de la coopération, de la liaison entre travail et valeur contre le profit. C'était la nature révolutionnaire du prolétariat qui s'exprimait d'abord dans les luttes revendicatives puis se révélait pleinement dans la révolution comme prise du pouvoir. Tout cela était juste, mais ne l'est plus. L'affirmation du prolétariat a toujours été impossible mais dans ses propres termes, c'est-à-dire en poursuivant ses propres buts et non par rapport à la norme d'une vraie révolution connue de toute éternité. Si nous affirmons maintenant cette impossibilité, nous n'imaginons pas que cette impossibilité en était une pour les gens de l'époque et pour l'époque elle-même. Si l'auto-organisation en tant que telle est devenue obsolète

c'est que la relation entre luttes revendicatives et révolution est devenue plus que problématique. Une telle liaison entre luttes revendicatives et révolution, une telle transcroissance, était inséparable de l'existence d'un puissant mouvement ouvrier dont la puissance culmina dans le « socialisme réellement existant ». Il n'y a pas d'auto-organisation, d'autonomie des luttes comme marchepied de la révolution, comme médiation même entre les luttes revendicatives et la révolution sans la garantie que lui offre ce puissant mouvement ouvrier, garantie qu'elle a quelque chose à auto-organiser, à rendre autonome, à libérer, à renverser. L'autonomie et le mouvement ouvrier appartenaient au même monde maintenant révolu. Ce monde était celui du capital jusqu'au début des années 1980. Le capitalisme rimait avec le progrès social dans les pays occidentaux, il développait un enchaînement vertueux d'essor des grandes entreprises, du salariat, des organisations syndicales, des négociations de compromis entre les managers et les salariés, bref, soyons un brin provocateur, un partenariat capital-travail. La transcroissance entre les luttes revendicatives et la révolution n'était plus que l'*aufhebung*, le dépassement-achèvement-conservation de ce partenariat. C'est la rupture de cette relation de transcroissance qui a proclamé l'obsolescence de l'auto-organisation qui en avait été la forme la plus radicale. Pannekoek nous disait qu'à la suite d'une longue période historique de conflits, la classe ouvrière devenait la puissance dominante de la société organisée dans les Conseils, Negri que l'histoire du capital était l'histoire de l'activité ouvrière et Georges Marchais écrivait le programme commun de la gauche. Ils sont morts tous les trois.

Qu'en est-il alors maintenant de l'auto-organisation et de l'autonomie dans les luttes revendicatives, maintenant que toute transcroissance est à ranger au magasin des antiquités ? Nous prendrons deux exemples : la lutte dans les transports urbains collectifs en Italie (décembre 2003) et la lutte des ouvriers de l'usine FIAT de Melfi (mai 2004).

« Trop vite enterrée, l'autonomie ouvrière mord encore », telle est l'ouverture en fanfare de *La Lettre de Mouvement Communiste* (n°12, janvier 2004) consacrée aux grèves dans les transports urbains en Italie. Quelles ont été la nature et les activités de cette autonomie ? Les employés ont lutté pour des augmentations de salaires et, sans se soucier du cadre légal, s'affrontent à l'Etat et aux syndicats, aux patrons et au partis de gauche. Ils ont perturbé le train-train du marchandage officiel sur les termes de la vente de la force de travail. Si la grève est sauvage c'est parce qu'elle ne respecte pas les modalités de « service minimum obligatoire légal », sinon elle éclate le jour prévu par les syndicats.

Mais le contenu revendicatif des luttes s'enveloppe par la force des choses dans la peau du syndicalisme. Le fait de récuser la forme institutionnelle donnée par les grandes centrales syndicales ne débouche pas en lui-même sur une répudiation du syndicalisme. Le syndicalisme est la forme générale organisative, quasi naturelle, des

luttons revendicatives. Qu'on rénove cette forme en l'appelant coordination, assemblée souveraine de lutte, conseil ouvrier, néo-syndicat, voire anti-syndicat, ne changera rien à l'affaire. Le contenu commande la forme.

La *Lettre de Mouvement Communiste* qui veut voir dans la lutte revendicative auto-organisée et autonome le premier moment d'une transcroissance en lutte révolutionnaire (à condition, nous le verrons plus loin, qu'elle devienne « politique ») est contrainte de suppléer par la phrase proclamatoire à l'absence de ce qu'elle cherche à démontrer. « C'est donc bien d'un mouvement autonome et général des travailleurs qu'il s'agit, *emportant tout sur son passage* (souligné par nous). Compte tenu du rapport de force défavorable, *le repli a été bien organisé* (souligné par nous) collectivement. Malheureusement ce mouvement n'a donné naissance à aucune organisation formelle inter-dépôts » (p. 4). La « maladie de la grève sauvage a frappé très fort » mais « le dispositif syndical anti-grève a parfaitement fonctionné » (p. 5). Enfin, le sommet de la critique des syndicats serait atteint, d'après la *Lettre*, par ce slogan des traminots de Milan : « *le syndicat c'est nous* ». L'autonomie a la nostalgie du grand mouvement ouvrier national et elle sait, quand il le faut, rendre hommage à la CGIL qui, dans les luttes qu'elle organise dans la métallurgie, s'oppose aux accords séparés (p.5). Au point que, quand la dernière grève illégale milanaise du 12 janvier 2004 obtient un supplément local à l'accord national, *Mouvement Communiste*, en tant que prétendant au poste de chef d'orchestre de la lutte de classe, déclare : « la défense des conditions de travail et de rémunération de l'ensemble de la catégorie a fait un pas en arrière avec l'accord milanais. » (p.16).

A contre coeur parfois, les différents syndicats reconnaissent que la grève illégale a été utile pour créer un rapport de force dans les négociations. Le responsable de la coordination des chauffeurs de Brescia, adhérente à la coordination nationale, se contente de dire que la grève illégale était « la seule arme dont disposait les travailleurs » et que « si les syndicats ont pris en compte notre revendication des 106 euros, c'est qu'ils écoutent la base », il ajoute que « la grève n'est pas dirigée contre les syndicats ». Quant aux « syndicats de base », ils ont, selon la *Lettre*, « pleinement joué leur rôle d'exutoire de la colère des salariés » (p.15), c'est-à-dire, soyons clairs, que les salariés ont pleinement accepté qu'ils jouent ce rôle. Il est vrai qu'à Venise, le 20 décembre, c'est le *Cobas* qui a appelé avec succès à la grève illégale. De son côté, le responsable de la Bourse du travail de Milan juge que les « trois syndicats CGIL, CISL et UIL ont fait leur la grève spontanée des ouvriers » (p.9). Bien sûr qu'il faut un « culot monstre », comme le dit la *Lettre*, pour faire une telle déclaration, il n'empêche que cette déclaration a été faite. Le plus important ce sont les circonstances dans laquelle elle est faite. Le 20 décembre devant l'enlisement des négociations, la grève sauvage reprend, le préfet de Milan convoque les représentants syndicaux pour tenter de parvenir à un compromis, « les responsables syndicaux centraux de l'ATM viennent escortés par une

manifestation de 500 travailleurs en rage. Dans ces conditions aucun accord ne peut être trouvé » (p.9). Si le responsable de la Bourse peut avoir ce « culot monstre », c'est que les « 500 ouvriers en rage » ont fait leur les représentants syndicaux centraux.

Dans sa grande honnêteté vis-à-vis des faits, le texte de la *Lettre* ne nous montre qu'une seule chose : une lutte revendicative sur la valeur d'échange de la force de travail est d'autant plus efficace qu'elle ne s'embarrasse pas du train-train des négociations syndicales (encore qu'elle en suit souvent le calendrier) et de la législation encadrant le droit de grève. Mais l'autonomie révolutionnaire devenue une pure et simple idéologie ne peut se contenter de cela.

« Malheureusement, personne ne s'est emparé, en la faisant sienne, de la signification politique offensive de la lutte des *autoferrotramvieri*, ni de la tâche permanente de son organisation sur les lieux de travail, jusqu'au dernier des dépôts investis par le mouvement. Les syndicats de base ont exploité, sans grand succès, la situation pour se renforcer au détriment des grandes confédérations officielles mais se sont refusés à favoriser l'organisation indépendante de la lutte. » (p.8). Personne ne s'en est emparé, *même pas les travailleurs eux-mêmes*, mais cela n'effleure pas la conscience de *Mouvement Communiste* tant ce qui importe pour eux c'est la constitution d'un groupe politique défendant l'autonomie et non l'autonomie elle-même. En cela, ils ne font qu'exprimer la caducité du principe révolutionnaire qu'ils voudraient défendre. Personne, impliqué dans la lutte, n'aurait su « expliquer le caractère politique offensif de cet affrontement » (p. 3), à la lecture attentive du texte de *Mouvement Communiste*, force est d'ajouter qu'eux-mêmes n'y parviennent pas parce que, fort heureusement pour la présentation des faits, ils ne tentent jamais de le faire. Ce qu'ils ne parviennent pas à faire sur des exemples concrets de luttes revendicatives réellement existantes, ils parviennent à le faire dans la construction d'un schéma idéal qui ne pourra que se réaliser.

« C'est comme si les luttes défensives ne fonctionnaient plus comme *école de communisme*, ne forgeaient plus d'elles-mêmes leur dépassement politique. (...) Les comités ouvriers doivent s'approprier le combat politique révolutionnaire en le reliant à sa base matérielle : la bataille quotidienne pour la défense des intérêts immédiats des prolétaires. C'est seulement lorsqu'un tissu suffisamment solide, étendu et représentatif d'organes de cette nature aura fait son apparition que nous aurons accès aux clés de la solution de la question de l'organisation politique du prolétariat. » (*la Lettre de Mouvement communiste*, n°11, octobre 2003). *Mouvement Communiste* ne cherche pas à répondre aux questions que pose la réalité des luttes défensives qui ne « fonctionnent plus comme école de communisme », il est acquis, pour eux, qu'elles ne peuvent que fonctionner ainsi, si elles ne le font pas c'est parce qu'elles ne répondent pas au schéma inventé par *Mouvement Communiste*. Le schéma a raison, c'est la réalité qui a tort et qui devra bien le reconnaître un jour. Il est vrai que l'erreur n'est pas dans le schéma lui-même, mais dans la volonté de résoudre l'hiatus entre les luttes revendicatives et les

lutttes révolutionnaires (« politiques » pour le *Mouvement Communiste*). Le *Mouvement Communiste* cherche à construire une continuité de fait et organisationnelle, là où, à suivre leur propre argumentation, il y a une rupture. Au lieu d'essayer de comprendre pourquoi les lutttes revendicatives ne sont plus une « école de communisme », les auteurs de *Mouvement Communiste* s'embrouillent eux-mêmes dans leur schéma de rupture sans rupture, de rupture dans la continuité et surtout de continuité dans la continuité qui n'aboutit à rien.

Au moment même où ils admettent une rupture, les auteurs de *Mouvement Communiste*, en fins dialecticiens normands, la font disparaître.

« En effet, comme vendeur collectif de la marchandise force de travail, le prolétariat organisé en association, s'il poursuit le but de réévaluation du prix de marché de sa marchandise, constate par là même que la valeur qui se valorise par son truchement représente sa limite infranchissable. Il est alors astreint à requalifier ses revendications économiques par le seul moyen de lutte qui lui reste accessible, celui de l'indépendance politique, celui de l'incompatibilité avec la valorisation du capital. En un mot, il doit dépasser la forme marchande de sa force de travail et, ainsi, renverser la dictature de la valeur. Sa lutte devient alors politique, sans pour autant perdre son ancrage, sa dimension et ses revendications économiques. D'ailleurs, dans certaines circonstances (comme celle de la crise), ces dernières (les *revendications économiques*, nda) ne peuvent aboutir que par le renversement politique des rapports de production capitalistes. » (*ibid*, p. 3). Si nous avons bien compris la conclusion : grâce au renversement des rapports de production capitalistes, le prolétariat peut ... obtenir des augmentations de salaires ; il est vrai qu'il s'agit d'un renversement « politique ». La finale est à la hauteur des prémisses. Point de départ : le prolétariat constate dans la lutte des classes, les limites objectives, « infranchissables » de ses revendications économiques. Est-ce qu'il les dépasse, est-ce qu'il passe à un niveau de lutte supérieur, en un mot révolutionnaire ? Oui et non, il les « requalifie » (?), c'est-à-dire qu'il les conserve en leur ajoutant l'« indépendance politique » et l'« incompatibilité avec la valorisation du capital ». Cela signifie, pour parler clair, que le prolétariat revendique des augmentations de salaires au moyen d'une lutte dont le contenu est l'« incompatibilité avec la valorisation du capital ». Mais la suite est encore plus surprenante : le prolétariat « requalifie » (?) ses revendications économiques en « dépassant la forme marchande de sa force de travail » et en renversant « la dictature de la valeur ». A ce moment là, la lutte devient politique sans perdre ses revendications économiques. Voilà donc le prolétariat qui attaque la dictature de la valeur, qui la renverse même, en conséquence, si les mots ont un sens, le prolétariat instaure des rapports qui ne sont plus ceux de l'échange, qui ne sont plus des rapports marchands. En un mot, renversant la valeur, il renverse le mode de production capitaliste et il s'abolit lui-même comme classe. Disons le, il communise les rapports entre les individus. Pour

Mouvement Communiste, il fait tout cela, sans perdre ses revendications économiques. *Mouvement Communiste* doit nous expliquer comment on renverse la dictature de la valeur sans perdre ses revendications économiques sur le salaire. De deux choses l'une, soit le prolétariat est schizophrène, soit *Mouvement Communiste* raconte n'importe quoi.

Une lutte révolutionnaire part des conflits d'intérêts immédiats entre prolétaires et capitalistes et du caractère inconciliable de ses intérêts, elle est, si l'on veut, ancrer dans ces conflits, mais si à un moment de la lutte revendicative, les prolétaires, contraints et forcés par leur conflit avec la classe capitaliste ne lèvent pas l'ancre, leur lutte demeurera une lutte revendicative et ira, *en tant que telle*, à la victoire ou malheureusement le plus souvent à la défaite. En revanche, si, comme le *Mouvement Communiste* l'envisage, ils s'attaquent aux rapports marchands, s'emparent des biens comme valeurs d'usage et des moyens de production en intégrant à la production communautaire ceux que le salariat ne peut absorber, développent la gratuité, brisent le cadre de l'usine comme origine des produits, dépassent la division du travail, abolissent toute sphère autonome, en premier lieu l'économie, dissolvent leur autonomie pour intégrer dans les rapports non marchands qui se mettent en place tous les sans réserves et même une grande partie des classes moyennes que leur mouvement réduit à la misère, dans ce cas c'est leurs propres anciennes existence et association comme classe qu'ils dépassent et, c'est alors un détail, leurs revendications économiques. On ne lutte contre l'échange et la « dictature de la valeur » que si l'on entreprend la communisation.

Défendre la sacro-sainte Autonomie du prolétariat, c'est s'enfermer dans les catégories du mode de production capitaliste, c'est s'empêcher de penser que le contenu de la révolution communiste c'est l'abolition du prolétariat non en vertu d'une simple équivalence logique (l'abolition des rapports capitalistes, est par définition celle du prolétariat), mais en vertu de pratiques révolutionnaires précises de la classe qui abolissant la valeur, l'échange et tous les rapports marchands dans la guerre qui l'oppose au capital, c'est là son arme déterminante, intègre par des mesures de communisation la plus grande partie des sans réserves, des exclus, des classes moyennes et des masses paysannes du tiers-monde (là aussi l'exemple des luttes en Argentine serait à méditer, non pour défendre l'interclassisme mais au contraire l'abolition des classes). La tragique réponse de Gorter, « le prolétariat est seul », passe tout autant à côté du contenu essentiel de la révolution, l'abolition des classes dans la communisation des rapports, que le frontisme de Lénine.

Mais attention, *Mouvement Communiste* ne nous parle pas d'abolition de la dictature de la valeur, mais de *renversement*. Nous avons compris ce terme dans son sens le meilleur, celui d'abolition (ex : le « renversement de la monarchie »), peut-être qu'il ne s'agissait que de mettre la valeur à l'envers : mettre en place un pouvoir politique faisant fonctionner la loi de la valeur à l'avantage des prolétaires. « Préfiguration, s'il en est, de la période de transition, la lutte politique prolétarienne creuse les fondations de la dictature des classes opprimées sur les classes jusqu'ici

dominantes » (*ibid*, p. 4). Si l'on envisage la révolution comme action politique et son issue comme période de transition, il est certain que la lutte politique est « l'issue naturelle de la lutte quotidienne défensive » (p. 3), pour la simple raison que la révolution en ce qu'elle est communiste a disparu. De tout évidence, *Mouvement Communiste* demeure enfermé dans le schéma social-démocrate ou léniniste : des revendications, on passe à l'unification politique c'est-à-dire l'affrontement avec l'Etat comme lutte politique. *Mouvement Communiste* nous dit bien qu'il ne faut pas faire comme les *Brigades Rouges* ou *Lutte ouvrière* mais rester liés au combat quotidien de la classe, afin de ne pas sombrer dans le terrorisme ou l'électoratisme, mais si les manières divergent c'est bien de ce que l'on entend le plus habituellement par lutte politique dont *Mouvement Communiste* nous parle. On renverse le pouvoir et on prend des mesures collectivistes allant vers le communisme. Il est possible que, dans certaines circonstances, nous n'ayons pas le choix, mais la lutte revendicative plus la violence, non seulement ce n'est pas la révolution, mais encore c'est l'écrasement assuré. C'est le gauchisme radical italien de la fin des années 1960 et son apologie ouvriériste de la classe telle qu'elle est, même sous la forme de l'« organisation autonome des ouvriers ».

Si les gauchistes de *Mouvement Communiste* aiment l'unification et la lutte politique de la classe, c'est parce qu'à aucun moment, malgré leur phraséologie, l'action du prolétariat ne sort des rapports capitalistes. Si la lutte politique est l'« issue naturelle de la lutte économique » (même si par ailleurs – p. 7 - : « La relation entre luttes défensives et combat politique est tout sauf linéaire » ; plus loin la lutte économique peut même être un « frein potentiel aux possibles développements révolutionnaires » - p. 8 ; mais, encore plus loin : « Toute lutte défensive est à la fois économique et politique ou encore tout combat économique est finalement politique » - p. 11), c'est tout simplement qu'elles ne sont que deux aspects, deux sortes de luttes revendicatives. La lutte économique, c'est la lutte revendicative sectorielle, la lutte politique c'est la lutte revendicative générale, les deux doivent se nourrir et s'interpénétrer. Là où les choses se corsent c'est quand la lutte revendicative générale ou « lutte politique » est définie comme affirmant le prolétariat comme « sujet de la transformation radicale du mode et des rapports de production » (p. 8). Voilà donc le prolétariat qui devenu « sujet d'une transformation radicale des rapports de production » féconde des luttes économiques efficaces (p.6), donc ne remet pas en cause les rapports marchands et le salariat, cela pourrait être une contradiction interne du mouvement, des limites à dépasser, pas du tout cela fait partie des meilleures conséquence de l'action du sujet de la transformation radicale. Mais il y a mieux : « En outre, c'est au travers de la prise de conscience des ouvriers de leurs propres intérêts et droits sur les lieux de travail qu'on peut parvenir à la lutte générale dans la société » (texte de 1969 du CUB de Pirelli, donné dans la brochure comme expression exemplaire de l'interpénétration / dépassement entre lutte économique et lutte politique). Voilà donc le sujet de la transformation radicale des

rapports de production (pour notre part, cela signifie révolution communiste) qui ne se forme pas contre ce qui pouvait être sa situation antérieure de classe des ouvriers salariés, qui ne se forme pas contre le salariat, mais qui parvient à la « « lutte générale », entendons « lutte politique », entendons « transformation radicale des rapports de production » par la prise de conscience de « *ses intérêts et de ses droits sur les lieux de travail* ». Il ne peut s'agir que de ses intérêts et ses droits de travailleur salarié, les rapports de production capitalistes ont encore de beaux jours devant eux. Nous nageons dans l'opéraïsme le plus plat.

La *Lettre de Mouvement Communiste* (n° 11, « Syndicats et lutte politique », octobre 2003) nous dit : « La lutte défensive peut en effet se borner à rester cela (limitée au terrain de l'obtention d'un salaire meilleur, nda) et rester à la surface du rapport de production capitaliste, contestant uniquement les termes de l'échange entre marchandises. Dans ce cas, la critique pratique des ouvriers de leur propre condition n'investit la force de travail que comme valeur d'échange tandis qu'elle ne touche que très marginalement sa nature de valeur d'usage particulière capable de créer une nouvelle valeur. (...). A l'inverse, quand l'ouvrier collectif réagit massivement, non seulement contre les conditions particulières de la location de sa force de travail par le patron, mais aussi contre l'emploi de sa puissance productive dans le procès de travail, là, en radicalisant son combat, en pointant toujours davantage les caractéristiques spécifiques de son exploitation, il peut enfin développer sa conscience révolutionnaire. » (p. 11). Nous serions tentés de penser que lorsque la « critique pratique des ouvriers investit la force de travail comme valeur d'usage » cela signifie qu'ils commencent à abolir leur condition d'ouvrier : ils ne se contentent plus de la monnayer mais entreprennent de la supprimer. Il n'en est rien : si ce passage « n'est pas une question quantitative », il n'est pas non plus une « question d'objectifs ». En effet : « on peut lutter pour le salaire et pour la défense de sa condition de plusieurs façons » (*ibid*), et « toute lutte défensive est à la fois économique et politique » (*ibid*). Voilà donc des ouvriers qui entament la « critique pratique » de la valeur d'usage de leur force de travail, c'est-à-dire, pour être clair, la critique de leur propre définition en tant que classe, et cela pourrait n'être qu'une autre façon de défendre leur condition. L'*autonomie* est à nouveau la solution de cette incohérence : tout dépend de savoir si cette condition est soumise au diktat du capital et de la valeur ou si les ouvriers collectivement la prennent en main, la reconnaissent comme étant la leur en propre. A ce moment là, « des grèves initialement suscitées par les syndicats d'Etat » peuvent se transformer en « formidable creuset de l'autonomie ouvrière » et afficher un « signe politique dominant révolutionnaire » (*ibid*)

Tout au long du texte on apprend que « L'organisation politique indépendante du prolétariat n'est autre que la forme aboutie du combat de classe, le produit politique mûr de la lutte radicale » (p. 11). Mais que fait le prolétariat avec cette organisation ou que fait cette organisation ? Elle transforme radicalement les rapports de production, ce

que cela signifie nous ne le saurons jamais si ce n'est l'exemple de l'imposition de la journée légale de huit heures ou de faire valoir ses intérêts et ses droits sur les lieux de travail, nous n'en saurons pas plus. Il est vrai que le passage à la politique c'est le renversement de la « dictature de la valeur », mais nous avons des doutes sur ce que le *Mouvement Communiste* entend par là. Il suffirait de dire « politique » et la société capitaliste tremblerait sur ses bases. Derrière tout cela, il y a l'idée que le renversement du mode de production capitaliste est le renversement d'une domination, qu'il passe par l'affrontement avec l'Etat pour développer ensuite son âme sociale propre. La révolution ne pourrait être sociale qu'une fois achevée ses tâches politiques. Faire passer la lutte revendicative du niveau sectoriel au niveau général serait la rendre politique et par là révolutionnaire dans la mesure où c'est l'Etat, à ce moment là, qui serait en jeu en tant qu'organe de reproduction de la société capitaliste. Comme lutte politique générale contre l'Etat, la lutte économique devient politique sans cesser d'être économique, sa vertu révolutionnaire lui viendrait de l'enjeu que représente l'Etat. En fait la question politique est très simple, elle se résume à savoir qui doit commander à la société : la classe capitaliste avec ses intérêts ou la classe ouvrière avec ses intérêts ... autonomes. Dans *La lettre de Mouvement Communiste* sur les transports urbains, toutes ces choses sont dites de façon plus concrètes : « ... l'émergence soudaine de l'autonomie ouvrière, capable d'opérer une démarcation sur des bases claires de classe de l'ensemble de la société civile et des formations politiques et syndicales qui la structurent au service du mode de production dominant. Pour la première fois depuis fort longtemps, la gauche institutionnelle (Démocrates de gauche et CGIL en premier) a dû se ranger ouvertement du côté des patrons et du gouvernement tant honni de Silvio Berlusconi dans la condamnation active de l'illégalité ouvrière. Ce fait doit être interprété comme un facteur politique positif car il permet de redéfinir précisément les frontières politiques, normalement prévues pour rester floues, à partir de l'exercice de la lutte des classes. » (p. 12). En ce qui concerne la CGIL, le récit même de la grève par *Mouvement Communiste* montre que la condamnation n'est pas si évidente et que les structures syndicales officielles parviennent toujours à « manipuler » les luttes sauvages tant que leur caractère revendicatif les lie, dans leur contenu, au syndicalisme. Mais venons en à l'essentiel pour *Mouvement Communiste* : frontières *politiques* entre qui ? La réponse est dans le texte : entre toutes les organisations, syndicats, partis, d'un côté et, de l'autre, la classe ouvrière, comprise alors comme une organisation politique jouant en rivalité dans la même arène, pour le même enjeu de contrôle de la société et de l'Etat. Si l'on peut ainsi passer de l'autonomie à la politique, c'est que dans l'autonomie il y a l'acceptation de l'affirmation de ce qu'est immédiatement la classe dans les rapports de production capitaliste comme étant la possibilité et le cours de la révolution. En cela la révolution n'est pas le bouleversement de la règle du jeu mais le changement du joueur dominant, à ce petit jeu, si la classe demeure elle-même, telle qu'elle est dans son

autonomie, c'est-à-dire dans sa stricte définition dans les rapports capitalistes, elle ne peut qu'être écrasée si, dans ces circonstances, il lui arrivait de passer à la violence armée. Dans l'affrontement des termes du mode de production capitaliste, le capital est toujours vainqueur car en tant que mode de production il est présent des deux côtés.

L'idéologie de l'autonomie ouvrière, politique ou non (l'autonomie politique n'en est qu'une expression caricaturale), embrouille tout. Aucun mouvement révolutionnaire ne pourra être autonome car il ne pourra se développer que contre ce qui est le contenu même de l'autonomie et être son abolition : la situation particulière dans les rapports capitalistes de la classe ouvrière et non son affirmation même « générale » et « politique ».

Après les traminots italiens, venons en brièvement à la lutte des ouvriers de la FIAT à Melfi (*La lettre de Mouvement Communiste*, n°13, mai 2004, « Fiat Melfi : la classe ouvrière d'Italie contre-attaque »). Nous avons là à nouveau, une belle illustration de cette *introuvable* autonomie qui fait rêver tous les idéologues de la lutte de classe qui n'ont pas encore vu dans l'autonomie telle qu'elle existe, en ce qu'elle n'est qu'une variante du syndicalisme, que le prolétariat n'est une classe révolutionnaire que parce qu'il a la capacité d'abolir toutes les classes en abolissant le capital et qu'il ne peut mener une lutte révolutionnaire qu'en détruisant tout ce qui le définit comme classe et non en restant sur le terrain de l'affirmation de tout ce qui le définit spécifiquement comme classe, ce que ne peut qu'être son autonomie.

Pour MC, de la lutte des ouvriers de Melfi, se dégagent deux enseignements. « L'autonomie ouvrière peut certes être écrasée, détruite par la machine à broyer des rapports sociaux capitalistes et par ses Etats mais elle renaît toujours du sol de l'exploitation capitaliste. » (p. 12). Deuxième enseignement : « Quand l'autonomie ouvrière se déploie, l'ordre du capital ne peut être réellement restauré qu'à l'aide du maniement adroit de l'outil répressif conjugué à celui de la médiation des partis et des syndicats "proches des travailleurs". » (*ibid*). L'autonomie ouvrière s'est déployée mais : « Le fait d'avoir délégué à ces Messieurs (les syndicats, nda) l'extension du mouvement et la négociation a produit les effets escomptés. (...) L'incapacité des grévistes les plus déterminés à se doter de leur propre organisation autonome a lourdement pesé dans la balance des rapports de force. » (*ibid*). En un mot « l'autonomie ouvrière franchit une nouvelle étape en Italie » (p.11), « l'autonomie ouvrière se déploie », tout comme avec les traminots de Milan elle « mordait encore », mais, à Milan ou à Melfi, on ne la voit pas comme ses idéologues voudraient la voir et prétendent, en contradiction avec leur propre récit, qu'elle est.

A Melfi, la lutte a démarré avec des grèves appelées par les syndicats sur le paiement des jours de chômage technique (p. 3) ; rapidement les travailleurs dépassent ce cadre et ajoutent à ces revendications l'organisation des heures de travail et les salaires, ajouts acceptés par les syndicats (p. 3) ; la grève est contrôlée de bout en bout

par la FIOM (syndicat de la CGIL) y compris le blocage de l'usine (pp. 8-9) ; les ouvriers délèguent la recherche de l'extension et les négociations (p. 12) ; lorsqu'un accord (« pas très mauvais » selon l'appréciation d'*Echanges* dans son n°109) est conclu, la tentative de contestation de cet accord par le Cobas échoue (p. 10) ; les ouvriers n'ont constitué aucune organisation autonome (p. 12). Aucun doute, avec la lutte des ouvriers de Melfi, « l'autonomie ouvrière a franchi une nouvelle étape en Italie ». L'autonomie ne se déploie et ne franchit d'étape que dans la tête de militants qui sont restés rivés à leur rêve de Mirafiori : une usine « tombée aux mains des ouvriers » (*ibid*). Qu'en auraient-ils fait ?

Il y a bien eu une activité autonome des ouvriers de Melfi tout comme des *autoferrotramvieri*, mais ce que les idéologues de l'autonomie ne peuvent voir c'est que cette autonomie est devenue l'activité nourricière même du syndicalisme. En tant que telle, elle peut aller jusqu'à l'affrontement avec les institutions syndicales et même momentanément les supplanter. « Après les grèves des nettoyeurs des chemins de fer, après les grèves des transports publics, c'est maintenant le tour des métallurgistes. Dans tous les cas, il s'agit de luttes extrêmement dures qui se forment en dehors et contre les syndicats, des *luttes proprement autonomes* (souligné par nous) » (*Echanges*, n°109, p.19). C'est tout simplement faux. Ce qui est déterminant c'est que d'elle-même, l'autonomie ne porte plus aucun projet, aucun dépassement des rapports de production capitaliste et aucune idéologie ne peut lui en donner. Le comble du pathétique est atteint par la conclusion du texte d'*Echanges*. Cette conclusion rapporte la déclaration de Roberto Maroni, ministre italien des Affaires sociales, dans un entretien paru dans le *Corriere della Sera*. Celui-ci affirme : « Quand les syndicats s'engagent face au gouvernement à faire arrêter les blocus (il se réfère à Melfi, mais aussi aux grèves chez Alitalia et dans les transports en commun, note d'*Echanges*) et qu'ils n'y arrivent pas, un problème de représentativité se pose. Le système actuel risque de ne pas être à même de gérer les conflits ». *Echanges* commente : « Il a ajouté que le moment était venu d'impliquer aussi les organisations autonomes dans les accords, car elles sont plus présentes et plus actives parmi les travailleurs. Le discours de Maroni est intéressant non pas pour ce qu'il propose, mais parce qu'il démontre que des formes de luttes autonomes et radicales surgissent continuellement et commencent à poser problème dans certains milieux du gouvernement et de l'Etat. » (p.20). Les luttes des travailleurs posent problème, c'est sûr, mais le discours de Maroni est évidemment intéressant surtout *pour ce qu'il propose*, non seulement il est intéressant, mais il est vrai. Maroni reconnaît ce qui devrait réjouir le cœur de tout militant de l'autonomie : les formes de luttes autonomes que se donnent les travailleurs sont représentatives. C'est de la « récupération », de la « manipulation » diront les idéologues, mais non. Maroni est beaucoup plus lucide : puisque le syndicalisme des luttes revendicatives passe par des

organisations autonomes, « reconnaissons ces organisations comme des interlocuteurs » dit le ministre.

On ne comprend rien aux syndicats et au syndicalisme en général, si on se contente de les considérer comme manipulant de l'extérieur l'activité de la classe ouvrière ou comme une courroie de transmission de l'Etat à l'intérieur de la classe. Il faut une bonne fois pour toutes reconnaître que la classe ouvrière est une classe du mode de production capitaliste, qu'elle est dans un rapport conflictuel d'implication réciproque avec le capital (même si elle peut être à même de dépasser ce rapport). Ce rapport, l'exploitation, est la dynamique même de la reproduction du mode de production, de l'accumulation du capital. Dans cette contradiction qu'est l'exploitation, le prolétariat produit le capital et se reproduit lui-même dans son rapport à lui. Les intérêts respectifs sont simultanément irréconciliables et le fondement même de la reproduction respective des termes. Dans ce procès les termes ne sont cependant pas dans une situation de réflexivité égalitaire, c'est toujours le capital qui dans l'exploitation subsume sous lui le travail et à l'issue de chaque cycle apparaît comme concentrant toutes les conditions de la reproduction du rapport, c'est en cela qu'il se présuppose lui-même dans sa relation avec le prolétariat. Le syndicalisme exprime ce procès, il exprime l'activité de la classe en ce qu'elle implique conflictuellement le capital et présuppose son rapport à lui. Mais, et c'est fondamental, c'est dans le capital que la reproduction de ce rapport trouve constamment les conditions de son renouvellement. C'est en cela que, fonction de l'implication réciproque, le syndicalisme se trouve nécessairement amené à envisager le renouvellement de ce rapport sur la base des nécessités du capital, il n'a pas le choix. De là découle toutes les pratiques immédiates du syndicalisme : fonction de l'activité de la classe, dans son implication réciproque avec le capital, le syndicat ne peut alors que travailler à conforter et à reproduire cette implication. Les syndicats jouent leur partition mais ne peuvent la jouer et la faire plus ou moins entendre dans les luttes que parce qu'ils sont l'expression fonctionnelle d'une situation réelle de la classe. L'autonomie, dans le cycle de luttes actuel, n'est plus qu'un moment du syndicalisme. L'autonomie ouvrière peut être conflictuelle vis-à-vis des syndicats, mais dans la mesure où aucune dynamique révolutionnaire, contrairement à ce qu'écrivent *Mouvement Communiste* ou *Echanges*, ne peut plus sortir d'elle parce qu'elle reste par nature enfermée dans l'affirmation de la condition ouvrière, l'autonomie est un moment du syndicalisme, revivifiant les syndicats qui dans chaque lutte en convoient les éléments les plus actifs.

La capacité de luttes dont les travailleurs italiens semblent aujourd'hui faire preuve ouvrent de vastes perspectives pour l'avenir quand, contraints par la situation et le cours des luttes, les travailleurs italiens et d'ailleurs affronteront leur propre situation de travailleurs que l'autonomie formalise aujourd'hui comme la forme avancée du syndicalisme. Déjà l'autonomie, telle qu'elle s'est réellement manifestée à Melfi s'est révélée incapable, par sa nature même, d'exprimer la révolte contre le travail si présente

dans la lutte de ces ouvriers. C'est maintenant, à l'intérieur de l'auto-organisation et de l'autonomie, contre elles, que se crée la dynamique de ce cycle de luttes, comme un écart à l'intérieur de la limite de ce cycle que représente le fait même d'agir en tant que classe. C'est dans cet écart, dans ce retournement que le fait d'agir en tant que classe se constitue comme limite et que par là même la dynamique de ce cycle existe en se produisant.

Quelques constructions obsolètes

Ce qui est frappant c'est l'hypocrisie du discours actuel sur l'autonomie. Ce discours se targue de ne parler que de ce qui se passe, en dehors de tout pré-supposé idéologique et de la recherche d'un « sens révolutionnaire des luttes », mais en réalité il ne parle que de ça. Si les idéologues ou les militants de l'autonomie la voient partout et proclament sa présence partout sous sa forme rêvée, c'est parce qu'elle est pour eux La Révolution toujours là potentiellement.

Echanges se laisse parfois aller à exposer sa conception de la révolution et du communisme, comme dans le n° 75 (fév-juin 93). Pour *Echanges* réformisme ou léninisme furent des versions différentes de « l'idée que le socialisme ou le communisme pouvait être réalisé par une autorité supérieure... laquelle autorité fixerait les règles d'or d'une société nouvelle » (p. 58). Cette conception correspondait surtout : « à une réalité economico-sociale d'une société hiérarchisée dans laquelle on pouvait penser qu'il suffisait de changer les têtes pour qu'elle devienne humaine. Dans un monde où les techniques tenaient une place de plus en plus grande, l'immense majorité des prolétaires, de la population, pouvait considérer qu'elle était incapable de gérer quoi que ce soit et qu'elle devait faire confiance non plus à ceux qui possédaient, mais à ceux qui savaient. C'est cette conception qui est présentement balayée par l'Histoire (...) par la pénétration de plus en plus profonde du capital et des techniques qu'il utilise ». « D'un côté se développe une grande vulnérabilité du système (d'où la poussée vers la coopération minimum nécessaire pour que l'entreprise capitaliste puisse rester compétitive, c'est à dire puisse répondre à tout moment aux besoins du marché et réaliser la plus-value - avant les autres concurrents si possible -) ; de l'autre la circulation quasi-instantanée d'une information et la réponse productive rapide avec une simplicité technique liée au développement de l'appropriation générale de cette technique qui modifie radicalement les perspectives que l'on pouvait autrefois tracer dans la gestion d'une autre société (non plus sous la forme d'une utopie mais d'une réalité se développant sous nos yeux). » (p. 61). Il s'agit là d'un thème de base structurant l'idéologie auto-organisationnelle d'*Echanges* qui revient quasiment à l'identique dans le n° 105, p. 32 et le n° 106, p. 47.

Le communisme se ramène à une question de gestion démocratique par la base, rendue possible par la diffusion de « certaines techniques ». Plus de « destruction de l'Etat », plus « d'affrontement ouvert » : « la révolution doit venir du sein même du système capitaliste mondial et doit être l'oeuvre de tous » (p. 58). « Du sein même » signifie : le capitalisme nécessite la participation des travailleurs, en même temps que la diffusion de techniques adéquates autorise la gestion d'une autre société. A partir de là, bien sûr, on ne voit pas pourquoi la révolution ne serait pas « l'oeuvre de tous ». La résistance quotidienne, la lutte souterraine, pas spectaculaire, dont *Echanges* fait grand cas, à juste titre, n'est alors que le négatif à partir duquel se dévoile le but final : la prise en charge de la production, la gestion d'une autre société. Cette lutte ne ferait que manifester que tout est là pour passer à autre chose, puisque les moyens techniques sont là. « Autorité », « hiérarchie », « techniques », « gestion », « oeuvre de tous », tout est là pour que le récit événementiel des luttes et de leur devenir dévoile un sens révolutionnaire. A une seule condition : l'autonomie des luttes. Mais pas l'autonomie réellement existante et jamais satisfaisante, l'autonomie idéale qui est la construction abstraite d'un sens révolutionnaire.

Dans le n° 81 d'*Echanges*, p 44, on trouve une interview d'un certain Pierre Rolle, reprise d'une revue intitulée *La Gauche*. Dans sa présentation *Echanges* déclare que les « thèmes de P.R. rejoignent des sujets souvent abordés dans *Echanges* et font l'objet de débats qui, bien sûr, n'ont pas et ne peuvent avoir de fin ». Après nous avoir dit que la classe ouvrière est « plus hégémonique que jamais » et que ce sont « ses énergies qui sont confisquées pour faire fonctionner toute la société », mais qu'elle n'est pas prête à prendre en charge la gestion d'elle-même, il définit en conséquence la perspective révolutionnaire : « La classe ouvrière a cet immense choix à faire de passer de cette socialisation faite de l'extérieur, sur elle, à une situation où elle deviendrait l'agent unique de constitution de la société et devrait dès lors aussitôt affronter aussi cette socialisation incomplète, ces contradictions, ces choix, ...Tous les germes de la capacité du salariat à se régler lui-même, à reprendre les instruments forgés par la bourgeoisie sont présents. »(*Echanges*, n° 81, p. 47) Et de conclure : « Le capitalisme, c'est un circuit du capital réglé par des capitalistes, des Etats capitalistes, dont il n'est pas si facile de s'emparer pour instituer le socialisme. » (p 48). Cela est bien vrai.

Tout cela n'aurait strictement aucun intérêt, si cela ne se trouvait pas dans *Echanges*, avec pour seul commentaire : « il s'agit de sujets souvent abordés dans *Echanges* et qui font l'objet de débats ». Il semblerait si l'on rapproche ce texte d'autres passages où *Echanges* tente de définir sa vision du socialisme ou d'une « société différente », que la question en débat c'est finalement : la capacité des ouvriers à gérer eux-mêmes le salariat. Que l'on parle de « la capacité du salariat à se gérer lui-même », ou « d'une autre redistribution de la plus-value »(n° 80 p 7), ou de la capacité des ouvriers de prendre en charge la production qui leur est offerte par le développement technologique (n° 75) ; « l'autre société » c'est la même, mais gérée par les ouvriers.

C'est la conception de la lutte de classes qui détermine cette vision de l'autre société et non l'inverse. Pour *Echanges*, comme pour P.R, la lutte de classe entre le prolétariat et le capital, n'est pas réellement une contradiction entre prolétariat et capital, mais une réaction, une défense du prolétariat face au capital. Le prolétariat est déjà la société future, chaque lutte est une affirmation de ce qu'il est déjà la société ; dans chaque lutte, il doit se retrouver lui-même : rejeter tout ce qui lui est extérieur. Pour le prolétariat, l'objectif de chaque lutte n'est pas l'abolition de la société existante (à terme), mais de se retrouver soi-même. La révolution en tant que rupture disparaît de l'horizon, la lutte est tout, la révolution devient le procès des luttes, le procès de cette conquête de soi. Comme le Tiers-État, qui n'était politiquement rien, mais déjà socialement tout, le prolétariat est déjà tout, il ne lui reste plus qu'à le découvrir lui-même, c'est l'essence de chaque lutte pour *Echanges* et le but final pour P.R.

« L'autre société », c'est la même, mais dans laquelle les ouvriers se seraient affirmés, non après une révolution (on sait bien qu'*Echanges* se méfie maintenant des grandes luttes ouvertes, des manifestations spectaculaires, que la révolution « affaire de tout le monde » est en procès « au sein même du capitalisme »), mais par la reconnaissance « au sein même du capitalisme » de ce qu'ils sont. Cette reconnaissance valant révolution, et équivalant à changer la société, chaque lutte en est la révélation, et pose cette reconnaissance pour objectif. C'est la récurrence des : « lui-même », « elle-même » etc. , le prolétariat n'a qu'à devenir pour lui-même ce qu'il est lui-même dans le capitalisme et ce n'est plus le capitalisme. Il n'y a plus pour *Echanges* de question : « Des luttes actuelles à la révolution ». La question n'a pas de sens, les luttes actuelles dans le contenu qu'y met *Echanges*, dans l'objectif que la classe s'y fixe, les tâches qu'elle doit y affronter ont pour objet la transmutation du capitalisme en une autre société de par la révélation de la classe ouvrière à elle-même. La révolution est alors potentiellement dans le cours de chaque lutte revendicative.

Quant à la conception de la révolution de *Mouvement Communiste* nous en avons eu un aperçu avec la « politique » et nous y revenons maintenant dans sa liaison avec les luttes revendicatives.

« Le prolétariat coalisé en association comme vendeur collectif de la marchandise force de travail, s'il poursuit avec détermination le but de la réévaluation du prix de marché de sa marchandise, constate dans le concret de son mouvement que la valeur qui se valorise par son truchement exclusif, devient la limite infranchissable qui enferme le marché du travail. Alors, il est astreint à placer ses revendications économiques sur le seul plan qui lui reste accessible, celui de l'indépendance politique, celui de la non compatibilité avec les Lois d'airain de la valorisation du capital. En un mot, il doit, à cette hauteur de son combat, dépasser la forme marchandise de la puissance productive de sa force de travail et, en la dépassant, renverser la dictature de

la valeur en tant que telle. Sa lutte devient politique, sans pour autant perdre son ancrage, sa dimension et ses revendications "économiques". Au contraire, ces dernières ne peuvent, dans certaines circonstances, se réaliser que par le renversement politique des rapports de production » (*Bulletin Ouvrier*, Réponse à *L'esclave salarié*, p. 4, 1997). Le prolétariat « est une classe dont la défense intransigeante de ses intérêts matériels l'amène fatalement à se nier en tant que classe déterminée » (*ibid.*, p. 3).

On peut accepter la seconde citation (avec quelques réserves sur le « fatalement », mais ce n'est pas le sujet), c'est le contenu donné à cette affirmation dans la première citation qui pose problème au point d'annuler la « négation ». « Dépasser la forme marchande de la puissance productive de sa force de travail » n'est-ce pas par là même dépasser « ses revendications économiques » (y aurait-il pour *Mouvement Communiste* une autre forme que marchande de la force de travail ?), et non pas les placer sur « le plan de la politique » ? Si la lutte économique arrive à un point de « non compatibilité avec les lois de la valorisation du capital », si en outre ce changement de plan « renverse la loi de la valeur en tant que telle », l'abolition de ces lois ne peut qu'être *ipso facto* le dépassement de la lutte économique et non son changement de plan. On peut très bien considérer que dans un processus révolutionnaire n'existe pas du jour au lendemain, et pour tout le monde en même temps, de passage brusque entre la lutte économique et son dépassement comme abolition du capital, communisation de la société, il n'en demeure pas moins que le procès révolutionnaire devient incompréhensible si on ne le comprend pas comme un dépassement des luttes économiques. Le dépassement n'est plus qu'un changement de plan, passage au plan politique de ces mêmes luttes économiques conservées. La révolution aura à affronter centralement la puissance de la société capitaliste, concentrée dans l'Etat, mais elle ne le fera pas pour *ensuite* construire le communisme ou pire le demi-Etat dont parle plus loin le *Mouvement Communiste*. Les mesures de lutte contre l'Etat sont dans la révolution d'entrée des mesures communistes, des mesures de communisation de la société. Si l'on peut encore parler d'acte politique, ce n'est qu'en rapport avec son objectif de destruction de l'Etat, il ne s'agit même plus de l'enveloppe politique dont parlait Marx dans *Le roi de Prusse et la réforme sociale*.

Ces revendications économiques ne peuvent (« dans certaines circonstances ») se réaliser que par « le renversement politique des rapports de production ». Voilà donc le prolétariat qui a renversé la valeur et les rapports de production (capitalistes, on suppose), qui a « brisé les lois d'airain de la valorisation du capital » et qui réalise ses revendications économiques : augmentation des salaires ; arrêt des licenciements ; baisse des cadences ; protection sociale. C'est pour le moins une situation assez étrange. Il n'y a plus de rapports de production capitalistes et le prolétariat réalise ses revendications économiques (il vaut mieux tard que jamais).

Pour le *Bulletin Ouvrier* et *Mouvement Communiste*, renverser la « dictature de la valeur », les rapports de production capitalistes, c'est accéder au niveau politique de

la lutte et le renversement des rapports de production est *politique*. La porte de sortie de ces incohérences c'est la période de transition : « La dictature du prolétariat, passage inévitable dans le cours historique aboutissant à l'abolition des classes, est défini par Lénine comme un semi-Etat, un pouvoir en voie de dissolution, un pouvoir qui organise activement sa disparition. Si la dictature du prolétariat s'est historiquement affirmée comme un moyen politique majeur de l'abolition des sociétés de classe etc., etc. ». Où et quand ? En Russie, en Chine, en Roumanie ... ou dans les *Questions du léninisme* de Joseph Staline. « Le renversement politique des rapports de production », cela ne peut signifier qu'une chose : les rapports de production capitalistes ne sont pas abolis, dépassés, mais le pouvoir d'Etat appartient au prolétariat, c'est la dictature du prolétariat. C'est une impossibilité dans les termes, on peut être dialecticien, mais il y a une limite. Cette limite c'est quand on ne comprend pas que ce que l'on appelle « dictature du prolétariat » c'est le retournement, comme développement du capital, des limites de la révolution comme affirmation du travail. Impossibilité dans les termes, vérifiée dans les révolutions russe et allemande. La dictature du prolétariat a été l'expression de toutes les limites du cycle révolutionnaire de la subsumption formelle du travail sous le capital, cycle dans lequel la révolution ne pouvait que se présenter comme affirmation du prolétariat, libération du travail et des forces productives, ce que nous appelons le programmatisme. La révolution comme affirmation de la classe se trouvait confrontée à une contre-révolution qui avait pour contenu ce qui justifiait la révolution elle-même : la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste, sa reconnaissance et son intégration dans la reproduction de ce mode de production. Cela peut même s'appeler « dictature du prolétariat ».

Les auteurs de *Mouvement Communiste* sont obligés de prendre en compte cette impossibilité actuelle de considérer la révolution comme la transcroissance des luttes économiques lorsque eux-mêmes constatent qu'il n'y a plus place pour un véritable réformisme ouvrier. Pour eux : « cette dynamique du "social", de "l'économique" du côté ouvrier, qui à un moment donné de son cycle doit forcément s'exprimer sur le plan du et par le politique a été bien comprise par l'adversaire de classe, qui, historiquement lui a donné le débouché de l'intégration du mouvement ouvrier réformiste à l'Etat » (*ibid*, p. 5). Si « l'adversaire de classe » lui a donné ce débouché, n'est-ce pas parce que cette dynamique appelait ce débouché, à moins de voir là simplement une contrainte extérieure de l'adversaire, un détournement, une magouille ? Si l'on pose, comme dans la période social-démocrate classique du réformisme, la montée en puissance de la classe au travers de ses luttes économiques comme le processus même de la révolution, le passage en subsumption réelle « condamne » cette montée en puissance et toutes ses formes institutionnelles à devenir des moments de la reproduction du capital, des moments de son autoprésupposition.

Mouvement Communiste constate que les « luttes revendicatives, même les plus radicales, tombent systématiquement dans le piège et sous la coupe de la démocratie sociale » (*ibid*, p. 5) ; mais ce n'est que pour mieux invoquer « le dépassement politique mené sous le signe de l'autonomie de la classe » (*ibid*). *MC* constate que « toute structure stable inscrite sous le signe de l'autonomie de classe de négociation et de combat autour du prix de vente de la marchandise force de travail n'est plus possible », mais aucune conclusion n'en est tirée. Si les luttes économiques menaient en droite ligne à la révolution, même sous la forme de leur dépassement-conservation au plan politique, et se réalisaient une fois celle-ci effectuée, il y aurait encore place pour cette structure stable que *Mouvement Communiste* cherche cependant à initier plus ou moins dans sa pratique. « Après la lutte, tous les ouvriers ne retombent pas nécessairement du jour au lendemain dans l'individualisme et l'isolement. Des instruments minoritaires de classe pourront encore se constituer, mais exclusivement sur le terrain politique. La formalisation d'un réseau de ces comités ouvriers est l'une des conditions favorisant la formation d'une organisation politiquement centralisée et de masse du prolétariat révolutionnaire. » (*La lettre de Mouvement Communiste*, n°11, octobre 2003, « Syndicats et lutte politique ») Finalement, si cette liaison entre luttes économiques et révolution était la bonne, il y aurait encore place pour un syndicalisme de classe autonome, puisque pour *Mouvement Communiste* il y a la place pour une « organisation politiquement centralisée et de masse du prolétariat révolutionnaire » allant vers la « dictature du prolétariat ». Tsouin, Tsouin !

Mouvement Communiste considère la revendication poussée au bout comme étant, en tant que telle, et *sub specie* politique, la révolution. Depuis bien longtemps, les luttes économiques ne valident plus d'y voir la production d'un quelconque débouché en dépassement politique, il n'y a plus de politique ouvrière, ni réformiste indépendante, ni radicale. En conservant l'aboutissement extrême des luttes revendicatives comme étant en tant que tel révolution, *Mouvement Communiste* se condamne à ne comprendre le syndicalisme que comme un détournement des luttes économiques. Ce qui justifie l'intervention dans ces luttes avec un programme à réaliser : elles peuvent toujours être autrement, cet autrement c'est être le marchepied de la révolution sans se dépouiller de leur caractère de lutte économique.

Il faut sortir du dilemme (absolu ou relatif) de l'acceptation de la revendication et de la condamnation de ses formes syndicales, en considérant qu'il n'y a pas transcendance entre les luttes économiques et la révolution (*Mouvement Communiste* le dit, mais sans en tenir compte, ne faisant qu'ajouter la politique). On ne peut aborder le rapport entre les deux qu'en périodisant les cycles de luttes, c'est-à-dire fondamentalement qu'en ayant le concept de *programmatisme*.

Actuellement, la contradiction entre prolétariat et capital ne peut plus porter l'affirmation de la classe (même transitoire) comme sa résolution. Dans la contradiction actuelle entre prolétariat et capital, le prolétariat ne peut plus développer un quelconque

rapport à lui-même, une identité prolétarienne qui se trouverait confirmée dans la reproduction du capital, la contradiction se situe au niveau de la reproduction des classes, de leur implication réciproque. C'est en cela que les luttes quotidiennes sont déterminantes, qu'elles sont en tant que cycle de luttes productrices de leur dépassement : contradiction entre prolétariat et capital se définissant au niveau de la reproduction de leur rapport ; disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital ; identité entre l'existence comme classe du capital et sa contradiction avec le capital. C'est à un tel niveau de la contradiction que peut se produire la résolution du problème fondamental de la lutte de classe prolétarienne : comment le prolétariat agissant en tant que classe peut-il, abolissant le capital, abolir les classes et donc lui-même? C'est un tel type de structure et de contenu du cours quotidien de la lutte de classes qui, dans le processus trivial du cours quotidien des luttes revendicatives, produit son dépassement comme remise en cause, par le prolétariat, de sa propre définition comme classe, dans sa contradiction avec le capital. Dans le cours de la contradiction, dans ce cycle de luttes, le prolétariat est amené à poser sa propre définition comme classe comme étant une contrainte extérieure imposée par le capital. Il trouve alors dans ce qu'il est contre le capital, et l'abolissant, la capacité à produire, dans sa propre négation, le communisme.

Voulant « sauver la revendication » comme processus continu vers la révolution, dans une perspective générale de transcroissance, cela dans une période du capital où le passage des luttes économiques à la révolution est un dépassement (dépassement produit) et non plus une transcroissance, MC invente des médiations qui sont condamnées d'avance : « lutte politique » ; radicalisation en tant que telle des luttes économiques. En fait MC tombe dans le gauchisme tel qu'on peut le définir depuis les années trente : ayant perdu la relation immédiate entre les luttes économiques et la révolution, c'est la volonté de la recréer par toutes sortes d'expédients de plus en plus dérisoires. Tellement dérisoires que les gauchistes des années 1970 ne le sont même plus. Toutes les médiations de MC sont bancales. Son avant-garde n'en est plus une, son dépassement politique est une pétition de principes, sa période de transition un ressuscé crypto-léniniste, son intervention est du syndicalisme radical sur la voie de l'organisation de masse politique centralisée. Il n'y a ni à rejeter la revendication, ni à la sauver en tant que telle, elle est, c'est tout.

Les positions défendues par Raoul dans les échanges au sein du *Cercle de discussions de Paris* présentent une autre version de ces constructions obsolètes entre luttes revendicatives et révolution ? (cf. le texte sur <http://www.left-dis.nl/f/cdp/>, « La non-représentativité des syndicats »). Nous y trouvons toujours, bien sûr, l'inoxidable « Autonomie des luttes » comme faculté de passage de la lutte revendicative à la lutte révolutionnaire. Toutes ces constructions ont en commun de ne pas s'intéresser au

contenu de ce passage et de demeurer des approches formelles de la lutte des classes. Si le contenu du passage est laissé de côté, c'est qu'en fait ce passage n'est pas produit comme rupture, saut qualitatif, mais affirmation et révélation de la véritable nature de ce qui existe : le prolétariat, tel qu'il est dans le capital, triomphe dans la révolution, il devient le pôle absolu de la société. Le « saut » n'est qu'une formalité.

Dans son premier texte *La non-représentativité des syndicats*, Raoul commence par développer la critique classique des syndicats : bureaucraties gestionnaires de la force de travail pour la bonne marche du système capitaliste. Mais, contrairement à beaucoup d'autres, il se pose la question du « pourquoi ça marche ? » auprès des ouvriers dans le cours même de leurs luttes. Pourquoi les travailleurs acceptent, en général, la direction de leurs luttes par les syndicats ?

La raison principale résiderait dans la « double nature, le double niveau de l'antagonisme qui oppose prolétariat et capital ». Les prolétaires ont intérêt à vendre leur force de travail au prix le plus élevé, pour cela les syndicats sont adéquats. Ici l'antagonisme se situe sur un terrain purement marchand. Mais, poursuit Raoul : « l'échange n'est possible que parce que le vendeur, le prolétaire, est soumis à une condition sociale qui l'oblige à vendre une partie de sa vie, pour survivre lui et les siens. (...) Pour le prolétaire, à ce niveau là, l'antagonisme ne concerne plus seulement le prix de la marchandise vendue, mais le fait même d'être obligé de se vendre. (...) L'antagonisme ne se situe plus dans le cadre strict de la logique capitaliste marchande mais aussi en dehors et contre elle ». Cette dernière considération est essentielle, mais c'est là précisément où s'effondre *maintenant* la transcroissance entre les luttes revendicatives et les luttes révolutionnaires, c'est-à-dire depuis que la révolution ne peut plus être une affirmation, une prise de pouvoir (sous quelque forme que ce soit) du prolétariat. Comme nous le verrons dans d'autres passages de son texte et dans sa réponse à Maxime, Raoul n'est pas sorti de cette conception, si bien qu'il a beau affirmer que le passage est une « rupture », un « saut qualitatif », la seule chose qu'il parvienne à produire c'est la *continuité* entre luttes revendicatives et révolution. C'est visiblement, tout au long de ses deux textes la seule chose qui l'intéresse.

À ce niveau plus profond, Raoul nous dit que l'on aboutit à une « lutte contre la logique même de l'exploitation », lutte qui « s'inscrit dans la perspective de sa destruction (du système) et, dans l'immédiat, du refus de sa logique ». Mais là où Raoul touche du doigt la « rupture », le « saut », comme pris de terreur devant l'inconnu, il fait aussitôt machine arrière. Entre les deux niveaux (l'antagonisme marchand et le refus de la logique même de l'exploitation - être obligé de se vendre) : « l'ennemi est le même, les moyens partiellement les mêmes, l'objectif peut aussi être analogue », là où les deux niveaux de luttes seraient totalement contradictoires c'est sur « l'état d'esprit qu'elles impliquent ». « Etat d'esprit » qui se matérialise dans le « projet d'une société post-capitaliste à définir ».

Reprenons. L'ennemi est le même ? Raoul semble surfer sur une évidence de bon sens : que je revendique une augmentation de salaire ou que j'abolisse les rapports marchands, en face de moi, j'ai la classe capitaliste. Mais si le bon sens était vrai, il n'y aurait nul besoin d'analyse. Un minimum de réflexion me dit que je ne définis pas mon ennemi de la même façon et qu'il n'a pas la même nature quand je demeure dans les cadres qu'il fixe lui-même à sa reproduction et quand j'entreprend de détruire les fondements mêmes de sa reproduction et de la mienne propre en ce que j'appartiens à son monde.

Les moyens partiellement les mêmes ? Tout est dans le flou du « partiellement ». Il est vrai que, dans les deux cas, je vais, par exemple, arrêter de travailler. Mais cet arrêt du travail suffit-il à définir une identité de moyen ? Si je fais grève pour établir un rapport de force dans un cadre revendicatif en vue d'une négociation est-ce le même arrêt du travail que lorsque j'entreprend de développer une sphère de la gratuité en supprimant pour les nécessités de la lutte toute forme d'échange et d'équivalent ? Une manifestation, c'est toujours des gens dans une rue. Une fois que j'ai dit cela, je n'ai rien dit.

L'objectif analogue ? Là, il n'y a qu'à revenir à ce que dit Raoul lui-même : « L'antagonisme ne concerne plus seulement le prix de la marchandise vendue, mais le fait même d'être obligé de se vendre. » Il est vrai que Raoul poursuit en disant que « L'antagonisme ne se situe plus dans le cadre strict de la logique capitaliste marchande mais aussi (souligné par nous) en dehors et contre elle. ». Attention, toute l'argumentation est concentrée dans le « aussi ». A première vue, Raoul a raison, aucune situation particulière immédiate de la lutte de classe n'est « pure » : soit l'un, soit l'autre. Mais, Raoul s'arrête en chemin car les deux aspects que le « aussi » coordonne de façon irénique et comme allant de soi s'ils peuvent coexister n'en sont pas moins contradictoires et dans le cours empirique de la lutte de classe l'un devra triompher de l'autre (peut être pas sans violence) : soit la lutte rentre dans le cadre de la reproduction capitaliste et de la négociation sur l'échange de la force de travail, soit elle dépasse ce cadre en l'abolissant.

Le sujet est-il le même ? A première vue nous avons toujours l'activité du prolétariat. Mais qu'y a-t-il de commun entre le sujet d'une activité qui consiste à ce que soit respectée la loi du salaire et le sujet d'une activité qui abolit le rapport salarial ? Entre un sujet qui demeure ce qu'il est et un sujet qui supprime le capital en se supprimant lui-même ?

Il est absolument indéniable que la lutte révolutionnaire prend naissance dans les luttes revendicatives, mais elle en est un dépassement, un dépassement *produit* certainement, mais un *dépassement*. Raoul le dit, mais il ne parvient qu'à faire ressortir la *continuité*, car pour lui le dépassement (le « saut ») n'est qu'un mot dont il ne perçoit

pas le contenu : l'abolition de toutes les classes, du prolétariat lui-même, dans l'abolition du capital.

Raoul reconnaît que la révolution n'est pas une lutte revendicative, mais la lutte revendicative pouvant être menée dans un « esprit anti-capitaliste », elle contribue, dans ce cas, à créer les conditions de ce bouleversement qu'est la révolution. Tout dépend donc de la façon de mener les luttes revendicatives dans un « esprit anti-capitaliste ». C'est le tournant de son argumentation. En investissant les luttes d'un « esprit anti-capitaliste », la continuité va tout envahir. Raoul peut prononcer les mots de « saut » ou de « dépassement » et même de « rupture », mais il ne peut jamais dire de quoi il s'agit, il ne lui reste plus alors qu'à tellement conditionner ce « saut » par des caractéristiques des luttes revendicatives qu'il finit par disparaître. Cela fait penser à ces historiens qui développent tellement tout ce qui prépare un événement que l'on se demande pourquoi celui-ci a eu lieu.

Trois critères définissent, pour Raoul, « l'esprit anti-capitaliste » d'une lutte revendicative. Premièrement, « s'opposer à une attaque au nom des intérêts humains des prolétaires et non de l'intérêt de l'économie nationale ». L'alternative proposée par Raoul est étrange comme s'il suffisait de ne pas se soucier de « l'intérêt de l'économie nationale » pour s'opposer à une attaque capitaliste au nom de ses « intérêts humains ». Quand une entreprise met quatre sites en concurrence pour ne conserver que le plus efficace et que les ouvriers de ces quatre sites veulent conserver leurs emplois, il s'opposent à l'intérêt de l'économie nationale, et ils s'opposent entre eux, au nom de leurs intérêts de prolétaires d'avoir un salaire et non une allocation de chômage. Il serait exagéré de prétendre qu'ils s'opposent à l'intérêt de l'économie nationale au nom de leurs intérêts humains (quel que soit le sens que l'on donne à cette formule). Si les prolétaires luttent au nom de leurs « intérêts humains » (admettons cette expression passe-partout), c'est qu'ils ont entrepris de détruire leur situation de prolétaires. Entre leurs « intérêts humains » et leur situation de prolétaires, il n'y a pas osmose, fécondation mutuelle, mais violente contradiction. Ce premier critère ne définit pas « l'esprit anti-capitaliste » d'une lutte revendicative condition du « bouleversement », mais le « bouleversement » lui-même. En fait, ce qu'a entrepris Raoul ce n'est pas de faire disparaître la lutte révolutionnaire, mais paradoxalement de faire disparaître la lutte revendicative qui, au fur et à mesure que le texte progresse devient elle-même, en tant que telle, la lutte révolutionnaire.

Deuxièmement, « ...qu'on cherche à étendre, à généraliser, autant que possible, chaque combat. ». L'« esprit anti-capitaliste » réside ici dans la création du « rapport de force le plus puissant, seul moyen de contraindre les gestionnaires du système à enfreindre, ne fut-ce que momentanément, la logique du système ». Alors que l'on ne fait que décrire une lutte revendicative efficace, l'important est d'avoir réussi à introduire l'expression « enfreindre la logique » qui renvoie à « lutte contre la logique même de l'exploitation ». Dans n'importe quelle lutte revendicative qui obtient, même

minime, une augmentation de salaire ou une baisse des cadences, il y a infraction à la « logique du système » qui consiste à faire travailler l'ouvrier au maximum pour un minimum. Mais on oublie que l'exploitation qui est la logique du système est une contradiction continue entre le prolétariat et le capital et qu'elle est ainsi la dynamique du système. Est-ce qu'en 1936, la logique du système a été enfreinte par les congés payés ? Il faut aller au coeur de cet argument : l'élargissement, le dépassement des corporatismes comme « esprit anti-capitaliste » de la lutte revendicative. L'élargissement s'arrête là où s'arrête les intérêts communs des prolétaires (cf. les grèves du printemps 2003 en France). Exprimé différemment, cela signifie que le « corporatisme » est intrinsèque à la lutte revendicative. Le salariat divise les prolétaires, il ne peuvent s'unir que dans l'abolition du salariat. Encore une fois, Raoul met dans la lutte revendicative ce qui appartient à son dépassement. Il est vrai qu'il ne s'agit que d'un « esprit ». Lutte générale, Mai 68 n'était pas une lutte revendicative. Était-elle une lutte révolutionnaire ? C'est une question que nous nous garderons bien d'aborder ici.

Troisièmement, « Enfin se battre dans un état d'esprit anti-capitaliste implique (de) concevoir la possibilité d'existence d'une société non capitaliste... ». Ce thème du « projet » qu'il serait nécessaire de posséder pour pouvoir lutter dans un « état d'esprit anti-capitaliste » revient plusieurs fois dans les textes de Raoul. Dans la réponse à Maxime, l'absence de ce « projet » est même le seul point expliquant actuellement « la stérilité révolutionnaire des luttes revendicatives ». Il ne s'agit pas de faire un exposé de matérialisme vulgaire du style « les idées ne mènent pas le monde » car Raoul a raison : pas de révolution communiste sans « projet » (acceptons le mot) communiste. Là où il renverse tout, c'est quand il fait de ce « projet » une condition préalable à la transformation des luttes revendicatives en lutte révolutionnaire. C'est au moment où, dans la lutte revendicative, la tension entre les classes parvient au point où, pour le prolétariat, sa propre définition comme classe apparaît comme une contrainte extérieure objectivée dans le capital, que le prolétariat est amené à dire « moi je peux faire autre chose à partir de ce que je suis ». Notre critique ne porte pas simplement sur le moment d'apparition du « projet » dans la chronologie de la lutte des classes, elle est plus fondamentale et rejoint notre critique générale. A nouveau, Raoul attribue à la lutte revendicative ce qui appartient à son dépassement, plus précisément au moment où elle se dépasse. La « stérilité » des luttes ne provient pas de l'absence de projet, c'est leur « stérilité » qui explique l'absence de projet. Raoul glisse d'une raison nécessaire à une raison suffisante. Finalement, il ne s'agit pas d'un « projet » mais de la conscience que le prolétariat a de lui-même dans une situation particulière. En dehors de cette situation, il est tout à fait indifférent, pour le développement pratique, que l'idée de ce bouleversement de la société capitaliste ait déjà été exprimé mille fois... comme le prouve l'histoire de la théorie communiste.

Les quelques indications que donne Raoul sur le « projet » qui rendrait fécondes les luttes revendicatives nous indiquent en réalité les questions auxquelles il ne peut pas répondre. Il faudrait réactualiser le projet « en tenant compte de l'évolution de la société et des puissants moyens matériels que l'actuelle révolution technologique met à la disposition du prolétariat ». Si le « saut », le « dépassement », la « rupture » ne sont, pour Raoul, que des mots, c'est que la révolution n'est pour lui que la prise en mains par le prolétariat des conditions actuelles, pour tout dire de la société actuelle qu'il fait tourner à son profit. Les prolétaires sont séparés de toutes les conditions et moyens de travail, ils n'ont rien à leur disposition, et les conditions dans lesquelles ils vivent, les moyens de consommation ou de production qu'ils ont à leur disposition ne font qu'organiser leur isolement. Ils ne peuvent abolir cette séparation qu'en s'abolissant eux-mêmes comme prolétaires. Raoul parle bien d'abolition des relations marchandes mais si la révolution c'est la libération de prolétaires qui ne font que continuer à développer les conditions d'existence déjà présentes et qui leur sont déjà données, l'abolition des relations marchandes demeurera l'article d'un credo pour les discours du dimanche. Quand, comme le fait Raoul dans la réponse à Maxime, on continue à envisager la révolution comme période de « double pouvoir », la révolution n'est alors que l'affirmation de la classe sur la base de ce qu'elle est dans la société capitaliste. Il n'y a pas de « double pouvoir » mais l'affrontement entre la classe capitaliste et la classe, le prolétariat, qui se dissout comme classe et qui ne trouve dans la société et dans sa situation aucune base d'organisation d'elle-même comme « pouvoir ». Le « double pouvoir » c'est le double du pouvoir, le pouvoir et son double. C'est parce que Raoul ne parvient pas à dépasser cette conception historiquement révolue de la révolution communiste, qu'il ne peut concevoir le « saut » que comme l'achèvement de la lutte revendicative à condition qu'elle soit menée selon les critères de « l'esprit anti-capitaliste ». Il ne parvient pas non seulement à résoudre mais simplement à poser la question, il est cependant évident qu'il en ressent maintenant la nécessité. Si on retrouve parfois mot pour mot, dans les lettres de Raoul, des fragments de sa polémique d'il y a trente ans avec la *Tendance de Révolution Internationale* (cf. *La révolution sera communiste ou ne sera pas* sur le site de la revue *Meeting*), le ton n'est manifestement plus le même, il reconnaît plus ou moins la pertinence de la question que posait la *Tendance* (la question du saut qualitatif comme négation de la classe entre les luttes revendicatives et la révolution), même s'il cherche toujours à la résoudre dans le cadre de ses anciennes positions. Il ne parle plus de « salariat collectif », d'Etat post-révolutionnaire contre lequel les ouvriers devront continuer à lutter, d'échanges avec les régimes non communistes, etc., mais sa mutation n'est pas achevée.

Il y a pire et tant pis pour nous, le « projet » réactualisé d'une « autre société » existe. C'est celui d'ATTAC, de José Bové, des altermondialistes : « un autre monde est possible ». On peut pousser de grands cris et, comme le garde rouge Tom Thomas ou Janover le pourfendeur de la « pensée 68 », le dénoncer comme n'étant pas le

« vrai projet d'une autre société », dire, avec les écrits canoniques à l'appui, que ce n'est pas un « projet communiste », cela n'a strictement aucune importance. On demeure dans la dénonciation et on se satisfait de sa radicalité. Le citoyenisme, l'altermondialisme ou mieux dit le démocratisme radical sont bel et bien le projet (sans guillemets) d'achèvement des luttes revendicatives et *en tant que telles* elles ne peuvent maintenant en avoir d'autres. L'évolution du temps de travail devra être porteur d'émancipation dans le temps libre ; l'allocation universelle doit devenir passage progressif à l'activité bénéfique à l'individu et à la société, c'est-à-dire l'abolition de l'exploitation à l'intérieur du salariat ; la revendication salariale devient partage des richesses ; la critique de la mondialisation et de la finance devient première par rapport à ce dont elle est la mondialisation (le capital), le libéralisme et la mondialisation font l'exploitation. Celui qui a été impliqué dans des luttes récentes ou qui les « suit » sait bien que ce langage est le leur.

Tous les critères de « l'esprit anti-capitaliste » sont remplis : l'« opposition à une attaque au nom des intérêts humains des prolétaires » ; la volonté de « généraliser les luttes », de « dépasser les corporatismes »... à l'échelle mondiale ; le projet ne considérant pas la « logique capitaliste comme la seule possible ». Nous nous gaussons ? Point du tout. Nous avons là la lutte revendicative et *son* projet tel qu'en eux-mêmes. C'est l'achèvement même de la lutte revendicative, le principe de cet achèvement consiste à contracter en une pratique unique la lutte revendicative et la création d'une nouvelle société. On transforme le dépassement du capital de résultat d'une contradiction interne en mouvement fondé sur une simple opposition, une libération. On fait de la révolution une alternative.

« Toute lutte sur les salaires contient en elle-même une révolte contre le salariat, toute lutte sur les retraites, la sécurité sociale ou les conditions de vie en général contient une révolte contre le fait que ces conditions soient déterminées par une logique économique fondée sur le profit d'une infime minorité de la société » (Raoul). Entre les luttes revendicatives et la révolution il n'y a alors que la révélation de ce que sont déjà les luttes revendicatives, de leur essence véritable enfouie dans la gangue de la revendication, il nous faudra alors aller dire aux ouvriers pourquoi ils luttent *en réalité*. Encore une fois, le « saut » disparaît, il n'est que la révélation de la vraie réalité de la situation antérieure (Hegel n'est pas mort). La révolte contre une « logique économique fondée sur le profit d'une infime minorité de la société », c'est ce que chaque mois nous présente le *Monde Diplomatique*. Raoul n'est pas démocrate radical, mais sa problématique le contraint à adopter les mêmes formules, les mêmes expressions qu'eux. A effacer systématiquement le dépassement des luttes revendicatives en investissant celles-ci de toutes les caractéristiques que l'on croit être celles de la révolution on aboutit au démocratisme radical. Un tel amalgame qui suppose les éléments comme existant l'un dans l'autre (« toute lutte sur le salaire contient une révolte contre le

salariat ») et non le second terme comme le dépassement produit contradictoirement au premier ne peut aboutir aujourd'hui qu'au démocratisme radical. Il y a cinquante ans on pouvait concevoir ainsi les choses et on aboutissait au pouvoir des Conseils ou au Socialisme Réel, maintenant on aboutit au démocratisme radical.

Mais alors pourquoi cette essence véritable de la lutte revendicative n'apparaît-elle pas ? Non seulement Raoul pose un faux problème mais encore il y répond : « Tout dans cette société démocratiquement totalitaire est bâti pour que l'antagonisme prolétariat capital soit anesthésié dans la tromperie des négociations marchandes, pour que le caractère irréconciliable, révolutionnaire de cet antagonisme soit neutralisé ». Quelle est la nature de cet antagonisme prolétariat capital au caractère simultanément *irréconciliable* mais *anesthésiable* ? Il est évident, comme le dit précédemment Raoul, que ce caractère irréconciliable ne peut exister au niveau purement marchand auquel apparaît d'abord l'antagonisme. Le caractère irréconciliable apparaît à un niveau que Raoul qualifie de « plus profond » : « L'échange n'est possible que parce que le vendeur, le prolétaire, est soumis à une condition sociale qui l'oblige à vendre une partie de sa vie, pour survivre lui et les siens. (...) Pour le prolétaire, à ce niveau là, l'antagonisme ne concerne plus seulement le prix de la marchandise vendue, mais le fait même d'être obligé de se vendre, le fait que son existence soit déterminée et soumise aux impératifs d'un système bâti à ses dépens...et dont il crée pourtant l'essentiel des richesses. L'antagonisme ne se situe plus dans le cadre strict de la logique capitaliste marchande mais aussi en dehors d'elle. » L'antagonisme est donc irréconciliable dans la mesure où il concerne le fait d'être obligé de se vendre, alors il ne se situe plus dans la « logique capitaliste marchande ». Soyons clairs, l'antagonisme est irréconciliable quand le prolétariat attaque cela même qui le définit comme classe, c'est-à-dire quand il ne s'agit plus d'une lutte revendicative ? Ce que Raoul définit ici, c'est le « saut ». Comme on l'a vu c'est à ce moment là qu'il fait machine arrière. C'est à partir de ce moment qu'il commence à définir les critères d'une lutte revendicative menée dans un « esprit anticapitaliste ». Mais alors, Raoul a tellement investi les luttes revendicatives d'un caractère révolutionnaire, jusqu'à dire qu'elles le sont même si elles n'entament aucune pratique révolutionnaire, qu'il ne peut plus expliquer pourquoi cette révolution n'est pas là. Raoul suppose que dans chaque lutte revendicative, sous son niveau le plus immédiat gît le niveau « plus profond », ce dernier étant anesthésié par le précédent. Comme toujours quand on a supprimé la réalité concrète des transformations historiques au profit de la révélation dans quelque chose de ce qu'il est déjà, on ne peut plus faire appel qu'à la mystification pour expliquer le retard de cette révélation de la chose à elle-même (forme simple de l'idéologie essentialiste) ou à un détour que celle-ci doit accomplir (forme hégélienne complexe).

Raoul a raison sur un point, ce n'est pas en tant qu'échangistes que prolétaires et capitalistes se font face mais en tant que pôles d'un rapport social, en tant que classes. « Le rapport entre simples vendeurs de marchandises impliquerait qu'ils échangent leurs

propres travaux incorporés dans des valeurs d'usage différentes. L'achat-vente de la force de travail comme résultat constant de la production capitaliste implique, au contraire, que l'ouvrier rachète constamment une fraction de son propre produit, en échange de son travail vivant. C'est ainsi que s'évanouit l'apparence du simple rapport entre possesseurs de marchandises l'acte constant d'achat-vente de la force de travail et la perpétuelle confrontation de la marchandise produite par l'ouvrier et de lui-même, comme acheteur de sa capacité de travail et comme capital variable ne sont que des formes qui médient son assujettissement au capital, le travail vivant n'étant qu'un simple moyen de conservation et d'accroissement du travail objectivé, devenu autonome face à lui. La forme de médiation inhérente au mode de production capitaliste sert donc à perpétuer le rapport entre le capital qui achète le travail, et l'ouvrier qui le vend. Elle masque sous le simple rapport monétaire, la transaction véritable et la dépendance perpétuée grâce à la médiation de l'acte de vente-achat qui se renouvelle constamment. Ce rapport reproduit sans cesse, non seulement les conditions de ce trafic, mais encore ses résultats, à savoir que l'un achète ce que l'autre vend. Le perpétuel renouvellement de ce rapport d'achat-vente ne fait que médier la continuité du rapport spécifique de dépendance, en lui donnant l'apparence mystificatrice d'une transaction, d'un contrat entre possesseurs de marchandises dotés de droits égaux et pareillement libres l'un en face de l'autre. Ainsi, le rapport initial devient lui-même un moment immanent de la domination du travail vivant par le travail objectivé qui s'est instaurée avec la production capitaliste » (Marx, *un Chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18 p. 262-263).

Le caractère inconciliable de l'antagonisme ne se situe pas là où se situerait le caractère inconciliable des intérêts d'un vendeur et d'un acheteur, mais dans l'autoprésupposition du capital, dans le rapport constamment renouvelé entre les classes. La négociation marchande n'anesthésie pas le caractère inconciliable de l'antagonisme au cœur du rapport salarial, pour la simple raison que le rapport salarial n'a pas à être anesthésié étant lui-même la forme qui médie l'assujettissement du prolétaire au capital. Le caractère inconciliable de l'échange ne se situe pas dans le prix de la force de travail mais dans la nature même de la valeur d'usage de la marchandise fournie par le prolétaire : le travail vivant. Le travail vivant est la seule valeur d'usage qui peut faire face au capital, c'est dans ce rapport qui est celui-là même du capital que se situe le caractère irréciliable de l'antagonisme entre prolétariat et capital. Nous trouvons là une contradiction à l'intérieur même de la reproduction du capital dont les termes n'opposent pas des substances qui pourraient se libérer l'une de l'autre. Cette contradiction c'est la baisse tendancielle du taux de profit.

La baisse tendancielle du taux de profit, n'est pas une contradiction « économique », mais une contradiction entre des classes. Défini comme classe par l'exploitation (implication réciproque avec le capital, appartenance à la totalité du capital), le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son

travail comme valeur autonomisée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant. Cela dans la mesure où, comme capital, cette valeur autonomisée pose toujours le prolétariat comme de trop (augmentation de la composition organique) en tant que travail nécessaire, dans le même moment où elle l'implique en tant que travail vivant pour se conserver et s'accroître : la loi de la baisse tendancielle du taux de profit n'est rien d'autre. C'est là, pour le prolétariat, son existence même de classe face au capital, la distinction (face à) étant le rapport même d'implication entre les deux. L'exploitation est la contradiction, et l'implication, comme termes d'une même totalité, entre le prolétariat et le capital ; la baisse du taux de profit en est son mouvement. Définir la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est immédiatement définir un procès, c'est définir l'accumulation du capital dans ses contradictions qui n'ont plus d'économiques que leur réification dans l'autoprésupposition du capital.

La baisse tendancielle du taux de profit, c'est la contradiction des classes qui oppose le prolétariat au capital, le développement du capital n'est pas sa réalisation mais son histoire réelle, elle ne revêt pas des formes différentes à partir d'une essence immuable, parce qu'elle n'est rien d'autre que ces formes qui sont la dynamique de leur propre transformation. Ne confondons pas le concept avec l'histoire. Ce n'est pas parce que le concept est la synthèse pensée des multiples déterminations historiques, que l'histoire est la réalisation du concept ou un procès d'adéquation à lui. Tout le travail de la critique de l'économie politique est un processus théorique de désobjectivation des catégories économiques. Désobjectivation ne signifie pas d'y rajouter de la volonté, du projet, de l'humanité, de l'activité militante, mais de les concevoir comme rapport contradictoire entre les classes. L'histoire de cette contradiction, le rapport d'exploitation n'est rien d'autre, en tant que procès du capital selon ses lois, que contradiction entre des classes, histoire de cette contradiction.

Dans la contradiction entre les classes qu'est la baisse tendancielle du taux de profit, le caractère irréconciliable de l'antagonisme n'est aucunement masqué ou anesthésié par la relation marchande de l'achat vente de la force de travail. Il est irréconciliable seulement dans la mesure où il peut amener, dans la reproduction conflictuelle des « joueurs », à l'abolition de la règle du jeu. L'antagonisme dont parle Raoul n'est pas « anesthésié », il se reproduit dans les négociations marchandes qui ne « trompent » personne. Les négociations marchandes seraient une « tromperie » si elles avaient pour objet de sortir d'une relation marchande, or aucune négociation marchande sur le salaire ne propose l'abolition de la relation salariale.

Dans la situation du prolétaire s'effectue une différenciation entre l'individu porteur d'une marchandise qui, en ce qui concerne sa valeur d'usage, se confond avec son activité, et cette activité qui devient propriété d'autrui et mouvement étranger dans la mise en valeur du capital, cette différenciation est une situation de classe. Cette différenciation n'oppose pas d'un côté le fait de vendre sa force de travail qui définirait un aspect simplement revendicatif et marchand, et de l'autre la résistance ou même le

refus de cette situation que l'on pourrait qualifier d'aspect « anticapitaliste ». La vente d'une marchandise différencie forcément le vendeur d'avec la marchandise, la grande originalité du prolétaire comme « vendeur » d'une marchandise, c'est que cette marchandise, la force de travail, est inséparable de sa personne. Ce n'est pas là une « tragédie » qui met en scène le marchand face au révolutionnaire, c'est tout simplement la lutte de classe du prolétariat en tant que classe de ce mode de production. Lutte des classes à l'antagonisme inconciliable qui ne peut se résoudre que par l'abolition par le prolétariat de sa propre existence comme classe. C'est en tant que prolétaire, parce qu'il est prolétaire, que le prolétaire « ne veut pas rester ce qu'il est », comme dit Marx dans *l'Idéologie Allemande*.

C'est une entreprise vaine que de chercher comme Raoul ou le *Mouvement Communiste* à distinguer dans la situation de prolétaire un aspect reproducteur et un aspect irréconciliable. *Mouvement Communiste* oppose la valeur d'échange et la valeur d'usage de la force de travail, Raoul oppose l'échange marchand et la contrainte de la reproduction du rapport de classe (ce qui est à peu de choses près identique). Dans les deux cas, il s'agit d'élever la lutte revendicative au rang de lutte révolutionnaire effective pour *Mouvement Communiste* (la lutte politique) ou potentielle pour Raoul (l'esprit anticapitaliste). Dans les deux cas, le dépassement de la lutte revendicative ne réside que dans les caractéristiques qu'elles possèdent *déjà* portées à un niveau supérieur en approfondissement et en généralisation. Tout ce que dit Raoul sur ce qui peut faire la radicalité d'une lutte revendicative est parfaitement exact, mais ce n'est que la radicalité d'une lutte revendicative. Ce que Raoul ne cherche jamais à définir c'est la nature du dépassement, il n'a pas besoin de le faire car, pour lui, le dépassement c'est la prise de pouvoir des travailleurs sur la société. En cela le « dépassement » n'est qu'une grosse lutte revendicative. Raoul exprime, en partie, ce qui peut conduire une lutte revendicative au point où c'est, pour le prolétariat, sa propre existence comme classe qui doit être remise en cause, ce qui définit en propre le moment du dépassement, mais ce moment réel du dépassement est en dehors de la problématique de Raoul pour qui le « saut » n'est que la poursuite de l'« esprit anticapitaliste » précédent en plus violent et plus étendu. Reprenant la catastrophique parabole « dialectique » de l'eau qui bout, il nous dit clairement dans la réponse à Maxime que sous forme liquide ou gazeuse l'eau est toujours de l'eau. Traduisons : le prolétariat est toujours le prolétariat et demeure en son être.

Tout cela nous est parfaitement confirmé dans la suite du texte : « Comment se battre » puis « Comment s'organiser ».

« On a coutume de distinguer, écrit Raoul, lutte revendicative (ou lutte immédiate) et lutte révolutionnaire. Et on peut effectivement distinguer la lutte immédiate, de résistance contre le capital et celle qui se donne comme objectif le renversement révolutionnaire de celui-ci. Mais ce n'est pas parce qu'on ne se donne pas

comme objectif immédiat le renversement définitif du système qu'une lutte "immédiate", "revendicative", ne peut pas exprimer un contenu profondément anticapitaliste, en s'opposant à la logique capitaliste, en affirmant une solidarité de classe. ». Mais, de ce point de vue, toute lutte revendicative est « anticapitaliste », elle s'oppose à la logique capitaliste de l'exploitation maximale et elle met en oeuvre une solidarité de classe (du mieux qu'elle peut en tant que lutte revendicative). Par « contenu profondément anticapitaliste », Raoul cherche à désigner autre chose : une anticipation, à échelle réduite, embryonnaire, de ce qu'il appelle « une autre société ». C'est là que se situe l'essentiel de son argumentation et qu'il s'enferme dans une contradiction devenue maintenant insurmontable. Personne ne niera que la lutte révolutionnaire s'enclenche dans la lutte revendicative et même est produite par elle. La question est celle du passage. Le seul contenu « profondément anticapitaliste » s'opposant à la logique capitaliste que puisse avoir une lutte consiste à s'attaquer aux rapports de production capitalistes, c'est-à-dire pour le prolétariat à sa propre existence comme classe. Par définition s'attaquer à la « logique capitaliste » c'est s'attaquer à la reproduction de l'exploitation et des classes. Une lutte revendicative qui s'attaque à cela n'est plus une lutte revendicative ou alors par lutte révolutionnaire Raoul entend la prise de pouvoir du prolétariat sur la société, le prolétariat devenant classe dominante.

Raoul joue sur une ambiguïté qu'il entretient tout au long de son texte : s'attaquer à la logique capitaliste signifie parfois s'attaquer à l'aggravation de l'exploitation, parfois au rapport d'exploitation lui-même. Les deux ne sont pas sans liens, c'est évident, mais l'un n'est pas l'autre et vice versa. Si Raoul demeure dans cette ambiguïté c'est qu'elle est consubstantielle à toute sa démarche pour laquelle l'autre société c'est le prolétariat se gouvernant lui-même, s'étant libéré de la domination capitaliste. Ainsi, pour lui, l'importance de l'auto-organisation ne résiderait pas seulement dans la radicalité qu'elle conférerait à la lutte revendicative mais surtout en ce qu'elle « contribue à acquérir dans les luttes immédiates une qualité indispensable pour construire, un jour, une société post-capitaliste : savoir se gouverner soi-même, apprendre à vivre, à lutter collectivement. (...) l'autogouvernement du mouvement comme apprentissage de la vie d'une société sans exploitation ni oppression. ». A moins de faire de l'auto-organisation une forme sans contenu, une pure pédagogie (Raoul n'en est pas loin), ce ne sont pas des individus indéfinis qui apprennent en dehors de toute configuration sociale à se « gouverner eux-mêmes ». C'est contre ce qu'ils auront « appris » à gouverner eux-mêmes, leur propre position de classe de cette société, que les prolétaires auront à faire la révolution.

Le second texte de Raoul, la « Réponse à Maxime », apporte peu d'éléments nouveaux sur ses positions, son intérêt est dans l'obligation où il se trouve de préciser certaines choses et surtout de centrer son développement sur la question : continuité / rupture. Pour Maxime, les positions de Raoul ne consistent qu'à « forger un rapport de forces avec les patrons plus profitables aux travailleurs ». Il exprime alors un double

désaccord avec les positions de Raoul qu'il résume ainsi : « 1°, les luttes revendicatives ne sont pas obligées de revêtir une forme syndicale ; 2°, les luttes revendicatives peuvent transcroître en luttes révolutionnaires ».

Sur le premier point, Maxime écrit : « ...je pense à l'inverse de Raoul que le contenu revendicatif des luttes s'enveloppe par la force des choses dans la peau du syndicalisme ». Sur le second : « Entre les luttes revendicatives et les luttes révolutionnaires (...) il n'y a pas transcroissance mais saut qualitatif ; il n'y a pas continuité mais rupture. ». Entre « luttes revendicatives » et « luttes révolutionnaires », Maxime situe le « saut qualitatif » non dans le « revendicatif » (mené avec un « esprit révolutionnaire »), mais dans les « brandons de rupture d'avec l'ordre salarial capitalistes que ces luttes allument. (...) Ce moment magique, généralement évanescent, où les protagonistes ne se ressentent plus comme médiés par le statut salarial mais comme des hommes désirant une vraie fraternité humaine. (...) Là réside l'étincelle révolutionnaire. ». Maxime continue à accepter de voir la « révolution comme un processus de préparation du prolétariat par les luttes », mais cette préparation ne « saurait porter sur l'amélioration de l'efficacité des luttes revendicatives mais sur la reproduction et l'élargissement progressif des moments de rupture d'avec l'ordre salarial. (...) Le révolutionnaire ne peut s'affirmer que contre le revendicatif ». Maxime poursuit sa réflexion par la critique de la notion d'« unification du prolétariat » considérée comme le signe et la condition de « l'élévation ainsi que de la globalisation de la conscience que le prolétariat a du statut salarial subi ». Il est légitime de se demander « pourquoi la suite des luttes qui ont eu lieu depuis des décennies n'a pas donné à constater un progrès de cette unification ». Maxime attribue la non progression de l'unification à ce qu'il « ose appeler la crise des luttes revendicatives, du schéma revendicatif ». De la faillite du « schéma revendicatif », Maxime passe à la critique de la notion d'« unification » : « Dans nos milieux, il est assez commun d'avancer aussi que l'unification mène à l'affirmation de la classe. Mais quelle est cette affirmation de classe dont nous parlons ? Doit-elle être l'affirmation de la catégorie des salariés prolétariens prenant conscience, au travers de l'unification, de ce que le statut salarial serait déjà plus intéressant s'il était directement "géré" par les prolétaires ? L'affirmation que, pour être aboli, le salariat doit d'abord être optimisé par les salariés eux-mêmes car le capitalisme ne saurait le faire ? A travers ce questionnement on aura compris que c'est la problématique de la "période de transition" que je vise. Cette problématique, appelée "programmatisation prolétarienne" par certains communisateurs... »

Avant de reprendre le fil de la critique de Raoul, il apparaît évidemment que nos propres développements sont proches des positions défendues par Maxime qui, cependant, appellent quelques remarques.

En ayant eu connaissance ou non, Maxime reprend l'essentiel de l'argumentation de Bérard dans sa polémique avec Raoul en 1974 (le texte essentiel de

la « Tendance de Révolution Internationale » animée par Bérard, *La Révolution sera communiste ou ne sera pas*, se trouve dans l'anthologie intitulée *Rupture dans la Théorie de la Révolution, Textes 1965-1975*, publié par les Ed. Senonevero). Il en reprend tous les points les plus déterminants mais aussi toutes les limites. Dans les années 70 et jusqu'à la fin des années 80, s'est développée une phraséologie révolutionnaire consistant à opposer classe ouvrière (capital variable) et prolétariat (irreproductibilité révolutionnaire), cela pouvait prendre les formes les plus diverses et le plus souvent elle était sous-tendue par une idéologie « humaniste » dynamisant cette contradiction ou cette distinction (selon les systèmes). Cette phraséologie masquait l'incapacité à concevoir le processus d'enclenchement de la lutte révolutionnaire dans la lutte revendicative.

Nous vivions alors la décomposition de tout ce cycle historique pour lequel la révolution était la montée en puissance de la classe ouvrière et son affirmation comme classe dominante (le programmatisme) ; vivant cette décomposition il était pour nous évident que la révolution ne pouvait qu'être l'abolition de toutes les classes, c'est-à-dire fondamentalement la négation du prolétariat par lui-même. A partir de là, nous avons immédiatement identifié la décomposition de ce que nous appelons le programmatisme avec l'abolition du capital et de toutes les classes. L'impossibilité de l'affirmation devenait *ipso facto* la révolution comme dépassement de toutes les classes. Nous n'avions alors qu'un communisme par impossibilité : impossibilité de l'affirmation identifiée immédiatement à la négation du prolétariat par lui-même ; impossibilité pour le capital à se débarrasser de la valeur identifiée immédiatement à la capacité du prolétariat à le faire. Mais quand nous avions la classe ouvrière, nous n'avions plus la révolution et quand nous avions la révolution nous n'avions plus la classe ouvrière, d'où la « trouvaille théorique » de la classe ouvrière et du prolétariat. Une fois distingué et même opposé ce qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production et ce qui en fait une classe révolutionnaire, la liaison entre les luttes revendicatives et la révolution s'évanouissait. Ce prolétariat se trouvant être dans ce système un concept vide, l'humanisme est venu le remplir pour que le système jusque là fonctionnant à l'impossibilité retrouve une positivité. Nous étions bloqués là dedans, d'où la « phraséologie » parce que nous avions perdu le fil (et le fil était réellement perdu) entre les luttes quotidiennes et la révolution. C'est aussi pour cela que nous pouvons parler de contre-révolution, c'est-à-dire d'une période où ce fil est rompu, où est rompu la présence dans le présent de la révolution. Pour sortir de là, il nous fallait reconnaître, voir, ce qui se passait : la restructuration du mode de production capitaliste, c'est-à-dire de l'exploitation, de la contradiction entre le prolétariat et le capital, la formation d'un nouveau cycle de luttes. Mais on ne voit que les objets dont on peut produire le concept et certaines « théories » sont si bloquées dans leur révolutionnarité a-historique, qu'elles sont totalement incapables de les produire.

La grande faiblesse de la position de la *Tendance* était de ne concevoir la liaison entre luttes revendicatives et révolution que comme une « maturation négative » et de situer la solution dans une contradiction interne du prolétariat. Luttes revendicatives et révolution étaient deux mondes différents, Bérard ne produisait aucun lien autre que négatif (les échecs des luttes revendicatives devant pousser à faire autre chose), ce qui s'est révélé, de l'aveu même de l'auteur, intenable. Sans apporter de solutions, Maxime fait par rapport à Bérard, deux grands pas en avant : 1°, en suggérant la fin du « schéma revendicatif » et en avançant le concept de programmatisme, il historicise la question posée par Raoul dans la fixité de deux substances, luttes revendicatives et luttes révolutionnaires, en dehors de toute périodisation ; 2°, il cherche un lien même si ce lien, paradoxalement, n'est pas, quant à lui, historicisé et semble faire appel, si on cherchait à le systématiser, à une « révolte humaine ». Enfin, Maxime ne fait pas son deuil de la problématique de l'« unification » qu'il associe pourtant à l'affirmation de la classe et à la période de transition.

En conclusion, renouant le fil de son interrogation de départ, Maxime se demande « si le programmatisme de la période de transition – dans la mesure où, même de façon moins élaborée, il habite l'esprit de beaucoup de prolétaires – ne constitue pas, précisément, l'une des raisons majeures expliquant la difficulté du progrès de l'unification ouvrière ». Si le programmatisme de la période de transition *pouvait* encore « habiter l'esprit de beaucoup de prolétaires », il y a fort à craindre que l'URSS existerait encore, ainsi qu'un beau et puissant mouvement ouvrier organisé. Malgré la faillite du « schéma revendicatif », Maxime continue encore à rechercher l'« unification ouvrière ». Il ne peut y avoir d'« unification ouvrière » comme préalable à la révolution, ou comme sa condition que si la révolution peut être l'affirmation de la classe, c'est-à-dire que si elle est la libération, la révélation ou le devenir en pôle absolu de la société de quelque chose de déjà existant. Il faut nous résoudre à considérer qu'aucune unification n'est possible sur la base de l'existence de la classe ouvrière telle qu'elle est définie dans le mode de production capitaliste ni même telle qu'elle pourrait se définir elle-même dans ses luttes. La seule unification du prolétariat est celle qu'il réalise en s'abolissant, c'est-à-dire qu'elle est l'unification de l'humanité. Des mesures communisatrices parties d'un point « quelconque » (certainement de façon quasi simultanées d'une multitude de points) de la planète capitaliste auront cet effet d'unification rapide ou alors seront écrasées. Il est remarquable que chaque fois que Raoul fait référence au « courant communisateur », tout en disant qu'il ne s'agit bien sûr que de certaines tendances, il est toujours question dans ce courant de ceux qui « rejettent » que la « lutte entre le prolétariat comme classe et le capital puisse constituer une dynamique capable de porter à une société post-capitaliste... ». Incapacité à penser simultanément la lutte des classes et l'abolition des classes qu'il ne peut concevoir

d'adversaires qu'ayant, de façon inversée (l'abolition des classes sans la lutte de classe), la même incapacité.

Dans sa réponse à Maxime, Raoul veut d'abord montrer que « les choses sont plus complexes quand on regarde de près la réalité de certaines luttes revendicatives importantes. ». Première « lutte revendicative importante » servant d'exemple de « complexité » : Mai 68. Parlant de l'« état d'esprit du début du mouvement », il nous dit : « il s'étendait spontanément, malgré ou contre les appareils syndicaux et *sans revendication précise*. » (souligné par nous). Nous ne discuterons pas de la réalité ou non de la chose elle-même (cf. *Les Grèves en France en mai-juin 1968* de Bruno Astarian, Brochure d'*Echanges*), remarquons seulement que nous avons affaire ici, de l'aveu même de Raoul, à un curieux exemple de lutte *revendicative*. Poursuivons dans la « complexité », le mouvement n'étant ni « revendicatif » ni « révolutionnaire », « c'est la logique syndicale qui s'est imposé ». Notons que Raoul se garde bien de parler de « logique revendicative ». Les « négociations finales furent menées sans trop de contestation par les grandes centrales syndicales », nous dit Raoul, rappelons que ces centrales durent s'y prendre à plusieurs fois et qu'il y eut deux morts à Sochaux lors de la « reprise ». Mais là n'est pas l'essentiel, Raoul veut montrer que « les choses sont complexes », c'est-à-dire l'intrication entre luttes revendicatives et luttes révolutionnaires. Mais ce n'est pas du tout ce qu'il montre à propos de 68. Il nous montre une chose fort simple : une lutte non revendicative qui faute de devenir révolutionnaire se résorbe en lutte syndicale (remarquons que deux pages plus loin, Mai 68 est classée dans les luttes révolutionnaires). Qu'il ait raison ou tort sur le sujet lui-même, il ne nous montre pas du tout ce qu'il voulait nous montrer. Mais, juste avant de prendre l'exemple de 68, Raoul nous avait averti : le syndicalisme c'est « la pratique qui réduit, stérilise tout contenu autre que revendicatif dans une lutte ». Doit-on comprendre que les syndicats sont l'explication de la « stérilité révolutionnaire des luttes immédiates », ce serait un peu court ? De toute façon ce n'était pas le sujet que Raoul nous avait proposé, le sujet de Raoul ce n'est pas ce qui est autre que revendicatif mais le « revendicatif à esprit anticapitaliste ». Raoul ne s'aperçoit pas de tous ces glissements qu'il effectue spontanément : le « revendicatif à esprit anticapitaliste » est déjà tellement en lui-même la lutte révolutionnaire qu'il n'est plus vraiment revendicatif. En le stérilisant, ce que les syndicats stériliseraient c'est déjà du non revendicatif, du révolutionnaire, pour reprendre toutes les catégories de Raoul. A force d'insister sur la continuité, Raoul ne s'aperçoit pas qu'il est en train de prouver autre chose que ce qu'il voudrait prouver : que la lutte revendicative est une lutte syndicale.

Après nous avoir dit que les débuts de 68 ne sont pas revendicatifs, dans le paragraphe suivant destiné à tirer les leçons générales de la « complexité », Raoul nous dit à propos de la « complexité des grandes luttes revendicatives » : « il est utile de distinguer deux phases dans leur déroulement, celle des débuts où le mouvement s'étend

dans une affirmation de solidarité et de contestation du pouvoir, celle de la fin où, quel que soit le rapport de force immédiat, il s'agit de négocier avec les autorités... ». Va pour la deuxième phase, mais la première phase de cette « grande lutte revendicative » qu'a été, pour Raoul, Mai 68 ne l'était pas (revendicative) dix lignes au-dessus. Les choses deviennent de plus en plus « complexes ». Au mieux Raoul nous a montré qu'une lutte non revendicative peut devenir revendicative ou syndicale, ce sur quoi tout le monde peut s'accorder, mais c'est la continuité inverse qu'il voulait illustrer.

L'exemple suivant de la Pologne en 1970 n'est pas plus convaincant. Il ne s'agit pas d'opposer à Raoul une autre analyse des luttes de 1970 en Pologne, mais de seulement suivre son argumentation. La lutte est au départ revendicative et porte sur l'augmentation des prix de la viande et de la charcuterie, « surgissent aussi spontanément des "revendications" telles que la suppression des privilèges de la police et des bureaucrates, c'est-à-dire des demandes qui n'avaient rien de "syndical". ». La lecture précise de cette phrase est nécessaire : d'abord, revendications est placé entre guillemets pour nous indiquer que ce sont des revendications qui n'en sont plus vraiment, ces « revendications » deviennent des « demandes » (sans guillemets), qu'est-ce qu'une « demande » si ce n'est une revendication ? Mais le mot fatidique a été évité. Ensuite ces « demandes » sont qualifiées comme « n'ayant rien », expression catégorique, de « syndical ». Les guillemets de syndical venant annuler l'expression catégorique que l'on vient juste d'employer. Notons que « syndical » est venu remplacer « revendicatif », si bien qu'à l'issue de la phrase, le lecteur pressé, pour qui revendicatif est plus ou moins assimilé à syndical aura lu que ces luttes revendicatives sont devenues quelque chose qui n'a rien de revendicatif. En définitive par ce bonneteau lexical, Raoul a changé la question à laquelle il cherche à répondre. La question n'est pas de savoir si les luttes revendicatives se moulent « par la force des choses » dans le « carcan syndical », mais quelle est leur relation avec des pratiques révolutionnaires de classe : la question de leur « stérilité » à ce niveau. S'attaquer aux inégalités au niveau de la distribution (les « privilèges ») ne sort pas de la lutte revendicative. Il est tout à fait envisageable que de tels développement de la lutte revendicative préparent ou annoncent le dépassement de la lutte revendicative, mais ils ne sont pas en eux-mêmes, déjà, son dépassement. En France, au début des années 1980, quand la CGT cherche à amener les luttes revendicatives spontanées des ouvriers de Peugeot-Sochaux sur le terrain de la nationalisation de Peugeot, il ne vient à l'idée de personne de dire que la CGT dépasse le cadre syndical et revendicatif. Pourtant elle s'attaque aux rapports de propriété et aux « privilèges » de la famille Peugeot.

Après avoir échoué à montrer la « continuité » dans sa « complexité » à propos de luttes plus ou moins récentes, Raoul reprend les grands exemples du passé : la Commune ; la Russie de 1917 ; l'Allemagne de 1919. Dans la période que nous qualifions de programmation de la lutte de classe (expression reprise par Maxime) la

transcroissance de la lutte revendicative en lutte révolutionnaire est tout à fait normale, dans la mesure où la révolution est alors l'affirmation de la classe et la prise du pouvoir. La lutte revendicative est la montée en puissance, l'« école » de la révolution et du communisme. L'achèvement du passage du mode de production capitaliste en subsomption réelle du travail sous le capital, durant l'entre-deux-guerres, et *a fortiori* la restructuration actuelle ont définitivement rendu caduc une telle perspective, c'est-à-dire le « schéma revendicatif » pour reprendre l'expression de Maxime.

Pour en revenir à la situation présente, après avoir fortement affirmé que « la lutte révolutionnaire est bien quelque chose de qualitativement différent et constitue une rupture avec la perspective forcément limitée des luttes immédiates », la seule question qui intéresse Raoul, ce n'est pas la « rupture », mais la « continuité ». Si la « rupture » demeure un simple mot sans contenu pour Raoul, s'il est incapable de la concevoir, c'est qu'il est incapable de concevoir la révolution comme abolition du prolétariat lui-même. La rupture n'est pour lui que la passage à une lutte « générale », « politique » « unifiant la classe » : une affirmation de la classe ouvrière maîtresse des moyens de production. Raoul parle de continuité des « formes de lutte », mais il ne s'agit pas de « formes » dans le passage des luttes revendicatives à la révolution mais de contenu. Pour Raoul, des luttes revendicatives à la révolution on passe de s'affirmer un peu, à s'affirmer beaucoup, de s'unifier un peu à s'unifier beaucoup, mais l'eau reste de l'eau, le prolétariat reste le prolétariat. « Saut qualitatif » et « éléments de continuité » deviennent quasiment synonymes. Le « saut qualitatif » c'est l'unification à partir des luttes revendicatives. La révolution ne serait qu'une grosse et totale affirmation et généralisation de la condition prolétarienne libérée du capital. Si l'unification de la classe était une condition de la révolution, ce serait que la révolution est le pouvoir prolétarien avec son prélude le « double pouvoir » qui devrait éliminer l'autre : son double. Les luttes quotidiennes nous apprendraient à exercer ce futur pouvoir : autogouvernement, confiance en soi. Mais la révolution n'est pas une affaire de pédagogie même moderne. Entre les luttes revendicatives et la révolution, quand Raoul dit « dépasser », il faut lire « poursuivies sous une autre forme » ou, comme il le dit lui-même, « déboucher » ou encore « être le prélude ».

Raoul a appris, depuis sa polémique avec Bérard en 1974, qu'il était devenu inévitable d'employer certaines expressions pour mieux les vider de tout sens. Il ne fera plus l'erreur de parler de « salariat collectif » ou des « ouvriers ayant à lutter contre l'Etat ouvrier après la révolution », il dira donc « rupture », « dépassement », « se changer eux-mêmes », « saut qualitatif », mais c'est pour dire toujours la même chose. Quel est ce « changer eux-mêmes » : c'est, pour les ouvriers, acquérir une grande confiance en eux-mêmes en tant qu'ouvriers, c'est croire en leur possibilité d'instaurer un double pouvoir, c'est surmonter la parcellisation par leur association ouvrière. Ils se changent eux-mêmes, mais Raoul insiste, c'est le même sujet. Le même sujet se change lui-même tout en demeurant le même, c'est-à-dire qu'il devient enfin ce qu'il ne pouvait

être que de façon éclatée, dominée, parcellisée dans le mode de production capitaliste. Il se change, cela signifie qu'il devient enfin librement ce qu'il était : « la puissance productive de la société ». Le passage à la révolution n'est que la manifestation de la puissance ouvrière. C'est exact, mais jusqu'à un certain point, le point où cette « force ouvrière » se déploie comme négation d'elle-même abolissant le capital.

Quand Maxime écrit : « L'accumulation de luttes revendicatives, même radicales, même conduites avec "l'esprit révolutionnaire" dont parle Raoul, ne mène pas aux luttes révolutionnaires », Raoul lui répond : « je ne parle pas d'esprit révolutionnaire, mais d'esprit anticapitaliste ». C'est formellement exact, cela n'empêche que c'est bien du passage à la lutte révolutionnaire dont Raoul voulait nous parler, lutte révolutionnaire qui n'est que le prolongement de la lutte « anticapitaliste ». Mais Raoul avait dit qu'il y avait « saut qualitatif », donc machine arrière : « je n'ai parlé que d'esprit anticapitaliste ». C'est toujours exact, cependant Raoul oublie que dans son premier texte (sur les syndicats) il nous a dit que « l'esprit anticapitaliste » impliquait la conception d'un « projet de société post capitaliste à définir ». Ce qui partout veut dire : révolution.

En fait, contrairement à son intention, ce que décrit Raoul, ce ne sont pas des éléments de continuité (le même sujet, le même ennemi, les mêmes formes de luttes), mais ce qui peut mener à la rupture. Mais il ne peut les reconnaître ainsi car il ne possède aucun contenu définissant la rupture, il se contente de l'affirmer, un peu contraint et forcé, mais cela demeure une affirmation qui n'engage à rien. Il définit la continuité, mais forcé de constater que des luttes revendicatives on ne passe pas à la lutte révolutionnaire, il va ajouter un nouvel élément nécessaire : la conscience du projet d'une autre société. C'est l'absence de ce projet qui serait la principale raison de la « stérilité » des luttes revendicatives. Auparavant, Raoul en examine cependant deux autres. La première raison est « l'insidieuse et omniprésente dictature (du capital) sur la société », Raoul nous dit lui-même qu'elle est insuffisante à expliquer la « stérilité », mais c'est tout de même « une partie de la réponse ». Passons à la deuxième : « le capital est parvenu à surmonter ses crises », ce qui entraîne que « la dégradation des conditions d'existence des producteurs des pays centraux n'a pas franchi des degrés trop extrêmes ». Nous n'entrerons pas ici dans le débat consistant à savoir si la révolution est une réaction à la crise ou un « refus de la prospérité capitaliste » (Dauvé et Nésic). Raoul nous dit à nouveau que ce n'est là qu'une partie de la réponse et qu'il ne faut pas trop en tenir compte. Il a raison car si nous devons attendre la révolution de la réduction des « prolétaires des pays centraux » à la situation des prolétaires haïtiens, il y a fort à parier que, comme eux, nous referions le chemin de la constitution de syndicats revendicatifs.

La principale raison se situerait donc « au niveau de la conscience des prolétaires ». S'il y a « stérilité révolutionnaire des luttes revendicatives », c'est que le

contenu du projet révolutionnaire » manque, ou est un « désastre ». Au passage, Raoul ne se demande pas pourquoi ces projets furent des « désastres » et des « catastrophes ». Pour y répondre il lui faudrait aborder la relation entre ces « projets » et les luttes revendicatives, il lui faudrait envisager la relation essentielle entre la révolution comme affirmation de la classe et sa contre-révolution nécessaire : le « socialisme réel ». Il lui faudrait expliquer pourquoi le prolétaire revendicatif des années 1950 rêve au paradis soviétique.

Pour passer de la lutte revendicative à la lutte révolutionnaire, il faudrait donc qu'il y ait un « projet révolutionnaire » (pas « désastreux » si possible). Là, Raoul se lance dans une comparaison avec les classes révolutionnaires antérieures. Il oublie que la grande différence réside dans le fait que ces classes révolutionnaires antérieures (en fait la bourgeoisie) pouvaient développer leur puissance et les nouveaux rapports de production dont elles étaient porteuses à l'intérieur de l'ancienne société, ce qui donnait l'impression que leurs idées précédaient leur installation en tant que classe dominante alors qu'elles ne faisaient que suivre leur montée en puissance ou, au mieux, l'accompagner. On peut également, en ce qui concerne les révolutions prolétariennes, faire cette remarque banale : les avancées révolutionnaires les plus significatives ne furent jamais prévues (l'«Etat » de la Commune, les Soviets, les Conseils ...). Malgré la parabole marxienne de l'abeille et de l'architecte (abusivement étendue de la production industrielle à la production de société), le « projet » n'est pas un préalable parce qu'il n'y a pas de « projet ».

En 1981, le *Collectif des prisonniers des Brigades Rouges* publiait en Italie un texte intitulé *L'Abeille et le communisme* (disponible en français en 1983 dans la revue *Correspondances internationales*). Il s'agissait bien sûr de la fameuse abeille, celle qui pique au vif l'architecte. « Dans la métropole impérialiste, il n'est pas possible de faire vivre dans l'économie, comme c'est le cas pour la bourgeoisie naissante à l'intérieur du monde féodal, les rapports de production subversifs, ils sont condamnés à avoir une existence virtuelle, et pour cela à opérer seulement dans le politique, comme une anticipation du programme, comme une force matérielle organisée sur le terrain du pouvoir pour l'imposer. » (*op. cit.*). La position du *Collectif* est militante et avant-gardiste parce qu'une fois énoncée la nécessité préalable du « projet » comme condition du dépassement de la stérilité des luttes immédiates, c'est la seule position cohérente. Malgré l'abeille et l'architecte, si la conscience n'est que l'être conscient, on se demande pourquoi et comment la classe acquiert une nouvelle conscience si son être ne devient « rien d'autre ». La conscience déterminerait-elle l'existence ? Pour Raoul, ce n'est donc pas l'autotransformation de l'être même des ouvriers qui leur permet de forger une nouvelle conscience, c'est le « projet » qui leur vient d'on ne sait où qui leur permet de féconder de révolutionnarité leur luttes stériles jusque là.

Raoul nous demande d'imaginer ce que serait une « mobilisation revendicative massive de prolétaires, comme celle des années 70 » qui aurait « l'image d'une société

post-capitaliste en harmonie avec les besoins humains ». Raoul nous demande d'imaginer quelque chose d'inimaginable : une lutte revendicative qui n'en serait plus une tout en en demeurant une. En effet, à moins de supposer le « projet » comme apporté de l'extérieur des luttes et d'imaginer des prolétaires qui y adhèrent, il nous faut supposer que ce projet naît dans la lutte elle-même. Nous ne partageons pas l'idée selon laquelle les prolétaires n'ont pas besoin de savoir qu'ils font la révolution pour la faire. Il n'y a qu'à voir l'extrême soin que dans chaque lutte ceux qui y sont engagés mettent pour comprendre leurs actions, les forces en présence et évaluer leurs propres buts pour savoir que la conscience de son action naît spontanément du sol de la lutte des classes. Quand les prolétaires prendront des mesures communisatrices, ils sauront que ce sont des mesures communisatrices quel que soit le nom qu'ils leur donneront. Si ce que Raoul nous demande d'imaginer est réellement une *chimère* c'est qu'il veut que le « projet » en soit vraiment un, c'est-à-dire existe *avant* qu'il soit une pratique, c'est-à-dire qu'il veut une lutte revendicative qui ait pour « projet » la communisation des rapports entre les individus. Raoul nous demande d'imaginer que la lutte revendicative ait pour « projet » de ne plus l'être, pour lui cela est logique car entre les luttes revendicatives et la révolution existe, comme il nous l'a dit, une parfaite continuité de sujet et de forme de lutte, en outre le capital nous aurait même fourni, maintenant, les forces productives dont nous avons besoin pour unifier la société. Tout baigne dans la continuité : pour le prolétariat s'emparer de ces forces productives n'est finalement que le prolongement naturel de ses luttes revendicatives.

Mais « imaginons » que l'activité révolutionnaire soit l'abolition immédiate de toutes les classes, on ne peut mettre dans les luttes revendicatives une détermination qui ne peut apparaître que dans leur dépassement. Celui-ci n'est pas un miracle. Il est actuellement le dépassement que produit un cycle de luttes qui se définit par une contradiction entre les classes au niveau de leur reproduction respective et donc par la définition, qui s'effectue dans la lutte revendicative, de l'existence du prolétariat comme classe dans et contre le capital et non plus pour lui-même. L'auto-organisation et l'autonomie seront les points ultimes de la lutte revendicative, la communisation s'effectuera contre elles. Dans ce nouveau cycle de luttes, il n'y a pas de « germes », ce qui est une vision évolutionniste. Ce qui dans les luttes actuelles annonce leur dépassement comme extranéisation par le prolétariat de son existence comme classe fait partie d'une contradiction qui pousse le prolétariat à bouleverser ces éléments eux-mêmes. En ce qu'ils sont encore une activité contre les rapports de production capitalistes dans lesquels ils demeurent activité d'une classe, ils contiennent leur propre limite pour eux-mêmes.

Ce que nous demande d'imaginer Raoul est unimaginable parce qu'un tel projet ne peut se formaliser qu'au moment même où la lutte revendicative atteint son point de fusion, quand elle se retourne contre elle-même, quand pour reprendre le vocabulaire de

Raoul se fait jour sa « stérilité ». C'est-à-dire qu'il ne se formalise que quand il n'est plus un *projet*, mais la conscience de ce que l'on est en train de faire. La conscience communiste est la coïncidence du changement des circonstances et de l'autotransformation des hommes.

La supposition d'un *manque* dans la lutte de classe suppose la suppression de ce manque pour qu'enfin les choses soient. La réalité n'est pas alors conçue comme autoréférentielle, elle a comme critère ce qu'elle pourrait ou devrait être, ce ne serait qu'à partir de ce manque comblé (qu'il s'agisse d'un « manque de conscience » ou la nécessaire « dissipation des illusions ») que pourrait advenir soit une transcroissance des luttes immédiates à la révolution, soit même un dépassement qualitatif de celles-ci. L'idée d'un manque s'inscrit dans une problématique militante qui a dissocié la réalité en subjectivité et objectivité. Le militantisme ne considère pas l'activité humaine elle-même en tant qu'activité objective, il dissocie la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine. Si l'activité militante considère bien que ce sont les hommes qui changent les circonstances, elle ne considère pas les circonstances comme activité pratique concrète des hommes, et par conséquent le changement des circonstances comme autochangement, elle voit donc ce changement comme l'action humaine sur les circonstances, action qui n'est alors que celle d'une activité humaine réduite à la conscience et ne considère pas l'objet sur lequel s'applique cette conscience comme lui-même activité humaine (et conscience). Elle ne considère pas la réalité de la lutte de classe comme autoréférentielle et comme une dynamique mais comme le lieu d'un manque : conscience, organisation, slogans, actions à impulser, illusions à dissoudre etc. ... pour qu'elle soit autre.

Il ne suffit pas de critiquer la problématique militante en ce qu'elle se prétend intervention, la critiquer pour son idéologie, en disant que la conscience ne s'apporte pas de l'extérieur, qu'il n'y a pas d'actions exemplaires, qu'on n'impulse pas les luttes, que l'on ne peut pas abstraire d'une lutte un noyau radical à promouvoir contre les limites de la même lutte, qu'il n'y a pas de manque. En faisant ainsi, on ne critique pas les présupposés de cette problématique, car, le plus souvent, cette critique se contente de considérer, comme le militantisme, les situations concrètes comme étant de pure objectivité et là où les militants prônent l'absolu nécessité de l'intervention de la conscience, pour cette critique la conscience n'est qu'un appendice plus ou moins nécessaire ou même nuisible. La problématique militante et sa critique superficielle sont l'expression triviale de ce matérialisme que critique Marx dans la première des *Thèses sur Feuerbach*. « Le défaut principal, jusqu'ici, de tous les matérialismes (y compris celui de Feuerbach) est que l'objet, la réalité effective, la sensibilité, n'est saisi que sous la forme de l'*objet* ou de l'*intuition* ; mais non pas comme *activité humaine sensible*, comme *pratique*, non pas de façon subjective. C'est pourquoi le côté *actif* fut développé de façon abstraite, en opposition au matérialisme, par l'idéalisme – qui naturellement ne connaît pas l'activité réelle, effective, sensible, comme telle. ». Ce « matérialisme » ou

cet idéalisme se meuvent à leur aise dans le monde tel qu'il est *donné* face à l'aspect *actif* représenté par l'activité consciente en elle-même.

Que Raoul retombe dans des schémas du militantisme n'est pas le plus important, le plus important c'est ce qui l'y fait retomber. C'est-à-dire trouver coûte que coûte quelque chose qui maintienne la crédibilité, la cohérence du « schéma revendicatif », mais ce qui a été vrai dans un cycle de lutte marqué par le programmatisme, ne l'est plus aujourd'hui.

« Ce qui explique la stérilité des luttes revendicatives au cours du XX^{ème} siècle, c'est l'inexistence d'un projet révolutionnaire, d'une image de la société postcapitaliste crédible, attrayante et partagée massivement. ». Remarquons marginalement que si l'on cherche à expliquer la « stérilité révolutionnaire des luttes revendicatives » c'est que l'on envisage leur non stérilité et donc le passage comme un engendrement, une continuité. Encore une fois, la « rupture » n'est, chez Raoul, qu'un leurre pour satisfaire la galerie. Mais revenons à l'essentiel en posant la question que ne pose pas Raoul : d'où peut naître ce projet ? Il n'apporte aucune réponse à cette question, il faut que le projet soit là, peu importe d'où il vient. Eliminons la science, la conscience de soi, l'être générique, la nature humaine du prolétaire, la pure réflexion théorique du meilleur monde possible, etc. Ce projet devant exister préalablement pour « désstériliser » les luttes revendicatives ne peut provenir que de la lutte des classes, disons des luttes quotidiennes, c'est là qu'il trouve sa source. En conséquence, ce qui explique la stérilité des luttes revendicatives, c'est leur propre stérilité à produire ce projet, à l'engendrer. La stérilité est expliquée par elle-même. Sauf à sombrer dans un idéalisme forcené, la raison principale de la « stérilité » se ramène donc à une tautologie. Les luttes revendicatives sont « stériles » parce qu'elles ne produisent pas ce qui supprimerait leur « stérilité ». Elles sont « stériles » parce qu'elles sont « stériles ».

Incapable de concevoir ce qu'est réellement une rupture, dans sa forme et dans son contenu, Raoul n'avance pas d'un poil sur la question qu'il pose. Sa démarche n'est que la mise en relation de principes abstraits, les exemples « concrets » ne sont précisément que des *exemples* et non des moments d'un développement historique. Il s'agit de trouver le bon agencement des pièces d'un mécano qui seraient définies en elles mêmes en dehors de leur combinaison historique. « Luttes revendicatives », « luttes révolutionnaires », « aspects anticapitalistes », ces *idées* sont utilisées de façon abstraite car jamais définies dans des structures historiques spécifiques, particulières.

L'auto-organisation réellement existante et la « vraie »

Les mythes et les faits se mêlent pour constituer la réalité.

Si nous avons montré, dans les chapitres précédents, que l'auto-organisation ne pouvait plus être que la recherche de la confirmation et de la défense par le prolétariat de sa situation, qu'elle ne pouvait plus, par là même, avoir dans le cycle de luttes actuel la moindre perspective révolutionnaire, il n'en demeure pas moins qu'une question demeure en suspens : pourquoi, théoriquement et pratiquement, la critique de l'auto-organisation réellement existante se fait-elle au nom de la « vraie auto-organisation »... toujours à venir ?

Il existe une première réponse qui, pour être facile, comporte néanmoins sa part de vérité. Les discours théoriques et les pratiques militantes qui veulent trouver un sens au cours quotidien de la lutte de classe possèdent une force d'inertie considérable et une capacité d'aveuglement étonnante dans la mesure où ils n'ont pas les concepts permettant de voir ce que pourtant ils mettent à nu. Il en est ainsi d'*Echanges*, du *Mouvement Communiste*, de l'*Oiseau tempête* ou de Raoul dans le *Cercle de discussions de Paris*. Si une telle raison n'est pas suffisante, elle ne peut être simplement laissée de côté.

Cependant, même pour les idéologues historiques de l'auto-organisation issus de l'Ultra-gauche, un tel phénomène n'explique pas tout. Que dire alors de la recherche de la vraie auto-organisation, face à ce qui n'est vu que comme des avatars, par des activistes du Mouvement d'action directe (Mad) qui loin de vouloir gérer les usines et la société ne visent qu'à leur destruction et font de leur mode de vie l'abolition, déjà en cours, de la condition prolétarienne ? Il faut prendre en compte comme une caractéristique de ce cycle de luttes le fait que le combat contre la « mauvaise » auto-organisation se mène au nom de la « bonne ». Actuellement, ce n'est que dans ce combat au nom de la « bonne » auto-organisation que se fait jour le combat contre l'auto-organisation elle-même, c'est-à-dire qu'apparaît la perspective de la révolution comme quelque chose qui n'est plus de l'ordre de l'affirmation de la classe et qui, par là, ne peut plus radicalement être de l'ordre de l'auto-organisation.

Dans les luttes actuelles de nombreux faits annoncent dans l'action du prolétariat la remise en cause de lui-même contre le capital, en cela nous pouvons mener une critique globale de l'auto-organisation, mais ces événements sont fugaces, ils ne sont qu'un écart dans l'action en tant que classe du prolétariat entre sa remise en cause et sa propre définition de lui-même dans le capital qui contient cette remise en cause. Tant qu'aucun affrontement de classes n'entamera de façon positive, en tant qu'action de classe contre le capital, une communisation des rapports entre les individus, l'auto-organisation demeurera *la seule forme disponible de l'action en tant que classe*. La recherche de la « vraie » auto-organisation n'est pas simplement une « erreur », l'« erreur » même indique constamment, en prenant pour cible l'auto-organisation réellement existante, que l'auto-organisation est à dépasser. L'« erreur » *en ce qu'elle est un processus sans fin*, en ce qu'elle est une tension à l'intérieur de l'auto-organisation, indique le contenu de ce qui est à dépasser : le fait d'être et d'agir en tant que classe. La recherche et la

promotion de la « vraie » auto-organisation » n'est que la manière dont ce processus existe réellement aujourd'hui. Cette critique postule une auto-organisation qui se détruirait elle-même, une sorte d'autodépassement dans lequel elle irait au-delà d'elle-même, qui serait en fait non plus auto-organisation mais communauté révolutionnaire. Pour les plus radicaux, elle est une action et une communauté de lutte de prolétaires contre le capital qui est le processus de leur dégagement de celui-ci, de « sa société » et de ses « rapports humains », en se constituant en communauté d'individus révolutionnaires, qui communise leurs rapports. Comme une sorte de phase inférieure de l'immédiateté sociale des individus, construction idéologique, parfois flamboyante, ou qui, partant des aspects des plus radicaux des luttes, les isole et les combine comme dynamique propre, elle s'échappe de la réalité de leur implication avec le pôle capital, elle ne peut être qu'éternelle insatisfaction finalement normative.

Le dépassement de l'auto-organisation réellement existante ne se fera pas dans la production de la « vraie », la « belle », la « bonne », elle s'effectuera contre elle mais à l'intérieur d'elle, à partir d'elle. C'est cette nécessité qui passe, maintenant, par la critique normative de l'auto-organisation réellement existante au nom de la « vraie ».

DEUXIEME PARTIE

Luttes revendicatives / révolution

Actuellement, les luttes revendicatives sur les salaires, les conditions de travail, la reproduction de la force de travail sont toujours là, mais le rapport d'exploitation ne contient plus aucune confirmation d'une identité ouvrière, plus aucune base de faire valoir autonome de la classe. La contradiction entre les classes se situe au niveau de leur reproduction. Etre en contradiction avec le capital cela signifie immédiatement, pour le prolétariat, être en contradiction avec sa propre reproduction comme classe dans la mesure où il n'existe comme classe que dans son rapport au capital, sans que celui-ci ne permette aucun retour sur lui-même, aucune confirmation. C'est dans un tel rapport aux luttes quotidiennes que prend forme la possibilité de la production, par le prolétariat, de son existence comme classe, comme d'une contrainte extérieure dans le capital. C'est alors le dépassement du cours des luttes quotidiennes. C'est-à-dire leur dépassement et l'autotransformation du prolétariat. Mais ce dépassement n'est pas sans lien avec ce cours, c'est en cela que c'est un dépassement *produit*. Une critique de la transcroissance des luttes revendicatives en révolution qui repose sur une vision intangible du communisme, c'est-à-dire, en réalité, sur notre conception *actuelle* du communisme et qui fait de celle-ci une conception éternellement vraie, ne peut pas considérer qu'il y a eu une époque où a pu exister une telle jonction entre les luttes quotidiennes et la « perspective communiste » (parce que la « perspective communiste » était celle de *ces* luttes). Il y a eu une époque de la transcroissance entre luttes revendicatives et révolution, celle du programmatisme, celle du mouvement ouvrier. Cette époque est définitivement révolue.

Le caractère historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital signifie une relation chaque fois spécifique entre le cours du cycle de luttes que les luttes quotidiennes constituent et la révolution. Cela signifie également l'historicité du contenu du communisme. Le communisme est historique et il est *en relation* avec le cours immédiat de chaque cycle de luttes. En relation, cela signifie qu'il y a des médiations, une production de la bataille et une fabrication de son contenu. Le communisme de 1795 n'est pas celui de 1848, ni de 1871 ou de 1917, et encore moins de 1968 ou maintenant le nôtre.

La réalité de la lutte de classe n'est pas double. Il n'y a pas, comme enfouie dans les luttes revendicatives, la réalité cachée d'une tension au communisme se manifestant plus ou moins. Nous sommes tout simplement dans une lutte de classes qui a pour contenu la contradiction qu'est l'exploitation et pour mouvement la baisse tendancielle du taux de profit qui est directement une contradiction entre les classes, entre le prolétariat et la classe capitaliste. A travers la baisse du taux de profit,

l'exploitation est un procès constamment en contradiction avec sa propre reproduction ; le mouvement qu'est l'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux de production dont elle est le contenu et le mouvement. En ce sens, la lutte des classes est un jeu qui peut amener à l'abolition de sa règle. Non seulement, nous n'avons pas besoin d'une réalité double, mais encore une réalité double nous empêche de comprendre *l'importance révolutionnaire* de la lutte pour le partage de la valeur produite et *l'aspect ordinaire* des batailles en faveur du communisme.

L'exploitation est ce drôle de jeu où c'est toujours le même qui gagne (parce qu'elle est subsumption) en même temps et pour la même raison que *c'est un jeu en contradiction avec sa règle et une tension à l'abolition de cette règle*. Le communisme est le mouvement contradictoire du mode de production capitaliste, le procès de sa caducité. Il n'est pas un sens caché dans une « réalité double » de la lutte des classes. Le dépassement est inclus comme contenu même de la contradiction entre le prolétariat et le capital, et cela en tant que formes les plus immédiates de la lutte des classes. La classe n'existe pas deux fois, une fois comme reproductrice du capital et se battant dans les limites de cette reproduction et une deuxième fois comme tension au communisme. La révolution n'existe que comme le processus immédiat, dans ses limites nécessaires (du fait même qu'il est lutte de classe) de ce développement quotidien. Ce qu'il faut montrer, c'est en quoi, dans les conflits internes de ces luttes, dans leurs limites, leurs contradictions, leurs impasses, la façon dont elle sont battues, mais aussi la façon dont elles existent, les buts qu'elles se proposent, les formes qu'elles se donnent, elles expriment et formalisent le contenu révolutionnaire de ce cycle.

La lutte de classes n'est rien d'autre que le capital comme contradiction en procès, elle produit son dépassement et n'existe qu'en ce qu'elle le produit. Il faut abandonner toutes ces dualités qui ne sont que l'héritage de notre longue incapacité à sortir d'une conception programmatique de la révolution. « Batailles de concepts » ou « réalité double », « classe en soi » et « classe pour soi », c'est à la même fausse question que l'on cherche à répondre : quelle est, face ou dans la reproduction quotidienne, la *nature révolutionnaire* du prolétariat et quelles sont les conditions de l'actualisation de cette nature, comment elle se manifeste ? Il faut définitivement achever le fantôme du programmatisme qui nous contraint à ne pouvoir parler du communisme que dans une dissociation de la réalité de la lutte de classe ou une dualité du prolétariat.

On en revient toujours à ce point discriminant qui est la compréhension de la situation actuelle : défaite d'un cycle de luttes / restructuration / nouveau cycle de luttes. Mais, il ne suffit pas de dire qu'il y a eu défaite ouvrière, il faut dire laquelle, la préciser : celle de l'affirmation de la classe, de sa montée en puissance comme marchepied de la révolution ; de la même façon il ne suffit pas de parler de restructuration à partir des années 1970, il faut la préciser. Sans ces précisions, on ne définit pas comme histoire la contradiction entre le prolétariat et le capital. On en reste à la conception des « éclipses et des réémergences » (Dauvé), et de l'attente de la

prochaine « réémergence », en définitive on comprend la lutte des classes comme une « histoire » bêtement cyclique. Cette définition de la restructuration et d'un nouveau cycle de luttes est la condition *sine qua non* pour concevoir une nouvelle structuration et un nouveau contenu de la contradiction et sortir des apories du programmatisme. C'est-à-dire concevoir l'activité révolutionnaire non comme l'expression d'une nature, mais comme situation.

La nouveauté de la période réside bien dans la structure et le contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui se situant au niveau de la reproduction peut porter le dépassement immédiat du capital comme abolition de toutes les classes. C'est la dynamique de ce cycle de luttes, mais c'est aussi ce qui fait l'identité de cette dynamique avec sa limite. Cette identité nous pouvons la constater quotidiennement, c'est-à-dire constater *qu'agir en tant que classe ne contient immédiatement plus rien d'autre que la reproduction des rapports capitalistes*. Nous allons voir que l'identité n'est pas une confusion, qu'elle n'est pas sans médiation, mais qu'elle contient la différence comme un écart à l'intérieur d'elle-même.

Deux points résument l'essentiel du cycle de luttes actuel :

- * la disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, c'est la fin du mouvement ouvrier et la faillite corollaire de l'auto-organisation et de l'autonomie comme perspective révolutionnaire ;
- * avec la restructuration du mode de production capitaliste, la contradiction entre les classes se noue au niveau de leur reproduction respective. Dans sa contradiction avec le capital, le prolétariat se remet lui-même en cause.

Il en résulte que la révolution n'est pas la victoire du prolétariat : il ne peut plus y avoir montée en puissance et transcroissance des luttes immédiates à la révolution. S'il n'y a pas transcroissance, il y a donc un moment de rupture qui distingue les luttes revendicatives de la révolution autant qu'il les coordonne. Cette rupture est un dépassement, mais un *dépassement produit*.

Le même contenu historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital structure le cours quotidien et confère un contenu spécifique à son dépassement. Quand, en Angleterre, en 1854, le cours quotidien des luttes revendicatives aboutit à la constitution, à Manchester d'un « Parlement ouvrier » (avec le soutien enthousiaste de Marx : *Oeuvres politiques*, Pléiade, p. 754), ce « Parlement » proclame comme son but que « les ouvriers deviennent les maîtres de leur propre travail, afin de s'émanciper un jour tout à fait de l'esclavage salarié » et que « Si l'ouvrier a le droit indiscutable de participer aux profits de l'employeur, à plus forte raison a-t-il le droit d'être son propre employeur... ».

Le cycle de luttes actuel se caractérise par la disparition de l'identité ouvrière, par le fait que toute lutte trouve dans ce qui la définit sa propre limite comme reproduction du capital. Actuellement, pour le prolétariat, affronter le capital c'est

affronter sa propre constitution et sa propre existence comme classe. Déterminée par la structure de la contradiction entre les classes dans ce cycle, la contradiction au niveau de l'autoprésupposition des rapports de production capitalistes confère au communisme le contenu du libre développement de l'immédiateté sociale de l'individu. Ce n'est que comme produit d'un cycle de luttes où la lutte contre le capital contient pour le prolétariat sa propre remise en cause et sa propre abolition que l'homme ne cherchera pas à demeurer quelque chose qui a été, que la révolution peut être l'abolition de toute particularité sociale à reproduire. L'abolition du prolétariat est l'aboutissement d'un cycle de luttes qui contient, pour cette classe, la remise en cause d'elle-même dans sa contradiction avec le capital et qui définit alors le contenu de son dépassement comme la capacité de traiter tout le développement historique antérieur comme prémisses d'un libre développement : absence de mesure des forces humaines d'après un étalon préalable. La communisation est une désobjectivation du monde.

L'activité du prolétariat dans la révolution peut être qualifiée de « rapport de prémisses ». C'est l'appartenance de classe apparaissant comme une contrainte extérieure : la simultanéité de l'implication du prolétariat par le capital et de son incapacité qualitative, de par la structure et le contenu de la contradiction (contradiction au niveau de la reproduction) à valoriser la valeur accumulée. Tout le travail passé, toute l'histoire, et toute l'universalité même de la situation du prolétariat, apparaissent non comme quelque chose à reproduire mais comme la prémisses d'un libre développement ne considérant rien de ce qui lui préexiste et rien de ce qu'il pose lui-même comme quelque chose à reproduire. Rapport entre les classes, le rapport de prémisses n'est pas une base objective existant en dehors de la pratique du prolétariat, il ne sera dans ce stade du procès de la révolution qu'activités de fractions communistes de la classe. Fractions, car la classe est par définition prise dans la reproduction du capital, même en crise ; c'est cela entre autre la médiation de l'activité révolutionnaire, quant à son contenu, par l'opposition au capital. En abolissant toute présupposition antagonique d'une particularité sociale à reproduire, l'activité du prolétariat contre le capital est une désobjectivation pratique du monde dans lequel se meut l'activité humaine ; une désobjectivation de tout le travail social accumulé dans le capital, en ce que celui-ci, comme rapport social, est nécessairement objet. Il fallait le capital pour produire ces notions extravagantes d'activité en soi, et de produits en soi, ou conditions de l'activité. Il fallait le capital, pour poser leur rencontre comme ayant pour préalable, et résultat, l'objectivité, contrainte latente à sa reproduction, forme à reproduire du rapport social, et faire de cette rencontre même, le mouvement de l'objectivité.

Dans le rapport de prémisses, l'accumulation du travail social perd la détermination sociale contradictoire du capital, c'est-à-dire perd son caractère d'objectivité. L'activité comme sujet, le produit comme objet, perdent leur détermination sociale antithétique de travail et de capital et leur séparation, présupposant leur rencontre et en résultant tout aussi constamment. Comme rapport

social à reproduire, le capital est nécessairement objet (capital latent, capital en soi), face au travail. La désobjectivation pratique du monde des produits de l'activité sociale antérieure, c'est l'abolition de leur détermination sociale contradictoire face au travail salarié, et de la détermination sociale contradictoire de l'activité comme sujet en soi, en tant que travail salarié. L'objectivité et la subjectivité sont abolies dans ce qui les définit comme objectivité et subjectivité : la contrainte à être reproduites dans leur séparation. Séparation qui, comme préalable et résultat, définit le capital comme objectivité et le travail salarié comme subjectivité.

Le rapport des individus entre eux, comme contenu de la révolution communiste, ne peut avoir pour but que lui-même et ne peut reproduire comme principe de la société la particularisation d'une activité comme le travail qui est la coïncidence du caractère social et individuel de l'activité humaine en dehors d'elle-même. La non coïncidence entre l'activité individuelle et l'activité sociale, autonomisée comme économie, entre, dans le rapport d'exploitation capitaliste, en contradiction avec elle-même. La communisation n'est donc pas une prise du pouvoir sous quelque forme que cela soit par le prolétariat, mais l'abolition par des mesures pratiques de luttes contre la classe capitaliste de toutes les déterminations du mode de production capitaliste. Cette abolition est positivement la communisation des rapports entre individus en tant qu'individus singuliers. Cette approche du communisme comme rapports entre individus singuliers, nous la trouvons chez Marx dans sa critique de l'« unique » de Stirner. Marx ne rejette pas le concept mais le sens et le rôle que lui donne Stirner : « Par conséquent, l'«unicité" comprise comme épanouissement original et conduite individuelle comme on l'a exposée plus haut, non seulement suppose tout à fait autre chose qu'une bonne volonté et une conscience honnête, mais juste le contraire des divagations de Sancho (elle suppose une révolution communiste, nda). Chez lui, l'«unicité" n'est que l'embellissement de la société existante, une gouttelette de baume pour l'âme en peine, l'âme impuissante que la misère a rendue misérable. (...). Et il supposait (Stirner) non seulement des besoins égaux, mais des activités égales, de sorte que chacun pouvait remplacer l'autre dans le "travail humain". (...) Qu'est-ce qui permet à Sancho, en général, de parler d'incomparabilité (l'«unicité», nda), alors qu'il laisse subsister l'argent qui est, en pratique la comparaison personnifiée, alors qu'il se soumet à l'argent et se laisse estimer à cet étalon universel pour se comparer à d'autres ? Il est donc flagrant qu'il dément lui-même son incomparabilité. (...) Au demeurant, l'incomparabilité peut s'entendre dans diverses acceptions. La seule dont il s'agit ici, l'«unicité" au sens d'originalité, suppose que l'activité de l'individu incomparable se distingue elle-même de l'activité de *gens égaux* (souligné dans le texte) (l'originalité est conditionnée par l'interdépendance, nda). » (Marx, *Idéologie Allemande*, in *Oeuvres Philosophie*, Ed. Pléiade, p. 1321-1322, et p.482-483, Ed. Sociales). Cette « unicité » est le mouvement même d'abolition de toutes les classes qui est celle de l'« individu

moyen » (*Idéologie Allemande*, Ed. Sociales, p. 96), elle trouve son origine dans la capacité des prolétaires à s'autotransformer en s'affrontant, dans le capital, leur propre existence comme classe : « Cette subordination des individus à des classes déterminées ne peut être abolie tant qu'il ne s'est pas formé une classe qui n'a plus à faire prévaloir un intérêt de classe particulier contre la classe dominante. » (*Ibid.*, p. 93). Ne plus faire prévaloir d'intérêt de classe particulier, *à partir de sa propre situation et de sa propre lutte comme classe*, c'est la définition même de la communisation.

Aborder la communisation comme création de rapports entre les individus comme individus singuliers conduit à une considération problématique. Le prolétariat agit comme classe du mode de production capitaliste, c'est celui-ci qu'il abolit et par là s'abolit lui-même, mais si nous considérons les mesures communisatrices nous nous apercevons que, dans leur contenu positif, c'est avec les catégories définissant la valeur qu'elles sont en rapport. Le prolétariat abolit le mode de production capitaliste *en abolissant les déterminations de la valeur*. Si la question de la communisation doit être prise à partir de la valeur, c'est-à-dire du faire valoir social de l'individu et si c'est dans ce cadre, le plus large qui soit, que se révèle la communisation comme mouvement pratique, il faut en conclure que abolir la valeur ce n'est pas produire un nouveau faire valoir social, mais abolir le social. Nous pourrions simplement nous en réjouir et dire que la révolution est le dépassement de toute l'histoire passée, il n'en demeure pas moins que nous sommes là face à un problème théorique : l'abolition du capital est le dépassement positif des déterminations de la valeur, or, dans le mode de production capitaliste, la valeur n'existe que comme capital, mais c'est comme valeur que nous pratiquons l'abolition du capital. Attention, nous ne sommes pas là comme dans *Le Capital* dans le domaine du « concret de pensée », mais dans les mesures empiriques de la communisation. Pour l'instant, nous en resterons là.

Si le dépassement des conditions existantes, la communisation, c'est le dépassement de l'objectivation de la production, ce n'est là que les mesures immédiates que les prolétaires auront à prendre pour ne plus l'être en abolissant les forces adverses de la classe capitaliste. Le communisme est le dépassement de toute l'histoire passée, il n'est pas un nouveau mode de production. C'est une rupture totale avec toutes les déterminations de l'économie. L'immédiateté sociale de l'individu c'est la fin de cette séparation entre l'activité individuelle et l'activité sociale, qui avait constitué le fait pour l'homme d'être un être objectif en base du rapport entre son individualité et sa socialité et définissait son activité comme travail. Ce n'est pas, en soi, le fait, pour l'homme, d'être un être objectif qui est en cause mais la séparation entre activité individuelle et activité sociale qui constitue cette objectivité en économie et celle-ci en médiation entre les deux.

Le dépassement ne peut se produire que dans la crise de ce cycle, à l'issue de celui-ci. La contradiction entre le prolétariat et le capital, telle qu'elle est le cours

quotidien de la lutte de classe et le cours dynamique des contradictions du capital, constitue et nécessite la crise de la reproduction comme médiation de son dépassement. Cela parce que la contradiction devient nécessairement *économie* dans son procès et crise économique (crise de l'économie). C'est précisément parce que nous ne comprenons pas le cours de l'économie comme un processus objectif que nous affirmons que la révolution ne peut se produire que dans la crise économique. Cette crise est, sous sa forme économique, en tant que baisse tendancielle du taux de profit, directement une contradiction entre les classes. Il est évident, du fait même qu'il passe par l'économie, que le cycle de luttes n'est pas un processus continu de montée en puissance ou de décantation sortant les germes révolutionnaires de leur gangue.

Le passage des luttes immédiates à la communisation est une autotransformation de l'activité du prolétariat, ce passage est un *dépassement produit* qui commence dans les luttes immédiates. C'est la lutte du prolétariat dans sa dynamique qui produit la rupture révolutionnaire. Dans tous les conflits le plus important c'est la distinction, dans la reproduction du capital, de l'activité de classes distinctes. La crise du rapport d'exploitation est donnée dans le prolétariat et dans le capital. Il n'y a pas de situation qui donnée unilatéralement soit sans issue pour le capital. *C'est de par la spécificité de l'activité du prolétariat, dans une phase historique donnée de la contradiction, que le capital ne peut produire un mode de valorisation supérieur.* Dans la crise de l'implication réciproque de ce cycle de luttes, dans le cours des conflits immédiats, vus la structure et le contenu de la lutte des classes, la condition de salarié est produite comme une contrainte extérieure en même temps que c'est en tant que salarié que l'on se bat. C'est le moment de fusion d'un conflit, *moment que bien des caractéristiques des luttes actuelles ont commencé à annoncer.*

La révolution est un conflit entre les classes, elle est la détermination ultime du procès contradictoire du capital comme contradiction entre le prolétariat et le capital. Le procès de dépassement de la lutte revendicative s'amorce dans la lutte revendicative elle-même, lorsque celle-ci, à l'intérieur d'elle-même, pose ses exigences sans tenir compte de la logique de reproduction du système et, par là, tend à remettre en question les conditions mêmes de l'existence de l'exploitation. C'est-à-dire simplement lorsqu'elle devient, dans son cours de lutte revendicative, jusqu'au-boutiste, dépassant par là sa cohérence de lutte revendicative. C'est là que l'auto-organisation des luttes est un moment crucial du dépassement révolutionnaire des luttes revendicatives.

Le syndicalisme exprime l'activité de la classe en ce qu'elle implique conflictuellement le capital et présuppose son rapport à lui. Mais, et c'est fondamental, c'est dans le capital que la reproduction de ce rapport trouve constamment les conditions de son renouvellement. C'est en cela que, fonction de l'implication réciproque, le syndicalisme se trouve nécessairement amené à envisager le renouvellement de ce rapport sur la base des nécessités du capital, il n'a pas le choix. A ce niveau, et de ce

point de vue, le conflit ne peut porter que sur le profit (forme transformée de la plus-value) et sa répartition, comme si tous les éléments du procès de production concourraient également à sa constitution. C'est bien pour cela que mener la lutte revendicative de façon jusqu'au-boutiste et intransigeante ne peut être le fait des syndicats mais de l'auto-organisation et de l'autonomie ouvrière. Mener, dans l'autonomie ouvrière, la lutte revendicative sur la base d'intérêts inconciliables, c'est effectuer un changement de niveau dans la réalité sociale du mode de production capitaliste. La lutte revendicative ne se situe plus au niveau du profit et de tous les éléments du procès de production concourant également à sa formation, mais au niveau du travail en tant que producteur de valeur dont la plus-value.

On passe du niveau du *conflit* à celui de la *contradiction*. Le niveau du conflit c'est celui du partage entre salaire et profit, les intérêts ont beau être là inconciliables, on demeure dans un jeu à somme nulle indéfiniment reproductible dans la mesure où tant que l'on en reste à ce niveau le balancier ira dans un sens puis dans l'autre car on ne s'est pas attaqué à la balance elle-même. Le niveau de la contradiction est celui de la plus-value et du *travail productif*, mais on ne peut pas revendiquer d'être un peu moins travailleur productif de plus-value autrement qu'en revendiquant un peu plus de salaire ou un peu moins d'heures de travail ce qui nous ramène à la distribution et au conflit. C'est l'insuffisance de la plus-value par rapport au capital accumulé qui est au coeur de la crise de l'exploitation, s'il n'y avait pas au coeur de la *contradiction* entre le prolétariat et le capital la question du travail productif de *plus-value*, s'il n'y avait qu'un problème de distribution et si tous les conflits sur le salaire n'étaient pas l'existence de cette contradiction (du fait que c'est la contradiction qui existe elle est conflits, tout autant que la plus-value devient profit), la révolution demeurerait un voeu pieux. Ce n'est donc pas par une attaque du côté de la nature du travail comme productif de plus-value que la lutte revendicative est dépassée (on en reviendrait toujours à un problème de distribution), mais par une attaque du côté des moyens de production comme capital.

Lorsque la baisse tendancielle du taux de profit qui est une contradiction entre des classes comporte dans cette contradiction définie historiquement la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe, la nécessité face à laquelle se trouve alors cette activité du prolétariat consiste non à modifier le partage entre salaire et profit mais à abolir la nature de capital des moyens de production accumulés. L'attaque contre la nature de capital des moyens de production, c'est leur abolition comme valeur absorbant le travail pour se valoriser, c'est l'extension de la gratuité, la destruction qui peut être physique de certains moyens de production, leur abolition en tant qu'usine dans laquelle se définit ce qu'est un produit, c'est-à-dire les cadres de l'échange et du commerce, c'est le bouleversement des rapports entre les sections de la production qui matérialise l'exploitation et son taux, c'est leur définition, leur enchâssement dans les rapports intersubjectifs individuels, c'est l'abolition de la division du travail telle qu'elle est inscrite dans le zonage urbain, dans la configuration

matérielle des bâtiments, dans la séparation entre la ville et la campagne. « Les rapports entre individus se sont figés dans les choses, parce que la valeur d'échange est de nature matérielle » (Marx, *Fondements...*, Ed. Anthropos, t.1, p.97). L'abolition de la valeur est une transformation concrète du paysage dans lequel nous vivons, c'est une géographie nouvelle.

Dans la relation entre profit et plus-value, nous sommes au fondement de l'activité révolutionnaire, c'est là que réside la capacité de la lutte revendicative à produire son dépassement, à aller plus loin que ce qui était immédiatement son point de départ : le passage actif du conflit à la contradiction et à partir d'elle à la communisation. Climax de la lutte des classes, la contradiction entre le prolétariat et le capital, dans la lutte revendicative, se tend à un point tel que la définition de classe devient une contrainte extérieure, une extériorité simplement là parce que le capital est là. Le jeu réflexif de l'implication réciproque parvient au point où l'appartenance de classe est extériorisée comme contrainte. C'est là, le saut qualitatif dans la lutte de classe. C'est là qu'il y a *dépassement* et non transcroissance. C'est là que l'on passe d'un changement dans le système à un changement du système. Mais ce dépassement, articulé à la structure et au contenu du cycle de luttes, est le dépassement *produit* d'une contradiction entre les classes parce qu'elle se situe au niveau de la reproduction. Jusque là, la lutte de classe pouvait se situer au niveau de la plus-value et du travail productif, mais c'était pour que les travailleurs s'affirment comme étant le second devenu maître de la première.

Le point ultime de l'implication réciproque c'est quand le prolétariat s'empare des moyens de production. Il s'en empare, mais ne peut se les approprier comme il ne peut s'emparer de l'Etat. Sa lutte contre les forces sociales défendant la reproduction capitaliste de la société lui impose de les bouleverser dans leur forme sociale, c'est-à-dire dans les formes matérielles immédiates dans lesquelles cette forme sociale existe. Son action est en outre conditionnée par ce qu'il est lui-même. Il est l'abolition des conditions existantes sur la base des conditions existantes. Il est dans le mode de production capitaliste l'abolition de la propriété, de la division du travail, de l'échange et de la valeur, des classes, sur la base et à l'intérieur de leur existence. Toutes les appropriations révolutionnaires antérieures étaient limitées par leur nature même d'appropriations car elles demeuraient dans la division du travail, la propriété, et la division de la société en classes. L'appropriation effectuée par le prolétariat ne peut en être une car elle ne peut s'accomplir que par sa propre abolition en tant que classe, dans une union universelle de la production dans laquelle il se dépouille de tout ce qui lui reste encore de sa situation sociale antérieure. Dans le communisme l'appropriation n'a plus cours parce que c'est la notion même de « produit » qui est abolie. Bien sûr, il y a des objets (les notions d'objectivité et de subjectivité sont même à redéfinir) qui servent

à produire, d'autres qui sont directement consommés, d'autre qui servent aux deux. Mais parler de produits et se poser la question de leur circulation, de leur répartition ou de leur « cession », c'est-à-dire à un moment donné de leur appropriation, présuppose des lieux de rupture, de « coagulation » de l'activité humaine : le marché dans les sociétés marchandes, la dépose et la prise au tas dans certaines visions du communisme. Le produit n'est pas une chose simple. Parler de produit, c'est supposer qu'un résultat de l'activité humaine apparaît comme *fini* face à un autre résultat ou au milieu d'autres résultats. Ce n'est pas du produit qu'il faut partir mais de l'activité.

Dans le communisme, c'est l'activité humaine qui est infinie parce qu'insécable. Elle a des résultats concrets ou abstraits, mais ces résultats ne sont jamais des « produits » pour lesquels se poserait la question de leur appropriation ou de leur cession sous quelque modalité que cela soit. Cette *activité humaine infinie* synthétise ce que l'on peut dire du communisme. Si nous pouvons parler d'activité humaine infinie pour le communisme, c'est que déjà le mode de production capitaliste nous donne à voir, bien que contradictoirement, et non comme un « bon côté », l'activité humaine comme flux social global continu et le « general intellect » ou le « travailleur collectif » comme force dominante de la production. Le caractère social de la production rendant la base de la valeur contradictoire. Cette continuité de l'activité humaine ce n'est (sous une autre approche) que le dépassement du temps disponible sur la base contradictoire du mode de production capitaliste.

C'est finalement parce qu'il ne peut rien s'approprier, parce qu'aucun élément de sa définition n'est quelque chose qui le confirme que la contradiction entre le prolétariat et le capital peut devenir extranéisation de l'appartenance de classe. Ce que le prolétariat est devient quelque chose à dépasser, en même temps que cela s'impose comme le présupposé de ce dépassement. Lorsque nous parlons de l'appartenance de classe comme d'une contrainte extérieure cela ne renvoie pas à un individu prédéfini, préexistant, pour lequel cette appartenance deviendrait contingente mais à une autotransformation des prolétaires et à la production d'un individu immédiatement social dont cette extériorité est précisément, dans la lutte, le processus *révolutionnaire* de naissance. La pratique révolutionnaire est la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine : autochangement.

Il n'y a pas dans cette activité qui se transforme d'apparition *ex-nihilo* de propriétés nouvelles, toutes les prémisses sont là présentes : l'exploitation comme contradiction et la situation du prolétariat dans cette contradiction, le capital restructuré, les caractéristiques du cycle de luttes. Ce ne sont pas les vertus du mouvement lui-même qui assurent le dépassement (la lutte devenant la propre base de ces qualités nouvelles simplement parce qu'elle est lutte, comme le pensait le GLAT il y a longtemps et encore plus ou moins le Mouvement d'action directe maintenant), mais ce par quoi ce mouvement existe (l'enchaînement que nous venons de définir). Il n'en demeure pas moins que le dépassement du mode de production résulte à *ce moment là* des qualités de

la lutte. La lutte ne contient pas en tant que telle le changement de système, que l'activité du prolétariat puisse se transformer elle-même ne tient pas d'un miracle relevant des vertus de l'action. Le cours de la lutte dans les rapports que les prolétaires entretiennent entre eux, dans les mesures d'expropriation (et non d'appropriation) qui sont prises, ne contient pas des *germes* de rapports nouveaux (la théorie des germes est celle qui attribue à la lutte elle-même la production des qualités permettant le dépassement), il est la production de ces rapports nouveaux, ce sont alors les mesures communistes prises comme nécessité de la lutte (l'abolition de l'échange et de la valeur, de la division du travail, de la propriété ne sont que l'art de la guerre de classe, ni plus ni moins à ce moment là que lorsque Napoléon mène sa guerre en Allemagne par l'introduction du code civil). Une nécessité absolument consciente car il n'y a rien de préexistant à reproduire.

Toute transcroissance est à ranger au magasin des antiquités mais non toute articulation entre les luttes revendicatives, le cours quotidien des luttes, et la révolution. Dans le cours de la lutte contre le capital, la classe se retrouve face à elle-même comme limite à dépasser. L'auto-organisation formalise dans la lutte revendicative l'irréconciliabilité des intérêts entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, elle est par là le moment nécessaire de l'apparition de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure et la forme dans laquelle s'amorce, *contre elle*, la communisation des rapports entre individus.

Il n'y a plus d'identité de salariés, de prolétaires ou de travailleurs à libérer contre cette société, il n'y a plus de projet de réorganisation de celle-ci sur la base du salariat ou du travail producteur de valeur. Lorsque des luttes revendicatives sont dans cette situation et agissent en conséquence, c'est là que peut s'amorcer leur dépassement, c'est-à-dire la communisation. Cela signifie que l'appartenance de classe qui était nécessité, définition sociale préalable à reproduire parce qu'impliquant sa reproduction, devient contingente. Toute grève, toute lutte n'est pas potentiellement la révolution, mais nous ne pourrions jamais définir à l'avance le moment où la lutte revendicative produit son propre dépassement.

Ce dépassement de la contradiction entre les classes est le moment où lutter contre le capital, devient, dans le cours de la lutte, remettre en cause sa propre condition de prolétaire qui est alors produite, dans le cours du conflit, comme une contrainte extérieure, en même temps que c'est en tant que prolétaire que l'on se bat contre le capital et que simultanément on produit des rapports nouveaux. On communise la société, c'est-à-dire qu'on la supprime en tant que substance autonome du rapport entre les individus, qui se rapportent à eux-mêmes dans leur singularité. Les rapports sociaux antérieurs, sans que cela tienne à un plan d'ensemble (inexistant et impossible), se délitent dans cette activité sociale où l'on ne peut faire de différence entre l'activité de

grévistes et d'insurgés et la création d'autres rapports entre les individus, de rapports nouveaux, dans lesquels les individus ne considèrent ce qui est que comme moment d'un flux ininterrompu de production de la vie humaine.

Le dépassement n'est pas un processus interne à la classe, mais son conflit avec le capital et l'évolution des rapports de forces, donc des objectifs et de la conscience théorique qui se déterminent dans la lutte. La communisation est soumise à l'histoire de l'accumulation du capital et à sa crise. Qu'est ce qui peut faire de cette crise une crise finale? Rien d'autre que son déroulement, et non l'accomplissement d'un sens ou d'une tendance. C'est la crise du mode de production capitaliste dans les termes du mode de production capitaliste résultant de la baisse tendancielle du taux de profit, contradiction entre des classes (c'est en cela que la question souvent posée : « jusqu'à quel point devra-t-il baisser ? », n'a pas de sens.). Ce n'est pas l'irreproductibilité de cette contradiction qu'est l'exploitation qui produit la communisation. C'est le dépassement d'un cycle de luttes spécifique et la pratique du prolétariat qui en résulte alors comme pratique dans cette crise qui se définit comme communisation, rendant la contradiction entre le prolétariat et le capital irreproductible. L'annonce de ce dépassement existe dans les luttes actuelles.

Dire qu'il n'y a plus aucune possibilité de transcroissance entre les luttes immédiates et la révolution (cette absence même définit la révolution comme communisation) ce n'est pas dire qu'il n'y a aucune relation entre les deux. Nous pourrions même parler de « jonction », tout dépend de la façon de concevoir cette « jonction ».

En décembre 95, dans la lutte des sans-papiers, des chômeurs, des dockers de Liverpool, de Cellatex, d'Alstom, de Lu, de Marks et Spencer, dans le soulèvement social argentin, dans l'insurrection algérienne, etc., telle ou telle caractéristique de la lutte apparaît, dans le cours de la lutte elle-même, comme limite en ce que cette caractéristique spécifique (service public, demande de travail, défense de l'outil de travail, refus de la délocalisation, de la seule gestion financière, récupération des usines, auto-organisation etc.), contre laquelle le mouvement se heurte souvent dans les tensions et les affrontements internes de son recul, se ramène toujours au fait d'être une classe.

Si nous pouvons quotidiennement constater que chaque lutte butte sur ce qui la constitue comme action de classe, il en va autrement en ce qui concerne la transformation de cet « agir en tant que classe », devenu limite, en *remise en cause* par le prolétariat de son propre rapport au capital, comme classe. C'est-à-dire la transformation de quelque chose qui, pour l'instant, se résout dans la reproduction du capital en quelque chose qui soit activement, dans la lutte de classe, la remise en cause par le prolétariat de sa propre situation de classe.

Dans les luttes revendicatives actuelles, nous avons une annonce de leur dépassement comme lutte révolutionnaire, c'est-à-dire comme communisation, chaque fois que dans ces luttes, c'est ce qui fait du prolétariat une classe du mode de production

capitaliste qui est attaqué. Cette attaque s'effectue à l'intérieur de la lutte revendicative, elle n'est d'abord qu'un moyen de la mener plus loin, mais ce moyen de la mener plus loin entre en conflit avec ce qui définit le prolétariat. C'est toute l'originalité de ce cycle de luttes. Les luttes revendicatives ont des caractéristiques qui étaient impensables il y a une trentaine d'années.

A partir du moment où la lutte des classes se situe au niveau de la reproduction, en même temps que, dans le démocratisme radical, l'existence comme classe du prolétariat se confond avec le capital comme horizon indépassable, c'est dans n'importe quelle lutte que le prolétariat ne peut, ni ne veut, rester ce qu'il est. Il ne s'agit pas forcément de déclarations fracassantes ou d'actions « radicales », mais de toutes les pratiques de « fuite » ou de dénégation par les prolétaires de leur propre condition. Dans les luttes suicidaires à la Cellatex, la grève de Vilvoorde et bien d'autres éclate que le prolétariat n'est rien séparé du capital et qu'il ne peut demeurer comme ce rien (qu'il réclame sa réunion avec le capital ne supprime pas l'abîme qu'ouvre la lutte, la reconnaissance et le refus par le prolétariat de lui-même comme cet abîme). C'est l'inessentialisation du travail qui devient l'activité même du prolétariat, tant de façon tragique dans ses luttes sans perspectives immédiates (suicidaires) et dans des activités autodestructrices, que comme revendication de cette inessentialisation comme dans la lutte des chômeurs et précaires de l'hiver 1998. Quand apparaît, comme lors de la grève des transports italiens ou des ouvriers de la FIAT à Melfi, que l'autonomie et l'auto-organisation ne sont plus que la perspective de rien, c'est là que se constitue la dynamique de ce cycle et que se prépare le dépassement de la lutte revendicative à partir de la lutte revendicative. *Le prolétariat est face à sa propre définition comme classe qui s'autonomise par rapport à lui, qui lui devient étrangère.*

L'objectivation dans le capital de l'unité de la classe est devenue palpable dans la multiplication des collectifs et la récurrence des grèves intermittentes (les grèves du printemps 2003 en France, la grève des postiers anglais). Il ne s'agit pas de juger ces phénomènes à l'aune d'une vision normative qui n'y voit qu'un inachèvement, un inaccomplissement de leur propre projet d'unification de la classe préalable à son affirmation. Dans ces luttes, c'est l'extériorisation de l'appartenance de classe qui est annoncée comme caractéristique actuelle, présente, de la lutte en tant que classe. Dans tous ces mouvements, comprendre la segmentation comme une faiblesse à dépasser dans l'unité, c'est poser une question formelle et lui apporter une réponse tout aussi formelle. La diffusion de ces mouvements, leur diversité, leur discontinuité constituent leur intérêt et leur dynamique même. « Aller plus loin », ce n'est pas supprimer la segmentation dans l'unité, c'est-à-dire apporter une réponse formelle qui est peut-être déjà caduque, il ne s'agit pas de perdre la segmentation, les différences. « Aller plus loin », c'est, dans d'autres circonstances, mettre à jour et pratiquer la contradiction entre ces luttes de classes dans leur diversité et l'unité de la classe objectivée dans le capital. Il ne s'agit

pas de dire que plus la classe est divisée, mieux c'est, mais que la généralisation d'un mouvement de grèves n'est pas synonyme de son unité, c'est-à-dire du dépassement de différences considérées comme purement accidentelles et formelles. Il s'agit de commencer à comprendre ce qui se joue dans ces mouvements diffus, segmentés et discontinus : *la création d'une distance avec cette unité « substantielle » objectivée dans le capital*. Cette extrême diversité conservée et même approfondie dans un mouvement plus général en contradiction avec le capital et cette unité objective qu'il représente est peut-être une condition de l'articulation entre les luttes immédiates et la communisation. De tels faits sont maintenant une détermination incontournable de la lutte des classes. L'unité de la classe ne peut plus se constituer sur la base du salariat et de la lutte revendicative, comme un préalable à son activité révolutionnaire, elle ne se constituera que dans sa propre abolition. L'unité du prolétariat ne peut plus être que l'activité dans laquelle il s'abolit en abolissant tout ce qui le divise. C'est une fraction du prolétariat qui dépassant le caractère revendicatif de sa lutte prendra des mesures communisatrices qui entamera alors l'unification du prolétariat qui ne sera pas différente de celle de l'humanité, c'est-à-dire de sa création comme l'ensemble des relations que les individus établissent entre eux dans leur singularité.

Mettre le chômage et la précarité au coeur du rapport salarial ; définir le clandestin comme la situation générale de la force de travail ; poser - comme dans la mouvement d'action directe - l'immédiateté sociale de l'individu comme le fondement, déjà existant, de l'opposition au capital ; mener des luttes suicidaires comme celle de Cellatex et d'autres du printemps et de l'été 2000, renvoyer l'unité de la classe à une objectivité constituée dans le capital, sont pour chacune de ces luttes particulières des contenus qui construisent la dynamique de ce cycle à *l'intérieur et dans le cours* de ces luttes. Dans la plupart des luttes actuelles apparaît la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes qui consiste en produire sa propre existence comme classe dans le capital donc se remettre en cause comme classe (plus de rapport à soi), cette dynamique a sa limite intrinsèque dans ce qui la définit elle-même comme dynamique : agir en tant que classe. Mais dynamique et limite ne sont pas immédiatement identiques ; elles le deviennent dans la reproduction du capital, dans la défaite de ces luttes. La limite de ces luttes, le fait d'agir en tant que classe, crée un *écart à l'intérieur des luttes elles-mêmes*, écart par lequel seulement la limite peut être qualifiée de limite et c'est cet écart qui est qualifiable de dynamique (non un processus premier donnant sens à la période et subsumant le cours empirique des luttes). L'action en tant que classe qui ne reconnaît et produit l'existence de la classe que dans son rapport au capital n'est pas renvoyée à elle-même comme limite *sui generis*, mais par la reproduction du rapport capitaliste qui est l'activité de la classe adverse (même si l'activité du prolétariat et de la classe capitaliste s'impliquent). Agir en tant que classe en se produisant comme tel dans le capital c'est se remettre en cause, mais c'est aussi se trouver impliqué dans *l'activité de reproduction du capital qui transforme cette action en limite*.

On ne peut voir, dans ces luttes, que des luttes défensives qu'à la condition de considérer que la lutte offensive c'est celle qui consacre la montée en puissance du prolétariat à l'intérieur du mode de production capitaliste. C'est-à-dire finalement celles que l'on pourrait rattacher à la catégorie maintenant caduque de l'auto-organisation. Le prolétariat ne se rapporte plus à lui-même comme à la classe productive se libérant, ce qui est le fondement et la substance même de l'auto-organisation. La vague de lutte « suicidaires » que l'on a connue de Cellatex à Metaleurop en passant par Adelshoffen, la Société Française Industrielle de Contrôle et d'Equipements, Bertrand Faure, Mossley, Bata, Moulinex, Daewoo-Orion, ACT (ex Bull), reconnaissent que l'on existe comme prolétaire que dans son rapport au capital et non pour soi-même. La lutte contre le capital devient, disent les tenants de l'auto-organisation, « suicidaire ». Ils ne voient pas que ce « suicide » contient, dans la contradiction avec le capital, pour le prolétariat, l'évidence de sa propre disparition. En Argentine, les analyses les plus intelligentes (*Echanges*, *Mouvement Communiste*, *Mutines Séditions*) ne parviennent plus à trouver ce que pourtant elles cherchent désespérément : l'auto-organisation « révolutionnaire ». Elles parlent alors de « limites » de « contradictions » d'« interclassisme », de « prise en main par les politiques », tout cela est vrai. Mais, sans comprendre que cela n'est vrai que parce que c'est le modèle lui-même qu'elles cherchent qui est mort. Elles parlent alors, comme *Mutines Séditions*, d'« intégration du mouvement social » et quand elles veulent trouver quelque chose qui pourrait s'y opposer, elles ne trouvent que les manifestations de « rage », les émeutes, la violence. Enfoncées dans leur perspective « autonome », elles ne voient là aucune « aspirations », aucune « perspectives ». L'émeute porte en elle une perspective sociale très importante, parlante, elle matérialise la nécessité d'en finir avec nos conditions de vie et notre propre situation actuelles, elle rend visible que notre propre situation sociale actuelle n'est pas la base de notre « émancipation », mais n'existe que comme contrainte, que dans le rapport au capital, que notre situation est un obstacle à abolir. Quelle serait, pour ces analyses, *La perspective* ? A les lire, c'est évident : la prise en main des usines qui ne soit pas un « plan de travail ». Une contradiction dans les termes.

La remise en cause par le prolétariat de sa propre existence en tant que classe, c'est-à-dire l'autotransformation des prolétaires en individus immédiatement sociaux dans leur contradiction avec le capital où leur appartenance de classe se produit dans l'affrontement avec le capital comme quelque chose de contingent est un enjeu de ce cycle de luttes qui, en tant que tel, ne peut donner lieu à aucun programme d'intervention « communiste », à aucune liste de revendications, à aucun compromis. Et là rien n'est déterminé à l'avance, c'est à l'action du prolétariat à résoudre cet énorme problème. Vue la situation du prolétariat dans la contradiction, c'est ainsi (par cette structure et ce contenu, historiquement spécifiés, de la contradiction) que nous situons, *dans* la lutte des classes définissant le mode de production capitaliste, le passage à la

communisation. C'est de cette façon que nous pouvons relier dans leur contenu et dans leur histoire les luttes actuelles et la production du communisme.

Il est évident que dans le cours actuel des luttes la remise en cause n'est pas identifiable à la communisation, ni même à sa « potentialité » (ce qui ne voudrait rien dire), et si elle est encore une déduction théorique c'est qu'elle est aussi beaucoup plus que cela. Etre beaucoup plus que cela c'est ce qui est arrivé dans les luttes sociales en Argentine. Dans les activités productives qui se sont développées, il s'est passé cette chose au premier abord déconcertante : l'autonomie est apparue clairement pour ce qu'elle est, la prise en charge et la reproduction par la classe ouvrière de sa situation dans le capital, les défenseurs de l'autonomie « révolutionnaire » diront que cela vient de ce qu'elle n'a pas triomphé, alors que c'est là son triomphe même. Mais, au moment même où, dans les activités productives, l'autonomie apparaît pour ce qu'elle est, c'est tout ce qui est la base de l'autonomie et de l'auto-organisation qui se trouvait bouleversé : le prolétariat ne peut trouver en lui-même la capacité de créer d'autres rapports interindividuels (volontairement, nous ne parlons pas de rapports sociaux), sans renverser et nier ce qu'il est dans cette société, c'est-à-dire sans entrer en contradiction avec l'autonomie et sa dynamique. Par la façon dont ont été mises en oeuvre ces activités productives, dans les modalités effectives de leur réalisation, ce sont les déterminations du prolétariat comme classe de cette société qui ont été effectivement bousculées (propriété, échange, division du travail). C'est ainsi que la révolution comme communisation devient crédible.

Le prolétariat ne peut se « libérer » sans s'abolir, or l'auto-organisation, l'autonomie, même sous la forme des conseils ne peuvent être que la tentative d'érection de ce qu'il est dans la société capitaliste (classe du travail productif) en pôle absolu de la société. En cherchant à libérer sa puissance sociale existante dans le capital, cette affirmation du prolétariat se retourne contre elle-même et ne peut que se constituer en tant que reproduction du capital en contre-révolution, avec laquelle elle ne se confond pas mais qu'elle implique comme sa défaite programmée. Si l'on s'affirme en tant que classe du travail productif, on affirme en même temps, même en voulant les reprendre en soi, la valeur et le capital. C'est là, pour les conseils, leur base, leur existence et leur nature, leur demander d'être l'abolition du prolétariat c'est leur demander d'être autre chose que ce qu'ils sont, c'est-à-dire les producteurs se reconnaissant et s'affirmant comme tels.

La prochaine révolution aura à abattre l'auto-organisation, l'autonomie et le conseillisme parce qu'ils seront repris par le démocratisme radical et les syndicats, il ne s'agira pas d'un « faux conseillisme », il sera le vrai et le seul conseillisme de cette période. Cette révolution se trouvera non pas à devoir achever tout ce qui avait été commencé dans les révolutions précédentes, mais se trouvera face justement à ce que tous les partis et les syndicats du mouvement ouvrier avaient combattu et qu'ils prendront alors en charge. Elle n'aura pas face à elle des formes politiques de la contre-

révolution mais des formes sociales. Les conseils *ouvriers*, là où le développement actuel du capital aura laissé la possibilité d'en former, seront la justification de la contre-révolution. La classe révolutionnaire est bien le prolétariat, même au sens strict de classe des travailleurs productifs de plus-value, mais la révolution ne partira plus jamais des usines et y restera encore moins, elle commencera quand les ouvriers en sortiront pour les abolir. Cette révolution sera celle de l'époque où la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur implication réciproque et de leur reproduction. Et « le maillon le plus faible » de cette contradiction, l'exploitation qui relie les classes entre elles, se situe dans les moments de la reproduction sociale de la force de travail, là où justement, loin de s'affirmer, la définition du prolétariat comme classe du travail productif apparaît toujours (et de plus en plus dans les formes actuelles de la reproduction) comme contingente et aléatoire, non seulement pour chaque prolétaire en particulier, mais structurellement pour l'ensemble de la classe. Ce n'est qu'à partir de là que la révolution pourra investir la production pour l'abolir en tant que moment particulier des rapports entre les hommes et abolir par là-même le travail dans l'abolition du travail salarié. C'est dans ce procès de la révolution que la propre définition du prolétariat comme classe des travailleurs productifs apparaîtra réellement, en actes, comme limitée. La définition du prolétariat n'est plus une catégorie socio-économique, tout comme celle de la classe capitaliste, mais la polarisation, comme activités, des termes de la contradiction qu'est l'exploitation, ce qui est déjà pour chaque lutte le critère permettant de juger de son approfondissement et de la mise à jour de ses propres causes.

La communisation ne se constitue pas en mode de vie face au capital, mais sera le dépassement des luttes revendicatives dans le cadre immédiat du travail ou de la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire dans le cadre de l'exploitation. La révolution n'est ni la révélation d'une nature révolutionnaire du prolétariat toujours déjà là, ni le résultat du face à face de deux mondes : celui du capital et celui de l'alternative communiste se constituant face à lui. Si la révolution est le dépassement du mode de production capitaliste produit par le développement historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital, cela signifie qu'elle est *soumise au développement des contradictions de classes de cette société, à leur histoire*. La question de la communisation est sous sa forme la plus concrète celle de la relation entre ce cycle de luttes et la révolution. Le dépassement est réellement une production et une histoire, nous pouvons approcher théoriquement le processus de ce dépassement à la condition d'une production théorique que nous pourrions qualifier d'aléatoire et de falsifiable. Jamais un coup de dés théorique alignant un superbe brelan conceptuel n'abolira le hasard.

Quelques pratiques et prises de positions du courant communistateur

Novembre / Décembre 95

Ce fut un mouvement ambigu, mais l'ambiguïté n'est pas là où on la voit habituellement entre la défense des acquis et la volonté d'en découdre avec l'ensemble des règles de reproduction de la société capitaliste.

C'est dans la défense des acquis que résidait l'ambiguïté. L'idéalisation de la sécurité sociale fut la limite de ces grèves. Mais, dans cette idéalisation, s'exprimait un objectif : que les rapports entre individus ne soit plus des rapports de travail, *des rapports comptables*. En fait la défense des acquis ne prit de l'ampleur et cette tournure idéale que parce que dans cette lutte de défense d'un stade antérieur, les aspects nouveaux du rapport entre les classes définis par la restructuration étaient la condition même de la lutte et de son ampleur. Un immense ras-le-bol des nouvelles modalités d'exploitation de la force de travail. Si la défense des acquis n'avait pas été investie par ce contenu là, il n'aurait pu déboucher que sur une gestion politique, une volonté de réorganisation sociale sur la base du travail, un regain de programmatisme, ce ne fut pas le cas.

A part cet idéal toutes les propositions réformatrices n'intéressaient pas le mouvement, le sommet final fut un événement tout à fait extérieur à la lutte, à peine une stratégie de sortie de crise tant le mouvement de luttes lui-même s'était arrêté à partir des enjeux que la lutte avait révélés et qu'il ne pouvait prendre en compte. La contradiction se situait bien au niveau de la reproduction du rapport entre les classes, tout en spécifiant un de ses aspects : la reproduction de la force de travail prise en elle-même. Mais toute lutte se situant au niveau de la reproduction du capital trouve dans les catégories de celle-ci qui lui sont renvoyées par le capital comme son cadre même d'expression, une limite intrinsèque à sa propre définition, à sa propre existence. Vu la généralité du conflit la limite spécifique prit en définitive la figure du citoyen.

Dans les jours qui suivirent la grande manifestation du 12 décembre 1995, le mouvement de grève était parvenu au point où il se dévoilait à lui-même ses propres causes, ses propres conditions d'existence. Il était parvenu au moment où ce dévoilement peut se muer en la remise en cause pour un mouvement de ses conditions. Arrivé à un certain point, indéfinissable à l'avance, il devient évident que l'on ne peut continuer à se battre contre le capital sur une base inscrite, même conflictuellement, en totalité dans sa reproduction. Du partage entre salaire et profit, on passait aux notions même de salaire et de profit comme cibles de la lutte ; déjà les notions de sécurité sociale, de service public et d'acquis commençaient à avoir du plomb dans l'aile. De la précarité et du chômage comme forme « dégradée » du salariat on passait à leur compréhension comme étant le coeur de la situation de salarié ; de la critique des élites

séparées et arrogantes on passait à celle de l'autonomisation de nos propres rapports dans l'Etat ; des problèmes de la redistribution de la richesse on passait à la nature même de cette richesse comme marchandise et capital. La fusion d'un conflit de classes n'est pas un problème de conscience ou de libération de la situation antérieure de la classe, mais peut s'inscrire et s'inscrira comme la dynamique d'un conflit de classe. Cette fusion est un saut qualitatif, le passage de la lutte revendicative à la remise en cause du mode de production capitaliste et de sa propre définition dans cette reproduction, le sujet lui-même se transforme. Si ce saut s'effectue à partir de la lutte revendicative, il n'est pas l'achèvement de sa dynamique propre, mais une rupture avec elle. Une rupture que l'action en tant que classe annonce dans l'écart que certaines pratiques créent avec elle-même en la remettant en cause. Ici, ce fut le dévoilement par le mouvement de ses propres causes et l'idéalisation même de la Sécurité sociale.

Les collectifs

La disparition de l'identité ouvrière existe *positivement*, comme écart vis-à-vis de l'auto-organisation, dans la vague de fond que constitue, dans chaque lutte, la création de « collectifs » qui ne sont plus auto-organisation ou autonomie. Ces organes ne sont pas comme l'autonomie une meilleure organisation-existence de la classe que ne le sont ses formes représentatives institutionnelles, mais la création d'une distance avec ces formes (son existence objective représentée) qui a pour contenu *une distance de la classe à elle-même*. Cette distance à son existence objective n'est pas, comme dans la mythologie de l'autonomie, la révélation de son être véritable. Nous sommes là face à un réel problème de conceptualisation théorique de ces objets récurrents et massifs que sont actuellement ces « collectifs ». Ces « collectifs » répondent à cette mise en scène de chaque acteur comme sujet face à une unité de la classe existant comme quelque chose d'objectif dans la reproduction du capital. Cette unité se confond alors avec sa représentation. Comment pourra se construire, dans un mouvement général de lutte de classe, une « unité » qui n'en soit pas une, mais une *inter-activités* ? Nous n'en savons rien, mais la lutte de classe nous a souvent prouvé son infinie inventivité. Nous devons admettre comme extrêmement positif que les caractéristiques du nouveau cycle de luttes nous soient données au fur et à mesure de la lutte quotidienne ordinaire.

A propos de la grève SNCF de 1986, nous écrivions dans *Théorie Communiste* n°10: « Dans chaque lutte du nouveau cycle, de par son propre mouvement d'existence, s'effectue une différenciation interne, qui est le procès même de la contradiction entre le capital et le prolétariat dans le nouveau cycle de luttes, entre la constitution de la classe dans sa contradiction avec le capital et sa nécessaire reproduction dans la reproduction de celui-ci, que cette contradiction implique et contient dans son mouvement ». Cette

différenciation découlait dans TC 10 de la critique de l'auto-organisation et surtout de la différenciation dans le cours de la lutte entre d'une part son déclenchement et d'autre part sa formalisation dans les coordinations ; entre les coordinations et le plus grand nombre des assemblées de base qui étaient restées en dehors et très sceptiques vis-à-vis d'elles.

Des activités qui produisent l'objectivation de l'existence et de l'unité de la classe

En Grande-Bretagne (autour de la grève des postiers) : « La situation sociale s'est ainsi caractérisée ces dernières années par un mélange inédit : récurrence de votes pour des grèves, scrutins suivis d'accords, de grèves limitées dans le temps ou très localisées mais répétées et relayées par d'autres dans des secteurs voisins. Le tout ponctué de grèves sauvages tout autant limitées et localisées (...). Cela confinait à une sorte de chaos que ne pouvaient résoudre des discussions paritaires, en raison précisément de l'émiettement des entreprises, voulu pour briser la combativité ouvrière mais qui ne réussirent qu'à faire resurgir cette combativité *sous une autre forme* (souligné par nous) » (*Echanges*, n° 107)

« Tout au long d'octobre et début novembre 2003 vont s'entremêler ces types de grèves (grèves sauvages brèves, grèves légales intermittentes, nda) dans les postes, dont l'extension restera complètement incontrôlée dans la région de Londres. (...) L'épilogue est bien dans la ligne des grèves sauvages antérieures : une capitulation sans conditions de la direction, qui annule toutes les velléités d'application des propositions adoptées par le vote de septembre et des sanctions contre les grévistes. On doit comprendre que ce n'est pas uniquement le souci de sauvegarder le fonctionnement du service ou la crainte d'une grève générale des postes qui motive cette capitulation. Mais la crainte, émanant des plus hautes sphères gouvernementales et capitalistes, que des conflits difficilement endigués par les syndicats et le gouvernement dans de nombreux secteurs menacent, au moment de cette grève des postes, de se transformer en une grève générale : conflits des pompiers, du secteur hospitalier, des employés territoriaux, des chemins de fer...et bien d'autres. Une grève générale des postes risquerait de faire éclater au grand jour une opposition de base qui, jusqu'à présent n'a pas dépassé le niveau local fragmenté ou les manipulations syndicales – comme ce fut le cas pour les pompiers. » (*ibid.*)

A la lecture de cette présentation de la situation et de l'analyse qui lui est sous-jacente, nous pouvons nous poser deux questions. Premièrement, peut-on comprendre ce qu'il se passe comme un manque par rapport à un schéma préétabli, ici celui de l'unification dans la grève générale ? Deuxièmement, si unification et grève générale il y a, celles-ci seront-elles nécessairement le prolongement quantitatif et la transformation qualitative (en mieux) de la situation actuelle ?

La dispersion des mouvements, leur fragmentation ne peuvent plus être analysées comme le manque, l'absence de leur généralisation-unification. L'importance de ces phénomènes, que cela soit en Grande Bretagne (les postiers) ou en France (cf. les grèves du printemps 2003), amène à les traiter pour eux-mêmes et en eux-mêmes et non à les définir comme manque ou prélude à autre chose.

L'intermittence des grèves, le fait qu'elles prennent parfois pour un ou deux jours, mais ne « tiennent pas », amènent à la lumière le mélange permanent entre travail et résistance au travail qui est le quotidien de la lutte de classe : une intrication permanente, manifeste et revendiquée. Ce caractère diffus et discontinu c'est l'intrication entre être en lutte, en grève parfois, et être au travail, ce n'est pas sans répercussion et signification sur ce qu'est être au travail et sur le niveau de désaffection et de répulsion face au travail. Dans ce climat, on entre en grève pour toutes sortes de raisons touchant tous les aspects de la vie au travail. Les grèves tiennent plus de l'« acte d'indiscipline » que d'une logique revendicative visant son unification : une multitude d'actions très locales et discontinues.

Ce caractère diffus et discontinu c'est aussi, comme le souligne le texte d'*Echanges* à propos des grèves du printemps 2003 en France, le signe de la *persistance* et de l'*extension* des affrontements à l'*ensemble du pays*, sans sortir du « localisme » de l'organisation et des actions. La combinaison impulsée par les luttes entre localisme et extension est un des traits les plus déroutants du mouvement : une ubiquité du « même » qui ne supprime pas la différence. Un des traits essentiels de ce mouvement fut la méfiance extrême vis-à-vis de toutes les formes d'AG dépassant la connaissance immédiate des participants entre eux, *conjointement à une utilisation intensive du réseau Internet* où l'on constatait que tout le monde faisait la même chose au même moment, en était aux mêmes questions, etc.

Quelle est la nature de cette segmentation ? La totalité, c'est-à-dire la polarisation de la société en classes, n'est pas présente dans chaque segment ni dans leur possible addition momentanée, elle est leur segmentation elle-même en ce qu'elle suit et n'existe que dans les linéaments, les ruptures et les découpages de la reproduction du capital dans laquelle le prolétariat ne trouve plus aucune confirmation de lui-même. Son unité, car unité il y a, lui est étrangère, pour lui-même n'existe que l'immédiateté de la segmentation. Les nostalgiques du Grand Parti et de l'unité des gros bataillons de la classe ouvrière se bercent d'illusions en considérant que cette segmentation est subie, elle est le plus souvent voulue, construite et revendiquée. *La nature de la segmentation, c'est dans la lutte de classe une activité d'extranéisation par le prolétariat de sa propre définition comme classe.*

L'unité de la classe existe et elle existe *dans le capital*. Mais les différences ne sont pas des accidents qu'il s'agirait d'effacer. Dans les différences, l'extension de luttes éparées contient la contradiction à la situation de classe devenue une unité objective

étrangère dans le capital. La question de l'« unité de la classe » est devenue éminemment problématique. Il n'y a plus de médiation *a priori* assurant l'unité de la classe : syndicale, politique, idéologique. Il n'y a plus d'unité de la classe en dehors de la lutte elle-même, plus d'unité substantielle mais une « intersubjectivité » qui n'a rien à voir avec la perspective classique de la construction de l'unité au cours de la lutte.

Cette unité même, comme grève générale, dans la vision « classique » que l'on a de la chose est entrée dans l'ère du soupçon. Quand les grévistes du printemps 2003 en France appellent à la grève générale, ils n'ont pas réclamé aux syndicats ce qu'eux-mêmes ne faisaient pas mais auraient souhaité faire, *ils ont réclamé aux syndicats autre chose que ce qu'ils faisaient*. Voilà un mouvement « basique », « spontané », « auto-organisé » qui ne voit d'issue que dans la grève générale réclamée à des syndicats dont il se distancie quotidiennement. On n'a pas là forcément une contradiction (ce fut de toute façon ainsi que les choses se sont passées) mais il est difficile de présenter l'appel aux syndicats à proclamer la grève générale comme la simple continuation du mouvement de grèves. Bizarrement, ce mouvement n'appelle pas à la grève générale quand il gonfle, mais quand il est sur son déclin, ce qui éclaire la nature de la grève générale d'une étrange lumière. C'est leur propre action qui alors domine les grévistes, ce qui n'était pas le cas quinze jours auparavant quand elle était le fil du temps continu de l'activité et de l'opposition par laquelle la classe existe à elle-même comme distinction par rapport à son unité et son existence objectivées dans la reproduction du capital. C'est le mouvement de grèves qui s'est différencié de lui-même en lui-même, dans cet appel, comme mouvement de grève (au singulier) générale. L'unité de la classe existe toujours bel et bien, elle est une unité objective dans la reproduction du capital, faire appel aux syndicats c'était simplement reconnaître cette unité au niveau même où elle existe, comme une hypostase.

Les « sauvages »

Après avoir rappelé certaines luttes du début des années 1970 aux Etats-Unis (sabotage, infractions généralisées aux règlements intérieurs de l'usine) qui avaient donné lieu à tout un débat (déjà anachronique) sur le « contre-planning dans l'atelier », H.S. conclut son texte sur les nouveaux comportements actuels des jeunes ouvriers (*Echanges*, n° 99, p.16) en déclarant : « Les "sauvages", contraints et forcés, ne viennent pas dans le travail capitaliste pour y trouver une perspective autre que de se faire du fric, exactement comme s'ils dealaient une drogue quelconque, volaient une mob ou "empruntaient" une voiture, y introduisant les mêmes comportements, les mêmes rapports de force, les mêmes problèmes sociaux secrétés par leur misère sociale, ne voyant dans la structure d'exploitation dans laquelle on essaie de les "insérer" que l'équivalent de ce que l'on tente de leur imposer dans les cités.(...) De notre point de vue – tenter de voir ce qu'est la lutte de classe aujourd'hui et en quoi le capital moderne

peut être porteur de ruptures donnant ouverture à des perspectives d'un changement radical de société – force est de constater que, pour limitées qu'elles soient, ces formes d'«inorganisation» sont en quelque sorte la négation du procès de travail dans le système capitaliste. Il s'agit d'un rejet qui ne donne pas plus prise aux séductions ou sanctions de l'intégration qu'aux constructions idéologiques du style autogestion. (...) Personne ne peut dire comment une telle situation évoluera. Mais il est certain qu'elle n'a rien de commun avec ce qui pouvait être décrit dans les années 1970 aux Etats-Unis ou en Europe »

Nous sommes bien loin en effet de la réalité des années 1960 dont le discours paradigmatique de Glaberman, longuement exposé sur plusieurs n° récents d'*Echanges*, rend compte (dans la tradition de l'historique «Ouvrier américain» publié dans les premiers n° de SoB).

« Dans l'entreprise moderne, tout un système de relations sociales, tissé par la classe ouvrière, existe parallèlement aux relations sociales créées par le capitalisme. Ces deux systèmes d'organisation, chacun avec ses propres buts et méthodes de lutte, sont les bases d'une situation qui est essentiellement une lutte pour le contrôle du lieu de travail. (...) Le système d'organisation des travailleurs est engendré par la coopération inhérente au travail. (...) Habituellement, la bataille est souterraine et prend la forme d'une guérilla, mais quelquefois, elle surgit en conflit ouvert, ayant un potentiel révolutionnaire et peut se développer dans un mouvement tendant à changer totalement la structure sociale. Un tel mouvement s'est manifesté lorsque les travailleurs ont créé leurs formes directes de domination, comme les conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie en 1956, en France en 1968, et dans de nombreux autres exemples, y compris le mouvement Solidarité dans la Pologne de 1980 » (Glaberman, *Echanges*, n° 104, pp.58-59). Ou encore : « mettre en panne une machine c'est (pour les ouvriers, nda) opposer leurs propres standards de production » ; et enfin « Le but de ce sabotage n'était pas d'avoir moins de travail mais d'améliorer la qualité du produit » (n° 107).

Ce qu'en toute lucidité et toute innocence, H.S. met à bas avec ses quelques « constations » sur les « sauvages », ce sont les fables sur la coopération reliant les travailleurs entre eux (pour eux-mêmes), marchepied de l'auto-organisation et de l'autonomie révolutionnaires. Cette fable fut le thème majeur de l'opéraïsme et, encore aujourd'hui, parcourt les formes les plus théoriques de l'autonomie, elle anime également le discours de Kolinko dans son enquête sur les call-centers. Discours autrefois efficient qui, appliqué aux formes les plus précarisées de la condition ouvrière, est devenu pathétique.

Argentine : une lutte de classe contre l'autonomie.

Voir que l'auto-organisation et l'autonomie se sont trouvées contestées en leur sein c'est aller à l'essentiel des luttes sociales en Argentine. Sous peine de reproduire ce qu'il combat (le mode de production capitaliste et toutes ses catégories) et par là de constater, désabusé et vaincu, la disparition de son auto-organisation et de son autonomie, le prolétariat est contraint de dépasser ce stade. Nous n'avons pas vu une faible ou inaccomplie auto-organisation ou autonomie, mais ce qu'elles sont et ne peuvent qu'être en tant que formalisation de l'existant. Leur limite *apparaît* comme leur récupération. Mais, récupération inhérente, inscrite dans les gènes. Ce n'est pas parce que l'auto-organisation persiste au-delà de la lutte qu'elle change de sens, elle révèle alors le sens qu'elle avait *déjà* dans la lutte, lutte qui, en elle-même, ne peut aller plus loin qu'en *n'étant plus* auto-organisation et autonomie. C'est-à-dire remettre en cause toutes les catégories définissant le prolétariat et que l'auto-organisation entérine.

Nous utiliserons principalement trois sources : le *Recueil de textes argentins* publié par *Mutines Séditions* (BP 275, 54005 Nancy Cedex), le n° de *Macache* (printemps-été 2004, macache@internetdown.org) et la brochure *Luttes sociales en Argentine*, diffusée par *Les Chemins Non-Tracés*, BP 259, 84011 Avignon Cedex 01.

L'auto-organisation telle qu'en elle-même.

Les premiers barrages (*piquetes*), dans les années 90, étaient souvent le fait d'employés des services publics qui protestaient contre leurs fréquents impayés de salaires. C'est au milieu des années 1990 que sont nés les premiers mouvements de chômeurs *piqueteros* qui ont systématisé cette forme d'action. L'UTD de Général Mosconi (Gral Mosconi), dans la province de Salta, qui a été la première organisation à obtenir des *Planes Trabajar* (150 pesos – 45 Euros - pour 20h de travail, le salaire moyen est de 400 pesos) utilisés, au début, par les collectivités publiques. « Les mouvements *piqueteros* ont ensuite obtenu la gestion directe d'une partie de ces plans, les bénéficiaires travaillent donc au service des mouvements, ce qui d'ailleurs posent quelques problèmes de clientélisme, surtout dans les mouvements de chômeurs des partis d'extrême gauche. Mais l'activité la plus intéressante de ces mouvements est la mise en place dans leurs quartiers d'un système communautaire financé en partie par ces *Planes*. Des micro-projets productifs sont mis en place afin de répondre aux besoins des habitants : boulangeries, potagers, fabriques de briques, cantines communautaires (il faut ajouter à la liste une fabrique de vêtements, nda) ... Certains mouvements récupèrent également des terres pour leurs activités ou pour de nouveaux logements. Il va de soi que l'Etat ne voit pas d'un très bon œil cette organisation "parallèle" des plus pauvres et la question de déposséder ces mouvements de la gestion de ces *Planes* de manière à les priver de leurs bases est fréquemment posée. » (extrait de la présentation des textes issus des mouvements *piqueteros* dans la brochure *Luttes sociales en Argentine*).

De la distribution des *Planes* par l'Etat, il serait rapide et unilatéral d'en déduire sans nuances une institutionnalisation des mouvements *piqueteros*. L'UTD de Gral Mosconi est l'organisation qui est allée le plus loin dans la mise en place des projets productifs, elle a été la première à obtenir des *Planes* et la première à en obtenir la gestion, mais c'est le mouvement qui a connu (et connaît encore) la pire répression et le plus grand nombre de tués. « L'administration de *Planes Trabajar* a été pour les mouvements *piqueteros* un facteur complexe, dans la mesure où cela les rend vulnérables au maniement qu'en fait le pouvoir ; et les convertit dans le même temps en médiateurs des demandes des exclus. Dans ce contexte, l'expérience de la UTD Mosconi apporte des critères intéressants où la faiblesse, travaillée collectivement, se transforme en force, vu qu'ils ont su combiner la lutte pour les *Planes Trabajar* avec une forme d'organisation collective de la production dans laquelle s'applique ces plans, dans laquelle se forge une nouvelle conscience sociale, et les bases authentiques d'un pouvoir populaire. Dans le même temps, ils ont continué le combat avec les entreprises de pétrole pour de véritables postes de travail (la province de Salta est riche en pétrole, la privatisation de l'entreprise nationale YPF, au début des années 90, a provoqué une explosion du chômage, les routes coupées sont celles du pétrole, d'où l'impact et la répression, nda). » (texte de l'Université Populaire des Mères de la Place de Mai in « Les luttes sociales en Argentine », p.11).

L'octroi des *Planes* par l'Etat n'a pas été le résultat de sa largesse compassionnelle, il n'a pas non plus modifié l'autonomie en la détournant ou en l'institutionnalisant, il a été quasiment son acte de naissance, il en était la revendication et la composante essentielle qui l'a constituée en tant que telle. A Mosconi, le premier barrage de routes remonte à 1997 : « Nous allions obtenir ce qui devait être pour nous, mais ce fut la municipalité qui se l'accapara, les gens de la municipalité avait placé tous les leurs (...). Donc, en 98 nous sommes sortis une autre fois, et nous avons décidé de ne rien demander à la capitale. Donc nous nous sommes indépendantisés de la municipalité, nous avons reçu 1776 plans qui sont actuellement utilisés dans l'UTD » (une activiste de l'UTD Mosconi, in « Luttes sociales en Argentine », p.16). Depuis lors l'UTD a élaboré autour de 600 ouvrages.

A la fin de l'année 2000, outre la gestion des plans de travail, l'UTD avait placé, au moyen de sa Bourse de Travail, 600 personnes dans l'industrie pétrolière et 450 dans des travaux agricoles. « L'UTD ne lutte pas seulement pour les travailleurs sans emploi. Elle intervient également dans la fixation des conditions de salaires et de travail dans la construction, les travailleurs ruraux ou ceux des industries pétrolières privées, secteurs où les syndicats soit brillent par leur absence, soit trahissent directement leurs affiliés. "Les syndicats sont restés à la marge, ils sont tous achetés, ils ne vont pas bloquer les accès aux entreprises pétrolières, nous si. Donc les compagnies préfèrent négocier avec nous. Les périodes de repos, les horaires de travail, tout. Les

travailleurs qui bénéficiaient des conventions collectives rurales ou de l'UOCRA (syndicat de la construction), nous les avons fait passer à celle du secteur pétrolier, de 250 dollars à 1200 / 1500 dollars. Ici, nous sommes arrivés à faire passer l'heure dans la construction de 0,89 à 2,50 dollars." (un activiste de l'UTD Mosconi) » (*Luttes sociales en Argentine*, p. 13). Il ne s'agit pas d'un nouveau type de syndicat, un autre activiste insiste sur le fait qu'« on revendique pour l'ensemble du peuple ». Par exemple, les communautés indigènes (la province de Salta est à l'extrême nord-ouest de l'Argentine, à la frontière bolivienne) qui centrent leur principale revendication sur le problème de la terre sont intégrées dans le mouvement. L'organisation territoriale des luttes en Argentine est un point primordial du mouvement. En elle-même, l'organisation territoriale est un dépassement des corporatismes et du métier, elle implique également l'intégration dans la lutte de tout ce qui fait les relations sociales du moment, à leurs risques et périls.

Ce qui distingue ce mouvement est sa préoccupation centrée sur le développement de projets productifs qui mettent en avant les potentialités économiques de la région. « Quand nous avons inauguré une fabrique de vêtements, produit d'un accord entre l'UTD et Pluspetrol, les fonctionnaires nous disaient : "Comment va-t-il y avoir une fabrique de vêtements si ils s'en vont ?", et je leur répondis : "cela ne m'importe pas, ce qui m'importe c'est l'impact social et économique". Le projet n'était pas de l'UTD, mais d'un particulier qui me l'avait donné parce que les fonctionnaires politiques ne voulaient rien savoir, donc Pepino et moi avons parlé avec le gérant de Pluspetrol qui a donné la toile et les machines. Nous recyclons aussi du plastique que nous échangeons contre des outils des entreprises pétrolières. Nous pensons faire une poubelle électromécanique qui coûte 50 000 dollars pour recycler le plastique, l'aluminium et le carton (le matériel recyclé est échangé à l'entreprise Refinor contre des outils, du ciment, du fer, de la chaux..., nda). Quand nous en parlons aux fonctionnaires politiques, ils nous regardent de haut en bas et pensent que nous sommes fous, ou simplement cela ne leur convient pas parce qu'on touche à tous les pouvoirs, ce qui est le domaine des politiques, pas le nôtre, mais toi tu ne peux pas le leur laisser et ne pas le faire, sinon quelle alternative donnes-tu à tes enfants et à ceux qui viennent derrière ? (...) La UTD n'a pas de personnalité juridique, ce n'est pas quelque chose de formel, elle a gagné un espace parce qu'elle fait ce que les partis politiques et les ONG n'ont pas fait (souligné par nous). (...) Quand le gouvernement a donné les *Planes Trabajar*, il croyait que nous allions défricher ou balayer les rues, mais quand nous sommes allés discuter à Buenos Aires nous leur avons dit que ces *Planes* étaient une marginalisation. Je ne vais pas demander des *Planes Trabajar*, je vais lutter pour nos ressources : le gaz et le pétrole, pour que les compagnies pétrolières réinvestissent l'argent qu'ils prennent ici, pour que les profits pétroliers, gaziers servent aux projets productifs. (...) *Nous sommes en train de faire pratiquement le travail du gouvernement* (souligné par nous) mais tandis qu'eux se remplissent les poches, nous nous remplissons

de procédures judiciaires. Ceci est la différence, nous, nous devons lutter pour essayer de survivre, de nous en sortir, mais ils ne nous laissent pas faire... ils ne nous laissent pas faire... » (un activiste du MTD, in « Lutttes sociales en Argentine », pp. 14-15).

« Quand on coupe l'accès aux industries pétrolières, cela leur coûte entre 5000 et 20 000 dollars par heure » (un activiste). Pour tout cela (y compris des projets concernant la rénovation de l'aéroport et de l'hôpital de Mosconi), les études sont réalisées par le « Bureau Technique » de l'UTD sur la base d'un « Plan Régulateur » développé par des professionnels et des techniciens d'YPF (l'ancienne entreprise nationale du pétrole, nda). Le fait de mettre la pression sur les entreprises pétrolières et gazières, non seulement permet à l'UTD de faire employer des travailleurs et d'arracher de meilleures conditions de travail et de salaires, mais également d'obtenir les matériaux et les outils pour réaliser ses projets productifs. *Nous sommes en pleine lutte autonome et auto-organisée*. Quelles que soient les restrictions ou les « critiques » apportées à cette autonomie, celles-ci sont intrinsèques à ce qu'est l'auto-organisation et à son devenir.

Les partis, syndicats et organisation de gauche et d'extrême-gauche se sont empressés d'investir assemblées, mouvements piqueteros et groupe de soutien aux usines occupées pour leur donner une direction politique et œuvrer à la création du fameux « front commun des luttes ». Cela avec un certain succès en reprenant les thèmes de l'anti-impérialisme, du nationalisme et de l'anti-FMI. Des leaders piqueteros participent aux élections dans la logique de la création d'un contre-pouvoir représentatif et, alors que la désaffection vis-à-vis des élections allait grandissante jusqu'en 2001, la participation aux élections présidentielles atteint un taux de participation de 80 %.

Dans le même mouvement, tout en dénonçant l'Etat, les piqueteros lui réclament l'attribution de « plans de travail » et les assemblées exigent des tribunaux qu'ils s'occupent des conflits qui les opposent aux compagnies d'eau et d'électricité. Peu après son élection, Kirchner lance un plan *Manos a la obra* destiné à créer 2000 emplois, géré par 17 organisations dont le Bloc Piquetero. Quant aux travailleurs des « usines récupérés », ils en sont la plupart du temps à réclamer l'« étatisation sous contrôle ouvrier ». On peut toujours dire avec raison que les travailleurs font ce qui est possible et ce que dicte un rapport de force, mais ce qui nous intéresse c'est la nature présente de ce possible et les oppositions qui naissent au sein de ce possible, en dehors de toute vision normative radicale.

Les mouvements de protestation demeurent le plus souvent dans le cadre du système existant en demandant à l'Etat d'en atténuer les effets. Les assemblées se contentent de gérer la situation, essayant d'améliorer l'ordinaire par des achats groupés chez les producteurs, en se procurant des biens par le biais de collectes auprès des supermarchés ou en adressant des réclamations à l'Etat. « Le gouverneur de Buenos Aires a invité les assemblées de quartier à collaborer aux "conseils de gestion et de

participation" mis en place par la municipalité, sur le modèle de la démocratie participative (et de l'intégration sociale à la brésilienne dans les mairies du PT de Lula), *tout en expulsant les plus gênantes* (souligné par nous). Le "mouvement" des assemblées qui reposait sur des liens récents, peu profonds et souvent fragiles, semble à présent survivre d'une manière totalement artificielle » (*Mutines Séditions*). Simultanément, une politique de « nettoyage » de la ville a été mise en place : expulsion le 25 février 2003 d'un immeuble squatté par des familles depuis plus de vingt ans, expulsion très rapide, le 23 mars, d'un bâtiment que venait de prendre des membres du MTD Anibal Veron, expulsion, le 14 avril, de tout un pâté de maisons.

« Les premiers piquets, qui visaient à obtenir de la nourriture, des soins médicaux gratuits ou l'arrêt des coupures d'eau et d'électricité par des actions directes et viraient souvent à l'émeute et aux pillages, ont été remplacés par des barrages de routes symboliques portant les revendications de travail "authentique" (un vrai travail contre un vrai salaire) ou de "plans de travail" et de "chefs de famille", 150 pesos attribués par l'Etat ou la municipalité contre 20 h de travail par semaine. Depuis que les organisations *piqueteras* ont obtenu le droit de gérer elles-mêmes ces allocations, leur attribution est devenue un véritable enjeu, non seulement face aux gouvernants, mais aussi entre les divers groupes » (*Mutines Séditions*). On peut s'interroger sur l'« autogestion de la misère », sur la nature et les perspectives d'une telle autogestion qui n'a remis en cause ni la production elle-même (produire quoi, et pour qui ?), ni ses conditions (pénibilité et dangerosité du travail, maintien des horaires...), mais on passe alors à côté de la question principale qui porte sur la nature même de l'autogestion, de l'auto-organisation et de l'autonomie. Il est facile de dire qu'il n'y a pas d'autogestion possible à l'intérieur du système capitaliste, comme le répète régulièrement *Echanges* à ses interlocuteurs favoris d'*Alternatives libertaires*, mais l'autogestion généralisée ayant aboli l'Etat et la domination capitaliste ne serait toujours que la gestion des entreprises (de toutes les entreprises) et de leur liaison, *de leurs échanges*.

C'est pendant l'occupation que vient l'idée de « récupérer » et de « faire tourner la boîte », les ouvriers ont d'abord été amenés à récupérer leur entreprise pour ne pas mourir de faim. Le destin des entreprises récupérées est contrasté, certaines périssent rapidement ou sont victimes d'une répression immédiate, d'autres parviennent à s'insérer dans les circuits capitalistes classiques (IMPA – aluminium - ; Zanon – céramique). Avec la chute du peso en janvier 2002, l'Argentine peut difficilement se payer des produits importés, d'où un important marché interne à investir et un discours nationaliste et anti-impérialiste au sein des entreprises récupérées. Il y a eu jusqu'à 170 usines récupérées avec comme caractéristiques communes proclamées : l'absence de hiérarchie, la prise de décision en AG, l'égalité des salaires. Toutes les « entreprises récupérées » doivent affronter deux questions majeures : prétendre légalement à la propriété ; rembourser les dettes (il s'agit d'entreprises la plupart du temps en faillite). La façon de répondre à ces questions définit deux groupes

d'« entreprises récupérées » : le mouvement des coopératives (majoritaire) ; le « contrôle ouvrier ». Le premier définit l'entreprise comme une structure juridique classique avec conseil d'administration, l'entreprise paie des impôts et rembourse ses dettes. Le second revendique la nationalisation de l'entreprise ce qui permet l'annulation des dettes.

On ne peut pas utiliser l'argument de la distribution des *Planes* pour soutenir que les mouvements de *piqueteros* ne sont plus autonomes et auto-organisés. S'il est important d'insister sur ce caractère *autonome et auto-organisé* des mouvements, c'est pour montrer que ce qu'ils deviennent n'est pas une dégénérescence, une institutionnalisation, une sclérose de l'auto-organisation et de l'autonomie, mais la manifestation la plus claire, la vérité, ni bonne, ni mauvaise de ce qu'elles sont aujourd'hui : la formalisation de ce que l'on est dans la société actuelle comme base de la société nouvelle à construire en tant que libération de ce que l'on est. Mais la société nouvelle comme la libération de ce que l'on est a disparu de l'horizon, il ne reste que le premier terme qui devient alors l'enfermement dans ce que l'on est, premier terme à l'intérieur duquel et contre lequel apparaît la dynamique de ce cycle de luttes qui se définit d'abord comme un écart par rapport au contenu même de l'auto-organisation.

Tous les partisans de l'autonomie s'accordent à dire, avec quelques nuances, que l'autogestion ne remet pas le capitalisme en question. A y regarder de plus près, ils refusent dans le détail ce qu'ils acceptent en gros. Ils accepteraient la prise en mains des usines par les ouvriers si ceux-ci s'emparaient de *toutes les usines* mettant ainsi fin (d'après eux) de façon totale au capitalisme. Comme l'affirmation d'une véritable ligne programmatique, *Echanges* reprend cette citation de Pannekoek : « Conseils ouvriers, cela ne désigne pas une forme d'organisation fixe, élaborée une fois pour toutes et dont il resterait seulement à perfectionner les détails ; il s'agit d'un principe, *le principe de l'autogestion ouvrière des entreprises et de la production* (souligné par nous). La réalisation de ce principe ne passe nullement par une discussion théorique concernant ses modalités d'exécution les meilleures. C'est une question de luttes pratiques contre la domination capitaliste. (...) Il s'agit uniquement du fil conducteur pour la longue et dure lutte d'émancipation que la classe ouvrière a encore devant elle. Sans doute Marx disait un jour à propos de cette lutte que l'heure du capitalisme a sonné ; mais il avait pris soin de montrer qu'à ses yeux cette heure couvrirait toute une période historique. » (*Echanges*, n° 109, p.58). A l'autre bout de l'échiquier autonome, le GCI (« guide et organisateur de l'action communiste ») proclame : « Le secret de la révolution, c'est l'autonomie. Mais pas n'importe quelle autonomie : très précisément, celle du prolétariat par rapport à la classe ennemie. » (*Communisme*, n° 56, octobre 2004, p. 32). Mais pour le GCI, foie de l'autonomie désordonnée et dont la réalisation est laissée au cours imprévisible de l'activité ouvrière : « ...l'humanité a l'opportunité de remplacer un mode de production

irrationnel et antiscientifique par un autre dans lequel la planification nous évitera le spectacle honteux de la faim, de la guerre, des maladies. (...). Pour ce faire, tous les acteurs sociaux impliqués dans la lutte contre le capital devront unir leurs efforts, articuler les alliances de classe nécessaires et – de façon critique – dicter un programme d'organisation de la production et de la distribution des biens à toute la société. » (*ibid.*, p.12). Cette dernière citation est extraite d'un texte que le GCI reproduit « sans en connaître la source, ni l'auteur » en émettant seulement deux réserves (la possibilité d'un retour à des formes précapitalistes de production, les alliances de classe). Nous sommes autorisés à penser que le GCI partage la folie scientifique et planificatrice de l'auteur qui structure tout son texte. Il y a, bien sûr, la position d'*Alternatives Libertaires* pour qui ces actions de récupération mettent en pratique l'autonomie de fait et jettent les bases d'une nouvelle société, d'un nouveau pouvoir.

La position d'*Alternatives Libertaires* est finalement la plus cohérente : on ne peut parler à longueur de temps de l'autonomie et de l'auto-organisation comme la voie royale de la révolution et cracher dans la soupe chaque fois que celles-ci se présentent sous prétexte que ce n'est pas la bonne, la vraie, la « très précise ». On ne peut, comme *Echanges*, déclarer au sujet de toutes les manifestations d'auto-organisation ou d'autonomie qu'elles sombrent toujours dans toutes sortes d'avatars et attendre la prochaine en disant qu'un jour ce sera la bonne, sans se demander si finalement le ver n'est pas dans le fruit. Cela revient à être *essentiellement* pour l'autonomie à condition qu'elle n'ait aucune *existence*, à promouvoir un principe abstrait que l'on sait devoir demeurer tel. La palme revient sans conteste au GCI qui, dans ce style inimitable hérité des plus belles heures du stalino-léninisme, salue dans les luttes en Argentine « une importante affirmation révolutionnaire du prolétariat ébauchant, ne fut-ce qu'élémentairement et grossièrement, une société où ce ne serait pas le marché et le taux de profit qui dirigeraient tous les aspects de la production matérielle, mais la dictature des producteurs et de leurs besoins humains. ». Et, à la page suivante écrit : « le manque de théorie communiste, de perspective révolutionnaire, de critique des bases mêmes de la société marchande, enferme le mouvement dans l'empirisme le plus plat, dans le concrétisme, l'immédiatisme, le réalisme, le possibilisme, l'apolitisme ». Ouf ! Allez, pour le *fun*, encore un petit coup de GCI : « Même si nous ne nions pas la conscience implicite du mouvement, qui a rendu possible tout ce que le prolétariat a affirmé et que nous avons déjà souligné, il nous faut pourtant constater combien l'inconscience de classe du prolétariat est profonde, combien sa méconnaissance du programme révolutionnaire, le manque de critiques ouvertes et explicites de la société marchande (reflété par toutes les illusions sur l'économie alternative) et plus particulièrement le manque de présence de la théorie révolutionnaire concernant la destruction de l'Etat sont criants ». Face au « programme révolutionnaire », le membre empirique, réel, concret, immédiat du MTD Solano, l'homme à la « conscience implicite », ne peut qu'humblement bredouiller : « Dans les conditions dans lesquelles nous vivons

aujourd'hui, il est impossible d'avoir une autonomie (face à l'Etat, nda) comme celle que nous souhaiterions, même pour les gens qui font partie du mouvement. La situation de grande misère et de manque de ressources dans laquelle nous nous trouvons, nous amène à dire "Soit nous mourrons de faim dans le quartier soit nous mourrons au cours d'une marche ou d'un barrage routier." (...). Il est très difficile dans ces conditions d'imaginer des alternatives qui ne passent pas par le recours à l'Etat. Nous nous sommes trouvés confrontés à ce problème en de nombreuses occasions mais il nous a laissés sans réponse. » (témoignage in « Mutines Séditions », p. 39). Il faut vraiment être un « inconscient de classe » profond et méconnaître le « programme révolutionnaire », en un mot être un opportuniste concrétiste pour ne pas savoir que la réponse est simple : « Détruisez donc l'Etat, mon brave ! ».

Pour Alternatives Libertaires, être pour l'autonomie revient à être pour le capitalisme autogéré qui sera la révolution effectuée ; pour Echanges, à être contre l'autogestion parcellaire mais pour l'autogestion générale ; pour le GCI, à être contre le marché pour le plan et à rassembler les activités autonomes (empiriques, concrétistes, etc.) sous la direction du parti de la révolution unifiée mondiale. Pour tous, l'important est la dénégation de l'autonomie réellement existante car ils sont enfermés dans une contradiction insurmontable : d'un côté, la révolution est une affirmation de ce qu'est le prolétariat qui va gérer les usines (Pannekoek), planifier (GCI), en conséquence l'autonomie et l'auto-organisation sont la voie de la révolution en marche (Alternatives Libertaires) ou de la révolution toujours potentielle (Echanges) ; de l'autre, les manifestations actuelles de l'autonomie et de l'auto-organisation sont de façon massive et récurrente la confirmation de la classe comme classe du mode de production capitaliste (« nous avons fait le travail des partis politiques, des ONG, du gouvernement »). A l'intérieur de cette limite, la seule perspective, la seule dynamique qui se fait jour est celle qu'ouvre tout ce qui va à l'encontre de cette autonomie, mais qui, ce faisant, est pour eux invisible car allant à l'encontre de leur conception toujours programmatique de la révolution. On peut être un puriste de l'auto-organisation ou de l'autonomie, il n'empêche que l'auto-organisation ce sont les usines autogérées par les travailleurs *eux-mêmes* et la gestion par les mouvements piqueteros *eux-mêmes* des « planes trabajar » (même les heures de travail sont maintenant effectuées au sein des mouvements).

Toutes ces approches défendent que l'autonomie serait menacée et même disparaîtrait dès que l'on dépasse un niveau immédiat et très local. Pour *Mouvement Communiste*, dans sa *Lettre* sur l'Argentine cela tient à l'absence d'une « force politique défendant cette autonomie » (p. 26), ce qui, en soi, provoque bien des doutes sur la notion même d'autonomie. Dans toutes ces approches, l'autonomie désigne n'importe quelle activité où des prolétaires se concertent directement pour faire quelque chose ensemble, une sorte de forme générale de l'action indépendante des institutions. C'est

l'historicisation et la périodisation de la lutte des classes qui disparaissent. On ne peut parler d'autonomie que si la classe ouvrière est capable de se rapporter à elle-même contre le capital et de trouver dans ce rapport à soi les bases et la capacité de son affirmation comme classe dominante. Tout cela a disparu. Si l'on peut, à la rigueur, encore parler d'auto-organisation celle-ci n'a plus l'*autonomie* comme perspective ou contenu, c'est-à-dire la perspective d'émancipation de ce que la classe est dans des rapports de production qui n'apparaissent alors que comme « contrainte ». L'auto-organisation peut être alors une forme de lutte efficace mais qui ne sort pas de son rapport au syndicalisme. Si l'autonomie comme perspective disparaît c'est que la révolution ne peut avoir pour contenu que la communisation de la société c'est-à-dire pour le prolétariat sa propre abolition. Avec un tel contenu, il devient improbable et plus encore impropre de parler d'autonomie.

La *Lettre de Mouvement Communiste* relève que « les exploités n'affichent pas un programme révolutionnaire propre » et qu'il n'y a donc pas « d'organisation autonome » (p. 34). A l'heure actuelle, en Argentine ou ailleurs, un « programme révolutionnaire propre » ne peut être pour le prolétariat que sa propre abolition, il est peu probable qu'un tel programme passe par ce que l'on entend habituellement par « organisation autonome ». Les quelques cas d'occupations avec reprise de la production appelant à la reprise de l'entreprise par l'Etat sont le contenu actuel de l'autonomie (l'autonomie de la classe ouvrière c'est le travail et la valeur). La grande période de l'autonomie des luttes, en Argentine, à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix est achevée non pas seulement parce que factuellement on ne relève pas des luttes semblables, mais en raison des transformations mêmes dans le mode d'exploitation, dans la composition de la classe ouvrière, dans les modalités de sa reproduction. Le « Rodrigazo » en 1975, avec les conseils de zones, apparaît comme le champ du cygne de cette période et de cette époque de la lutte de classe. Déjà durant cette période, l'autonomie n'aboutit qu'à la formulation de programmes de nationalisations et de planification ou à un renouveau syndical (cf. *Lettre du Mouvement Communiste*).

L'autonomie n'est plus ce qu'elle était : la formalisation de ce que l'on est dans la société actuelle comme base de la société nouvelle à construire en tant que libération de ce que l'on est. Elle demeure la tentative de mise en forme, pour soi, de ce qui existe, mais la « libération » de ce qui existe n'est plus la révolution. En Argentine, l'autonomie ouvrière stricte est révolue et il n'y a plus d'« autonomie » que formalisant des luttes sur la reproduction, souvent interclassistes. « Dans toute cette période, depuis janvier, les comités de quartiers qui se fédèrent en assemblées de quartier et en collectifs plus larges sont avec les piqueteros au centre des actions les plus importantes, agissant comme des groupes de pression sur le pouvoir en place. » (*Echanges*, p. 21). Ces assemblées sont analysées plus loin comme formalisant l'alliance avec les classes moyennes (*ibid*, p. 29). Mais, ce qui compte c'est que cela soit « une auto-organisation spontanée » (p. 31),

même si les revendications des assemblées sont : fin du *corralito*, nationalisations, effacement de la dette extérieure, une certaine autarcie (des tendances nationalistes).

L'attachement à l'autonomie est devenu un présupposé formel et amène à voir dans les choses ce qui n'y est pas et à postuler une « dimension communiste cachée » (*Lettre du Mouvement Communiste*, p. 4). De la même façon, *Echanges*, dans sa brochure écrit : « C'est en ce sens (comme affrontement entre le capital et le travail, c'est nous qui résumons le paragraphe précédent) que les résistances de classe en Argentine prennent pour nous toute leur signification, et que les formes de ces résistances, pour spécifiques et imparfaites qu'elles soient, doivent être analysées et discutées, en tant que création d'un mouvement autonome de lutte pour une émancipation. » (*Echanges*, p. 6). Il est bien évident qu'aucun mouvement de classe révolutionnaire ne débute en proclamant « nous faisons la révolution communiste universelle », mais dans la brochure du *Mouvement Communiste* le « sens communiste caché » demeure bien caché et, dans celle d' *Echanges*, la création d'un « mouvement autonome de lutte pour l'émancipation » n'existe... que dans l'introduction du texte. Le « sens communiste », si l'on veut appeler ainsi ce qui n'est pas un « sens », mais une production, une annonce, n'est pas caché (il n'y a jamais rien de caché dans la lutte de classe) pour peu que l'on puisse le voir là où il est et ne plus le chercher là où il ne peut plus être.

Autonomie et communisation

La revendication et l'utilisation des *Planes* provoquent des discussions tendues à l'intérieur de certains MTD, il existe même de franches contestations de ceux-ci : « Nombreux sont ceux, y compris dans les mouvements *piqueteros*, qui critiquent les *Planes Trabajar*, les considérant "misérables" à moins de considérer cela comme une solution d'urgence et de revendiquer parallèlement un changement global » (*Luttes sociales en Argentine*, p.11). Mais l'essentiel de la contestation est interne, elle est dans le mouvement même de l'auto-organisation réellement existante.

Dans un texte argentin de décembre 2002 (in *Mutines Séditions*, p. 29) on peut lire cette analyse parfaitement lucide (jusqu'à un certain point) : « Ce que les politiciens nomment "contrôle ouvrier" devrait en réalité s'appeler contrôle graduel des ouvriers. Les promoteurs du "coopératisme", pour renforcer les secteurs industriels productifs lorsque les entrepreneurs ont quitté le navire, incitent les travailleurs des entreprises en faillite à se transformer en patrons capitalistes, c'est-à-dire à exploiter à leur tour d'autres travailleurs (ou eux-mêmes aurait pu dire l'auteur, nda). Tout ceci sert le capitalisme. Ceux qui réclament l'«étatisation» cherchent à tromper les travailleurs en leur faisant croire qu'ils sont l'Etat, alors qu'en réalité l'Etat c'est ceux qui le dirigent, puisqu'il s'agit d'une structure hiérarchique. Ces gens de gauche répugnent à nous voir

construire une société sans exploitation. Ils veulent diriger les masses de manière dictatoriale et nous parlent d'«assemblées de travailleurs" uniquement pour nous mettre au pas, car s'ils prennent le pouvoir, ils imposeront une multitude de hiérarchies techniques, politiques, centralistes et bureaucratiques. ».

Laissons de côté toute la rhétorique de la tromperie. Sous peine de sombrer dans une misère encore plus grande, les travailleurs n'ont souvent pas d'autre choix que de faire tourner les usines, « à leur profit » en tant que travailleurs, c'est-à-dire selon les règles de survie de ces entreprises dans une économie capitaliste. « Etatisation » ou « coopératisme » ne trompent pas les travailleurs qui luttent pour la survie de leur entreprise, c'est-à-dire de leur salaire. La « tromperie » ne fait que rassurer le « révolutionnaire » face au fait que les travailleurs ne le sont pas. Ce que ces quelques lignes dénoncent de façon formelle, comme tromperie ou hiérarchie, est inhérent à la « récupération des usines », et cela quelque soit l'extension du mouvement. L'institutionnalisation du « coopératisme », des « nationalisations », des « assemblées de travailleurs » n'est que le devenir inéluctable de la récupération des usines et de toutes les formes d'auto-organisation. On peut imaginer *toutes* les usines récupérées, cela ne changerait rien. Tant que les travailleurs s'auto-organisent comme travailleurs (l'auto-organisation ne peut, par définition, être que cela) les « usines récupérées » seront des usines capitalistes, quelque soient ceux qui les dirigent. *Ce qui s'est passé d'essentiel en Argentine, c'est que toutes les formes d'auto-organisation, d'autonomie, de récupération, d'assemblées ont immédiatement rencontré leurs limites sous la forme d'une opposition et d'une contradiction interne les traitant comme perpétuation de la société capitaliste.*

« Il est déjà assez préoccupant de voir ceux qui ont fait leur trou parmi les plus opprimés être chargés de distribuer des liasses de billets à leurs armées d'affamés désespérés. Mais il est intolérable qu'ils viennent en plus expliquer en gueulant au premier micro qui se présente qu'ils ne sont pas des délinquants et qu'ils prouveront à la société que leurs demandes sont pacifiques. Ce faisant, c'est aux autorités qui emploient la force contre leurs frères qu'ils disent que les délinquants ce sont les autres, ils les désignent, les balancent, les livrent... Ces vigiles sont l'espoir du système. » (Texte argentin, *Mutines Séditions*, p. 33).

« Ils (les partis) ont appliqué leur stratégie militaro-policière aux mouvements sociaux – groupes de chômeurs ou assemblées – sur lesquels ils ont fait main basse (...). Pourtant on est encore surpris de voir le flic piquetero marcher main dans la main avec d'Elia (dirigeant de la FTV), Alderete (des CCC) et compagnie. Ce sont les mêmes dirigeants du Bloc piquetero qui, lors des occupations de banques et de mairies, accusèrent des militants de la coordination Anibal Veron d'être des flics. » (*Mutines Séditions*, p.34)

On peut bien sûr parler de « récupération », mais on n'a rien expliqué, quand on analyse l'auto-organisation on ne peut laisser de côté le sujet qui s'auto-organise. Ce

sont les travailleurs, les ouvriers qui s'auto-organisent, et qui s'auto-organisent en tant que tels. Il n'y a pas de dynamique propre de l'auto-organisation, la seule dynamique est celle de la lutte, de la contradiction avec la classe capitaliste. C'est cette dynamique de la lutte, dans les circonstances actuelles qui à l'intérieur de l'auto-organisation remet en cause, va à l'encontre de l'auto-organisation, de façon de plus en plus visible. Dans les circonstances actuelles du développement du mode de production capitaliste et de la fin de l'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, la dynamique de la lutte a pour contenu que toutes les conditions d'existence de la société sont devenues quelque chose sur quoi les prolétaires non seulement ne possèdent aucun contrôle, mais encore sur quoi aucune organisation sociale ne peut leur en donner. C'est en cela qu'il n'y a, de façon de plus en plus évidente, de dynamique actuellement dans les luttes que contre l'auto-organisation. C'est en cela qu'il y a, à l'intérieur de la limite générale des luttes dans le cycle actuel qui est le fait même d'agir en tant que classe, limite qui se formalise dans le triomphe de l'auto-organisation, un écart qui se crée. Ecart à l'intérieur même de la limite qui est la production effective de la dynamique de ce cycle de luttes et l'existence théorique du courant communiste.

« Impossible de ne pas évoquer également ici ce qui fait l'orgueil "du peuple" et des spécialistes en communication sociale : les usines occupées par les travailleurs que certains considèrent comme une pré-révolution, d'autres comme relevant du bon sens et beaucoup comme "une démonstration de ce dont l'homme est capable". Pour notre part, nous pensons qu'au-delà de la nécessité, il s'agit là de la forme de cogestion la plus réactionnaire et d'un bon exemple de la capacité du système à se recycler pour survivre. (...) Nous comprenons bien sûr la nécessité de survie et le fait que certains défendent ce droit inaliénable, mais de là à en faire l'étendard de la lutte, il y a un abîme, le même qui sépare le droit de "réclamer" de la notion d'"expropriation". Dans les conditions actuelles, les travailleurs deviennent peu à peu contre-révolutionnaires. Ils ne pensent déjà plus à changer le monde mais à préserver leur emploi. » (texte argentin, in *Mutines Séditions*, p.33).

Abolir le capital c'est par là même se nier comme travailleur et non s'auto-organiser comme tel, c'est un mouvement d'abolition des entreprises, des usines, du produit, de l'échange (quelque soit sa forme). Le prolétariat comme classe et comme sujet de la révolution s'abolit comme tel dans l'abolition du capital. Le processus de la révolution est celui de l'abolition de ce qui est auto-organisable. *L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle.*

Ce qui se joue dans ces clivages et ces luttes internes, c'est que la lutte ne peut « aller plus loin » qu'en n'étant plus auto-organisation, qu'en mettant à jour ses propres limites en tant qu'auto-organisation. « Aller plus loin », cela signifie la remise en cause du sujet qui est celui de l'auto-organisation, c'est-à-dire, l'autotransformation des prolétaires en individus immédiatement sociaux. Cette autotransformation s'amorce dans

la lutte revendicative et va au-delà d'elle, allant au-delà d'elle, elle est amenée à aller au-delà de ce que formalise l'auto-organisation et l'autonomie : être une classe de cette société qui est l'ultime limite de l'abolition de cette société.

« Nous ne souhaitons pas nous intégrer. En tout cas, moi je ne veux pas recommencer à me faire exploiter, par aucun patron (...). Certainement pas. Je ne me bats pas pour qu'ils recommencent à m'exploiter. Personnellement, je crois comme beaucoup de compagnons que nous ne sommes pas faits pour être exploités, mais ceci est une autre question. Nous savons précisément ce que nous n'attendons pas de l'organisation. La nouveauté consiste à découvrir chaque jour jusqu'où nous voulons aller et ce que nous sommes en train de construire. C'est quelque chose qui n'est pas fermé, pas achevé, mais que nous allons penser jour après jour. Notre manière de nous organiser est dynamique, elle suit son chemin en réfléchissant sur tout. C'est vrai que nous sentons l'adrénaline monter quand nous sortons couper une route, mais ce qui est nouveau, c'est que ce qui se passe lors du barrage n'est pas séparé de nos vies. C'est la réalité de notre manière de nous organiser : ce qui s'exprime lors du barrage doit être construit au quotidien, car sinon cela ne sert à rien. C'est pourquoi nous ne trouvons pas de réponse dans le système et que nous devons construire une autre histoire. Lorsque nous revendiquons, ce n'est pas pour qu'ils nous incluent, nous réclamons ce qui nous sert pour continuer à nous auto-organiser. » (témoignage d'un membre du MTD Solano – coordination Anibal Veron – extrait du livre *Mas alla de los piquetes*, in *Mutines Séditions*, p. 38). Il est évident que « l'auto-organisation » sur laquelle se termine cette déclaration n'a plus grand-chose à voir avec l'auto-organisation historiquement définie dans le cycle de luttes antérieur. Il s'agit ici d'un sujet non préexistant et pris dans un processus d'auto transformation.

« Dans les conditions dans lesquelles nous vivons aujourd'hui, il est impossible d'avoir une autonomie comme celle que nous souhaiterions, même pour les gens qui font partie du mouvement. La situation de grande misère et de manque de ressources dans laquelle nous nous trouvons, nous amène à dire "Soit nous mourrons de faim dans le quartier soit nous mourrons au cours d'une marche ou d'un barrage routier." (...). Il est très difficile dans ces conditions d'imaginer des alternatives qui ne passent pas par le recours à l'Etat. Nous nous sommes trouvés confrontés à ce problème en de nombreuses occasions mais il nous a laissé sans réponse. » (*ibid*, p. 39). Les membres du MTD ont mis en place des « ateliers de production », une « école », une « boulangerie », des « lieux de repas collectifs » des activités de « formation », « nous commençons à faire nos cultures ». On peut considérer cela comme des activités alternatives de prise en charge de la survie allant même jusqu'à « aider le pouvoir capitaliste à survivre à la crise économique » (*Echanges*, n° 108, p.48), on passe alors à côté de la dynamique de ce type de lutte. Cette dynamique ne réside pas dans une perspective gradualiste qui voit dans ces activités les premières étapes destinées à « mettre en pratique l'autonomie de fait et jeter les bases d'une nouvelle société, d'un nouveau pouvoir » (*Alternatives*

Libertaires – cité et critiqué par *Echanges*). La suite de l'entretien rapporté dans *Mas alla de los piquetes* livre la clé de la dynamique dans laquelle ces luttes sont inscrites : « Un des grands problèmes que nous rencontrons, c'est que dans ces lieux les plus reculés et les plus détruits, l'affrontement direct avec le capitalisme est inévitable. Notre situation est assez compliquée parce que nous n'avons presque aucune marge. Nous pensions par exemple à prendre des terres (...) Le problème c'est qu'il n'y a plus de terres disponibles car l'Etat a tout vendu pour faire du fric. Tout est propriété privée. Si tu viens prendre les terres, ils t'envoient la gendarmerie. Donc tu n'as plus d'espace. Le choc contre le capitalisme est inévitable. (...) La dernière fois que nous avons pris des terres, ici à Solano, 12 000 personnes y ont participé. Il aurait fallu un massacre pour les virer. (...) Mais si tu as touché à la propriété privée, ils vont t'envoyer l'infanterie, les juges... Cela veut dire que tant qu'existe le capitalisme, nous allons nous heurter à l'une de ses formes. A part ça, le fait est que *nous ne nous centrons pas sur l'économique : nous luttons pour une vie différente, dont l'économie n'est qu'un élément* (souligné par nous). La lutte pour le changement social est totale. » (*Ibid.*)

La dynamique d'une telle lutte (quelque soit, dans le cas particulier, son issue) est celle plus générale du cycle de luttes actuel. L'auto-organisation et l'autonomie de telles pratiques sont manifestement intenables, elles échouent soit dans l'institutionnalisation (le 30 octobre 2003, la coordination Anibal Veron dans son ensemble a accepté de rencontrer le président Kirchner), soit dans la confrontation avec l'Etat et la classe capitaliste qui les balaient. Dans le cours de la lutte, la contradiction entre les classes devient remettre en cause sa propre condition de prolétaire qui est alors produite, dans le cours du conflit, comme une contrainte extérieure, en même temps que c'est en tant que prolétaire que l'on se bat contre le capital et que simultanément on produit des rapports nouveaux. On ne s'auto-organise pas alors sous une forme plus « radicale », on communise la société, c'est-à-dire qu'on la supprime en tant que substance autonome du rapport entre les individus qui se rapportent alors à eux-mêmes dans leur singularité. Les rapports sociaux antérieurs, sans que cela tienne à un plan d'ensemble (inexistant et impossible), se délitent dans cette activité sociale où l'on ne peut faire de différence entre l'activité de grévistes, d'insurgés, d'émeutiers, et la création d'autres rapports entre les individus. Ce dépassement n'est pas un processus interne à la classe, mais son conflit avec le capital et l'évolution des rapports de force, donc des objectifs et de la conscience théorique qui se déterminent dans la lutte.

« Certains groupes essaient de fonctionner différemment, c'est le cas des MTD (*Movimientos de Trabajos Desocupados*), mouvements de chômeurs qui constituent la coordination Anibal Veron. (...). Ils considèrent que les plans de travail doivent être obtenus par la lutte et utilisés collectivement (ils refusent par exemple souvent d'effectuer les 4 h de travail individuel à fournir en échange de ces plans).(...) Loin de reprendre à leur compte les revendications de "travail authentique" (et donc exploité),

ces piquete(a)s ne fondent aucun espoir dans un retour à l'usine et tentent de remettre en cause les fondements du salariat (la vente de la force de travail). Les plans ne sont pas pour eux une fin mais un moyen de créer les bases matérielles de leur autonomie future (par le biais d'ateliers artisanaux, de boulangeries, de potagers, etc.). Leur obtention n'est donc qu'un des aspects de la lutte puisqu'il s'agit de développer de nouvelles formes de vie en commun, tout en dépassant le cadre industriel et urbain. (...) Malgré tout, les MTD semblent pour l'instant ne pas souhaiter approfondir les clivages au sein de "l'arc piquetero" et faire rupture, au nom du front commun face à la répression qui touche particulièrement leurs membres. » (*Mutines Séditions*).

Bien sûr, il s'agit de pratiques et de théories alternativistes, mais l'essentiel c'est leur contexte. Tant que l'on considère de telles pratiques sous l'angle des « moyens à nous donner pour assurer notre autonomie », on ne fait qu'opposer la gestion majoritaire des « plans de travail » à une gestion minoritaire, d'apparence plus radicale, mais finalement cherchant à répondre à la même question. Comme le fait remarquer le texte un « clivage » s'effectue, « clivage » à la limite de l'opposition franche. C'est la question de l'autonomie qui est en fait dépassée. Dans un contexte de lutte, la classe capitaliste accorde à certaines fractions du prolétariat les moyens (dérisoires, mais décisifs dans le cadre de la misère ambiante) de leur reproduction autonome, à gérer *eux-mêmes*, dans le cadre de leur *auto-organisation* (le gouvernement a vite été contraint d'abandonner l'idée de confier la gestion et le contrôle des « plans » à l'administration).

Ce qui est alors en jeu, c'est la poursuite de la lutte et dans cette poursuite son nécessaire changement de terrain. Contre ce qui existe, dans le contexte qui est alors celui de la lutte, elle ne peut plus être la prise en charge autonome de ce que l'on est mais sa remise en cause. La remise en cause n'est d'abord que formelle : le refus d'opter pour un principe centraliste qui les ferait sombrer dans l'abîme de la politique ; le choix de la liberté et de l'indépendance totale des individus à l'intérieur de leurs groupes (le pluriel est important) et de chaque organisation par rapport aux autres. Face aux propositions d'unification qui affluent, on insiste sur le fait que le plus intéressant des assemblées de quartier était précisément leur diversité, leur créativité et leur spontanéité. Mais cette contestation formelle de l'auto-organisation au nom d'une vraie auto-organisation acquiert un contenu qui dépasse l'auto-organisation en créant un écart à l'intérieur de l'action en tant que classe : agir en tant que classe c'est refuser son existence comme classe, existence que l'auto-organisation formalise et entérine. Cette remise en cause de l'auto-organisation qui ne se conçoit d'abord que comme une remise en cause formelle de son fonctionnement remet en fait en cause son contenu même : la gestion et la persistance de ce que l'on est.

Le contenu de cette contestation de l'auto-organisation à l'intérieur de l'auto-organisation s'articule consciemment dans les luttes en Argentine autour de deux thèmes : la *subjectivité* et le *travail*.

« Si nous créons des cantines seulement pour que les *compañeros* mangent, alors nous sommes cons. Si on croit que produire dans une ferme c'est simplement en récolter les légumes pour que les *compañeros* mangent, alors nous sommes vraiment très cons ... Si on ne sait pas à partir de la ferme et de tout ce que nous jette l'Etat, être les constructeurs d'une nouvelle relation sociale, de nouvelles valeurs, d'une nouvelle subjectivité, on ne serait pas en train de parier sur un nouveau 19 / 20. » (un militant du MTD Allen – sud de l'Argentine - , *Macache*, p. 27). Nous voulons « engendrer une nouvelle subjectivité, de nouvelles valeurs » (*ibid.*). Par ailleurs dans une interview d'un activiste du MTD Solano, il apparaît que le but de toutes activités n'est pas seulement de survivre, mais se donne comme raison d'être première de « développer de nouvelles formes de vie en commun » : division du travail ; rotation des tâches ; hiérarchie ; rapports hommes – femmes ; formes d'apprentissage ; rapports public / privée ; travail simple / travail qualifié ; dépasser les relations d'échange, etc. (s'attaquant même à l'urbanisme non seulement par l'appropriation de terres mais aussi par la création de places et la plantation d'arbres). Un point capital est par exemple, dans le MTD Solano, le refus (autant que possible) de prendre des décisions par le vote : « ... l'idée étant de trouver la réponse dans laquelle chacun se reconnaîtra ». C'est la question du « nous » et du « je » qui est ici traité de façon nouvelle. Sans aller jusqu'à parler d'immédiateté sociale de l'individu, dans une telle démarche, ce qui est mis en oeuvre c'est, en dehors de toute relation mystique entre l'un et le général, la non séparation entre les deux qui maintient leur diversité. « Quand il y a vote, ça donne la sensation de perdants et de gagnants, comme s'il y avait deux groupes. ». C'est là également qu'il faut insister à nouveau sur l'importance de l'organisation territoriale qui est la remise en question de l'auto-organisation en tant qu'enfermement dans une situation particulière. L'usine récupérée n'est plus seule, elle est dans un tout qui l'inclut. Production, distribution posent alors des problèmes qui ne peuvent plus se régler dans les catégories qui définissent strictement la condition prolétarienne et sa reproduction. Un activiste du MTD Allen (*Macache*) rapporte comment dans une usine récupérée se pose la question du surplus, du surproduit, de sa distribution, comment pour les ouvrières de Bruckman reprendre l'usine et la faire tourner s'inscrit dans un rapport de force qui inclut la liaison avec les mouvements de chômeurs *piqueteros*.

Les mouvements de luttes de chômeurs sont amenés plus spontanément que des mouvements de salariés à poser la question du travail. Le slogan initial de nombreux mouvements *piqueteros* « Travail, dignité et changement social » a été largement dépassé par le MTD Solano et les autres groupes qui lui sont proches dans la coordination Anibal Veron. Ils remettent aujourd'hui en question de nombreuses valeurs comme celle du travail. « Nous, on a découvert pendant ces six ans d'autres valeurs concernant le travail. Le travail, déjà, on ne le conçoit plus de la même façon : une relation basée sur l'exploitation, le patron, l'ouvrier. Aujourd'hui, on conçoit le travail

comme quelque chose de créatif, où tous les jours on a la possibilité de transformer la réalité dans laquelle nous vivons. (...) Nous on croit que la société doit changer, que ce soit dans les usines ou dans les écoles, la lutte doit être pour un changement social et doit dépasser tout ça. (...) On ne croit pas non plus dans l'auto-exploitation, à l'idée que les allocations doivent se transformer en postes de travail dans une usine. C'est une chose qu'on ne veut pas, aller travailler dix heures par jour pour s'auto-exploiter. On ne veut pas être exploité ni d'un côté, ni d'un autre. » (un activiste du MTD Solano, in *Macache*, p. 25)

Rien n'est pur, mais lorsque nous sommes face à ce qui annonce la désobjectivation de la production et du monde, *il faut le voir*. L'activité du prolétariat contre le capital est une désobjectivation pratique du monde dans lequel se meut l'activité humaine ; une désobjectivation de tout le travail social accumulé dans le capital, en ce que celui-ci, comme rapport social, est nécessairement objet. Après que le capital a désenchanté le monde, le prolétariat le désobjective. Il fallait le capital pour produire ces notions extravagantes d'activité en soi, et de produits en soi, ou conditions de l'activité. C'est une rupture avec toutes les déterminations de l'économie. L'immédiateté sociale de l'individu, c'est la fin de cette séparation entre l'activité individuelle et l'activité sociale, qui avait constitué le fait pour l'homme d'être un être objectif en base du rapport entre son individualité et sa socialité. Ce n'est pas l'objectivité en elle même qui est en cause mais la séparation entre activité individuelle et activité sociale qui constitue l'objectivité en économie, en médiation entre les deux et définit l'activité humaine comme travail.

A l'intérieur même des projets productifs auto-organisés, cette interindividualité, cette mise en avant de la subjectivité, s'opposent à la particularisation d'une activité comme le travail qui est la coïncidence du caractère social et individuel de l'activité humaine en dehors d'elle-même et s'opposent à l'autonomisation des conditions de la production comme économie. Le mode de production capitaliste est un mode de production non parce qu'il doit passer par la production matérielle en tant que telle, mais parce que ces rapports sociaux ne peuvent se reproduire qu'en passant par une norme, un principe, qui ne peut exister qu'*objectivement* : la valeur. Le communisme n'est pas un mode de production parce que les activités ne sont pas ramenées à une norme commune extérieure qui ne peut exister qu'en s'objectivant comme production. Dans le communisme, tous les rapports sont des rapports entre individus dont les *singularités* constituent la réalité de leurs relations. Il est tout aussi absurde de concevoir le communisme comme une organisation de la production, qui immanquablement ne peut que nous ramener à un égalisation comptable forcément abstraite des activités, que de le concevoir comme un pur rapport intersubjectif dans lequel produire ne serait qu'accessoire. Chaque activité est sa propre fin parce qu'il n'y a pas de norme, il n'y a aucun principe d'égalisation ou de situation à reproduire.

Déjà, le Mouvement d'action directe, dans ses termes et ses limites avait produit des points essentiels de ce cycle de luttes mais, dans les luttes en Argentine, la différence avec les squats ou le Mouvement d'action directe en général, est dans la masse des intervenants, cette masse devient, en Argentine, une « masse critique ». La « masse critique » n'est évidemment pas seulement une notion quantitative. Le nombre signifie un changement qualitatif. Le changement qualitatif réside dans la relation, pour chaque prolétaire, entre l'« alternatif » et sa propre situation de prolétaire dans le mode de production capitaliste. Dans le Mouvement d'action directe, l'« alternatif » est la recherche d'une négation de sa situation, dans l'« alternatif » est « expérimenté » le « dépassement », *la lutte contre le capital est une contrainte de l'expérimentation* ; dans le mouvement social argentin, la masse devient « critique » parce qu'elle signifie que *l'expérimentation est une contrainte de la lutte contre le capital* (l'« activité de crise » pour reprendre la remarquable intuition de Bruno Astarian dans *Le Travail et son dépassement* – ed. Senonevero). L'« expérimentation » n'est plus alors une « expérimentation », mais une *annonce*, quelque chose qui fait que la révolution est le dépassement produit (et non à réaliser) de ce cycle de luttes.

L'abolition de la condition prolétarienne est *l'autotransformation* des prolétaires en individus immédiatement sociaux, elle s'effectue dans une lutte contre le capital qui est une relation qui nous implique avec lui. La communisation de la société s'effectue dans la lutte du prolétariat contre le capital, parce qu'elle n'est en fin de compte qu'une ligne stratégique dans cette lutte et se décompose en une série de mesures tactiques. L'individu immédiatement social est produit par le prolétariat dans l'abolition du capital (ultime rapport entre le capital et le prolétariat) et non par des prolétaires qui ne sont plus des prolétaires. Si l'on considère que la production du communisme est le fait de prolétaires qui ont *au préalable* abandonné leur situation de prolétaires, celle-ci peut être entreprise, même partiellement, n'importe quand et n'importe où. Mais si l'on considère que la production du communisme est l'oeuvre du prolétariat en tant que tel, c'est-à-dire comme classe de cette société, alors *elle est soumise au développement des contradictions de classes de cette société, à leur histoire*. La communisation ne pourra s'enclencher que dans une crise générale du rapport social capitaliste issu de la restructuration. Les luttes sociales en Argentine s'inscrivent dans ce cycle de luttes, elles produisent et montrent des caractéristiques de celui-ci et de son dépassement. Le prolétariat en Argentine n'a commencé aucune communisation des rapports entre individus, il a « seulement » rendu crédible la communisation et indiqué les processus et les contradictions dont elle sortira, les confusions et les combats qu'elle pourrait avoir à surmonter.

Le plus important dans ces luttes en Argentine c'est ce qui a été dédaigné par les apologistes de l'auto-organisation, cela précisément non pas comme ils le prétendent parce que, dans les activités productives, l'autonomie s'est perdue dans son

institutionnalisation et sa sclérose, « facilitant la reproduction d'une économie en crise » (*Echanges*) mais parce que c'est leur dogme de l'auto-organisation qui s'est trouvé remis en cause. *Dans les modalités effectives des activités productives, la révolution, comme communisation, devient crédible parce qu'elle entre en contradiction avec l'auto-organisation par la façon dont sont mises en œuvre ces activités productives.* L'autonomie et l'auto-organisation sont le point de départ, mais un point de départ qui partout se révèle extrêmement fragile. Dans les tentatives de productions autonomes, l'autonomie est bien la prise en charge et la reproduction par la classe ouvrière de sa situation pour le capital. C'est alors tout ce qui est la base de l'autonomie et de l'auto-organisation qui se trouve bouleversé. Le prolétariat ne peut trouver en lui-même la capacité de créer d'autres rapports interindividuels sans renverser et nier ce qu'il est dans cette société, c'est-à-dire sans entrer en contradiction avec l'autonomie et sa dynamique qu'illustre à la perfection le devenir de l'UTD Mosconi.

Ailleurs, la même contradiction est manifeste. « Dans la briqueterie du MTD de Lanus, quartier de *La Fe* (banlieue de Buenos Aires), six hommes tentent de sortir de l'aliénation que génère le fait d'être un simple producteur de biens : *Pepe* maintenant ne travaille plus dans une fabrique de fertilisants, *El Pelado* ne vendra plus de soda ni ne collectera d'ordures pour une entreprise, *Juan* ne sera plus employé d'une poste privée. Je ne sais pas si je retournerai travailler pour un patron – dit *Pepe* – avant je travaillais bien mais je vivais dans la misère. Je crois que c'est cela le vrai travail, ici, nous nous accomplissons pleinement » (*Luttes sociales en Argentine*, p. 20). Mais, simultanément : « Nous ne savons pas encore quel niveau de production nous pouvons atteindre, mais l'idée est de commercialiser une partie à l'extérieur pour parvenir à vendre meilleur marché dans le quartier et que tous les habitants puissent améliorer leur maison. » (*ibid.*). Il est vrai que, dans cette contradiction, nous sommes loin, comme le dit un commentaire de la brochure, d'une « lutte tiers-mondiste de crève-la-faim », mais du côté d'« une expérience qui redonne à penser la lutte et ses enjeux ».

En quoi cela redonne-t-il à penser ? « Ces gens (les membres du MTD de Lanus, nda), cela me semble exceptionnel, ne se taisent pas, ne meurent pas en silence. Ils s'organisent ensemble pour lutter et la lutte prend ici son sens fort. Lutter pour les membres du MTD, c'est se manifester en coupant des routes, c'est débattre en assemblée pour pouvoir penser collectivement l'impensable d'une vie dans la misère et que le pouvoir voudrait laisser sans avenir, c'est participer aux différents ateliers mis en œuvre pour rendre moins pénible la survie quotidienne (...), c'est aussi participer à des ateliers qui ne relèvent pas à proprement dit de la première nécessité mais qui sont néanmoins nécessaires pour pouvoir tenir debout (...). Tout cela, ce sont des pratiques, des expériences humaines et humanisantes, et à discuter avec les gens, on s'aperçoit que c'est pensé, théorisé, analysé. (...) Il n'y a pas de séparation entre lutte et vie quotidienne. La lutte c'est la vie quotidienne et elle se passe de théories et dogmes capitalisés comme culture : la seule chose que nécessite la lutte c'est d'y aller avec son

vécu et sa colère, sa *rebelitude*. » (un témoignage renvoyant à des « impressions, émotions, réflexions suscitées lors de ma rencontre furtive et partielle avec ce mouvement, et en particulier avec le MTD de Lanus », in « Lutttes sociales en Argentine, p. 25)

Dans le cours des luttes, une distinction s'opère entre auto-organisation et autonomie. Fondamentalement les deux sont identiques : l'auto-organisation est le contenu comme forme de l'autonomie. L'auto-organisation était une pratique et, selon ce qu'en disent les théoriciens de l'auto-organisation eux-mêmes, un projet, comme autonomie, de réorganisation prolétarienne de la société qui ne pouvait exister qu'en se référant à une nature révolutionnaire du prolétariat qui, se débarrassant de ce qui la masquait, se révélait et s'affirmait (dans son autonomie). Lorsqu'il devient manifeste qu'elle ne peut plus avoir l'autonomie comme contenu en tant que projet réalisable ou déjà en cours de réalisation, l'auto-organisation devient *un enfermement dans sa propre situation* qui est précisément ce que la lutte contre le capital contraint à dépasser.

L'autonomie ne peut plus être la perspective des luttes, mais il y a encore de l'auto-organisation comme mise en forme, sans perspective, de ce que l'on est. On s'auto-organise comme chômeurs de Mosconi, ouvrières de Bruckman, habitants de bidonvilles..., mais ce faisant quand on s'auto-organise, on se heurte immédiatement à ce que l'on est qui, dans la lutte, devient ce qui doit être dépassé. L'activité même, ses objectifs, ses modalités d'effectuation se retournent contre ce qui devient la pure et simple existence dans les catégories du mode de production capitaliste : l'auto-organisation. En Argentine, l'auto-organisation n'a pas été dépassée, elle ne peut l'être que dans la phase terminale d'une insurrection *communisatrice*. Les luttes sociales en Argentine ont annoncé ce dépassement.

La lutte de classe existe toujours dans les catégories de la reproduction du capital. C'est le rêve programmatique qui veut une classe qui se dégage de son implication réciproque avec le capital et s'affirme en tant que telle dans une pureté autodéterminée, une classe subsistant par elle-même. Dans l'auto-organisation, c'est l'existence et la pratique en tant que classe que l'on trouve, c'est-à-dire la reproduction réciproque du prolétariat et du capital dans laquelle c'est toujours le second qui subsume le premier et celui-ci qui agit à partir des catégories définies dans la reproduction du capital. Si le prolétariat n'est pas condamné à en demeurer là c'est que, dans sa contradiction avec le capital, il trouve la capacité de l'abolir et de se nier lui-même. C'est une autre histoire, mais une histoire qui commence dans les catégories de la reproduction du capital. Essentiellement, c'est toujours agir en tant que classe qui est la limite de la lutte de classe, c'est là le point de départ, mais ce n'est qu'un point de départ. L'auto-organisation est une pratique incontournable qui a pour contenu, quand toute perspective autonome et émancipatrice disparaît, d'ériger cette existence de la

classe dans les catégories du capital en absolu parce que ce sont elles qui sont sans cesse confirmées et semblent consistantes comme définition sociale de la classe.

A partir de la disparition de l'autonomie comme action révolutionnaire réalisable, c'est dans l'auto-organisation et contre elle que son propre sujet se dépasse en se bouleversant lui-même par et dans sa lutte, il ne peut plus se prendre en charge en tant que tel. La disparition de l'autonomie devient *positivement* la transformation par lui-même du sujet de l'auto-organisation qui est, à son tour, frappée d'obsolescence.

On peut toujours soutenir que l'auto-organisation est le flux même de cet autochangement dans la lutte des classes, mais on aura mis dans la forme ce qui appartient à l'activité et ce faisant on n'aura pas considéré la forme dans son contenu. On aura dissocié ce qui dans l'activité révolutionnaire est homogène : la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité (l'autochangement). La forme, l'absence de délégation dans la conduite de la lutte et la fixation de ses objectifs, ne se définit comme auto-organisation que pour autant que le prolétariat peut historiquement se présenter comme un être là, en tant que tel et en lui-même contradictoire au capital. Chaque fois que le prolétariat agit ainsi, il s'auto-organise, mais par là il entérine, confirme sa propre situation comme indépassable. Chaque fois que dans le cours de la lutte il est contraint de remettre en cause ce qu'il est lui-même, il n'y a pas d'auto-organisation parce que le cours de la lutte ne confirme aucun sujet préexistant tel qu'il serait en lui-même en dehors de la lutte. La lutte peut alors être indépendante de tout parti, syndicat, institution, elle n'en est pas pour autant auto-organisée car elle ne trouve pas son principe en elle-même comme mise en forme de ce qu'est le prolétariat en lui-même. La lutte est organisée, elle n'est pas auto-organisée. L'auto-organisation ne disparaît pas mais elle est constamment contestée par l'activité d'un sujet qui ne se reconnaît plus aucune détermination en propre hors l'existence du mode de production capitaliste.

C'est alors dans l'auto-organisation et contre elle que s'annonce la révolution comme communisation des rapports.

Le concept d'« activité de crise » que formule Bruno Astarian permet d'avancer sur ce que ces expériences redonnent à penser à propos de la lutte et de ses enjeux.

« La crise marque une rupture évidente et fort plaisante, avec ce continuum misérable (l'assignation à la reproduction du capital, nda). Ce n'est pas qu'on découvre que son voisin de palier est différent de ce qu'on croyait : il est effectivement changé. Les conditions sociales de la crise (la socialité interindividuelle) se manifestent de mille et une façons, qu'on peut résumer par le fait qu'on ne s'ennuie plus. Il y a bien sûr la libération de toutes les contraintes spatio-temporelles, physiques, morales et intellectuelles imposées par la vie de travail. On ne mesure qu'une petite partie de ces contraintes dans l'opposition travail (forcé) – loisir (désocialisé), et la crise donne déjà un meilleur aperçu de tout le manque à vivre qu'impose ce couple. Car la crise n'est pas une vacance. Si l'activité de crise n'est pas travail, elle n'est pas non plus loisir. Pour le

prolétariat, elle est activité sociale interindividuelle. Tout à coup, l'individu y manifeste une richesse qu'on ne lui soupçonnait pas. Il critique tout ce qui lui semblait auparavant devoir aller de soi. L'autorité dans toutes ses formes apparaît maintenant questionnable, que ce soit dans la famille ou sur les lieux de travail. La propriété, la justice, l'armée, les églises, le travail lui-même sont remis en cause dans une critique spontanée qui ne doit rien aux écrits des philosophes mais procède de la rupture du rapport des classes et de la mise en place d'un rapport social où l'individu personnel s'affirme comme un sujet actif. Bien sûr, cette critique ne s'explique pas fondamentalement, comme simple lubie iconoclaste : elle est aussi lutte, ainsi que nous le verrons plus loin. Mais sans vouloir donner à cette contestation universelle une importance stratégique dans l'activité de crise du prolétariat, on ne peut pas manquer de la relever comme un symptôme du fait que la crise *remet en question la subordination de l'individu à la classe* (souligné par nous) » (*op cit*, p.161-162)

« (...) Elle (la reproduction naturelle des hommes, nda) passe par une activité interindividuelle intensément subjective, et comportant plus de liberté et de conscience que jamais auparavant dans l'histoire. L'inversion du rapport de présupposition entre la valeur d'échange et la valeur d'usage implique lui-même cette participation individuelle à la socialité. (...) L'usage de l'objet n'est plus dicté par la valorisation, mais se détermine dans l'interaction des individus insurgés. Dans le même mouvement, cette individualisation de la production de socialité signifie que celle-ci atteint un degré de conscience et de liberté sans précédent dans les autres formes sociales historiques. Dans la prospérité capitaliste, la subordination de l'individu à la classe est identique à sa participation aveugle et automatique au développement du rapport social. Son appartenance de classe et sa position dans le procès de travail dictent à l'individu tout ce qu'il doit faire dans le processus de reproduction sociale. Dans la crise, non seulement le substrat naturel n'est pas donné d'emblée, mais de plus il ne détermine pas automatiquement, une fois qu'il est posé, le contenu de l'activité des prolétaires. Ceux-ci doivent s'adapter aux impératifs de la lutte de classes, en même temps qu'ils développent une activité propre (de propagande, de jeu, de réflexion) qui ne dérive pas automatiquement des conditions matérielles, mais qui se décide, à l'intérieur de la classe, dans la lutte contre le capital. » (*ibid.*, p. 165).

Nous retenons l'intuition et le caractère évocateur de ce concept qui permet de nommer une situation confuse et difficilement cernable. Astarian n'a que commencé à approcher ce qu'il se passe dans une crise. Les luttes sociales en Argentine nous amènent à débarrasser l'activité de crise de tous ses aspects iréniques et subjectivistes. Dans l'activité de crise l'affrontement entre les classes demeure primordial, l'intersubjectivité est une contrainte de la lutte et se construit dans la lutte, elle n'est pas une action de la classe ou des individus sur eux-mêmes, dans un contexte où la classe capitaliste laisserait faire. L'activité de crise échappe au subjectivisme si l'on considère

bien que ce n'est pas une situation et une activité dans lesquelles les rapports entre les « gens » tournent sur eux-mêmes. La lutte contre l'autre classe n'est pas le cadre (le contexte) dans laquelle s'exerce l'activité de crise, elle est l'activité individuelle de ces individus, activité individuelle qui n'est que la lutte contre la classe capitaliste.

L'activité de crise du prolétariat « ne remet pas en route la production » (p. 164) souligne Astarian. Et bien oui, les luttes sociales en Argentine nous montrent que l'« activité de crise » comporte la remise en route de la production, que cela soit dans le cadre des « projets productifs » des MTD ou UTD et de façon encore plus nette dans le cadre des « usines récupérées ». C'est précisément là, dans cette remise en route de la production, que se joue ce moment essentiel de la communisation : la production, dans la lutte de classe, de l'existence des classes comme une contrainte extérieure, la remise en cause de la subordination de l'individu à la classe (comme dit Astarian). Toute cette interindividualité que décrit fort justement Astarian entre en contradiction avec les conditions mêmes dans lesquelles elle existe et est effective, c'est-à-dire tout ce qui formalise alors, à l'intérieur d'elle-même, son existence comme activité d'une classe : l'auto-organisation, l'autonomie.

En face, l'Etat et la classe capitaliste ne s'y trompent pas. « Pour détruire le mouvement social, il (malgré le singulier, « il » renvoie à la bourgeoisie et l'Etat, nda) a besoin de le référencer, de l'institutionnaliser, qu'il se verticalise, il a besoin de l'acheter avec de l'argent, mais surtout en instrumentalisant une politique répressive. Textuellement les mots de Kirchner : "Nous devons copier le mouvement social qui de rien, de la pauvreté, a fait ce qu'il a fait". Cela signifie que tous les projets de santé, d'éducation, d'ateliers productifs que nous sommes en train de construire aujourd'hui, l'Etat les fera. Il va les semer autour de nous. Et plus il sera proche des mouvements sociaux qui font ça et plus il va réprimer. Il va semer des coopératives, offrant de bons salaires aux *compañeros* pour qu'ils y travaillent. Ca, c'est une politique répressive. Mais c'est aussi un défi pour nous, si nous ne sommes pas capables de le relever, de retourner ce processus en continuant à construire avec les instruments que nous avons, pour générer de nouvelles relations. (...) une nouvelle subjectivité » (« Intervention d'un militant du MTD Allen », *Macache*, p.27). Il est facile de répondre que les coopératives ou autre projets « semés par le pouvoir » ne sont pas la *vraie* auto-organisation, la *vraie* autonomie, mais c'est se consoler bien vite car c'est se refuser à voir que c'est là que la lutte de classe peut être enfermée dans la simple expression de la situation de classe.

Le prolétariat part simplement de ce qu'il est, en cela l'auto-organisation et l'autonomie sont une forme et un moment nécessaires, mais nécessaires pour produire autre chose que le capital, en cela l'autonomie est à dépasser. Quand on dit que le prolétariat fait la révolution, c'est la force de ce « faire » qu'il faut fouiller, comme action de la classe. Le point crucial qui définit ce « faire », c'est le moment où la lutte arrive à ce climax, où dans la classe en lutte, les rapports contre le capital se tendent à un point tel que la définition comme classe devient une contrainte extérieure, où

l'appartenance de classe se construit comme contingente. Cela parce que déjà, dans la lutte, des divergences, des clivages, parfois violents, sont apparus à l'intérieur de la classe, de telle sorte qu'elle n'apparaît plus comme une fatalité, comme un rapport ou une action allant de soi. Les luttes en Argentine nous montrent comment cela peut arriver dans le cours même où le prolétariat construit son autonomie de classe.

Ce n'est pas l'aggravation illimitée de la crise qui produit la révolution, mais l'action du prolétariat dans la crise. Ramener l'activité du prolétariat argentin à un simple « il faut manger, il faut survivre » face à la crise de la reproduction capitaliste, c'est passer à côté de l'essentiel. Dans les luttes en Argentine, le « il faut survivre » a un contenu fourni par ce que le prolétariat est contre le capital qui transforme la « réaction » en *action positive* contre le capital et lui donne son contenu. Au cours de la défense acharnée de ses intérêts les plus immédiats, l'existence de classe devient une contrainte extériorisée dans le capital. C'est le moment où, dans la défense de ses intérêts immédiats, le prolétariat est amené, par ce qu'il est, à s'abolir. Le moment où son activité dans l'« usine récupérée » ne peut plus s'enfermer dans l'« usine récupérée » (cf. dans Macache le témoignage d'une ouvrière de Brukman). Cela parce que positivement il trouve en lui même la capacité à produire contre le capital, à partir de ce qu'il est comme classe, *autre chose*.

C'est dans la crise qu'il y a un moment où le jeu réflexif de l'implication réciproque parvient au point de l'extériorisation de la contrainte de classe, c'est là que l'implication réciproque, en crise, devient *action d'une classe* trouvant dans ce qu'elle est contre le capital, au moment où sa définition comme classe lui est contrainte extérieure, la capacité de produire le communisme. Le prolétariat commence à s'emparer des moyens de production comme mesure de sa lutte contre le capital. C'est à partir de là que la classe, dans la lutte contre le capital, produit le propre fait d'être une classe comme une contrainte extériorisée, imposée par le capital. C'est le « hic Rhodus, hic salta » de la lutte des classes, son « angle mort ». Le prolétariat lorsqu'il « s'empare des moyens de production », le fait comme mesures dont la forme et le contenu lui sont fournis par ce qu'il est : abolition de l'échange, de la valeur, de la propriété, de la division du travail, des classes etc. ; sur la base de l'échange, de la valeur etc. Cela signifie simplement qu'il lui est impossible de lutter contre le capital sans mettre en cause toutes les déterminations qui le définissent lui-même dans son implication avec le capital. C'est la contradiction interne des projets productifs : auto-organisation de la classe dont toutes les modalités effectives bouleversent toutes les déterminations définissant la classe.

Rien, à ce moment là, dans les formes et les contenus de la lutte de classe, n'existe comme un être là exclusivement dans sa limite : ni l'abolition des conditions existantes, ni ces conditions existantes mêmes. Il ne s'agit pas seulement de dire que la situation est confuse, mais de définir précisément la confusion elle-même. Les mesures

qui sont prises dans la lutte contre le capital qui sont l'abolition de la valeur, de la division du travail, de la propriété ... etc., reconnaissent encore en elles-mêmes l'existence de la valeur, de la division du travail, de la propriété ...etc. La pureté n'est nulle part, la confusion est partout. Situation riche de sa propre confusion où nichent les possibles.

Dans cette dynamique, le prolétariat n'est amené à agir pour la destruction du système dominant que parce que la défense de ses intérêts immédiats l'y contraint. Mais il ne peut faire de cette abolition une conquête progressive, une montée en puissance à l'intérieur de l'ancien système, en ce qu'il ne peut abolir la domination de la classe dominante sans s'abolir lui-même comme classe et toute société de classes, ce faisant il dépasse et abolit sa propre auto-organisation dans le cours de celle-ci. Une telle situation est l'aboutissement et le dépassement d'un cycle de luttes où le rapport entre prolétariat et capital ne porte plus la confirmation d'une identité prolétarienne face au capital, et où donc l'autonomie est la dernière étape à franchir.

La transformation de la société n'est pas un développement positif face ou même contre le capital, mais un développement positif *dans* la destruction du capital, une communisation de la société, c'est-à-dire une activité dans le mode de production fondé sur le capital, activité du prolétariat défini dans un rapport d'implication réciproque avec le capital. D'où la confusion, c'est-à-dire une impureté constitutive de toutes les activités. La production du communisme n'est pas l'élaboration d'une autre société ayant ses caractéristiques en dehors du capital, mais n'existe que par et dans l'abolition du capital.

Actuellement, en Argentine, l'alternative auto-organisationnelle et autonome est la limite du mouvement. Il ne s'agit pas d'une limite par rapport à une quelconque nécessité historique de l'abolition du capitalisme et du prolétariat. L'auto-organisation, selon sa dynamique propre (sur sa lancée) ne peut viser que l'affirmation de la classe ouvrière comme classe universelle, dominant la société et l'organisant selon ce qu'elle est elle-même. En cela, dans le mode de production capitaliste tel qu'il est sorti de la restructuration des années 1970-1980, l'autonomie a perdu toutes ses raisons d'être comme dynamique révolutionnaire, elle n'en a pas moins subsisté comme *syndicalisme* et / ou comme *alternative*. Dans un cas comme dans l'autre, le simple cours de la lutte des classes ou la radicalisation d'une lutte particulière amène à considérer, à l'intérieur de son action autonome, sa propre situation comme quelque chose non à organiser, à défendre et à reproduire, mais à abolir. Au cours de la lutte, le sujet qui était celui de l'autonomie se transforme et abandonne ses vieux habits pour ne plus se reconnaître comme existant que dans l'existence du capital, c'est le contraire exact de l'autonomie et de l'auto-organisation qui, par nature, n'ont pour sens qu'une libération du prolétariat, son affirmation et pourquoi pas (pour les nostalgiques) sa dictature.

Les luttes en Argentine nous montrent de façon relativement massive que l'abolition de la condition prolétarienne est *l'autotransformation* des prolétaires en

individus immédiatement sociaux. La communisation de la société s'effectue dans la lutte du prolétariat contre le capital, elle n'est en fin de compte qu'une multitude de mesures tactiques en un temps réduit définissant une insurrection communiste. L'abolition de la valeur, de l'échange, de la division du travail, de l'Etat sont le contenu d'une foule de *mesures de circonstances* prises au cours de l'expropriation du capital et de l'« emparement du monde ». Le prolétariat n'est révolutionnaire que dans le moment où abolissant le capital il s'abolit lui-même, tout ce qui peut alors ressembler à de l'auto-organisation de la classe, à de l'autonomie de celle-ci, ne peut apparaître que comme une limite à dépasser, quelque chose qu'il faut affronter comme la contre-révolution au plus près de la révolution. Ce n'est qu'ainsi, au cours de la lutte d'une classe contre le capital, qu'est produit l'individu immédiatement social. Il est produit par le prolétariat dans l'abolition du capital : ultime rapport entre le capital et le prolétariat.

Algérie : « Quand on me parle des Aarouchs, j'ai l'impression que l'on me parle de quelque chose qui m'est étranger ».

Toutes les citations des documents de la *Coordination des Aarchs, Dairas (sous-préfectures) et Communes (CADC)* ont pour origine : <http://www.tamazgha.fr> le site berbériste.

L'explosion sociale insurrectionnelle partie de Kabylie au printemps 2001 illustre également l'insatisfaction que l'auto-organisation suscite immédiatement dès qu'elle se met en place, non de par des insuffisances conjoncturelles mais de par sa nature même. Cette insatisfaction que le mouvement insurrectionnel manifeste vis-à-vis des formes d'auto-organisation *qu'il se donne* à un moment porte alors sur deux points : l'extension du mouvement ; la question des revendications. Dans cette insatisfaction et les deux points sur lesquels elle porte, ce qui existe c'est l'écart, dans la lutte des classes, entre l'existence de la classe telle qu'elle se formalise dans l'auto-organisation et sa remise en cause à laquelle la poursuite et l'approfondissement de sa contradiction avec le capital l'entraînent. Dans cette poursuite et cet approfondissement, la classe ne peut plus exister pour elle-même ; en l'absence de mesures de communisation, la lutte est condamnée à une fuite en avant sans objectifs formalisables et/ou à revenir à son existence reconnue *pour elle-même, c'est-à-dire reconnue par et pour le capital*, c'est-à-dire finalement à la négociation au travers de ses formes d'auto-organisation. Les émeutes ne se trouvant pas de perspective revendicative, ou d'une généralité telle (la fin de la *hogra*) qu'elle ne peut en être une, en arrivent parfois à devenir des affrontements (plus ou moins manipulés par la police lors des grandes manifestations algéroises de juin 2001) entre bandes rivales de manifestants pilleurs, témoignant de l'impossibilité d'une unification de la classe hors de l'activité révolutionnaire dans laquelle elle s'abolit.

La question essentielle est celle du rapport entre l'insurrection et les formes concrètes d'organisation qu'elle se donne. A notre connaissance, un seul texte soulève la question et voit qu'il y a là un problème : « Une allumette prend feu », signé Nestor, *hittistes*, Pantruche, publié dans le n° du printemps-été 2004 de *Macache*.

« En Kabylie, comme dans le reste de l'Algérie, on ne croit plus dans la représentation politique, c'est donc maintenant aux prolétaires de prendre en main leur propre destinée ; l'histoire suit son cours. L'autre caractéristique de cette insurrection est l'avènement des *aarchs*, à la fois forme traditionnelle d'organisation villageoise, vestige des luttes kabyles des années 80 et forme concrète de l'organisation de l'insurrection du printemps noir. Les *aarchs* jouent alors deux rôles contradictoires, à la fois expression du mouvement, c'est sa forme d'organisation, son lieu de débats, de parole ; c'est aussi une nouvelle représentation politique en émergence. (...) un substitut des partis, une nouvelle représentation politique qui saura encadrer la révolte. Finalement, très rapidement, les *aarchs* se sont révélés non pas comme l'espace d'expression large pour la population, mais comme une arène pour politiciens anciens ou novices. Les comités sont apparus dans un moment d'effervescence et de révolte. Spontanément ou avec des visées politiques selon les endroits. Dans les quartiers, les villages ils étaient une façon de subvenir à la vie sociale. Par exemples, lorsque des vols ont eu lieu, non pas des pillages d'espaces de concentration de la marchandise, mais des vols des prolétaires qui habitent ces quartiers, la restitution des biens a alors été organisée par les comités de quartier. Pourtant, les comités ou *aarchs* comme ils ont été ensuite appelés n'ont pas été capables de devenir une forme d'organisation de la société, de la vie quotidienne. Cela aurait pu alors devenir un espace de vie sans Etat. Bien au contraire, les délégués des *aarchs* ont cherché la représentativité politique, se sont posés comme les représentants légaux et incontournables de la population. Pourtant, aujourd'hui plus personne en Kabylie ne croit en eux, dialogue ou pas dialogue. Ils deviennent quasiment aussi discrédités que les partis politiques traditionnels. Comme nous le disait Moussa : « Quand on me parle d'*aarouchs*, j'ai l'impression que l'on me parle de quelque chose qui m'est étranger. Ils sont présentés comme nos tuteurs... Ils représentent la population aux yeux de l'Etat, mais ils ne représentent qu'eux-mêmes ! ». Pour la plupart des émeutiers, leur révolte ne se négocie pas, ainsi Farid nous confiait : "Ces délégués ont étouffé le mouvement... ". ».

A partir du moment où l'insurrection algérienne de Kabylie, malgré ou à cause de sa grande violence, s'est limitée à l'attaque de toutes les institutions de l'Etat, mais laissait intactes, parce que là n'était pas son objectif et qu'elle n'avait pas les moyens de s'y attaquer, toutes les relations de production, d'échanges et de distribution (malgré quelques modifications marginales relevant de la solidarité ou de l'entraide qui marquent toutes périodes où le cadre social habituel est bouleversé), cette insurrection devait s'auto-organiser. Son auto-organisation n'était alors que le signe qu'elle ne bouleversait pas les relations sociales, qu'elle ne visait qu'un but limité : la libération de

la société d'un Etat « corrompu » et « corrupteur » (d'un Etat non-libre) selon les termes qui apparaissent dès les débuts de l'insurrection. C'est de sa limitation même que naissent les formes d'organisations qu'elle se donne, c'est-à-dire des formes d'*auto-organisation*. Les comités ou *aarchs* ne pouvaient devenir un « espace de vie sans Etat » (l'Etat l'eut-il toléré ?) non pas parce qu'ils sont devenus presque immédiatement des espaces de conflits et de représentations politiques, mais parce que l'insurrection ne remettait pas en cause l'Etat mais cet Etat qui ne remplit pas son rôle d'Etat. Un Etat qui verserait des allocations de chômage, instituerait une sécurité sociale, ou mieux aurait une politique active d'industrialisation à partir de la rente pétrolière serait un Etat qui *légitimement* pourrait avoir des casernes de gendarmes dans chaque commune de Kabylie. Ce n'est pas l'Etat qui est visé, mais son fonctionnement. Mais surtout, les *aarchs* ne pouvaient devenir un « espace de vie sans Etat » parce que l'insurrection ne remettait en cause aucun des fondements de l'Etat : la valeur, l'exploitation, la division de la société en classes. Il faut tout le talent apologétique de Jaime Semprun pour écrire : « ...au-delà de ces escarmouches, c'était le projet d'une complète *expropriation des expropriateurs* (souligné dans le texte) qui prenait forme. » (*Apologie pour l'insurrection algérienne*, Ed. Encyclopédie des Nuisances, septembre 2001). Mais « l'expropriation des expropriateurs » est « encore marquée de certaines ambiguïtés », même si les « problèmes des citoyens sont pris en charge par nos délégués de quartiers de villages et les délégués syndicaux » (*ibid.*)...

L'insurrection algérienne de Kabylie, dans ses premiers temps est manifestement, un refus par la jeunesse de la Kabylie et du reste de l'Algérie de sa situation, de sa misère, de tout ce que résume le refus de la *hogra* : le refus par des prolétaires de leur situation de prolétaires. Ce refus n'a aucune revendication, aucune perspective politique. Mais ce refus n'est pas une « révolution de toute la vie sociale » (Jaime Semprun), à aucun moment l'insurrection ne prend pour objectif les lieux de production ou l'échange marchand. Les grèves décrétées par la *Coordination des Aarouchs, Dairas et Communes* (CADC) sont surtout destinées à faire fermer boutiques aux commerçants et à bloquer les administrations qui fonctionnent encore. Durant des émeutes aussi violentes, il est remarquable que même les pillages sont exceptionnels et extrêmement limités, sauf lors des grandes manifestations à *Alger* (pas en Kabylie) et là ils sont peut être plus le fait de jeunes Algérois profitant de l'occasion que de Kabyles venus pour la « marche ». Les prolétaires de Kabylie et du reste de l'Algérie refusent leur situation de prolétaires, mais ils ne la remettent pas en cause. C'est pour cela qu'ils peuvent et qu'ils vont s'auto-organiser et que se faisant le refus de leur situation devient une plate-forme revendicative. Nestor Pantruche a raison : les *aarchs* jouent deux rôles contradictoires (« expression et forme d'organisation du mouvement » ; « nouvelle représentation politique en émergence »), mais il ne perçoit pas la connexion entre les deux termes de cette contradiction. En l'absence d'autotransformation des prolétaires, le

refus de sa situation est fondamentalement une revendication de sa transformation, ce qui en est le caractère le plus radical, le plus profond, le plus général, c'est à dire la lutte contre toutes les forces qui défendent et reproduisent l'existant en constitue toute la limite en se substituant à la lutte contre l'existant lui-même. La lutte des prolétaires kabyles est une lutte sociale qui ne parvient pas à se présenter en tant que lutte sociale autrement que comme une lutte politique.

De l'absence de revendication, de l'absence de perspectives politiques du mouvement, on passe par les formes mêmes que le mouvement ne peut que se donner à un mouvement politique et revendicatif. Mais alors le mouvement ne se reconnaît plus dans les formes mêmes qu'il s'est donné. Ce n'est que dans son désintérêt, son mépris et son opposition aux propres formes qu'elle s'est données comme auto-organisation, que l'insurrection algérienne indique le dépassement de ses bases de départ et abandonne son enveloppe politique. Ce mépris, c'est l'*écart* qui ne peut maintenant manquer de se produire dans toutes les luttes du prolétariat entre le refus de sa situation et son existence comme classe qui n'est plus qu'une existence pour le capital, ce que l'évolution des *aarchs* n'a fait que confirmer et justifier. Face à l'auto-organisation réellement existante, les idéologues de l'auto-organisation sont placés face à un cruel dilemme : soit, à la façon de Jaime Semprun-l'apologiste, ils gobent tout en bon gogo ; soit, toujours frustrés de l'objet de leur désir, ils affirment que l'auto-organisation réellement existante n'est jamais la bonne.

L'insurrection algérienne en Kabylie a été un mouvement à double détente : auto-organisation du mouvement : critique et rejet de l'auto-organisation. Les deux moments sont plus fonctionnels que chronologiques dans la mesure où dès sa création la CADC en tant qu'auto-organisation du mouvement en a exprimé toute les limites et où les émeutiers l'ont alors considérée comme une représentation étrangère de leur propre situation signifiant par là même que leur refus de leur situation abandonnait son enveloppe politique et que leur existence en tant que classe quelles que soient les transformations que, sur sa base on pouvait lui apporter était quelque chose qui leur était étranger et contre laquelle ils se révoltaient. L'acceptation de sa situation de prolétaire qui est la substance même de l'auto-organisation s'est immédiatement présentée dans le mouvement des *aarchs* comme l'acceptation de toutes les conditions existantes quelles que soient les transformations que la CADC voulaient y apporter.

Il faut lire la fameuse *plate-forme d'El Kseur* qui est l'acte de naissance, le 11 juin 2001, de la CADC (et les autres documents qui en émanent) et ne pas se contenter de bégayer « auto-organisation, auto-organisation... », comme le « sésame ouvre-toi » du paradis communiste. Après une série de points réclamant l'indemnisation par l'Etat des victimes des affrontements, la condamnation par l'Etat des « auteurs et commanditaires des crimes » et « l'annulation des poursuites contre les manifestants », après la revendication de la « satisfaction de la revendication amazighe dans toutes ses dimensions », la plate-forme revendique « un Etat garantissant tous les droits

socioéconomiques et toutes les libertés démocratiques » et « un plan d'urgence socioéconomique pour toute la région de Kabylie ». Dans la déclaration de Tifra (7 juin 2002), la *plate-forme d'El Kseur* est présentée comme : « l'alternative pour donner à notre pays une chance de rejoindre le concert des nations démocratiques. (...) le sens de l'histoire, vaille que vaille, est la démocratisation du pays. ». Dans la déclaration qui suit le « Conclave d'At Jennad » (27-28 septembre 2002), la violence des émeutes du printemps 2001 et l'initiative de l'attaque contre toutes les représentations de l'Etat sont enlevées au mouvement insurrectionnel : « ...le pouvoir, rompu aux pratiques diaboliques de la manipulation, a sciemment transformé en émeutes sanglantes la révolte de la jeunesse. » ; « Le pouvoir maffieux, au lieu d'accéder aux revendications démocratiques et sociales exprimées pacifiquement par les citoyens a mis en branle sa machine répressive pour les noyer dans un véritable bain de sang ». Le même « conclave » qui fixe le fonctionnement de la Coordination dans un formalisme pointilleux et tatillon, définit le mouvement comme « d'essence démocratique, résolument pacifique, revendicatif et citoyen... ». La chose est réaffirmée par le « Conclave interwilaya » du 21-22 novembre 2002 qui, après avoir dénoncé les « provocations policières » et vanté le « calme des manifestants et « la vigilance des organisateurs », commente ainsi les affrontements qui ont suivi la « marche populaire » organisée le jeudi 21 novembre 2002 à Mekla pour le départ des « pseudos élus » : « Seulement après la fin de la marche, des "intrus" ont déclenché des émeutes qui se sont terminées par l'incendie de plusieurs édifices dont celui de la Sonelgaz, de l'ONM (Organisation Nationale des Moudjahidine) et de la fédération des fils de chouchada. » Au « conclave extraordinaire » du 5 janvier 2003 à Tizi-Rached, l'échec de la grève générale lancée le 4 janvier 2003 devient : « L'action de grève générale entamée à partir du samedi 4 janvier 2003 a connu une grande réussite et une adhésion massive de la population qui ne souffre aucune ambiguïté », une telle « adhésion » et une telle « réussite » que, dès le lendemain : « (...) la CADC décide souverainement de suspendre temporairement la grève générale... ».

Le 6 et 7 février 2003, l'Interwilaya réunie à Takerboust définit les perspectives du mouvement comme une « refonte du système politico-institutionnel de l'Etat » sur la base de « l'insurrection citoyenne d'avril », cette « refonte » sera « l'affirmation de la nature républicaine de l'Etat garantie dans la société par un cadre institutionnel adéquat conformément aux principes contenus dans la déclaration universelle des droits de l'Homme et du citoyen. ». En conséquence, l'Interwilaya se propose d'organiser des « rencontres bilatérales avec des représentants des partis politiques, des syndicats et des personnalités nationales ». Dans la même déclaration, cet « aveu » : « Le mouvement citoyen né dans la douleur du printemps noir a *canalisé* (souligné par nous) la protestation en transformant les aspirations profondes de notre société en une plate-forme de revendications adoptée le 11 juin 2001 à El Kseur... ».

Enfin, le 16 septembre 2003 la CADC élabore un document « soumis à la base », document intitulé : « En prévision du dialogue avec l'Etat algérien, la Kabylie débat et réfléchit ». Ce document est destiné à « dicter au gouvernement algérien comment il doit procéder pour mettre en oeuvre la plate-forme d'El Kseur » afin de « permettre à notre pays de devenir une réelle république démocratique arrimée à la modernité ». Dans son préambule, le texte revient à sa façon sur l'histoire de l'insurrection. Après avoir évoqué un « soulèvement incontrôlable » et une « explosion sociale », la CADC conclut : « C'est dans cette tourmente que naquit le mouvement citoyen des *aarchs*, daïras et communes *pour combler un vide sidérant* (souligné par nous) à tous les niveaux alors que la situation ne cessait de se détériorer en occasionnant quotidiennement un surplus de victimes. ». Cette Coordination qui aurait été le peuple prenant lui-même en main ses affaires à la base, comme si une telle chose était encore possible sans que le peuple s'abolisse d'abord en tant que peuple et plus en tant que prolétariat, ne propose rien d'autre pour la satisfaction de ses revendications qu'un appel constant à leur application « par décret présidentiel, effet immédiat » (l'expression revient 20 fois dans le texte) et quelques autres fois par « engagement politique immédiat » du gouvernement, « par loi organique » ou « par révision constitutionnelle ». Socialement, les revendications s'ordonnent autour d'un « partage équitable des richesses nationales », notamment par « le droit à la sécurité sociale », « droit au travail et protection contre le chômage », « rémunération équitable pour un travail fourni », « garantie du droit d'adhérer et de se protéger par le syndicat », « relance économique de l'Etat », « refonte du système éducatif résolument tourné vers la modernité, les valeurs universelles et républicaines ».

Le 16 janvier 2005, le journal *El Watan* (article en lien sur le site de la CADC) titrait « La plate-forme d'El Kseur sera appliquée » : « Le chef du gouvernement et le Mouvement des *aarchs* sont parvenus hier en fin de soirée à un accord global sur la mise en oeuvre de la plate-forme d'El Kseur. Selon une source proche de la délégation le chef du gouvernement a donné son accord pour la satisfaction de toutes les revendications contenues dans la plate-forme d'El Kseur suivant le document de mise en oeuvre élaboré par le Mouvement des *aarchs* en 2003. (...) D'après nos sources, les délégués ont changé de stratégie préférant une discussion "globale" de cette feuille de route (...) ». Le leader de la délégation de la CADC, Belaid Abrika, précise dans une interview à *El Watan* : « Il y a des revendications dans la plate-forme qui ne peuvent être concrétisées dans l'immédiat, à cause de la charte pour la citoyenneté où des réformes touchant des secteurs aussi complexes que la justice et l'éducation peuvent prendre des années ». En ce qui concerne le « jugement des auteurs et commanditaires des assassinats en Kabylie », le même précise que « la discussion sur cette question interviendra en temps opportun ». Dans une mise au point sur cet accord, publiée le 19 janvier 2005 dans le journal *Liberté* qui avait émis quelques critiques, la CADC qualifie l'accord d'« historique » ajoutant que le Mouvement n'a fait « aucune concession au pouvoir » et

a arraché des « acquis inestimables ». CADC / CQFD. Après cette rapide anthologie des textes de la CADC, il serait cruel de revenir sur le texte de Jaime Semprun et de l'*Encyclopédie des Nuisances*.

L'on voit, à l'étude des positions de la CADC, comment celle-ci en tant qu'auto-organisation de l'insurrection en devient une représentation étrangère, comment en tant qu'auto-organisation elle en devient une représentation revendicative entérinant toutes les conditions existantes que le soulèvement avait rejeté. On saisit également que la poursuite après juin 2001 des attaques contre les institutions de l'Etat et la nécessité de la violence dans ces attaques sont tout autant des attaques contre l'Etat algérien qu'un rejet du mouvement auto-organisé des *aarchs* et la création d'un écart à l'intérieur de l'action en tant que classe entre la lutte contre le capital et sa propre existence comme classe que l'auto-organisation formalise comme une existence dans et pour le capital, telle que, dans sa lutte, le prolétariat ne la reconnaît plus comme sienne. C'est la dynamique de ce cycle de luttes. Pour parodier Marx dans *Les Luites de classes en France* : c'est seulement en faisant surgir de son propre mouvement une auto-organisation compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion pourra enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire.

Après le 11 juin 2001, c'est-à-dire après la formalisation du mouvement des *aarchs* en CADC et l'élaboration de la *plate-forme d'El Kseur*, dans la poursuite de l'action se crée un écart entre l'insurrection et son auto-organisation, c'est-à-dire entre la lutte du prolétariat en tant que classe et son existence comme classe qui s'autonomise de lui. Cette chose, au premier abord bizarre et paradoxale, que le prolétariat luttant en tant que classe remette en cause sa propre existence comme classe, si elle est incluse dans le fait qu'abolissant le capital il s'abolit comme classe, possède une existence empirique dans le cours actuel des luttes, cette existence c'est cet écart qui annonce la communisation dans le cours des luttes immédiates. Malgré la plate-forme, les émeutes qui se poursuivent ne se fixent pas vraiment sur des revendications, les émeutiers n'ont pas envie de parler avec le pouvoir, ils n'ont pas envie de dialoguer. Même le boycott des élections a pris des proportions et a été mis en oeuvre d'une manière qui allait bien au-delà du boycott institutionnel auquel appelait la CADC. Il ne s'agissait plus seulement de ne pas participer aux élections, mais d'une lutte contre les élections par l'attaque et l'incendie des bureaux de vote, l'attaque des convois portant le matériel électoral protégés par la gendarmerie, l'intimidation de ceux qui pourraient tout de même y participer... Dans la façon dont le boycott fut appliqué, il ne s'agissait plus de dénoncer une « élection-mascarade » organisé par un régime « corrompu » et « corrupteur », ce qui finalement réhabilite le principe même des élections, mais de dire, non pas que l'on n'attendait rien des élections en général (ce qui ne veut rien dire), mais que dans la situation créée, le rapport de force existant, les élections étaient une manoeuvre contre l'insurrection.

Tout cela ne va pas sans organisation, les prolétaires assument diverses nécessités s'imposant dans les développements de la lutte : barrages de routes, sièges des gendarmeries, contrainte sur les commerçants à ne pas approvisionner les forces de l'ordre, réappropriation directe des marchandises qui leur sont nécessaires par le pillage ou le contrôle de certains stocks... Cette *organisation* n'est jamais la formalisation de ce que l'on est dans la société actuelle comme base ou point d'ancrage de la société nouvelle à construire en tant que libération de ce que l'on est, c'est-à-dire qu'*elle n'est pas auto-organisation*, elle ne formalise l'existence d'aucun sujet préalable (contrairement à la CADC), la situation de prolétaires n'est plus quelque chose à organiser, à défendre et libérer, mais quelque chose à abolir. C'est en se poursuivant de cette façon que la lutte des prolétaires de Kabylie n'est pas tombée dans le « piège identitaire », malgré l'importance de la « revendication amazighe » dans toutes les prises de positions de la Coordination (sans parler des manœuvres de l'Etat algérien). Les conditions de survie misérable du prolétariat sont identiques partout en Algérie et les prolétaires de Kabylie se sont attaqués à des cibles qui, de par leur signification, interdisaient de comprendre leur lutte comme une lutte identitaire.

Quand le mouvement reprend à la mi-juin 2001, les affrontements aux allures insurrectionnelles s'étendent au reste de l'Algérie. Malgré la plate-forme d'El Kseur, tant qu'a duré la révolte, elle a été exempte de tout objectif précis et explicite et ne propose rien de positif. Si le mouvement insurrectionnel s'est montré plus fort que toutes les divisions dans lesquelles existe, comme classe, le prolétariat, s'il s'est en quelque sorte unifié c'est qu'il n'avait pas de revendications. Il n'existe plus actuellement d'unification revendicative du prolétariat, la seule unification de la classe qui puisse actuellement exister c'est celle que contient sa propre remise en cause, c'est-à-dire son dépassement. L'unité que l'on peut appréhender de la façon la plus concrète comme solidarité sont des réalités concrètes des actions. C'est dans son unité, contenue dans sa remise en cause, que le prolétariat trace clairement la frontière entre les classes, c'est-à-dire au moment où son action annonce leur abolition. Sur ce point, pour en parler plus précisément, il est intéressant de relever les rapports simultanément conflictuels et intégrateurs qui se réalisent entre chômeurs, prolétaires employés, petits commerçants, employés des administrations qui sont pourtant en Algérie plus ou moins tenus dans un rapport de clientélisme politique. Ce qu'aucune unité revendicative ne peut jamais réaliser. La lutte des prolétaires algériens de Kabylie s'impose par l'action directe, elle s'affirme hors de tout terrain particulier (lieu de travail, quartier, ...), elle nie les divisions entretenues par la classe capitaliste elle tend à sa généralisation et elle porte un rejet global de l'Etat, elle se développe contre tous les mots d'ordre légalistes pacifistes, électoraux. Aucune perspective politique ne peut surgir d'une telle situation et d'une telle activité : ni « affirmation identitaire », ni « libération nationale » prenant pour cible le FMI ou la Banque Mondiale, ni même l'idéologie islamiste comme cela avait été le cas lors des émeutes de 1988.

Dans les deux paragraphes précédents, nous avons emprunté de nombreux éléments au texte *Prolétaires de tous les pays, la lutte de classe en Algérie est la nôtre* (*Communisme*, revue du GCI, n°52, février 2002). Ce texte met en avant une caractéristique importante de cette lutte du prolétariat algérien, caractéristique que le GCI considère comme une faiblesse : « Le contenu prolétarien est affirmé par la tournure même de la lutte, mais il n'est pas revendiqué explicitement. L'objectif communiste n'est pas identifié, n'est pas porté consciemment. Au niveau international aujourd'hui, les minorités agissant à l'avant-garde du mouvement n'en revendiquent que très rarement les déterminations classistes ». Cette remarque sur une des caractéristiques des luttes actuelles est pertinente, mais est-ce réellement une « faiblesse » ? Laissons de côté l'« affirmation consciente de l'objectif communiste », aucun mouvement révolutionnaire ne démarrera, drapeaux au vent, en proclamant qu'il va réaliser le communisme mondial. Les prolétaires seront parfaitement conscients du contenu de leurs actions, des mesures de communisation qu'ils seront amenés à prendre dans leur activité révolutionnaire, mais qu'importe l'appellation, s'il y en a une. Plus intéressant est le fait que les prolétaires ne revendiquent que très rarement « les déterminations classistes » de leur activité. Il est vrai que cela change par rapport au cycle de luttes précédent où n'importe quelle action la plus réformiste était revendiquée haut et fort comme la mobilisation de la classe ouvrière mondiale fière d'elle-même et de sa casquette. Que l'action des prolétaires ne se revendique plus comme action de classe ne l'empêche pas de l'être. Mais ce qui est intéressant là dedans, c'est la raison pour laquelle elle ne se revendique plus ainsi. Action de classe elle l'est de façon paroxystique quand elle est la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe qui s'objective face à lui comme détermination de la reproduction du capital. Quoi d'étonnant à ce que les prolétaires ne s'affirment plus comme agissant en tant que classe quand c'est leurs adversaires qui érigent l'existence comme classe des prolétaires comme le contenu dominant de la contre-révolution qui se dresse face à eux. Cette « faiblesse » n'en est pas forcément une, de toute façon cela est en prendre en compte *tel quel*, il ne s'agit pas de considérer ce qui existe comme l'absence de ce qui devrait exister, ce qui évite toujours d'expliquer et de comprendre dans sa positivité (son effectivité) ce qui existe réellement. La même position *normative* est constamment présente dans ce texte du GCI, par ailleurs très intéressant. L'action du prolétariat, par essence révolutionnaire serait constamment entravée par les obstacles et les chaînes que la « social démocratie » dresse face à elle. Ce que le GCI est incapable de concevoir c'est que l'action en tant que classe du prolétariat soit, dans l'abolition du capital, pour le prolétariat, sa propre abolition. Il faut donc que le prolétariat s'organise en tant que tel, c'est-à-dire s'auto-organise, d'où l'extrême embarras du GCI dès qu'il s'agit de traiter des *aarchs*. Eux, d'ordinaire si prolixes en condamnations et anathèmes, ne peuvent que se retrancher derrière le manque d'informations échappant aux canaux de la

bourgeoisie et la « complexité » de l'objet ; les *aarchs* sont « seulement » affublés d'un « certain degré de radicalité social-démocrate ». Le GCI voit les caractéristiques essentielles du mouvement mais, demeurant prisonnier du programmatisme, il ne voit pas l'essentiel : distinguer et opposer l'insurrection, l'action en tant que classe, et son auto-organisation, c'est-à-dire distinguer l'écart.

C'est la remise en cause du prolétariat par lui-même, dans sa propre action en tant que classe, qui condamne toute vision et toute attente de l'auto-organisation *révolutionnaire* de la classe. La remise en cause de la classe dans sa propre action contre le capital n'est qu'une série d'activités, elle a été, en Algérie, la substance et la dynamique de l'opposition entre la *Coordination* et les modalités de la poursuite de l'action du prolétariat.

Le Mouvement d'Action Directe (Mad)

Dans les cycles de luttes antérieurs, la montée en puissance de la classe, mouvement même de la révolution comme affirmation de celle-ci, était un mouvement « capitalisable », formalisable face au capital, organisable en un mot. Mais les « nouvelles tendances », les aspects actuels qui nous intéressent dans ce cycle de luttes ne peuvent annoncer que la négation du prolétariat, ils ne peuvent jamais acquérir une forme stable, qui, pour être un contenu organisable quelconque, doivent nécessairement, d'une façon ou d'une autre, se voir confirmer à l'intérieur de la reproduction du mode de production capitaliste. Des travailleurs révolutionnaires pouvaient se regrouper, s'unifier, quand c'était immédiatement le fait d'être un travailleur productif, c'est-à-dire sa propre existence dans le mode de production capitaliste, qui était *immédiatement* posé comme *nature* révolutionnaire. En revanche, des émeutiers ne peuvent pas se regrouper après l'émeute comme « organisation d'émeutiers », ni des grévistes sauvages refusant le travail en tant que « grévistes sauvages refusant le travail ». Il ne peut exister d'« Organisation des Saboteurs ». Quand les pilleurs ou les saccageurs cherchent à former une organisation, c'est pour faire du militantisme politique ; quand les saboteurs s'organisent en dehors de leur pratique même, c'est pour faire du syndicalisme. C'est-à-dire que tout cela aboutirait soit à la tentative de maîtrise et de contrôle des conditions existantes, c'est-à-dire l'alternative, soit au syndicalisme de base, soit au militantisme politique, soit le plus souvent à un mélange de tout cela.

Comme nous avons pu déjà plusieurs fois le pressentir, la théorie de l'écart est une théorie de la pratique dans le sens le plus commun du terme. C'est-à-dire une théorie des pratiques : pratiques dans les luttes revendicatives, pratiques du mouvement d'action directe (Mad), etc. C'est par des mouvements comme le Mad que ce cycle de luttes fait sien sa propre dynamique qui n'est pas un principe abstrait, mais l'*écart* que certaines pratiques actuelles créent à l'intérieur même de ce qui est la limite générale de ce cycle de luttes : agir en tant que classe. Agir en tant que classe comporte un écart par rapport à

soi, dans la mesure où cette action comporte dans ce cycle de lutte la propre remise en cause de la classe par rapport à elle-même, c'est la dynamique de ce cycle et elle existe, de façon empiriquement constatable, dans les luttes. L'action en tant que classe qui ne reconnaît et produit l'existence de la classe que dans son rapport au capital n'est pas renvoyée à elle-même comme limite *sui generis*, mais par la reproduction du rapport capitaliste qui est l'activité de la classe adverse (qu'elle implique). Agir en tant que classe en se produisant comme classe dans le capital c'est se remettre en cause, mais c'est aussi se trouver impliqué dans l'activité de reproduction du capital qui transforme cette action en limite. Les deux ne sont pas immédiatement identiques. Cependant si les pratiques qui constituent cet écart cherchent (et elles ne peuvent que le faire) à se maintenir en tant que telles sans être la communisation des rapports, elles s'*autonomisent* de leur raison d'être : l'action en tant que classe. C'est le mouvement d'action directe.

Tout cela n'empêche que cette autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes pointe à partir d'elle-même, dans ses propres termes, le contenu de la révolution communiste : la remise en cause par le prolétariat, contre le capital, de son existence comme classe. C'est actuellement, *entre autres*, par le Mad (aucune forme n'est définitive et il semblerait bien que celui-ci soit sur son déclin) et par l'émeute autoréférentielle que ce cycle de luttes fait sien sa propre dynamique : la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause. C'est par là également qu'il revendique son dépassement comme abolition de la société et rapports immédiats d'individus dans leur singularité, mais tout cela est posé comme Mad et par là cette dynamique et ce dépassement ne finissent par exister que comme alternative.

C'est la contradiction à l'oeuvre comme dépassement du capital et production du communisme qui, dans le Mad, s'est présentée comme autonomisation de la dynamique de ce cycle, c'est-à-dire comme exclusion réciproque entre être prolétaires et la production d'autres rapports sociaux. Comme remise en cause de l'appartenance de classe à l'extérieur d'elle-même, cette autonomisation aboutit à une série d'impasses : le capital comme domination et symbole, la question *insoluble* de sa propre extension, sa référence aux besoins, au plaisir, aux désirs, à un moi humain " authentique ". Cette impasse apparaît dans le cours des émeutes, leur autolimitation (leur caractère autoréférentiel), et jusque dans leur « récupération » dans des buts qui ne sont pas les siens comme à Québec, à Prague et même à Gênes. Cependant cette exclusion réciproque entre être prolétaire et produire d'autres rapports sociaux est devenue, dans ce cycle, la forme nécessaire pour poser, *maintenant*, cette dynamique de ce cycle de luttes. S'il y a reproduction du capital, il ne peut y avoir qu'autonomisation de la dynamique de ce cycle. On ne peut demander au dépassement du capital qui est forcément activité du prolétariat, donc en rapport avec le capital, une « existence pure », positive en elle-même, quelque chose qui soit, même en mouvement, dégagement de

l'implication avec le capital. Que ce soit l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, que ce soit la communauté comme relations entre individus dans leur singularité, ce sont des points essentiels de ce cycle de luttes que le Mad et la pratique de l'émeute autoréférentielle produisent, même si cela ne peut maintenant que trouver sa limite dans une pratique alternative et devenir la pratique d'une « bande errante de casseurs sans racines » (*Aufheben*). C'est ainsi qu'historiquement existe maintenant ce cycle de luttes, qu'il se produit lui-même (entre autres choses) et qu'il annonce son dépassement.

Dans son impossibilité à capitaliser ses propres pratiques, le Mad exprime plus ou moins volontairement que toute volonté de formalisation organisationnelle, pratique, de la lutte de classe, toute volonté de capitaliser des éléments dynamiques et de s'y fonder en voulant les développer pour eux-mêmes, ne peut qu'en revenir à tout ce que ce mouvement rejette : le pouvoir direct des producteurs, des habitants, des consommateurs, des gens, de la société, en un mot l'idéologie gestionnaire et citoyenne. Cela, parce qu'il n'y a de dynamique dans les luttes actuelles que de par la capacité du prolétariat à poser sa contradiction avec le capital au niveau de sa reproduction et donc de la sienne propre, à se définir comme classe dans le capital, et par là à poser sa propre remise en cause dans sa contradiction avec le capital. Sorti de ce processus, tout élément relevant de cette production comme classe dans le capital, qui serait posé face au capital comme existence pour elle-même de la classe, ne fait que formaliser une catégorie de la reproduction du capital dont le prolétaire pourrait avoir le contrôle, ou dont il chercherait à obtenir le contrôle par une organisation sociale dont il serait le maître. La révolution n'est pas victoire du prolétariat : il ne peut y avoir transcendance, sous aucune forme.

Même dans le cas où l'activité du Mad se présente comme émeute pour laquelle la liaison avec les « luttes quotidiennes » est plus que problématique (dans la mesure même où la solution est posée en termes de liaisons), dans le cas où elle retombe dans la problématique de l'alternative en perdant, au travers de l'émeute autoréférentielle, le fil de la révolution comme activité du prolétariat en tant que classe du mode de production capitaliste, ce n'est pas là un simple retour en arrière. Quand l'émeute retombe dans l'alternative, elle indique, à sa façon, non plus une maîtrise par le prolétariat de ses conditions d'existence, mais ce qui distingue radicalement le communisme de toutes les sociétés antérieures : la construction des rapports entre individus en tant qu'individus comme étant leur propre fin et leur propre médiation. Mais elle l'indique comme activité propre du prolétariat sur lui-même face auquel le capital est déjà caduc. D'un côté le rapport social capitaliste, de l'autre un nouveau rapport social en construction dans son opposition au premier.

Le problème du Mad c'est que dans le mouvement même où il nous indique la dynamique de ce cycle de luttes et les caractéristiques de ce qu'est le communisme tel que ce cycle de luttes le produit, l'alternative devient son horizon : parce qu'il n'est tel

que par le refus pratique et théorique de la « médiation temporelle ». La médiation temporelle ce n'est pas fondamentalement une question de chronologie mais de déroulement réel et de compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Soit on a l'identité entre ce qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production et une classe révolutionnaire et on a alors une contradiction dont le déroulement de par cette identité est soumis à *sa propre histoire* comme cours du mode de production capitaliste. Soit on construit une simple *opposition* parce que le prolétariat possède dans ce qu'il est, de façon interne, son « aptitude révolutionnaire ». L'*immédiateté* du communisme, c'est-à-dire la révolution elle-même comme communisation, n'est pas son *immédiatisme*, son caractère toujours présent, toujours possible, ne serait-ce qu'en construction. Le Mad dans son immédiatisme qui fait de l'alternativisme sa pente naturelle sait très bien que la lutte des classes est primordiale, mais il attend de cette lutte que les ouvriers n'agissent plus en tant que tels pour être révolutionnaires. Or, la communisation de la société ce sera des mesures communistes prises par des ouvriers parce qu'ils sont ouvriers, parce qu'en tant que tels ils existent définis dans et contre toutes les déterminations du capital. L'immédiatisme suppose que la transformation de la société ne serait possible qu'après que les prolétaires ont abandonné leurs vieux habits de prolétaires. Il envisage la communisation comme une « longue marche » dans le mode de production capitaliste. L'immédiatisme ne peut s'achever que dans l'alternative. On perd le concept même de communisation si l'on ne considère pas que la production du communisme s'effectue parce que les prolétaires, en lutte contre le capital comme prolétaires, abandonnent, dans cette lutte, leurs vieux habits de prolétaires, parce qu'ils sont immergés dans les contradictions du capital qui les constituent comme prolétaires. L'abolition de la condition prolétarienne est *l'autotransformation* des prolétaires en individus immédiatement sociaux, dans la lutte contre le capital qui les définit comme classe de cette société.

« Nous n'attendons pas le Grand soir » proclame un « Communiqué d'un groupe affinitaire actif au sein d'un black bloc lors de la journée d'actions et de la manifestation des 20 et 21 juillet 2001 à Gênes », publié dans la brochure *Des black blocs pas vraiment sans Gênes...* (Zanzara athée, 2001). En contrepoint à cette proclamation, dans la même brochure une *Lettre de l'intérieur du black bloc* indique ce que peut être cette non attente du Grand soir : « La plupart des personnes que je connais au sein des *black blocs* travaillent dans une logique "non profit", dans des milieux associatifs. CertainEs sont profEs, syndicalistes ou étudiantEs. CertainEs n'ont pas de boulot à plein temps, mais passent beaucoup de temps à essayer de changer la vie localement. Elles/ils lancent des projets de jardins collectifs, d'ateliers-vélos ou de bibliothèques. Elles/ils cuisinent pour des groupes comme *Food Not Bombs*. » (*op. cit.*, p.15). S'il est évident que l'immédiatisme devient ici la construction d'une alternative, il existe un type de critique de cela et de la « violence militante » qui passe complètement

à côté du sujet quand elle est faite au nom de quelque chose devenu maintenant totalement obsolète : « Le mouvement anti-mondialisation, y compris dans ses franges les plus radicales, reste enfermé jusqu'à présent dans une logique de militantisme politique et se situe dans une extériorité absolue à la lutte réelle de la classe ouvrière, entendue comme la lutte menée par les producteurs selon des modes d'organisation et par des moyens d'action qu'ils définissent eux-mêmes, souverainement, dans le but de *s'emparer de l'appareil productif et de le faire fonctionner collectivement* (souligné par nous) en vue, non de l'accumulation de plus-value, mais de la satisfaction des besoins sociaux. » (*op. cit.*, p.25). Nous avons là une critique normative au nom d'un programmatisme révolu. A l'inverse, les auteurs des textes publiés dans *Cette Semaine* (n° 87, février-mars 2004) prennent les mêmes phénomènes pour objet de leur réflexion et de leurs critiques : « confusion entre la lutte contre l'existant et la lutte contre les forces qui le défendent » ; « échapper à la logique : le mouvement contre l'Etat, l'Etat contre le mouvement » ; « l'abandon du terrain fertile mais inconnu des conflits sociaux » ; « le capitalisme est un rapport social et pas une citadelle des puissants ». Mais prenant en compte les mêmes phénomènes, ils mènent une critique non normative de ces pratiques cherchant à les comprendre en les reliant au stade actuel de la lutte de classe : « Tout concourt à isoler les individus (...) myriade de contrats qui donnent aux travailleurs l'impression d'être seuls face à l'entreprise (cet univers de contraintes et de bureaucratie qui tend à s'élargir à la société entière). C'est peut être pour cela qu'émergent des formes de luttes qui consistent à bloquer la normalité sociale en soi, avec des grévistes qui abandonnent toujours plus souvent les lieux de travail pour se rendre dans les artères du capital (autoroutes, aéroports, points sensibles du trafic urbain). (...) *Personne ne songe désormais à arracher quelque chose aux patrons pour le faire fonctionner différemment* (souligné par nous), comme dans les vieux idéaux d'émancipation ; inconsciemment chemine le sentiment qu'on ne peut que saboter un monde littéralement invivable et y ouvrir ainsi de nouvelles possibilités. » (*op. cit.*, p. 19). Voilà une remarquable vision de l'écart que l'action en tant que classe creuse à l'intérieur d'elle-même par des pratiques qui extériorisent leur propre existence de pratiques de classe comme une contrainte objectivée dans la reproduction du capital.

Si le dépassement de l'économie, de l'objectivité, si l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, existent dans la problématique et l'activité du Mad, c'est là qu'il faut les débusquer et les décrire et considérer cela comme une partie de la situation *présente*, réelle, de la lutte de classe. La façon dont, dans le cours historique de la lutte des classes, son propre dépassement se présente ne doit être considéré ni comme l'aboutissement déjà là, ni comme une ébauche grossière et ridicule qui, coupée de son aboutissement, doit être abandonnée on ne sait où en dehors du vrai que serait son aboutissement. Cet aboutissement, quant à lui, ne doit pas être considéré comme un positif mort, une norme, gisant de l'autre côté.

Divers

En 2001-2002, la vague de grèves qui balaie la **Corée du Sud** (grèves souvent illégales dans les services publics) ne voit se mettre en place aucune tentative d'unification à la base, le contrôle syndical n'en est pas moins régulièrement dépassé par la grande violence des manifestations et des piquets de grève.

La grève dans les **supermarchés en Californie** du sud (novembre 2003 - février 2004) a montré la grande liberté laissée au capital pour imposer ses propres conditions d'exploitation et imposer en même temps aux intermédiaires dans la gestion de la force de travail (les pouvoirs syndical et politique) des limitations à leur activité, voire leur élimination. « D'une certaine façon, on doit considérer qu'à travers toutes ces mutations et échecs, les travailleurs sont placés en face d'eux-mêmes et de leur exploitation ; on peut y voir un retour à des situations proches de celles du début du capitalisme. Mais *ceci n'est pas forcément négatif* (souligné par nous) car non seulement les situations sont profondément différentes tant dans l'environnement social que dans l'exploitation du travail, mais toutes les forces d'encadrement qui s'était construites dans les luttes (syndicats et partis) sont devenues obsolètes, ... » (*Echanges*, n° 108, p. 33). Cela n'a pas empêché l'UFCW (United Food and Commercial Workers) de « contenir la grève dans les limites qu'un syndicat assigne toujours à une lutte » (*ibid.*). Voilà des travailleurs qui voient s'effondrer « toutes les forces d'encadrement » et ne se livrent durant tout le cours de la grève à aucune tentative d'actions autonomes. Il se pourrait bien que « placés en face d'eux-mêmes et de leur exploitation », ils soient face à un vide de représentation et d'identité, d'existence pour soi. C'est une telle situation qui est caractéristique du nouveau cycle.

La grève des **dockers de la Côte Ouest des Etats-Unis** (septembre – octobre 2002) éclate sur la question du renouvellement du contrat collectif qui fixe les conditions de travail des dockers, y compris les annexes santé, avantage divers et retraites (aux Etats-Unis, tout ceci est réglé contractuellement, entreprise par entreprise). A partir de là, le conflit porte sur la place du syndicat dans l'installation des nouvelles techniques automatisées de manipulation des conteneurs, avec ces nouvelles techniques de nombreux travailleurs échappent totalement aux « contraintes portuaires ». Le syndicat est resté particulièrement ferme sur son contrôle de la nouvelle technologie, lié au contrôle de l'embauche. Si la puissance syndicale fait des responsables de l'ILWU (International Longshoremen Workers Union), du point de vue de la gestion de la force de travail, de vrais patrons syndicaux, pour les travailleurs, la puissance syndicale se traduit par le fait que : « le docker de base, pourvu qu'il respecte ce mode de gestion par

la "fidélité syndicale", a un contrôle réel du choix des postes, des horaires et des conditions de travail. Même en termes américains, les salaires sont royaux (de 80 000 à 160 000 dollars par an, soit de 7000 à 14 000 dollars par moi) et les conflits du quotidien sont obligatoirement réglés par un processus paritaire de "règlement des plaintes".» (*Echanges*, n°103). Pour le patronat, briser le monopole syndical et installer de nouvelles techniques de manutention sont liés. A regarder attentivement les avantages pour les ouvriers de la « fidélité syndicale » on s'aperçoit que syndicalisme fort et autonomie sont inséparables, qu'ils appartiennent au même monde en voie de disparition ou disparu. Autonomie et syndicat sont inséparables d'une classe ouvrière stable, bien repérable à la surface même de la reproduction du capital, confortée dans ses limites et sa définition par cette reproduction et reconnue en elle comme un interlocuteur légitime. Souvenons-nous de se que disait très justement le texte d'*Echanges* à propos de la grève des postiers britanniques : « Ces pratiques (la résistance des travailleurs) faisaient que les travailleurs étaient parvenus à intervenir dans les processus de travail et à fixer ainsi, à la base, des limites dans les conditions d'exploitation ». Actuellement, dans de nombreux conflits, le patronat brise les syndicats pour la même raison qu'il brise, quand elle se manifeste, l'autonomie ouvrière, car les deux appartiennent à la même époque, à la même logique de la reproduction capitaliste. Voilà tout de même un point qui devrait « interroger » les tenants de l'idéologie maintenant séculaire de l'auto-organisation ouvrière. De nos jours, dans les postes britanniques, sur la côte ouest des Etats-Unis, la bataille autonome des ouvriers rejoint dans son contenu la défense des grandes institutions syndicales, non pour des raisons d'utilisation momentanée, mais pour ce qu'elles *sont* : de grandes institutions gérant l'autonomie de la force de travail.

Le vendredi 18 juillet 2003 au soir, éclate une **grève sauvage à l'aéroport d'Heathrow** contre la flexibilité et l'annualisation du temps de travail. Après trois jours de grève des préposés au contrôle des billets et à l'enregistrement des passagers et des bagages, celle-ci s'arrête avec l'annonce de l'ouverture de pourparlers entre les syndicats et la direction. Comme d'habitude, la grève sauvage même lorsqu'elle s'accompagne de la formation d'organes autonomes n'est plus qu'un substitut ou un accompagnement de l'action syndicale. Il est devenu impossible d'en attendre autre chose ou d'en espérer une dynamique interne qui serait son dépassement à partir d'elle-même et non *contre elle*.

De même, en **Espagne**, lors de la **grève des chantiers navals**, en janvier-février 2004, c'est le renouvellement de la convention collective et l'accroissement de la flexibilité qui est en question. Le 30 janvier, la manifestation syndicale dégénère : barricades, voitures incendiées, la police utilise les balles en caoutchouc. Le 5 février, à *Puerto Real*, « une organisation de base tente de coordonner la lutte si nécessaire » (*Echanges*, n°109, p. 23), le 12, après de nouveaux affrontements, une AG décide d'une

nouvelle manifestation en ville qui provoque de nouveaux affrontements, le 13 les pourparlers entre syndicats et direction reprennent.

Le 2 juin 2003, le syndicat IG Metall lançait un mot d'ordre de **grève dans la métallurgie des cinq länder de l'ex-RDA**. Le cours de la lutte amène Echanges (n° 106, p. 18) à conclure après l'échec de la grève et les oppositions apparues entre ouvriers de l'«Ouest» et ouvriers de l'«Est» : « Quelque chose avait déjà changé et changera sans doute encore à l'avenir dans la concrétisation de cette fonction syndicale (l'harmonisation de la condition ouvrière, nda). (...) Les relations de travail ne peuvent plus à l'intérieur d'un cadre national, être réglées strictement et uniformément pour toutes les entreprises, placées chacune dans des situations spécifiques face aux conditions du marché, et devant y faire face dans le particularisme de son propre procès de production. On assiste partout, et pas seulement en Allemagne, à un glissement des conditions unifiées pour une branche d'industrie (temps de travail, salaires et avantages, etc.) réglées pour l'ensemble des travailleurs de cette branche vers une adaptation entreprise par entreprise (voire travailleur par travailleur) des relations d'exploitation.(...) Elle (cette tendance, nda) se traduit par des changements de législation ou des débats sur la question de la représentativité des syndicats au niveau de l'entreprise, c'est-à-dire par une modification du niveau d'insertion de la fonction d'intermédiaire dans la gestion de la force de travail. La conséquence sur les luttes pourrait être une multiplication des conflits dans des unités de travail distinctes, d'autant plus que la multiplication de la sous-traitance et autres recettes pour réduire les coûts de production émettent les lieux d'exploitation. Avec pour corollaire, la quasi disparition des luttes globales par branches professionnelles. »

Jusque dans les années 1980, parvenant à défendre des rémunérations élevées, les syndicats allemands ont à la fois cherché à associer cette défense à un effort des salariés en matière de productivité, d'organisation du travail et d'accueil des nouvelles technologies. Puissants dans les grandes entreprises, ils ont réussi à contraindre les petites à consentir, elles aussi un niveau élevé de rémunérations. Cette contrainte en empêchant que les salaires ne deviennent un des paramètres sur lesquels s'exercerait la concurrence, a protégé les grandes entreprises du dumping social des petites. Et obligé ces dernières à investir et à se moderniser. Le syndicalisme allemand a conservé sa puissance aussi longtemps que ce système a duré. Mais l'organisation des relations sociales du pays a tellement associé le destin des salariés et celui de leurs employeurs qu'un affaiblissement de la compétitivité nationale ou une stratégie patronale de délocalisation à l'Est rejaillit sur l'ensemble du monde ouvrier allemand. A partir du moment où la collusion entre les grosses entreprises et les syndicats a cessé de contraindre les petites et moyennes entreprises à octroyer à leurs salariés des niveaux de salaires élevés, l'équilibre a vite été remis en cause.

En 1995, Klaus Zwickel, déjà lui, proposait que : « Les conventions collectives adoptées à l'échelle de l'Allemagne devront être adaptées de manière plus flexible aux réalités de telle entreprise, selon Klaus Zwickel (président d'I.G.Metall) qui reconnaît pour la première fois que des horaires et des conditions de travail différenciés peuvent aider à maintenir plus d'emplois : “*Ne scions pas la branche sur laquelle nous sommes assis.*” » (Le Monde du 3 novembre 1995). Dans cette même déclaration il propose de mettre en place des salaires d'insertion inférieurs aux tarifs en cours - une méthode déjà adoptée par le syndicat de la chimie - . Il n'est pas étonnant que le patronat de la métallurgie allemande parle « d'un discours remarquablement courageux. » (*ibid*). Dans la foulée, les congressistes du 18^e congrès d'I.G.Metall avaient rejeté les trente heures hebdomadaires sans baisse des salaires et avaient proposé que les heures supplémentaires soient payées en temps libre (Le Monde du 7 novembre 1995).

La relation entre temps de travail, emploi et salaire est devenue le nouveau contenu de la collusion entre grandes entreprises, services publics et syndicats. L'idéal pour la grande entreprise serait de ne conserver sur place que des segments productifs nécessitant une main-d'oeuvre très qualifiée et surtout à la qualification constamment perfectible et transformable (des tâches considérées il n'y a pas longtemps comme qualifiées sont maintenant de plus en plus transférées dans le tiers-monde), des segments nécessitant un environnement de transports, de communications, très performant. Le reste serait délocalisé ou pourrait même rester en place si au nom de l'emploi on pouvait le faire réaliser en dessous des normes sociales de salaire jusque là reconnues comme nécessaires. Une frange très qualifiée de la classe ouvrière, de techniciens, pourra y gagner, celle qui pourra arbitrer entre une légère baisse du salaire et du « temps libre » supplémentaire, en revanche en bas de l'échelle le temps libéré s'appelle en fait précarité, alternance de période de travail et de chômage, au centre, pour la plus grande partie de la classe ouvrière, cela signifiera baisse du salaire et confettis de « temps libérés » au gré des charges de travail. Cependant la stratégie d'I.G.Metall en unifiant « temps libre », salaire, et emploi, cherchait à conserver une emprise globale sur la gestion de la force de travail et à renouveler sa cogestion avec l'ensemble des entreprises allemandes, malgré leur différenciation accrue. Il semblerait qu'un tel projet, s'il n'est pas caduc, ne peut qu'exprimer les différenciations à l'intérieur du salariat et entre les entreprises.

La conclusion d'Echanges (l'émiettement des lieux d'exploitation et la quasi disparition des luttes globales par branches professionnelles) est donc tout à fait justifiée, mais elle s'arrête au bord des conséquences les plus « funestes ». Il faut aller plus loin. Une telle conclusion ne peut se permettre de laisser dans l'ombre deux conséquences : la question de la restructuration du rapport entre prolétariat et capital ; et celle de l'unité du prolétariat à partir des luttes revendicatives.

La situation antérieure de la lutte de classe, et le mouvement ouvrier, reposait entre autres choses sur les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur

d'une aire nationale, avec les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'Etat. C'était l'identité ouvrière. Il en résulte maintenant pour tout ce que l'on appelle le mouvement ouvrier, jusque-là expression de cette identité, une mutation considérable. Le mouvement ouvrier n'existe plus car il n'y a plus une identité ouvrière trouvant dans les conditions de la reproduction du capital sa base d'existence et sa confirmation et prônant face au capital sa différence. Mais on l'a vu, c'est par la même occasion ce qui pouvait fonder l'autonomie ouvrière qui devient caduc.

Il devient par ailleurs évident que le prolétariat ne peut être uni pour lui-même en tant que classe révolutionnaire par le salariat, dans le cadre de sa position marchande, tout prouve de plus en plus le contraire et cela saute aux yeux. L'unité du prolétariat n'est plus comme dans la perspective programmatique d'affirmation de la classe un préalable à la révolution, une condition. *Il n'y aura plus d'unité que dans la communisation*, c'est elle seulement qui en s'attaquant à l'échange et au salariat unifiera le prolétariat, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus d'unité du prolétariat que dans le mouvement même de son abolition. Il ne pourra y avoir d'union qu'en dépassant la lutte revendicative, l'union a pour *contenu* que les prolétaires s'emploient à ne plus l'être, c'est la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe : la communisation des rapports entre les individus. En tant que prolétaires, ils ne trouvent dans le capital, c'est-à-dire en eux-mêmes, que toutes les divisions du salariat et de l'échange et aucune *forme* organisationnelle ou politique ne peut plus surmonter cette division.

La lutte « suicidaire » contre l'autonomie.

Décembre 2002-janvier 2003, grève ACT d'Angers (matériel informatique, filiale de Bull). La grève est menée de façon juxtaposée par une intersyndicale et un comité de lutte « largement ouvert, plutôt émanation de la base » (Echanges n° 104). Trois lignes de fabrication sont momentanément remises en route, ce qui n'empêche qu'ensuite des produits finis sont brûlés. Il est intéressant de reprendre la chronologie des événements. L'usine est occupée, à la suite de l'annonce, le 20 décembre, de la liquidation définitive d'ACT (après de multiples manœuvres et discussions dilatoires). *L'usine est occupée, mais personne ne sait dans quel but.* Le 10 janvier le comité de grève accepte d'assumer la fabrication de cartes électroniques destinées à un équipementier italien. Le 22 janvier, 200 cartes sont livrées, le 23 les occupants brûlent des cartes prélevées dans les stocks, le 24 les occupants sont expulsés sans ménagement.

Les responsables patronaux et syndicaux tirent les leçons de Cellatex et autres conflits de ce type. Mais s'il y a des conflits qui sont l'exact opposé de toute la dynamique auto-organisationnelle, ce sont bien ceux-là. Dire que la lutte de Cellatex était « suicidaire », ce n'est en aucune façon lui enlever toute son importance. Elle est, avec d'autres, un moment très important de ce conflit qui oppose le prolétariat aux nouvelles modalités de l'exploitation, mais, ici, le conflit ne se situait pas à l'intérieur de ces nouvelles modalités mais *contre leur installation*, c'est en cela que la lutte ne pouvait que demeurer isolée et prendre cet aspect « suicidaire ». « Suicidaire » également, parce que *les formes autonomes de la lutte de classe ne sont plus de mise*, ayant jeté leurs derniers feux avec les coordinations des années 80 (et encore...). La lutte de Cellatex ne fut pas une lutte autonome (à moins d'employer le terme comme synonyme d'absence d'encadrement officiel). Elle déborda l'encadrement syndical pour pouvoir affirmer que le prolétariat *n'est rien sans le capital*, la force de cette lutte fut dans cette affirmation qui ne contient pas l'autonomie du prolétariat mais sa négation. C'est là l'importance de cette lutte.

Si dans la forme Cellatex a pu faire école (la violence est une vieille histoire dans la lutte de classe), mais aussi dans le fond, c'est que la dynamique, à l'oeuvre dans ce type de luttes, réside en ce que le prolétariat n'est rien en soi, mais un rien plein de rapports sociaux qui font que, contre le capital, le prolétariat n'a d'autres perspectives que sa disparition. Les salariés licenciés de Moulinex mettant le feu à un bâtiment de l'usine s'inscrivent dans la dynamique de ce nouveau cycle de luttes qui fait, pour le prolétariat de sa propre existence comme classe, la limite de son action de classe.

A *contrario* de Cellatex, il est intéressant d'observer la lutte de Metaleurop. *Echanges* (n° 107) parle d'un « prolétariat balayé aujourd'hui ici par l'invasion des techniques modernes de production et les délocalisations ». « On avait pu penser, d'après ce que la presse avait pu raconter de cette lutte que, par certains traits, elle s'apparentait à celle de Cellatex deux ans auparavant. (...) Ce qui montre que les syndicats ont bien intégré la leçon des mouvements sauvages et retournent à leur profit

les manifestations de l'autonomie, précisément pour tenter de barrer un développement autonome éventuel ». Apparemment, la lutte a été menée de bout en bout par l'intersyndicale, ce qui s'accorde avec le style « vieux mouvement ouvrier » avec lequel certains, selon *Echanges*, en ont rendu compte. Mais les caractéristiques du « vieux mouvement ouvrier » d'avant les restructurations, n'étaient-elles pas ce qui, par exemple en Grande-Bretagne, permettait précisément à l'autonomie de trouver ses bases et de fonctionner ? Cellatex n'était pas une lutte autonome et Metaleurop aurait pu en être une.

Affronter son existence de classe comme la limite de sa lutte de classe.

Il existe un vieux fond dont nous avons beaucoup de mal à nous défaire : la confusion entre la reconnaissance du prolétariat comme classe et les formes historiques particulières qu'ont été l'*auto-organisation* et l'*autonomie*.

Dans *Solidarités sans perspective & Réformisme sans réforme* - 2003, Dauvé et Nesic constatent le « changement de sens de l'autonomie ouvrière ». Ils n'en continuent pas moins à affirmer que « l'auto-organisation demeure une condition nécessaire de toute lutte, *a fortiori* de toute action communiste. » (*Solidarité...*, p.4). S'ils reconnaissent qu'une organisation où « chacun et le groupe agissent par soi-même et ensemble » (*ibid.*) est une condition nécessaire de toute lutte radicale et de l'action communiste, ce n'est pas, disent-ils, une condition suffisante. En effet, des luttes autonomes ont choisi de « ne pas remettre en cause les fondements du capitalisme », c'est même « cette autonomie là qui anime les mouvements surgis depuis une dizaine d'années » (*ibid.*). Pour Dauvé et Nesic, l'auto-organisation peut changer de contenu, mais elle n'est pas elle-même une forme historique, elle n'est pas elle-même un contenu. Ils constatent bien, sans l'expliquer, un changement : « L'affaiblissement du cadre syndical transforme la grève sauvage. Les pratiques et les organes autonomes que se donne la base sont beaucoup moins antagoniques à l'ordre syndical (et bourgeois) qu'auparavant, et plus d'une coordination naît non pour s'opposer au syndicat mais pour pallier sa carence, quitte à lui laisser ensuite la charge de négocier avec le patron. » (*ibid.*). L'idée, selon laquelle l'auto-organisation et la puissance syndicale aient pu appartenir au *même monde* de la révolution comme affirmation de la classe, n'effleure pas les auteurs et encore moins que s'il y a un « changement de sens », c'est que la forme elle-même est un « sens ». Ils constatent bien que ce qu'ils appellent encore « auto-organisation » est maintenant lié à ce qu'ils nomment le « réformisme radical », mais ils attendent le retour de l'auto-organisation pure et dure, la vraie, celle qui, même dans la période antérieure, n'a jamais existé que dans la tête des conseillistes et des

situationnistes. Le « dirigeant stalinien » était peut-être « le pendant ouvrier du patron de droit divin » (*ibid.*), mais il était aussi le pendant *institutionnel* de l'autonomie.

L'auto-organisation ou l'autonomie du prolétariat ne sont pas des tendances constantes plus ou moins fortes de la lutte de classe, mais des formes historiques déterminées de celle-ci. On peut enlever à ces formes tout contenu et appeler auto-organisation chaque rencontre de personnes décidant en commun de ce qu'elles vont faire, mais, dans ce cas, toute activité humaine est auto-organisation et le terme ne présente plus aucun intérêt. L'auto-organisation et son contenu l'autonomie ouvrière relevaient d'une contradiction entre le prolétariat et le capital comportant la capacité pour le prolétariat de se rapporter à lui-même comme classe, contre le capital, c'est-à-dire un rapport au capital tel qu'il comportait la capacité pour le prolétariat de trouver en lui-même sa base, sa propre constitution, sa propre réalité, sur la base d'une identité ouvrière que la reproduction du capital, dans ses modalités historiques, venait confirmer.

Ce n'est pas le déclin des luttes ouvrières ou leur caractère actuellement essentiellement « défensif » qui expliquent celui de l'autonomie, c'est leur transformation, leur inscription dans un nouveau rapport au capital. Maintenant, dans les luttes, qu'elles soient « défensives » ou « offensives » (une distinction liée à la problématique programmatique de la montée en puissance de la classe et dont l'« évidence » demanderait à être critiquée - déconstruite), le prolétariat reconnaît le capital comme sa raison d'être, son existence face à lui-même, *comme la seule nécessité de sa propre existence*. Doit-on considérer comme lutte « offensive » celle qui réclame une situation meilleure pour la force de travail ou celle qui a un rapport privilégié avec la révolution, les deux sont-elles forcément identiques ? Si l'on pose la question spécifique du rapport de la communisation aux luttes quotidiennes, celui-ci se situe dans le fait que, dans une lutte, agir en tant que classe soit la limite reconnue de l'activité de la classe, le fait que la remise en cause de la classe par elle-même soit l'enjeu de la lutte. Les luttes « défensives » sont de ce point de vue aussi dynamiques, si ce n'est plus, que les « offensives ». En fait, la distinction, au niveau qui nous intéresse ici, dans le cycle de lutte actuel, n'a pas une grande pertinence. Les tenants du caractère « essentiellement défensif » des luttes actuelles doivent tout de même savoir qu'en 2003, en France, les salaires ont représenté 37 % des motifs de conflits et l'emploi, 21 % (*Le Monde*, 14 avril 2004).

La théorie comme activité d'écart

La lutte de classe du prolétariat, ou, pour parler directement, les luttes sont théoriciennes, tout simplement elles sont le fait de gens qui parlent qui pensent qui sont conscients de ce qu'ils font et qui dans n'importe quelle activité, au cours d'une lutte, ne cessent de parler entre eux, de revenir sur ce qu'ils font, de se l'expliquer, d'évaluer l'ennemi, de se fixer des objectifs, c'est même souvent la principale occupation au cours d'une lutte. Mais nous n'avons là que l'écume de ce qui fait que la lutte de classe est par nature théoricienne. La pratique du prolétariat est toujours une pratique consciente, mais pratique consciente d'une classe qui n'est jamais confirmée dans la reproduction d'ensemble de la société, cette pratique consciente n'acquiert jamais la caractéristique d'un destin, elle se rapporte toujours à elle-même par la médiation du capital, *elle ne se prend jamais elle-même directement pour objet*, ce retour médié sur soi qui ne peut jamais être une conscience de soi immédiate, c'est la théorie, dans son sens le plus large, consubstantielle à l'activité même du prolétariat dans la lutte des classes. La pratique du prolétariat est théorie. Ce que l'on entend habituellement par théorie n'est que la formalisation de cette existence théoricienne de la lutte de classe. Mais, dans ce sens habituel, la théorie n'est pas la simple expression formelle de cette détermination théorique consubstantielle à l'existence et à la pratique du prolétariat, d'où sa « relative autonomie ». Il n'y a pas d'un côté la théorie, vision intellectuelle immatérielle et, de l'autre, une pratique toute matérielle et réaliste, cette séparation c'est le mythe de toutes les théories de la connaissance qui trouveront alors toutes les réponses possibles et imaginables pour *garantir* la théorie. Si l'on comprend ce qu'est la théorie distinguée de la conscience on se moque de toutes les sortes de garanties ou de sanctions qu'elles soient pratiques ou autres parce que la pratique est théorique.

Si dans son sens habituel (restreint et formel) la théorie pose problème, c'est parce que le même mouvement qui pose comme théorique l'existence et la pratique du prolétariat dans sa contradiction avec le capital, est mouvement de reproduction du mode de production capitaliste et se résout dans cette reproduction qui est reproduction de la classe. Ainsi la détermination, nécessairement théorique de l'existence et de la pratique du prolétariat, ne peut se confondre avec le simple mouvement de la contradiction reproduction de la classe dans sa relation avec le capital. Par rapport à ce mouvement, elle s'abstrait en formalisation intellectuelle théorique qui entretient un rapport critique avec cette reproduction (sa possible formalisation en science ou en utopie en découle). La détermination théorique de l'existence et de la pratique du prolétariat parce qu'elle est effective et se résout dans la reproduction du capital, se précipite en une abstraction critique par rapport à elle-même. Dans le mode de production capitaliste l'implication réciproque est subsumption (reproduction), par là ce que nous produisons comme théorie (sens formel) est bien une formalisation de

l'expérience actuelle des prolétaires, mais elle est loin d'être la *conscience* immédiate massive de cette expérience, elle est *abstraction* et *critique* de cette expérience. Si la lutte de classe est théoricienne c'est en contenant ce que l'on appelle habituellement « théorie » et qui est une abstraction critique du cours de la lutte des classes. Critique et abstraction sont liées l'une à l'autre, ainsi quand la théorie *fixe* l'écart à l'intérieur de la limite générale des luttes actuelles (agir en tant que classe) comme leur dynamique, elle produit cet écart comme une abstraction légitime. Parce qu'elle est un processus d'abstraction qui se garde bien de croire qu'elle reflète la réalité, *la théorie fixe ce qui dans la réalité est infixable*. L'écart est abstrait, isolé, il devient un objet de pensée, un concept. Un tel concept est intrinsèque à la théorie, à sa nature même. Mais par là même sa production fait de la théorie une activité nécessaire dans l'existence pratique (empirique et repérable) de l'écart dans le cours des luttes immédiates. Actuellement, comme abstraction et comme critique vis-à-vis des luttes immédiates, la théorie est *par nature* théorie de l'écart. L'écart n'est pas un concept particulier (parmi d'autres) que produit la théorie, il est son existence même comme abstraction critique des luttes immédiates. Comme abstraction et comme critique, c'est-à-dire dans sa définition même, la théorie du communisme n'est telle que comme théorie de l'écart. *Son existence de théorie est son existence de théorie de l'écart*.

Quoi qu'il fasse le courant communiste a une existence théorique, il vit de l'écart à l'intérieur de la limite (le fait d'agir en tant que classe) entre d'une part la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe dans sa contradiction au capital et, d'autre part, la reproduction du capital qu'implique d'agir en tant que classe. Cet écart à l'intérieur de la limite c'est la dynamique de ce cycle de luttes, il est inhérent aux luttes actuelles, il annonce leur dépassement. Si le courant communiste a une existence théorique quoi qu'il fasse de rugueusement pratique, c'est que l'écart dont il vit, s'il est inhérent aux luttes actuelles et annonce leur dépassement, n'en possède pas moins une existence repérable fugace. Il est évident que la théorie de la communisation n'est pas dans un rapport d'expression direct avec l'activité de la classe ouvrière.

Au sein des luttes toute activité doit être strictement non normative c'est-à-dire ne jamais opposer un vrai au faux, mais chercher à saisir le nouveau dans les fondements, dans la dynamique, dans les formes particulières, et dans les limites des luttes. Lors de luttes comme celle de décembre 95, celle des chômeurs ou celle des sans-papiers, la participation n'est pas antagonique à la critique, car la critique est effectuée à partir de la nouveauté théorique consubstantielle à ces luttes. Les luttes immédiates sont productrices de théorie si l'on se place du point de vue de l'identité de leur dynamique et de leur limite, c'est-à-dire de l'écart à l'intérieur de la limite qui fait telle celle-ci et se pose lui-même comme dynamique. Il ne s'agit pas d'opposer à une lutte ce qu'elle n'est pas et ce qu'elle devrait être, mais d'y participer ou de l'analyser sur la base de ce

qu'elle est, c'est-à-dire de l'identité de sa limite et de sa dynamique. Ne voir que la dynamique (substantialiser l'écart) nous amène au Mouvement d'action directe et de là à l'alternativisme ; ne voir que les limites fait de la théorie un discours idéologique *a posteriori*, extérieur, un dilettantisme chic qui n'est qu'un discours normalisateur. Voir les deux, mais pas leur liaison, c'est le discours sur la « conscience de soi mystifiée » et la théorie comme démystification maïeutique (on va vous dire que lorsque vous êtes contre la mondialisation, vous êtes en réalité contre le capitalisme, on va vous dire que lorsque vous lutez contre des licenciements c'est en fait contre le salariat que vous lutez). Si l'on considère la théorie communiste comme déjà donnée par rapport aux luttes, cela aboutit face à celles-ci à proposer un catalogue de techniques, de tactiques, d'attitudes, bien souvent dépassées, et ne considérant pas les luttes immédiates comme créatrices. Le rapport de la théorie aux luttes immédiates n'est pas un rapport de la science à l'expérience, mais un rapport productif, la théorie n'éclaire pas les luttes immédiates.

L'analyse *a posteriori* d'une lutte ou la présence active ne sont pas l'application d'une théorie préexistante. Dans tous les cas concrets, on est là et on fait une analyse théorique neuve, simple, en prise directe dans la lutte en cours, parce que l'on peut critiquer cette lutte en cours sur la base même de ce qu'elle est. Que ce soit dans les coordinations cheminotes de 86, les grèves de novembre-décembre 95, la lutte des sans-papiers ou celle des chômeurs, lorsqu'on se situe au niveau de l'identité de la dynamique et de la limite, on n'a aucune extériorité par rapport à cette lutte, nous sommes dans son existence même, à son point limite, *en être* et la critique sont alors identiques. C'est chaque lutte qui en elle-même produit du nouveau, remet les pendules à l'heure et contient quelques énoncés qui, dans son déroulement, sont produits comme simples, brefs et directs. Ces prises de position, ces analyses, sont possibles parce qu'elles ne sont pas une application, mais la production elle-même de théorie.

Il ne s'agit pas de chercher à radicaliser les luttes ni à faire de la pédagogie pour plus tard, ni de lutter pour que « les autres » reconnaissent des positions « justes ». Il s'agit, de l'intérieur du mouvement, de saisir ce qui pose la contradiction du prolétariat au capital simultanément comme contradiction avec son propre rapport au capital comme classe. Il ne s'agit donc pas de dénoncer des objectifs comme non révolutionnaires ou comme n'étant pas « de rupture », mais de saisir chaque fois de façon particulière le contenu des limites d'une lutte. Toute activité devient inexorablement intervention dès qu'elle saute par dessus la reproduction du capital et pose une relation de transcroissance entre telle lutte et la révolution, même si « dans les circonstances actuelles », elle admet que cela n'est pas réalisable (dit-elle). Cette transcroissance n'existant plus, l'intervention devient alors un soliloque délirant. Il ne s'agit jamais de promouvoir le programme juste, la revendication inintégréable, mais de considérer les « simples revendications immédiates ». Les tentatives d'élargissement et

de radicalisation ou, plus manipulateur, de « construction d'un débouché politique », sont toujours la mise en forme, politiquement correcte, de la mort du mouvement. Se fonder sur les revendications immédiates signifie énoncer ce que la revendication pose comme contradiction du prolétariat au capital, simple défense de la condition prolétarienne et, dans ce cycle, contradiction à son propre rapport comme classe au capital.

Cette façon de concevoir actuellement une pratique se heurte au risque d'autonomiser la dynamique de ce cycle ou de ne voir dans chaque mouvement que ses limites inéluctables, mais aussi à la volonté de sauver des « acquis des luttes » en termes de forces et de leçons, volonté qui est, maintenant, non plus celle de « l'avant-garde », mais la volonté de déjà exister comme préfiguration et tension au communisme. Il faut se méfier de la promotion d'un « parti du communisme » vis-à-vis duquel il faudra toujours rappeler que non seulement le courant communiste ne peut être que microscopique et éclaté, ce qui ne le condamne pas à la clandestinité et à renoncer à avoir des moyens (revues, réseaux, éditions, sites et pourquoi pas locaux) mais en outre qu'il est pris, à des degrés divers, dans l'ambiguïté d'être embarqué avec le démocratisme radical et bien d'autres avatars (que le salariat nous préserve du purisme radical) dans le mouvement qui va des luttes actuelles à la révolution.

Si le courant communiste s'imaginait connaître déjà ce qu'il faut faire (les conditions réelles du dépassement), il ne parviendrait pas à intégrer le cours des luttes immédiates comme étant la production historique concrète de la contradiction et de son dépassement, et production de leur théorie. Nous n'aurions alors le choix qu'entre l'« utopie » et la « science » qui toutes deux ont les mêmes présupposés : la théorie comme toujours déjà là et le devenir historique comme une *fin* déjà posée à réaliser, que cette fin soit un acte libre brisant le présent (utopie) ou la raison d'être de sa réalisation (science, téléologie).

Il ne s'agit pas de rejeter tout le travail à faire autour de l'affirmation d'une théorie révolutionnaire, de sa diffusion, de la constitution de noyaux plus ou moins stables sur cette base, tout le travail de socialisation de cette théorie et d'activités de ces noyaux. Mais ce travail d'affirmation et l'activité de ces réseaux ne peuvent trouver de base immédiate formalisable pratiquement *en les isolant* dans les luttes revendicatives. On ne peut constituer une liste de principes que l'on sortirait au fur et à mesure de ces luttes pour en faire une sorte de programme d'intervention révolutionnaire actuel en phase avec ce cycle de luttes (aucune formation « communiste » stabilisée ne peut exister sur cette base). Affirmer que cela ne doit pas constituer en quoi que ce soit un avant-gardisme n'est pas une coquetterie, c'est situer cette activité dans le cours quotidien de la lutte des classes réellement, concrètement, productif de son propre dépassement comme révolution communiste, c'est comprendre cette activité comme produite dans ce cours comme une de ses déterminations pratiques, comme un de ses éléments, et cela dans ces caractéristiques théoriques elles-mêmes, et non cette

production théorique comme existant en soi, en tant que corps constitué, face et précédant ce cours immédiat. On ne peut jamais considérer les luttes comme l'objet de « possibilités d'intervention ». Le « laisser faire » classique de l'Ultra-gauche ou l'interventionnisme ont la même base : l'acceptation non critique de *l'objectivité des situations*. La lutte de classes est toujours une contradiction réelle historiquement existante et déterminée, mais cela n'est pas une contrainte objective déterminant *a priori* toutes les activités subjectives qui s'affrontent. Cette « contrainte objective » n'est elle-même que le mouvement et le résultat de l'activité des classes qui ne sont pas plus « libres » que la situation de la lutte n'est une réalité objective tyrannique les agissant. La contrainte objective est pour chaque lutte quelque chose qui *se dissout en activités*, en un mouvement de la lutte des classes qui, en lui même comme objectivité, implique sa remise en cause, sa dissolution, comme moment de l'objectivité, dans l'activité tant de la classe capitaliste que du prolétariat. C'est l'acceptation non critique de l'objectivité des situations qui conduit soit à l'avant-gardisme comme l'esprit soufflant sur la matière objective, soit à l'acceptation béate du cours des choses.

Si la révolution et le communisme sont bien l'oeuvre d'une classe du mode de production capitaliste, ils ne sont pas en droite ligne la victoire d'un des termes de la contradiction en jeu dans l'exploitation. Il ne peut donc y avoir transcroissance entre les luttes du cours quotidien de la lutte de classe et la révolution. Celle-ci est un dépassement produit par cette contradiction. Mais nous avons maintenant, dans ces luttes, des éléments sur lesquels nous appuyer (les dégager est le but de cette *théorie de l'écart*), nous ne pouvons les isoler, en faire une base stable, mais ils sont là et ils sont la raison d'être du courant communiste.

La question ne porte jamais sur la participation à la lutte des classes, il n'y a pas en réalité de problème de choix là dedans, la contradiction entre prolétariat et capital définit et désigne ses acteurs de façon totalitaire. Le problème dans lequel nous sommes embarqués est celui de la liaison : contradiction prolétariat-capital / luttes immédiates / révolution / communisme. Actuellement cette liaison n'est plus immédiate, voilà pourquoi le courant communiste est théoricien, mais n'ayant rien à promouvoir nous ne sommes jamais embarqués dans un mouvement en tant que théoriciens. Un texte comme cette *Théorie de l'écart* est, entre autres choses, destiné à rendre totalement obsolète la question « Que Faire ? ». C'est une question qui ne peut être que programmatique et plus précisément normative. La question n'est pas, par nature, léniniste ni même avant-gardiste, elle est fondamentalement normative. Si l'Ultra-gauche répugne à la poser, elle ne manque pas d'y répondre sans cesse. Il ne peut y avoir dans le nouveau cycle de luttes de question « Que Faire » posée comme une question générale et accompagnée d'une réponse répertoire. Le « Que faire », c'est

actuellement toutes les pratiques de classe, de lutte contre le capital qui annonce dans le capital, sa propre existence comme classe comme quelque chose à abolir.

Ces considérations n'empêchent pas en ce qui concerne le nouveau cycle de luttes d'en dégager des aspects dynamiques et même ce qui annonce son dépassement. L'abstraction de tels aspects dynamiques font qu'il y a un lien historique entre cours quotidien de la lutte de classes et révolution (faire de la théorie c'est produire les concepts définissant ce lien, c'est le seul objet de la théorie). De façon générale le lien historique entre le cours de la lutte des classes et la révolution se situe dans la situation constamment contradictoire du prolétariat vis-à-vis de la forme sociale nécessaire de son travail comme valeur accumulée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant comme capital (la baisse tendancielle du taux de profit). Cette contradiction est pour le capital sa propre dynamique. Subsumant le travail au travers de cette contradiction, l'exploitation, le capital est constamment l'agent de la reproduction générale du rapport, et toutes les conditions se retrouvent ainsi constamment comme capital face au travail ; par là, le cours quotidien de la lutte de classes, qui n'est rien d'autre que cette contradiction comme activité du prolétariat, est essentiellement limité. Nous avons vu par ailleurs selon quel *mécanisme* cette limite était dépassée : le moment où, dans le cours des luttes revendicatives, l'existence de classe devient une contrainte extérieure.

« La révolution sera communiste ou ne sera pas » (*trente ans après*)

Le chapitre qui suit est simultanément un plagiat et une réécriture souvent critique et parfois contraire du texte de la *Tendance de RI*, publié en 1974 : *La révolution sera communiste ou ne sera pas*. Les chartistes trouveront sur le site *l'Angle mort* (<http://www.anglemort.net/>) le texte original intégral, publié également dans *Rupture dans la théorie de la révolution – textes 1965-1975*, Ed. Senonevero.

Le cycle de luttes actuel contraint de rompre avec l'idée que l'abolition de toutes les classes serait un « but », une « mission », un « aboutissement », un « résultat final » de la révolution. La révolution communiste est, dès le départ, mouvement de communisation, abolition des rapports capitalistes et négation du prolétariat. Nous sortons de l'alternative : ou bien le travail est dissout tout de suite et c'est l'« humanité » qui fait la révolution, ou bien le prolétariat fait la révolution comme quelque chose d'extérieur à son propre processus de négation et se dissout « après ». Le prolétariat abolit les rapports capitalistes, c'est-à-dire commence à détruire l'échange mondial, la valeur et le salariat dans un affrontement dont le contenu social est sa disparition.

Le *Mouvement Communiste, Echanges*, les textes de Raoul dans le *Cercle de discussions de Paris*, *L'Oiseau Tempête*, *Aufheben*, ou même *Trop Loin*, en bref tous les tenants actuels de l'Autonomie juxtaposent une vision qui reste celle de l'ancien mouvement ouvrier du XIXe siècle et de la majeure partie du XXe et des positions qui la remettent explicitement en cause. Ils demeurent dans une problématique caduque : la classe doit exister pour elle-même, s'unifier *pour faire la révolution*. Or toute l'expérience des luttes quotidiennes tend à démontrer que les « conditions » mêmes qui définissent ces luttes comme revendicatives (le salariat) déterminent l'impossibilité de s'unifier. Le prolétariat ne s'unifie que de façon révolutionnaire, en abolissant ses conditions d'existence. Les ouvriers ne peuvent plus s'unifier qu'en détruisant ce qui les divise, le salariat. S'ils ne peuvent plus utiliser la démocratie, la politique, le frontisme, les alliances et compromis interclassistes, reprendre la proclamation de Gorter « le prolétariat est seul » ne sort pas des fausses questions du programmatisme. Le prolétariat n'est qu'une minorité de la population mondiale et en période de crise sa partie échangeant sa force de travail pour sa valeur d'usage de travail productif de plus-value risque, avec le chômage, d'en représenter encore moins, en outre le salariat lui-même fragmente la classe et permet d'en opposer toutes les fractions (nationales, statutaires, ethniques...). Face à plus de deux milliards de sans-réserves non salariales (chômeurs, lumpens, petits producteurs ruinés, scolaires sans débouchés, etc.), la réponse frontiste de Lénine (négociation- compromis - alliance), mène à la contre-révolution capitaliste, la réponse impuissante de Gorter (« on est tout seuls ») mène au massacre. A partir du récent mouvement social en Argentine, on peut dire que prendre la posture radicale pour condamner l'interclassisme en prônant l'action du prolétariat tout seul ne revient qu'à choisir entre deux types de défaites et de contre-révolution. Ce mouvement a posé concrètement le problème : le prolétariat ne peut intégrer les « exclus » et les couches petites-bourgeoises qu'en communisant la société. Il n'y aura pas de « période de transition » où, maîtres de la société, les ouvriers régleront les rapports entre les classes.

Le propre du cycle de luttes actuel, c'est le déchirement du prolétariat qui voit dans chacune de ses luttes son existence comme classe s'objectiver dans la reproduction du capital comme quelque chose qui lui est étranger. Cette perte d'identité, il la vit jusque dans les faits les plus simples de sa vie quotidienne, de sa propre reconnaissance immédiate. C'est bien pourquoi en abolissant sa propre situation, il s'attaque à l'existence des individus comme individus moyens : sous leur appartenance de classe. La production par le prolétariat de son existence comme classe, comme une contrainte extérieure objectivée dans le capital est la nature même de l'activité révolutionnaire. C'est le dépassement du cours quotidien des luttes revendicatives produit à partir de ces luttes elles-mêmes et en leur sein. C'est la perspective offerte par ce cycle de luttes, non comme une transcroissance mais comme un dépassement produit. Pour comprendre la production du communisme, c'est au *contenu* de cette remise en cause par le prolétariat

de sa propre existence comme classe qu'il faut s'intéresser. La classe trouve alors, dans ce qu'elle est contre le capital, la capacité de communiser la société, au moment où, simultanément, elle traite sa propre nature de classe comme extériorisée dans le capital. La contradiction entre les classes est devenue la « condition » de sa propre résolution comme immédiateté sociale de l'individu.

Le prolétariat, défini dans l'exploitation, est la dissolution des conditions existantes en ce qu'il est non-capital, il trouve là le contenu de son *action révolutionnaire* comme *mesures communistes* : abolition de la propriété, de la division du travail, de l'échange, de la valeur.

C'est parce que le prolétariat dans son rapport contradictoire au capital est la dissolution des conditions existantes que la contradiction qu'est l'exploitation peut, à un moment de sa propre histoire, prendre cette forme de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure dans le capital. Cette structure de la contradiction entre le prolétariat et le capital n'est que ce contenu de la contradiction (le prolétariat comme dissolution des conditions existantes sur la base des conditions existantes) en mouvement, ce contenu comme forme. Cette structuration de la contradiction n'est pas le cadre dans lequel se manifesterait un contenu immuable, une nature révolutionnaire de la classe, une définition préexistante. C'est de par ce qui est au coeur de cette situation de dissolution des conditions existantes dans le rapport contradictoire au capital, c'est-à-dire de par la non-confirmation du prolétariat dans la contradiction, de par le fait qu'aucun des éléments de sa définition ne soit quelque chose qui le confirme dans ce rapport, que la contradiction entre prolétariat et capital, qu'est l'exploitation, peut se structurer comme extranéisation de l'appartenance de classe. Cette structure de la lutte de classe est alors *en elle-même* un contenu, c'est à dire une pratique. Etre la dissolution des conditions existantes comme classe s'impose dans l'extranéisation de l'appartenance de classe comme *quelque chose à dépasser*, en même temps qu'elle s'impose comme *le présumé de ce dépassement*, qu'elle fournit les axes de celui-ci comme pratique, comme mesures communistes dans la révolution.

Le prolétariat est la dissolution de la *propriété* sur la base de la propriété. Comme propriété, c'est son activité elle-même qui se dresse face à lui. Sur la base de la propriété, il est la dissolution de la forme autonome de la richesse. En tant que négation de la propriété comme rapport interne à la propriété, le prolétariat est la présupposition nécessaire du dépassement de l'appropriation sur le mode de l'avoir, dissolution de l'objectivité face à l'activité comme subjectivité, dépassement de la détermination contradictoire de la richesse comme objectivité et subjectivité.

Le prolétariat est la dissolution de la *division du travail* sur la base de la division du travail. L'aliénation que représente la division du travail n'est pas dans le fait de fixer en soi chaque individu dans un développement unilatéral, mais dans le fait que cette fixation n'existe qu'en corrélation avec l'accession à l'indépendance du caractère social de l'activité humaine. Dans le mode de production capitaliste la division du travail

parvient à un stade où une classe peut être sa dissolution interne, et, comme activité révolutionnaire, la présupposition de son dépassement.

En tant que travail vivant le prolétariat fait face à l'enchaînement du travail social objectivé dans le capital social. Producteur de plus-value, le prolétariat se rapporte à chaque capital en tant que partie aliquote du capital total. La capacité du prolétariat à traiter cet enchaînement comme totalité ne résulte pas seulement de ce que, producteur de valeur, son travail n'est par là même attaché à aucune production particulière, mais encore être producteur de valeur cela implique le total développement de la division manufacturière. L'extrême division manufacturière du travail se rapporte au travail concret, mais elle n'existe que parce que ce travail concret doit se prouver comme travail abstrait, que par le double caractère du travail. Ainsi pour le prolétariat, être la dissolution de la division du travail sur la base de la division du travail, parce qu'il est travail vivant producteur de valeur et de plus-value, le fonde à produire le communisme parce qu'il est à même de traiter l'activité humaine comme totalité. En outre la relation, dans le prolétariat, entre la division sociale et la division manufacturière du travail, le fonde à traiter l'activité humaine comme totalité à partir de chaque activité particulière qui inclut cette totalité. Il ne s'agit plus alors de concevoir l'activité humaine en tant qu'elle est traitée comme totalité, au travers d'une réorganisation de la production, d'une globalisation, d'une planification, qui à nouveau ne ferait que définir les parties comme des accidents de la totalité (cf. la division du travail dans le mode de production asiatique ou la communauté traditionnelle). Le dépassement de la division du travail n'est pas non plus le triomphe du bricoleur universel, plombier le matin, poète après le repas. Ne plus être fixé dans une activité n'est ce dépassement qu'en ce qu'il signifie l'abolition de l'autonomisation du caractère social du travail et de toute existence de la réalité d'un « travail social ». C'est là que gît, dans ce double aspect du travail qui est divisé (double aspect qui se détermine l'un l'autre dans la production capitaliste de la valeur), la capacité à produire cette immédiateté de l'enchaînement général des activités humaines dans chaque activité concrète, et non comme une globalisation, ou une résultante de ces activités. En fait cela signifie que l'activité humaine n'a alors d'autre but qu'elle-même et son objet, sur lequel elle s'applique, et non plus une finalité externe (capital, valeur, reproduction de l'unité supérieure, etc.).

Le prolétariat est la dissolution de *l'échange et de la valeur* sur la base de l'échange et de la valeur. Dans le système de la valeur, la négation d'elle-même passe nécessairement par sa forme en mouvement : l'échange.

Le premier aspect par lequel le prolétariat est négation de l'échange sur la base de l'échange repose sur l'échange du travail vivant contre du travail objectivé, échange dans lequel en définitive le capitaliste ne fait que remettre à l'ouvrier une partie de son travail précédemment objectivé. De là, contre le capital, le prolétariat trouve, dans ce

qu'il est, la capacité, abolissant le capital, de produire et traiter l'activité humaine comme son propre processus de renouvellement en dehors de toute autre présupposition.

Le second aspect par lequel le prolétariat est la négation de l'échange sur la base de l'échange repose sur le fait que le capital est une contradiction en procès, en ce que pour se valoriser, il met en oeuvre du travail promu au rang de travail social mais qui n'est tel qu'ayant son caractère social objectivé en face de lui, ce n'est que dans ce rapport qu'on peut le qualifier de travail directement social. Les caractéristiques de l'accumulation du capital, l'universalisation et la socialisation du travail comme antagonisme au travail lui-même, fondent pour le prolétariat la capacité, abolissant le capital, de produire la situation dans laquelle toute activité trouve sa fin en elle-même, en ce qu'elle est présupposée par l'ensemble des activités singulières et les concentre.

Le prolétariat est donc la négation de l'échange sur la base de l'échange, en ce que l'échange est l'affirmation du caractère social de toute activité dans l'aliénation, comme extérieure à elle-même. Le processus de production et d'exploitation capitaliste ne peut mettre en oeuvre qu'un travail socialisé en vue de la création de valeur, c'est là une contradiction en procès qui dans le mode de production capitaliste, prend l'existence bien réelle de l'incapacité pour le travail vivant à valoriser la masse croissante du capital fixe où s'objective, séparé de lui, son caractère social.

Le prolétariat est en tant que classe, la *dissolution des classes*. Etre la dissolution des classes n'est pas être autre chose que la dissolution des conditions existantes, mais il ne s'agit pas du même niveau, être la dissolution des classes c'est être la dissolution des conditions existantes comme pratique, comme lutte de classe, c'est la dissolution des conditions existantes en ce que comme classe particulière cette dissolution est un sujet, une pratique révolutionnaire. Le prolétariat n'est jamais confirmé dans sa situation de classe par la reproduction du rapport social dont il est un des pôles. Il ne peut donc triompher en devenant le pôle absolu de la société.

Contre le capital, dans l'aspect le plus immédiat de sa pratique, de ce qu'il fait, le prolétariat ne veut pas rester ce qu'il est ; il ne s'agit pas là d'une contradiction interne. Il agit bien en tant que classe : se changer soi-même et changer ces conditions coïncident. On a, à ce niveau, la dissolution des conditions existantes comme action d'un sujet, comme pratique résumant la dissolution des conditions existantes dans une classe, qui est la dissolution des classes simplement parce qu'elle lutte en tant que telle. C'est dans sa contradiction avec le capital que le prolétariat est une classe qui ne se détermine jamais positivement en elle-même, ce n'est donc que contre le capital et non en lui-même qu'il est la dissolution des classes.

L'appartenance de classe n'est pas en soi une aliénation par rapport à un individu isolé, une personne, qui devrait se définir, ou non, comme socialement membre d'une classe. L'appartenance de classe, être un individu particulier, est une aliénation dans la mesure où l'appartenance à la communauté passe par la médiation de la classe antagonique, la séparation d'avec la communauté devient sa propre définition d'être de

la communauté. Le rapport entre prolétariat et classe capitaliste est, de ce point de vue, nullement symétrique, dans la mesure où le capital subsume le prolétariat et où, en conséquence, la totalité devient le mouvement interne d'un de ses pôles.

Analyser le prolétariat comme dissolution des classes en tant que classe particulière n'aboutit qu'à comprendre comment abolissant le capital, le prolétariat trouve dans ce qu'il est, dans cette contradiction, la capacité à produire le communisme comme développement de l'humanité ne considérant rien de ce qui a été produit comme limite : autoproduction de l'humanité ne posant aucun rapport social comme présupposition à reproduire, autoproduction comme manque, passion, destruction et création constante, posant sans cesse le devenir comme prémisses. De la même façon que, dans le prolétariat comme classe particulière qui est la dissolution des classes, on a la synthèse de toutes les autres dissolutions qu'est le prolétariat (propriété, échange, valeur, division du travail), dans son abolition comme classe, qui est produite dans la révolution, on retrouve le contenu positif du dépassement de toutes les aliénations, qui dans leurs diversités constituent le contenu des mesures communistes prises par le prolétariat au cours de la révolution..

L'immédiateté sociale de l'individu, cela signifie fondamentalement l'abolition de la division de la société en classes, scission par laquelle la communauté est étrangère à l'individu. On peut alors approcher positivement ce que sont les individus immédiatement sociaux, ou plutôt ce que sont les rapports d'individus immédiatement sociaux dans leur singularité (à ce point des choses le terme lui-même de « social » est ambigu, il n'est peut-être plus nécessaire). Leur autoproduction dans leurs rapports réciproques n'implique jamais une reproduction dans un état qui serait une particularisation de la communauté, ce qui est impliqué par la division du travail, la propriété, et les classes. Les individus immédiatement sociaux traitent consciemment tout objet comme activité humaine et dissolvent l'objectivité en un flux d'activités (dépassement du prolétariat comme dissolution de la propriété sur la base de la propriété); ils traitent leur propre activité comme particularisation concrète de l'activité humaine (idem pour la division du travail) ; ils considèrent pratiquement leur production et leur produit, dans leur coïncidence, comme étant leur propre fin en soi et incluant leurs déterminations, leurs possibilités d'effectuation et leurs finalités (idem pour l'échange et la valeur) ; et finalement ils posent la société comme étant à produire constamment dans le rapport entre individus, et chaque relation comme prémisses de sa transformation (idem pour les classes).

Le dépassement des conditions existantes, c'est le dépassement de l'objectivation de la production. En cela le communisme est le dépassement de toute l'histoire passée, il n'est pas un nouveau mode de production et ne peut se poser la question de sa gestion. C'est une rupture totale avec les notions d'économie, de forces productives, de mesure objectivée de la production. L'homme est un être objectif (qui se

complète avec des objets extérieurs qu'il fait devenir pour lui) ; tout au long de son histoire, la non-coïncidence entre l'activité individuelle et l'activité sociale qui est le fait même de son histoire et qui n'a ni à être prouvée, ni produite abstraitement, prenait la forme chez cet être objectif de la séparation (de l'objectivation) de l'acte productif et de la production d'avec lui-même, devenant le caractère social de son activité individuelle. Séparation, aliénation, objectivation, au cours de l'histoire de la séparation de l'activité d'avec ses conditions, constituèrent celles-ci en économie, en rapports de production, en mode de production. Dissolution des conditions existantes du mode de production capitaliste, comme classe, le prolétariat, sans se figurer que toute l'histoire passée n'avait comme but que de parvenir à cette situation est la présupposition, dans sa contradiction avec le capital, du dépassement de toute cette histoire.

Le prolétariat est la dissolution des conditions existantes, mais il l'est sur la base de ces conditions, comme mouvement interne de celles-ci. C'est le mouvement du capital comme contradiction en procès qui est devenu dans le capital restructuré actuel et dans le cycle de luttes présent une contradiction entre les classes au niveau de leur reproduction respective.

Pour être une classe révolutionnaire, le prolétariat doit s'unir, mais il ne peut maintenant s'unir qu'en détruisant les conditions de sa propre existence comme classe. L'union n'est pas un moyen rendant la lutte revendicative plus efficace comme le voudraient Raoul, *Echanges*, l'*Oiseau Tempête* ou le *Mouvement Communiste*, elle ne peut exister qu'en dépassant la lutte revendicative, l'union a pour *contenu* que les prolétaires s'emploient à ne plus l'être, c'est la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe : la communisation des rapports entre les individus. En tant que prolétaires, ils ne trouvent dans le capital, donc en eux-mêmes, que toutes les divisions du salariat et de l'échange. Aucune *forme* organisationnelle ou politique ne peut surmonter cette division.

Marx, Engels et les meilleurs théoriciens (surtout anarchistes) de la révolution ouvrière programmatique voyaient parfaitement le saut, la discontinuité, entre les luttes pour le salaire et les luttes pour « l'abolition du salaire », mais ils percevaient la préparation et la maturation vers ce bond dans l'organisation au sein de la société capitaliste, sauf certains anarchistes individualistes au tournant du siècle précédent (cf. Jean-Yves Bériou, *Théorie révolutionnaire et cycles historiques*, in *Rupture dans la théorie de la révolution – textes 1965-1975*, Ed. Senonevero). Le pari des communistes était que, lorsqu'éclaterait la crise révolutionnaire, la classe serait armée organisationnellement et du point de vue de sa conscience. Il y avait un saut, mais ce dernier était préparé par l'unification au sein de la société. Le tout était de savoir si le développement de la conscience et des fractions communistes serait suffisant pour que l'association devienne un parti de classe. « Si l'on compte comme parti ouvrier les chambres syndicales et les associations de grève qui luttent exclusivement, comme les

syndicats anglais, pour un haut salaire et une réduction du temps de travail, mais par ailleurs, se moquent du mouvement, on forme en réalité un parti pour la conservation du salaire et non pour son abolition. (...) on ne peut parler ici de véritable mouvement ouvrier, puisque les grèves qui se déroulent ici, qu'elles soient victorieuses ou non, ne font pas avancer le mouvement d'un seul pas. A mon avis, elles ne peuvent être que nuisibles, les grèves... qui ne font pas avancer d'un pouce en direction des luttes ayant une portée universelle et historique, bref des grèves qui se font dans la 'liberté' telle qu'elle existe ici. » (Engels). Il y a dans ces quelques lignes et leur formidable exaspération l'intuition de la tendance à la transformation irréversible des organes pour la défense du salaire en organes de défense du salariat. Avec la fin de la révolution programmatique, l'association ne se fait plus que dans la destruction directe du rapport salarial, sinon, il n'y a pas d'association.

Alors que Marx pouvait constater que les ouvriers s'associaient et tendaient donc à devenir une « classe-pour-soi » autour de la lutte pour le maintien du salaire, aujourd'hui les ouvriers ne peuvent plus s'associer qu'en remettant en cause le rapport salarial et toutes les conditions existantes dans lesquelles ils sont inclus. Auparavant, le prolétariat était la dissolution des conditions existantes comme une négativité qu'il opposait aux conditions existantes, ne parvenant par là qu'à travailler à leur généralisation. Le dépassement de la division du travail était une juxtaposition d'activités, celui de la propriété une appropriation universelle, celui de la valeur et de l'échange une planification, et celui des classes une affirmation du prolétariat.

Le capital n'unifie plus le prolétariat pour lui-même, au contraire, il l'atomise, le rapport salarié n'est plus le terrain d'un début de processus d'unification du prolétariat, il est le marécage où viennent s'embourber les moindres tentatives des ouvriers de s'unir sous quelque forme que ce soit (autonome ou politique), le terrain qu'il est contraint de dépasser pour affronter le capital et satisfaire ses besoins dont le premier, qui résume tous les autres, est sa propre disparition.

L'atelier, l'usine ou la nation, comme entités isolées, enserrées dans le réseau de l'échange, ne sont plus le cadre d'une possible organisation révolutionnaire des ouvriers, ils sont le lieu où s'effectue la dictature du capital. Le mouvement révolutionnaire partira de ces endroits, qui sont les centres de l'exploitation du travail, c'est évident, mais il ne sera communiste qu'en les faisant éclater. La nécessité actuelle de dépasser leur situation, les travailleurs salariés la retrouvent en leur sein, dans leur être, dans leur incapacité à s'associer sans remettre en cause le rapport qui les lie pour le capital et les divise pour eux-mêmes.

Le capital ne crée l'unité du prolétariat que contre lui-même : comme valeur se valorisant, le capital est l'unité du travail social sur la base de son morcellement dans l'échange ; comme coopération le travailleur social est une fonction du capital face au travailleur isolé ; comme division du travail son unité est en dehors de lui. Il n'y a

aucune force de travail potentiellement communautaire pas plus que de forces productives potentiellement unifiées en contradiction avec la perpétuation du travail salarié et de l'échange car elles ne sont, l'une et les autres, communautaires ou sociales que comme capital.

Si la force du prolétariat est dans sa situation de travail salarié, c'est que le caractère social de la production ne réside pas dans des conditions objectives étouffant dans les rapports de l'échange et du salariat, mais dans l'universalité aliénée des rapports sociaux dans le mode de production capitaliste. Cette universalité des rapports capitalistes ne peut être abolie qu'en l'affrontant dans son autonomisation, c'est-à-dire comme capital. Cela implique que seule la classe qui vit cette universalité des rapports comme autonomisation et objectivation, parce qu'elle est la classe du travail salarié, est en contradiction avec elle et peut l'abolir parce que, dans sa contradiction, elle la reconnaît comme telle. C'est alors sa propre misère qu'elle abolit. Seule l'activité d'une classe, le prolétariat, peut connaître et abolir l'universalité des rapports capitalistes au niveau même de leur universalité, *c'est-à-dire comme forme autonomisée* des rapports que les individus entretiennent entre eux, et peut par conséquent les abolir comme tels tout en conservant toute la richesse du développement antérieur qu'ils présupposent. Ce n'est qu'ainsi, au cours de la lutte d'une classe contre le capital, qu'est produit l'individu immédiatement social. Il est produit par le prolétariat dans l'abolition du capital (ultime rapport entre le capital et le prolétariat) parce que la contradiction qui l'oppose à lui est l'exploitation, parce qu'il est travail salarié.

Mais, tant que leurs luttes demeurent dans le cadre du salariat, le rapport actuel des prolétaires aux moyens de production et à eux-mêmes les atomise, sapant toute tentative d'unification. Ils sont obligés, tant qu'ils ne s'attaquent pas aux rapports marchands en s'emparant collectivement de tous les biens en détruisant leur distinction de biens de consommation ou de production, de satisfaire leurs besoins matériels tels qu'ils sont divisés, déterminés, modelés par le capital (l'un a des traites, l'autre des enfants, celui-ci une position « privilégiée », celui-ci appartient au secteur public, celui-là au secteur privé, et cet autre a une carte de séjour qui expire, etc.).

Il faut le dire carrément : l'« unité des travailleurs salariés », c'est au mieux un vœu pieux et au pire une utopie capitaliste. La « solidarité » des avec et des sans-emploi, c'est un programme réactionnaire d'institutionnalisation de la division entre le « bagne » salarié et « l'enfer » du chômage, avec partage de la misère, alors que la seule perspective, c'est détruire le salariat, intégrer à la production communautaire ceux que le salariat ne peut absorber. Une théorie et une pratique qui préconisent, l'« unité des salariés » ou la « solidarité » avec les chômeurs, au lieu de comprendre que seul l'attaque des prolétaires contre l'échange est le moyen d'intégrer les chômeurs dans d'autres rapports, figent chaque ouvrier, corporation, usine, employé, chômeur, région dans « sa » situation particulière et dans une vision parcellaire de « sa » classe et du monde. Dans cette vision, l'« unité » de la classe est envisagée comme quelque chose

sans contenu, une forme extérieure : parti, Etat, loi, vraie démocratie, principe moral, autonomie et auto-organisation, etc.

Ceux qui voient que la révolution ne peut être que communisation (abolition de toutes les classes), parce qu'ils se contentent de théoriser dès à présent l'atomisation du prolétariat et/ou l'inessentialisation du travail comme une tendance accomplie, concluent que le prolétariat soit n'existe plus comme classe, soit qu'il ne peut plus être révolutionnaire. Ils n'ont pas vu que cette atomisation et cette inessentialisation ne sont qu'une face de la contradiction qu'est l'exploitation, ils n'ont vu dans le capital restructuré que la disparition de l'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, mais ils n'ont pas vu le mouvement d'ensemble qui produit le moment isolé qu'ils aperçoivent. Ils ont saisi quelque chose que les idéologues de l'unité auto-organisée du prolétariat nient, mais ils n'ont pas compris la raison d'être de ce qu'ils voient. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus montrer un mouvement ouvrier organisé, explicite, visible et continu, c'est pourquoi s'il est facile de se moquer de ceux qui ont décrété la disparition du mouvement prolétarien, il est plus difficile de leur répondre.

Leur répondre en prenant au sérieux leurs objections, c'est revenir sur les trois moments de l'exploitation. Dans le premier moment (l'achat-vente de la force de travail), le travail productif fait face au capital comme travail du travailleur individuel isolé. Dans le deuxième moment, le capital est le procès de consommation de la valeur d'usage de la force de travail : le travail vivant. Cette valeur d'usage appartient au capital et développe ses forces sociales comme forces sociales du capital, sa socialisation n'est pas celle du travailleur mais propriété du capital, qui ne paie pas cette force de travail sociale, cela est inhérent au salaire. Le travail individuel exprimé en général, le rapport même de la valeur, est devenu rapport entre des classes. Le troisième moment est celui de la transformation de la plus-value en capital additionnel. Ce moment est celui où l'augmentation de la composition organique du capital transforme une partie de la classe ouvrière en surnuméraire, où du travail nécessaire est libéré et transformé en surtravail. C'est le moment où l'objectivation toujours croissante des forces sociales du travail dans le capital contredit le travail immédiat comme mesure de la valeur et le vol du temps de travail comme celle de la valorisation.

Dans le cycle de luttes actuel, la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur reproduction. Ce niveau est un développement nécessaire du capital, ce fut même la façon dont le capital, *contre le cycle de luttes précédent*, dépassa les limites de la valorisation dans la première phase de la subsumption réelle en s'appropriant de façon adéquate cette force de travail sociale qu'il avait lui-même créée. Aucun des trois moments ne peut alors être séparé et fournir la substance de la lutte du prolétariat contre le capital et sa définition comme classe. Ni le premier moment sous la forme du pauvre et du dépossédé, ni le second sous la forme de l'ouvrier collectif revendiquant la gestion du capital et l'appropriation de sa socialité objectivée face à lui dans le capital, ni bien

sûr le troisième moment en tant que transformation du prolétariat en classe universelle, ce qui serait une sorte d'immédiatisme du communisme dans ce cycle de luttes.

Dans la mesure donc où les trois moments apparaissent comme indissociables, comme le procès unique de la définition de la contradiction entre le prolétariat et le capital, dans la mesure même où la contradiction acquiert comme contenu l'unité de ses trois moments, pour le prolétariat, le capital est devenu réellement ses propres forces sociales objectivées, sa propre existence sociale en dehors de lui-même qui n'existe qu'en tant que telle. A l'inverse, son existence propre, immédiate, pour lui-même, s'exprime comme collection de vendeurs individuels de force de travail. Si nous en restions là, nous n'aurions obtenu qu'une contradiction interne au prolétariat ou au travail salarié. Valeur d'échange individuelle de la force de travail comme salaire, et valeur d'usage de la force de travail comme force de travail sociale objectivée dans le capital, si elles constituent bien un antagonisme dans la reproduction du capital ne forment pas pour autant une contradiction. Leur antagonisme demeure une bataille sur le partage de la valeur produite et ne porte son dépassement que comme réappropriation des moyens de production, comme salariat généralisé et collectif. Nous n'avons là que les deux aspects corollaires de la force de travail face au capital comme valeur d'échange et comme valeur d'usage.

Mais il y a le troisième moment qui fait et boucle l'unité de la contradiction : la propre existence sociale du prolétariat objectivée dans le capital, face et contradictoirement à lui (c'est-à-dire une contradiction de classes) rend caduque son existence immédiate pour lui-même au travers des lois mêmes de l'accumulation qui font du capital une contradiction en procès (se fondant sur le travail / supprimant le travail). Lorsque le prolétariat, produisant tout ce qu'il est comme force sociale dans le capital, affronte celle-ci comme force du capital (et qu'il se situe dans sa lutte à ce niveau, comme ce fut le cas dans la lutte de chômeurs et précaires de l'hiver 97 / 98 en France), il ne développe pas une contradiction interne avec son existence immédiate de travailleurs individuels, car cette force sociale est bien celle du capital face à lui, mais il développe une contradiction avec le capital, où les deux aspects corollaires de la force de travail intègrent le troisième terme. Sa lutte fait sien le troisième terme comme inessentialisation de son existence immédiate de travailleur productif individuel, c'est la capacité de la lutte de classe à s'élever au niveau de la revendication, contre le capital, de cette inessentialisation qui fait que le prolétariat *se remet alors en cause tant comme travailleur productif individuel que comme force sociale objectivée dans le capital*.

Le travail socialisé ne l'est que sur une base contradictoire. Tout d'abord, il s'oppose au travail immédiat productif de plus-value qui est toujours, parce que travail productif de valeur, travail de l'individu isolé devenant activité du capital. Ensuite, il est socialisé, non en lui-même comme travail, ou comme relation avec un autre travail, mais comme élément constitutif du capital, en tant que force sociale du travail objectivée et en tant que coexistence des travaux dans le capital circulant. Il devient travail social en

opposition au travail immédiat, mais dans un rapport dont la valeur assure la connexion interne. Enfin, la transformation de la plus-value en capital additionnel, au travers de la baisse tendancielle du taux de profit, oppose à nouveau le travail immédiat à l'accumulation de la valeur, c'est l'inessentialisation du travail immédiat comme procès.

On construit ainsi la contradiction entre le prolétariat et le capital, dans les trois moments du cours de l'exploitation. Lorsque la contradiction se situe au niveau de la reproduction, dans cette unité des trois moments, la lutte du prolétariat, comme force de travail productive immédiate exploitée comme force sociale, est la remise en cause par elle-même de la classe dans sa lutte contre le capital. Le rapport du travail social au travail productif de valeur et de plus-value est devenu lutte de classes en intégrant la remise en cause du travail productif par le travail social lui-même. Dans ses propres forces sociales objectivées dans le capital, c'est sa propre existence de travail productif que le prolétariat reconnaît (la valeur constituant la connexion interne des éléments), dans la mesure même où elles sont activité du capital et non lui-même à l'extérieur de lui-même (il ne s'agit pas de l'aliénation hégélienne, ni même du « travail aliéné » des Manuscrits de 1844, mais de la contradiction entre deux classes), et par là, du fait de cette médiation, c'est cette existence même, c'est-à-dire sa propre définition qui se dresse face à lui, qui est devenu, dans la lutte, une détermination à abattre. Le capital est, de façon contradictoire au prolétariat, objectivation nécessaire des forces sociales du travail, parce que le travail productif est travail individuel (c'est le rapport de la valeur), et la négation du travail productif immédiat individuel, parce que celui-ci n'est efficient qu'objectivé comme travail social. *Pour le prolétariat, sa propre existence sociale objectivée dans le capital face à lui et contradictoirement à lui dans sa reproduction, rend caduque son existence immédiate pour lui-même.* Les contradictions de la valeur acquièrent dans le capital une existence de contradiction entre des classes.

Le prolétariat ne peut et ne veut rester ce qu'il est. Il faut le cycle de luttes actuel pour que le fait que le prolétariat ne se trouve jamais confirmé dans sa contradiction avec le capital devienne quelque chose non pas que la classe combatte, mais la propre manifestation d'elle-même contre le capital. Le prolétariat prend lui-même en charge, à ce moment là, le mouvement qui est celui de sa propre caducité. Le prolétariat ne peut se rapporter au capital que comme à ses propres forces sociales objectivées, que comme à sa propre existence sociale à l'extérieur de lui-même et à son existence propre immédiate pour lui-même, que comme collection de vendeurs individuels de force de travail. Dans le troisième moment de l'exploitation qui boucle la reproduction du rapport entre les classes dans la baisse du taux de profit, *la contradiction entre le prolétariat et l'existence de ses forces sociales comme capital ne s'achève qu'en incluant la caducité de son existence immédiate pour lui-même.* Le prolétariat développe une contradiction avec le capital où les deux aspects corollaires du travail, d'être face au capital et d'être détermination du capital (individuel/forces sociales

objectivées), intègre le troisième moment et par là sa remise en cause dans sa contradiction avec le capital. Quand le prolétariat entre en contradiction avec le caractère social de son activité objectivée face à lui, c'est de sa propre activité vivante de valorisation du capital dont il s'agit dans cette force sociale objectivée face à lui. Cela, dans le cycle actuel, ne peut prendre la forme d'une réappropriation car la contradiction n'est telle (contradiction), qu'en intégrant le moment de l'accumulation, de la reproduction du rapport comme caducité du rapport d'exploitation entre travail vivant et travail mort. C'est l'inessentialisation du travail qui devient l'activité même, la « revendication » du prolétariat.

En résumé, tant que l'on a une contradiction entre le prolétariat et le capital qui se limite aux deux premiers moments de l'exploitation, elle se résout comme programme de réappropriation par le prolétariat de ses forces sociales extranéées. Le fait que ces forces sociales impliquent sans cesse sa propre inessentialisation en tant que travail productif était pour le prolétariat un phénomène extérieur à lui, *une conséquence*, non inclus dans sa propre définition ; il s'agissait de réguler ce phénomène à son profit. Quand la contradiction se situe au niveau de la reproduction, c'est-à-dire au niveau des trois moments de l'exploitation pris de façon synthétique, la contradiction entre les deux premiers moments devient une connexion, parce que le troisième moment, celui du retour du travail social *contre* le travailleur productif en tant que travailleur individuel, devient un moment de la contradiction en ce qu'il apparaît comme nécessaire à la reproduction de ce travailleur productif dans le moment même où il l'inessentialise (et ne le rend nécessaire qu'ainsi). L'unité des trois moments fait que les deux premiers apparaissent dans leur unité et que le troisième est inclus par là dans leur contradiction. Le travail productif dans sa contradiction avec l'objectivation des forces sociales du travail non seulement se voit en elles, mais encore les considère réellement comme capital, c'est-à-dire se voit en elles en ce qu'elles sont sa propre négation *et* se considère comme corollaire de ce qui le nie, considère ce qui le nie comme *sa propre raison d'être* à lui. L'activité du prolétariat est retour sur lui-même parce qu'elle est *réflexion sur autre chose*, apparaît alors que le prolétariat a son être en une autre chose. Celui-ci n'est pas une réflexion sur soi mais sur autre chose et sa propre raison d'être n'est telle que parce qu'elle est raison d'être d'autre chose. Le capital comme contradiction en procès devient lutté des classes au moment où le prolétariat contre le capital se remet lui-même en cause.

Tout cela peut bien sûr n'être vu que de façon négative, comme segmentation infinie et même atomisation du prolétariat, mais alors, en creux, cette vision négative ne peut s'empêcher de définir tout ce qui fait la radicalité de la lutte de classe actuelle. Dans *Les métamorphoses de la question sociale*, Robert Castel soumet la réussite, pour la classe capitaliste, de la restructuration du marché du travail, à la condition que les « victimes » continuent à se résigner à subir la situation qui leur est faite. « L'histoire du mouvement ouvrier permet de comprendre *a contrario* ce qui peut étonner dans

l'actuelle acceptation le plus souvent passive d'une condition salariale de plus en plus dégradée. La constitution d'une force de contestation et de transformation sociale suppose que soient réunies au moins trois conditions : une organisation structurée autour d'une condition commune, la disposition d'un projet alternatif de société, et le sentiment d'être indispensable au fonctionnement de la machine sociale. Si l'histoire sociale a gravité pendant plus d'un siècle autour de la question ouvrière, c'est que le mouvement ouvrier réalisait la synthèse de ces trois conditions : il avait ses militants et ses appareils, il portait un projet d'avenir, et il était le principal producteur de la richesse sociale dans la société industrielle. Les surnuméraires d'aujourd'hui n'en présentent aucune. Ils sont atomisés, ne peuvent entretenir d'autre espérance que d'être un peu moins mal placés dans la société actuelle, et ils sont socialement inutiles. Il est dès lors improbable, en dépit des efforts de groupes militants minoritaires comme le Syndicat des chômeurs, que cet ensemble hétérogène de situations sérialisées puisse donner naissance à un mouvement social autonome. » (*op cit.*, p. 441). En fait, l'analyse de Robert Castel est à la fois très pénétrante et totalement myope. Très pénétrante pour ce que furent les caractéristiques et la force du mouvement ouvrier ; totalement myope en ce qui concerne la situation actuelle. R. Castel passe à côté du fait que les chômeurs et les précaires sont loin d'être inutiles dans l'organisation actuelle de l'exploitation, ensuite il considère leur situation comme totalement étrangère à celle de l'ouvrier en activité, enfin et c'est l'essentiel, il ne conçoit la lutte du prolétariat que comme développement et affirmation du « mouvement ouvrier ». Dans le cycle de lutte actuel, la classe ouvrière produisant toute son existence sociale dans le capital, pose l'abolition de la société capitaliste non comme la montée en puissance de sa situation actuelle et l'affirmation d'un projet de société à partir de cette situation qui est la sienne au sein de l'ancienne, mais dans la lutte contre elle c'est sa propre situation qu'elle remet en cause et dont elle pose l'abolition. On passe totalement à côté du rapport contradictoire entre les classes maintenant, si on pense que « les inutiles au monde ont le choix entre la résignation et la violence sporadique, la "rage" qui le plus souvent s'autodétruit » (*idem*, p 413). Ce qui s'est effondré dans le capital, tel qu'il ressort de la restructuration, c'est une forme historique du rapport salarial. La continuité entre les diverses positions de salariés, leur relative stabilité, les voies de promotions sociales, les protections et les conventions reconnues à l'intérieur du salariat, le développement des professions à statut, avaient même conduit certains sociologues ou économistes à définir la société comme « société salariale » (Castel, Aglietta ...).

C'est dans la situation actuelle du rapport entre le prolétariat et le capital, dont l'atomisation n'est que la manifestation partielle et empirique, que se noue la capacité pour le prolétariat, dans la lutte de classes, de se remettre en cause contre le capital. L'inessentialisation du travail est devenue une détermination interne du travail productif dans son rapport au capital, et peut être maintenant reconnue comme telle. A propos de

la lutte des chômeurs et précaires de l'hiver 1997 / 1998, Pierre Bourdieu, Frédéric Lebaron et Gérard Mauger écrivaient dans *Le Monde* du 17 janvier 1998 : « Le mouvement des chômeurs remet en cause les divisions méthodiquement entretenues entre “bons” et “mauvais” pauvres, entre “exclus” et chômeurs, entre chômeurs et salariés. (...) Parce qu’il oblige à voir qu’un chômeur est virtuellement un chômeur de longue durée, et un chômeur de longue durée un exclu en sursis, que l’exclusion de l’Unedic est aussi la condamnation à l’assistance, à l’aide sociale au caritatif, le mouvement des chômeurs remet en cause la division entre « exclus » et « chômeurs »... ». Dans cette situation, le prolétariat trouve la capacité à faire sienne, à revendiquer, contre le capital, son inessentialisation. Celle-ci en effet n’est plus un à-côté, une fonction dérivée du travail salarié selon les lois de l’accumulation du capital créant sans cesse une armée industrielle de réserve. Le chômage et la précarité d’un côté, l’emploi salarié de l’autre dans ses multiples « statuts », ne constituent plus deux instances séparées.

Ceux qui maintenant nient l’existence du prolétariat en tant que classe ou en tant que classe révolutionnaire, au lieu de comprendre sa contradiction avec le capital qui la pousse à l’abolir et à se nier, théorisent un moment d’une contradiction en l’isolant. Ils laissent de côté l’unité objectivée de la classe dans le capital et, par là, s’ils voient avec raison que la seule unité aujourd’hui envisageable n’est pas un préalable à la révolution, la reconstitution d’une sorte de mouvement ouvrier radical et autonome, ils ne comprennent pas que cette unité est celle des mesures communistes, c’est-à-dire que cette unité se confondra avec la dissolution du prolétariat abolissant dans le capital sa propre existence de classe (unité) qu’il aura à affronter. Mais, eux, au moins, ont mis le doigt sur quelque chose de partiel. Que dire cependant des révolutionnaires de l’autonomie qui s’obstinent à faire comme si le prolétariat était uni pour lui-même en tant que classe révolutionnaire par le salariat, dans le cadre de sa position marchande, alors que tout prouve le contraire ? Il est vrai, comme le dit Henri Simon d’*Echanges* contre Carlos d’*Etcetera* dans le débat sur le « fordisme dispersé » (brochure disponible à *Echanges*) que le capital rassemble les ouvriers, les associe, mais cette « unité » de la pointeuse, de la chaîne, du métro, du lotissement ou de la cité reste déterminée par l’échange, c’est-à-dire l’isolement des individus. Pour s’unir, les ouvriers doivent briser le rapport par lequel le capital les « rassemble », et un des signes les plus courants de ce que leurs luttes dépassent le cadre revendicatif et que les ouvriers commencent à s’unir pour eux-mêmes, c’est-à-dire commencent à s’attaquer à leur propre condition, c’est qu’ils subvertissent et *détournent* ces cadres productifs, urbains, géographiques, sociaux de leur « unité » pour le capital, comme en 1982 et 1984 dans la pointe de Givet dans les Ardennes françaises, ou en Argentine plus récemment. On ne peut pas vouloir simultanément l’unité du prolétariat et la révolution comme communisation, c’est-à-dire cette unité comme un préalable à la révolution, une condition. Il ne suffit pas d’être contre la division, l’individualisme, le corporatisme, l’usinisme, le localisme, le racisme, les faux besoins, la concurrence, le nationalisme, il faut être contre l’échange et donc

pour la communisation, seul processus dans lequel *se définissent*, s'affirment, et triomphent les besoins sociaux du prolétariat nés de son propre rapport au capital (le premier étant de disparaître en tant que tel). Il n'y aura plus d'unité que dans la communisation, c'est elle seulement qui en s'attaquant à l'échange et au salariat unifiera le prolétariat, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus d'unité du prolétariat que dans le mouvement même de son abolition.

L'arme du prolétariat, c'est qu'il a la possibilité de se constituer en classe révolutionnaire, c'est-à-dire de s'unifier (c'est-à-dire de s'abolir) en se servant de l'interdépendance matérielle (le travail associé, le caractère social des forces productives) actuelle comme d'un tremplin. Cependant, il n'y a pas de potentialité communautaire du travail et des forces productives qui seraient, potentiellement, déjà trop sociales et collectives pour le cadre du salariat et de l'échange. Le caractère social du travail que le capital met en oeuvre n'est pas une caractéristique propre du travail en lui-même face au capital. C'est dans le capital fixe que s'objective ce caractère social, le prolétariat ne trouve rien en lui-même qui fasse éclater le capital et qui soit la base d'un développement communiste et rien non plus dans les forces productives telles qu'elles existent comme capital. La socialité du travail mis en oeuvre n'existe que dans le rapport contradictoire au capital dans lequel elle s'objective et par ce rapport seulement.

Historiquement, seul le capital se fixe comme but le développement des forces productives et ne vit qu'en les révolutionnant en permanence. Considérer le développement des forces productives comme une loi fondamentale de toutes les sociétés humaines historiques jusqu'à aujourd'hui en arrive à conclure que le développement actuel des forces productives est en tant que tel le fondement de la possibilité de la révolution et même de sa nécessité. Le postulat fondamental, que l'on rencontre dans les plus « mauvais » textes de Marx, est celui d'une tendance inhérente au développement des forces productives, une sorte de fatalité présociale, d'ordre anthropologique. Les forces productives jouiraient d'un statut particulier de neutralité vis-à-vis des rapports sociaux. Celles-ci se développeraient de façon autonome, selon une loi pour ainsi dire « neutre » et leur mouvement développerait de façon causale les rapports de production. Est plus que transparente, ici, la position gradualiste, évolutionniste et mécaniste du « passage au socialisme » selon le schéma : le mode de production capitaliste développe les forces productives ; à un certain niveau de leur production, les forces productives déterminent les nouveaux rapports de production. Par le fil du développement des forces productives, le communisme est intégré à la succession des modes de production. A regarder aujourd'hui le développement des forces productives, n'importe quel « socialiste utopique » ou « communiste scientifique » serait stupéfait d'apprendre que nous ne vivons pas dans une Harmonieuse Icarie ou, au moins, dans la « phase inférieure du communisme ».

La contradiction entre forces productives et rapports de production se résout en une contradiction interne des rapports de production, contradiction dont le contenu, la forme et le déroulement sont l'exploitation (et, de façon immédiate, la lutte entre les classes qui n'est pas une conséquence de la fatalité objective de la contradiction). La contradiction entre forces productives et rapports de production n'est que la forme sous laquelle apparaît la contradiction interne de la valorisation du capital (une contradiction en procès). La contrainte à la valorisation est donnée tant dans le développement des forces productives que dans les rapports de production. Les forces productives sont la forme matérielle des rapports de production, c'est comme travail social séparé du travail individuel qu'elles sont cette puissance contradictoire qui peut porter l'éclatement du mode de production capitaliste. Le développement des forces productives n'est pas un procès transhistorique relevant d'une définition de l'humanité, de l'homme dans son rapport à la nature, et s'exprimant dans une dynamique parcourant les modes de production qu'elles feraient l'un après l'autre disparaître.

Dans les *Fondements de la critique de l'économie politique*, Marx, avec le concept de capital comme contradiction en procès, donne l'essentiel de la critique de la conception objectiviste de cette contradiction : « Le capital est une contradiction en procès, d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et, d'autre part, il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail. » (Ed. Anthropos, t. 2, p. 222). L'opposition de la croissance des forces productives et des rapports de production est une manifestation de la contradiction du temps de travail et de la dynamique de cette contradiction. En effet, la « principale force productive » c'est la classe ouvrière elle-même (cela quelles que soient les transformations du procès de production induites par le passage à la subsumption réelle du travail sous le capital : c'est toujours le travail vivant qui ramène à la vie le travail mort), elle n'est cette force productive que dans la mesure où précisément son activité est constamment nécessaire et toujours de trop, dans la mesure où son activité est en elle-même « la contradiction du temps de travail ». Quel est en définitive le contenu de cette fameuse contradiction entre les forces productives et les rapports de production ? D'un côté la capacité pour le travail à valoriser le capital, de l'autre la remise en cause de cette capacité que la propre effectuation du travail implique. C'est pour cela que lorsque Marx qualifie la classe ouvrière de principale force productive, il la qualifie en tant que *classe révolutionnaire*. La « principale force productive » ne fait « éclater » des rapports de production trop étroits qu'en s'abolissant elle-même. *Ce n'est pas le développement des forces productives qui rapproche le moment de la révolution, mais l'histoire de la contradiction qui produit ce développement.* Toute cette mythologie des forces productives est un fétichisme : la contradiction entre les classes prend la forme d'une accumulation de choses et c'est cette accumulation qui revient la déterminer.

En résumé : c'est une période historiquement définie de la contradiction entre le prolétariat et le capital qui définit le développement des forces productives de cette période comme son tremplin, sa capacité à unifier l'humanité, c'est-à-dire à faire que toute activité trouve sa fin en elle-même. On ne répartit plus le temps de travail social disponible (ce qui par là même est la disparition de ces notions) entre des activités existant comme mesurables selon une norme commune, c'est l'effectuation même des activités, l'activité productive dans son procès qui est répartition du temps, elle contient et rend effectives et nécessaires ses déterminations, c'est-à-dire l'existence de toutes les autres activités. C'est en transformant un développement des forces productives en moyens de son action révolutionnaire que le prolétariat identifie sa contradiction avec le capital et ce niveau de développement. C'est parce qu'il est dans une contradiction qui porte l'abolition du capital et la sienne propre que le prolétariat peut traiter le développement actuel des forces productives comme une arme sociale faisant éclater les cadres du salariat et de l'échange (et non l'inverse).

L'arme du prolétariat, c'est sa possibilité de se définir comme un mouvement contre cet emprisonnement dans le salariat et dans les « revendications » marchandes. L'arme du capital, c'est de garder le prolétariat bien « à part » pour qu'il ne puisse communiser la société et reste donc soumis à la logique des autres classes ; l'arme du prolétariat, c'est d'imposer des mesures communistes qui dissolvent les autres classes dans le prolétariat, ou, ce qui revient au même, qui dissolvent le prolétariat. L'arme du capital, c'est cette fameuse « autonomie » du prolétariat en tant que « catégorie économique » dont on nous rebat les oreilles ; l'arme du prolétariat, c'est de refuser cette « autonomie » de sa position marchande et, en détruisant l'échange, d'amorcer un processus d'abolition de toute sphère autonome, y compris l'économie, y compris son autonomie.

Le prolétariat ne se présente évidemment pas avec une volonté préméditée de communiser la société mais il a des besoins irréductibles (manger, habiter, aimer, respirer, s'associer, créer, etc.) qui entrent en conflit avec ses propres tentatives de les satisfaire dans son état de collection de marchands de force de travail et d'échangistes, parce que sa propre existence comme classe est devenue la limite de son action en tant que classe. Ce sont des besoins sociaux car d'une part le sujet qui ressent est un sujet collectif forgé et qui se forge lui-même dans l'histoire (comme dirait E.P. Thompson dans « La formation de la classe ouvrière anglaise », Ed. Gallimard/Le Seuil) et, d'autre part les moyens de les réaliser sont eux aussi produits historiquement. Souvent, le mouvement prolétarien, soit ne formule pas de revendications, soit se trouve enfermé dans son caractère revendicatif, soit utilise des revendications dont tout le monde sait qu'elles sont un prétexte, dans la mesure où elles ne représentent qu'une infime partie des causes profondes de la lutte, pour aller au-delà, en cela il peut être révolutionnaire parce

qu'il vise, sans le savoir immédiatement de façon explicite, les rapports sociaux dans leur ensemble. Les rares instants où les prolétaires ont pu sentir leurs forces, c'est au cours des surgissements unificateurs qui dépassaient la revendication.

Il y a, même dans certaines luttes très limitées, des pratiques qui traduisent une poussée vers l'action révolutionnaire, une annonce du surgissement de la classe communisatrice. Mais, contrairement à ce que pensent beaucoup, il ne s'agit pas avant tout de « nouvelles formes d'organisation ». Ce sont : le déclenchement à partir d'une minorité qui exprime et cristallise ce que ressentent collectivement les travailleurs, leur tendance à se constituer en communauté d'action pratique (occuper, envahir les bureaux, manifester, étendre la lutte par tous les moyens, etc.), l'absence de revendications ou leur mise au second plan ou l'adoption de mots d'ordre intentionnellement vagues pour ne pas geler le mouvement, le refus de la démocratie des votes bidons, la défiance à l'égard des syndicats ou l'affrontement avec eux, etc. Il faut savoir déceler ce qu'il y a de formidable dans le fait qu'aucune de ces manifestations ne formule de programme « positif », de proposition d'aménagement et qu'aucun parti ou syndicat n'en propose plus de crédibles pour les travailleurs en lutte. Soyons grandiloquents : le prolétariat ne peut proposer de positif que le communisme. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est de comprendre que si ces tendances, ces poussées restent étouffées et cèdent très rapidement la place à la division salariale c'est d'abord parce qu'elles ne trouvent pas leur véritable piste de développement : les mesures communistes.

Cela ne signifie pas qu'il faudrait s'en remettre à quelque chose comme une « dynamique objective des luttes ». Avec ce type d'arguments on justifie l'absence de toute critique des luttes de classe et l'on considère le prolétariat comme un acteur pris dans cette « dynamique » comme une courroie de transmission de cette « dynamique », on nie la nécessité pour le prolétariat d'engager un processus de rupture, de négation, de dépassement de son ancienne façon de lutter, de son ancienne situation. Il y a des prolétaires qui, en luttant de façon revendicative, se contraignent, par l'effet de ces luttes sur le capital et sur eux-mêmes, à lutter différemment. Le prolétariat ne devient sujet de la révolution qu'en se transformant lui-même, l'oubli de cela mène droit à toutes les formes de programmes ou de périodes de transition : « les revendications mènent objectivement à la révolution ». Quant à la « dynamique objective » d'une lutte de classe revendicative poussée jusqu'au bout sans que les prolétaires soient capables de la dépasser, nous la connaissons bien. La voici : lutte revendicative, lutte revendicative, luttes revendicative ... émiettement, division, embrigadement et écrasement. A travers ces tentatives d'aménager leurs conditions salariales c'est leur propre existence comme classe que la reproduction du capital leur renvoie comme la limite de leur lutte, les ouvriers se trouvent acculés à se battre différemment, reconstituer sur d'autres bases leur unité, affirmer leurs besoins collectifs, etc. Peu importe ici l'événement qui joue le rôle de catalyseur de ce saut. Parler de révolution par une « catégorie » qui représentera 10% de la population et qui sera en train de faire des « grèves » pour demander à l'Etat qu'il

satisfasse ses « intérêts », c'est une plaisanterie. Ou plutôt cela ne serait qu'une guerre civile.

Pendant, les moments d'unification, aussi brefs et partiels qu'ils soient, laissent un souvenir de communauté, d'unanimité, de force qui contraste violemment avec la fin en eau-de-boudin des grèves revendicatives, avec leur atmosphère bien connue d'éparpillement, d'impuissance, d'amertume, de discussions interminables, de reproches, de cartes déchirées. Lorsqu'il arrive que les travailleurs entrent brusquement, sans revendication, dans un irrésistible mouvement qui balaie toutes les frontières salariales et marchandes qui les divisent, brûlant d'un apparent irréalisme, manifestant une apparente « folie » et dépensant une énergie sans commune mesure avec les raisons apparentes, partielles et immédiates du combat, les idéalistes s'imaginent qu'ils se battent pour « autre chose que des besoins matériels ». Comme si le besoin de communauté entre des morceaux d'humanité pulvérisés par l'« unité » de l'usine, du bureau ou de la situation commune de chômeurs, n'était pas aussi matériel que quelques euros de plus avec lesquels on ne peut s'acheter que de la camelote matérielle ou culturelle. Les fractions les plus avancées dans les luttes sont celles qui ressentent tellement de besoins matériels et sociaux frustrés, si collectifs, si concrets, si universels qu'elles ne peuvent les faire entrer dans aucune revendication précise. Quand des travailleurs européens disent « On ne s'est pas battus pour quelques euros de plus mais pour que ça change, pour la dignité, etc. » ou que des prolétaires algériens n'ont comme objectif que la fin de la « *hogra* », ce n'est pas parce qu'ils sont de chouettes gars bien idéalistes, au-dessus des contingences et moins exigeants matériellement que les autres. C'est, au contraire, parce qu'ils ont une tolérance moindre aux privations qu'ils ont exprimé, ne fût-ce qu'un instant, des besoins de rapports sociaux, de gratuité, donc d'abondance, qui sont mille fois plus matériels que les illusions de survie que représentent les revendications, qu'on n'obtient d'ailleurs presque jamais.

Quelle que soit l'importance des symptômes partiels que nous venons d'évoquer (ici et dans l'ensemble de ce texte), il faut bien se représenter que le surgissement révolutionnaire est, pour l'essentiel, une négation de ce que la classe faisait auparavant, une autotransformation du prolétariat, une rupture. Les prolétaires sont poussés à utiliser la seule arme qui leur reste : être la dissolution des conditions existantes sur la base des conditions existantes, comme mouvement de ces conditions. Le prolétariat n'est pas potentiellement une force de travail sociale universelle étouffant dans le cadre du salariat et de l'échange, finissant par révéler et utiliser cette potentialité comme une arme contre le capital. Il n'est pas le lieu d'une contradiction interne entre l'universalité potentielle et son cadre présent. Quand ils sont associés, les prolétaires ne s'appartiennent plus et leur association est une détermination du capital. Nous avons vu que le prolétariat était la dissolution de la propriété, de la division du travail, de l'échange et de la valeur, des classes. Il est la négation des conditions existantes sur la

base de celles-ci et non en lui-même en opposition à elles. Exprimé positivement, cela signifie, à partir du mouvement même du capital comme contradiction en procès, la capacité des prolétaires et la nécessité pour eux de produire l'association universelle concrète des individus dans leur singularité.

A suivre les défenseurs de l'autonomie et de l'auto-organisation ouvrières, on peut se demander si leur opposition aux syndicats est une opposition de fond qui exprime l'opposition révolutionnaire du prolétariat à sa situation « économique » à son état de « catégorie » marchande ou si elle est une opposition « démocratique » au caractère « permanent », « bureaucratique » et « incontrôlé » de ces organes. On sait très bien quel rôle peuvent jouer ces « comités », qui tendent à n'être que des syndicats de secours lorsque les flics permanents sont débordés. Toute organisation qui n'est pas un moment du dépassement révolutionnaire devient un syndicat et que ce dernier soit « temporaire », « démocratique », « révocable » ou en dehors des vieilles boutiques ne change rien à l'affaire. Si dans les luttes revendicatives se forgeait l'« unité » de la classe, il faudrait contribuer à donner une expression organisée à cette « unité » des travailleurs salariés autour du maintien du salaire.

Ainsi, comme *Mouvement Communiste*, d'un côté on reconnaît qu'il n'y a plus « d'organisations permanentes » mais de l'autre on nous assène le processus décrit par Marx et qui se fonde sur l'existence d'organisations permanentes des travailleurs salariés : « Les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus important que celui du salaire... ». Si on s'acharne à garder la même vision de l'organisation et du processus qu'au XIX^e siècle, malgré une opposition formelle aux syndicats, on finit inéluctablement par préconiser des syndicats sous d'autres formes, fussent-elles politiques. Car, il n'y a pas d'autre base pour le processus qui est repris de Marx que ce sur quoi il le fondait : l'organisation de la classe au sein de la société capitaliste autour de la défense du salaire. On peut proclamer que « c'est à travers ces combats parcellaires que se forge l'unité de la classe... », mais alors il faut expliquer comment la classe peut forger son unité à travers des luttes qui ne laissent le plus souvent ni amélioration matérielle, ni organisation, mais qui aboutissent 95 fois sur 100 à la dispersion, l'amertume et l'aggravation des conditions matérielles. Quelle est cette « unité » ?

On veut que bien sûr tout change par rapport au XIX^e siècle sur le plan des manifestations (plus de syndicats authentiquement prolétaires, plus de conquêtes, etc.), mais on veut que le processus reste le même. C'est pourquoi *Mouvement Communiste* ou d'autres hagiographes des luttes revendicatives parlent d'« unité » en l'air, sans pouvoir préciser en rien la forme concrète qu'elle revêt, si ce n'est l'unité formelle du politique ou des formes d'organisation venant coiffer ce qui est divisé et le reste tant que la classe demeure dans la lutte revendicative. Cette unité est toujours ce qu'il faudrait ajouter aux luttes.

Les ouvriers se forgent comme classe révolutionnaire, en révolutionnant les rapports sociaux, c'est-à-dire tout ce qu'ils sont dans les catégories de l'échange et du salariat. Dans les luttes salariales, ils ne voient apparaître ni « forces », ni « projet », mais l'impossibilité de s'unifier sans attaquer leur propre existence comme classe dans la division du travail et toutes les divisions du salariat et de l'échange, sans se remettre en cause comme classe, sans engager une pratique révolutionnaire.

On peut bien dire n'importe quoi, que les grèves « sont révolutionnaires », qu'elle le sont « potentiellement », qu'elles ont « quelque chose » de révolutionnaire, qu'elles portent des « germes » de révolution, etc. Tout ceci n'a qu'une fonction : ne pas reconnaître le saut, la négation, la rupture et éviter de *critiquer* les luttes salariales. Cela conduit à défendre une conception gradualiste, mécaniste, du passage des luttes revendicatives aux luttes révolutionnaires et à abandonner que la classe est le sujet de son activité communiste en entrant en conflit avec son ancienne situation. Marx, comme tous les révolutionnaires, voyait un saut, une négation, mais la différence avec aujourd'hui, c'est que l'association permanente permettait d'envisager la possibilité d'une continuité organisée d'une phase à l'autre. Marx n'était pas à la recherche de prétendus « germes » révolutionnaires dans les luttes salariales, qui évolueraient et « engendreraient » les luttes contre le salariat de par leur dynamique interne. Au contraire, il explique sans arrêt que si les ouvriers n'utilisent pas leur association pour faire autre chose, pour s'attaquer au salariat, ils n'engendreront rien du tout. C'est l'autotransformation du sujet, la négation par le prolétariat de sa position de défenseur d'une force de travail que Marx essaye de dégager. Actuellement, les militants de l'autonomie cherchent dans la défense du prix de la force de travail « quelque chose » des « germes », des « potentialités » de révolution. Dans cette attente de la dynamique des luttes revendicatives, c'est la lutte qui engendrerait par elle-même une autre lutte. Mais les « luttes » ne sont que des moments de l'activité des prolétaires que ceux-ci dépassent et nient, ce ne sont pas des phénomènes qui s'enchaînent graduellement, une lutte portant les germes d'une autre lutte. Bref, le lien entre les « luttes », c'est le sujet se transformant qui l'effectue de façon négative. Ce lien n'est pas évolutif.

La vision évolutive de la dynamique est toujours celle d'un manque. Lutte revendicative *plus* violence, lutte revendicative *plus* politique, lutte revendicative *plus* autonomie, lutte revendicative *plus* projet, *plus* conscience, *plus* nécessité, etc. Mais la répétition lancinante de ces schémas ne sort pas du cadre de la « défense du salaire », on peut ajouter toutes les modalités formelles imaginables, aucune ne signifie que le prolétariat lutte sur son terrain, celui du communisme. Aucun fusil, ni aucune politique ne feront surgir de ce cadre-là une activité révolutionnaire qui ne peut plus s'y développer. Et, comme à chaque fois, cette superposition de l'affrontement « politique », « violent » à la classe revendiquant des salaires, du travail, et du capital « collectif » entraîne la défaite, à chaque fois, on crie à la mystification. Mais y a-t-il plus grande

mystification que de croire que les ouvriers pourraient exercer la violence avec succès en continuant à faire des grèves salariales, sans transformer les rapports sociaux, sans attaquer le salariat ? La révolution, ce n'est pas une grève prenant des fusils (ou sinon, il y a eu des centaines de « révolutions » depuis 1920), c'est la transformation des rapports sociaux par des prolétaires (avec des fusils), qui en ont marre des luttes salariales, parce qu'ils les ont faites et refaites jusqu'à la nausée, en long, en large, tournantes, décalées, générales, partielles, perlées, bouchon, « thrombose », dures, molles, avec des fusils et sans des fusils, etc. Il y a changement qualitatif quand les ouvriers s'unissent contre leur nature de salariés, intègrent les sans-réserves, déglissent les mécanismes marchands et non quand une grève se « transforme » en « contestation » du pouvoir.

Les tenants de la dynamique des luttes prétendent que les ouvriers, qui se heurtent de plus en plus dans leurs luttes revendicatives à l'Etat tout entier, se rendent compte que pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, ils doivent se hisser à des formes de lutte qualitativement supérieures. Ils doivent se donner les moyens politiques ou organisationnels de leurs revendications. Une fois de plus, on retombe dans la même distorsion : la fin est la même, seuls les moyens diffèrent. Toute pratique vise un certain but et emploie des moyens adéquats à ce but. *Si elle change, alors le but change*. La fin n'est pas extérieure aux moyens, elle en est la résultante. Nous n'avons rien à faire de la violence, des « moyens » ou des « conseils » en soi. Ce que nous demandons c'est : pourquoi les ouvriers s'affrontent-ils à l'Etat ? Pour des « intérêts » catégoriels ou nationaux ? Pour foutre les immigrés dehors ? Contre les Américains ? Ou parce que l'Etat se dresse comme défenseur des rapports marchands, et donc de toutes les divisions catégorielles, nationales, « revendicatives » contre leur mouvement communiste ?

Le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail, comme capital, valeur autonomisée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant (c'est la baisse tendancielle du taux de profit). C'est ainsi qu'il est amené à s'attaquer à sa propre situation. Dissolution des conditions existantes, le prolétariat ne l'est qu'en tant que travail vivant, en tant que valeur d'usage face au capital. Il est la négation des conditions existantes sur la base de celles-ci et non en lui-même en opposition à elles. En supprimant les conditions existantes, les rapports sociaux capitalistes, il se supprime lui-même comme leur dissolution interne en se servant de cette situation comme d'un tremplin pour la communisation des rapports entre les individus.

Exprimé concrètement, cela signifie que la destruction de l'échange, ce n'est pas un décret du soviet suprême « après qu'on aura réussi la révolution mondiale » ou la libération de ce qu'est potentiellement, en lui-même, le prolétariat : ce sont des ouvriers attaquant les banques où se trouvent leurs comptes et ceux des autres ouvriers, s'obligeant ainsi à se débrouiller sans, ce sont les travailleurs se communiquant et

communiquant à la communauté leurs produits directement et sans marché, ce sont les sans-logis occupant les logements, « obligeant » ainsi les ouvriers du bâtiment à produire gratuitement, les ouvriers du bâtiment puisant dans les magasins librement, obligeant toute la classe à s'organiser pour aller chercher la nourriture dans les secteurs à exproprier, etc. Qu'on s'entende bien. Il n'y a aucune mesure qui, en elle-même, prise isolément, soit le « communisme ». Distribuer des biens, faire circuler directement moyens de production et matières premières, utiliser la violence contre l'Etat en place, des fractions du capital peuvent accomplir une partie de ces choses dans certaines circonstances. Ce qui est communiste, ce n'est pas la « violence » en soi, ni la « distribution » de la merde que nous lègue la société de classes, ni la « collectivisation » des machines à sucer de la plus-value, c'est la nature du mouvement qui relie ces actions, les sous-tend, en fait des moments d'un processus qui ne peut que communiser toujours plus ou être écrasé. Le mouvement s'effectue à travers ses mesures, il est ses mesures, mais il est aussi plus que la somme des mesures envisagées statiquement. Chaque action du prolétariat s'annonce comme nécessaire et se révèle, dès qu'elle est effectuée, comme insuffisante, comme exigeant immédiatement une autre mesure nécessaire.

On ne peut faire une révolution communiste sans prendre de mesures communistes, sans dissoudre le travail salarié, communiser l'alimentation, le vêtement, le logement, se procurer toutes les armes (destructrices, mais aussi les télécommunications, la nourriture, etc.), intégrer les sans-réserves (y compris ceux que nous aurons réduits nous-mêmes à cet état), les chômeurs, les paysans ruinés, les couches moyennes, et les étudiants marginalisés. Toutes les mesures communistes ne sont pas des mesures que les révolutionnaires prennent *entre eux* vis-à-vis des objets qui les entourent mais des actions dans leur lutte *contre le capital*.

En prenant des mesures communistes, c'est-à-dire en produisant des rapports entre individus comme individus singuliers, les ouvriers amorcent un processus qui ne peut que s'étendre. En effet, à partir du moment où on commence à consommer gratuitement, il faut reproduire les biens consommés (ou d'autres) ; pour les reproduire, on manque de matières premières, de pièces détachées, de nourriture. Il faut donc s'emparer des moyens de transport, des télécommunications et entrer en contact avec les autres secteurs ; ce faisant on se heurte aux bandes armées adverses. La classe capitaliste peut tout autant centraliser son action contre-révolutionnaire dans l'Etat que décentraliser l'affrontement en le régionalisant, découpant les classes en catégories sociales, en l'ethnifiant même. Son action sera tout autant militaire que faite de contre-mesures sociales et de constructions de conflits fondés sur les capacités de reproduction et d'intégration du mode de production capitaliste que la révolution elle-même pousse à des développements imprévisibles, de la résurrection de l'esclavage à l'autogestion, mais surtout sa reproduction s'éparpillera au plus près de la révolution, se reproduisant dans tous les moments où la communisation se sclérosait en simple organisation de la

survie des prolétaires, en socialisation. Dans cet affrontement les mesures communistes intègrent le problème de l'armement qui ne peut se résoudre qu'en mettant sur pied un réseau de distribution de biens pour soutenir les combats sur une multiplicité de lieux quasiment infinie (la constitution d'un front ou de zones de combat délimitées c'est la mort de la révolution). A partir du moment où les prolétaires défont les lois marchandes, ils ne peuvent plus s'arrêter (d'autant moins que le capital est ainsi privé de biens essentiels et contre-attaque). Chaque approfondissement social, chaque extension donnent chair et sang aux nouveaux rapports, permettent d'intégrer toujours plus de non-prolétaires à la classe communisatrice en train de se constituer et de se dissoudre simultanément, de réorganiser les forces productives, d'abolir toujours plus toute concurrence et division entre les prolétaires, d'acquérir une position stratégique et de faire de cela le contenu et le déroulement de son affrontement, nécessairement armé, contre ceux que la classe capitaliste peut encore mobiliser, intégrer et reproduire dans ses rapports sociaux.

La classe capitaliste et ses innombrables couches périphériques reposent sur un enchevêtrement compliqué, paperassier, bureaucratique, vulnérable au plus haut point, de liens financiers, de crédits, d'obligations. Sans ces liens, sa cohésion interne s'effondre. Cette classe n'est pas une communauté fondée sur une association matérielle, elle est un conglomerat de concurrents unis par l'échange. L'échange, l'individu de la société civile, c'est la communauté abstraite (l'argent, l'Etat). C'est pourquoi toutes les mesures de communisation devront être une action énergique pour le démantèlement des liens qui unissent nos ennemis et leurs supports matériels, destruction rapide, sans possibilité de retour. La communisation n'est pas la paisible organisation de la gratuité et d'un mode de vie agréable entre prolétaires. Le mouvement social de communisation est le processus d'intégration de l'humanité au prolétariat en train de disparaître. La stricte délimitation du prolétariat par rapport aux autres couches, sa lutte contre toute production marchande sont en même temps un processus qui *contraint* les couches de la petite bourgeoisie salariée, de la « classe de l'encadrement social » (Alain Bihr) à rejoindre la classe communisatrice : elle est donc définition, exclusion et, en même temps, démarcation et ouverture, effacement des frontières et dépérissement des classes. Ce n'est pas là un paradoxe mais la réalité du mouvement où le prolétariat se définit dans la pratique comme le mouvement de constitution de la communauté humaine. Le mouvement social en Argentine, parce qu'il y a été confronté, a posé la question des rapports entre prolétaires en activité (salariés), chômeurs et exclus, couches moyennes. Il n'a apporté que des réponses extrêmement parcellaires dont la plus intéressante est sans doute son organisation territoriale. Dans cette situation, les pourfendeurs radicaux de l'interclassisme ou les propagandistes de l'unanimité nationale démocratique sont les militants de deux types différents de défaite. La révolution qui ne peut plus être dans ce cycle de luttes que communisation dépasse le dilemme entre les alliances de classes léninistes ou démocratiques et « le prolétariat seul » de Gorter : l'une et l'autre sont des

expressions de la défaite de la révolution ouvrière programmatique et de sa liaison nécessaire avec sa contre-révolution.

La seule façon de dépasser les conflits entre les chômeurs et les avec-emploi, entre les qualifiés et les non-qualifiés est d'effectuer d'emblée, au cours de la lutte, des mesures de communisation qui suppriment la base même de cette division (ce que, confrontées à la question, les entreprises récupérées en Argentine n'ont tenté que très marginalement, se contentant le plus souvent – cf. Zanon – de quelques redistributions charitables aux groupes de *piqueteros*). Faute de cela, le capital jouera tout au long du mouvement sur cette fragmentation. Les crises du mode de production capitaliste ne sont pas une assurance du processus révolutionnaire, la classe capitaliste sait parfaitement les utiliser pour décomposer la classe ouvrière. « Le prolétariat est seul », Gorter saisit bien qu'il n'y a pas d'alliance possible avec les petits producteurs, mais, d'une prémisse juste, il tire une conclusion qui n'en est pas une et qui évite le problème. Ainsi, il ne propose aucune solution au problème de la nourriture sinon celle de la violence militaire pure, et, en cela, il est en deçà de Lénine qui comprend très bien qu'on ne peut vaincre les petits propriétaires en les fusillant. Ni l'un ni l'autre n'ont dépassé le dilemme tragique : dictature purement politique et militaire ou frontisme. En fait, ce que déjà avait montré la révolution allemande c'est qu'il s'agit de les dissoudre en tant que couches moyennes en prenant des mesures communistes concrètes qui les contraignent à entrer dans le prolétariat, c'est-à-dire d'achever leur « prolétarianisation ». Il ne s'agit pas comme les conseils de Bavière et de la Ruhr de proclamer la « socialisation des moyens de production », la seule chose qui compte ce sont les « décrets d'application ».

De nos jours dans les pays développés, la question est à la fois plus simple et plus dangereuse, d'un côté l'immense majorité de ces couches moyennes est salariée et n'a donc plus de fondement matériel à sa position sociale, son rôle d'encadrement et de direction de la coopération capitaliste est essentiel mais précarisé en permanence, sa position sociale dépend de mécanisme de prélèvement de fractions de la plus-value très fragile, mais d'un autre côté, pour ces mêmes raisons, sa proximité formelle avec le prolétariat la pousse à présenter dans les luttes de celui-ci des « solutions » gestionnaires alternatives, nationales ou démocratiques qui préserveraient ses propres positions et son expertise. Elle pourra prendre en charge le démocratisme radical exprimant les limites des luttes. Il n'y aura pas de solution miracle car il n'y a pas de revendication unificatrice, la classe ne s'unifie qu'en brisant le rapport au sein duquel les revendications ont un sens : le rapport capitaliste. La question essentielle que nous aurons à résoudre est de savoir comment on étend le communisme, avant qu'il soit étouffé dans les tenailles de la marchandise ; comment on intègre l'agriculture pour ne pas avoir à échanger avec les petits paysans ; comment on défait les liens échangistes de l'adversaire pour lui imposer la logique de la communisation des rapports et de l'emparement des biens. Les prolétaires qui, au lieu de pousser à bout la lutte de classe à

la campagne entre le prolétariat agricole et les propriétaires tout en faisant éclater l'illusion actuelle de la propriété individuelle (déjà l'exploitant individuel n'est plus le rentier), au lieu d'intégrer sans relâche les sans-réserves, choisiront l'alliance démocratique, les compromis et l'échange avec les petits propriétaires, creuseront leur propre tombe.

Au delà de mouvements essentiels pour nous mais minoritaires et relativement fugaces (cf. le chapitre *Argentine : une lutte de classe contre l'autonomie*), en Argentine, les chômeurs revendiquent du travail, les ouvriers revendiquent le contrôle sur leur usine, la majorité des prolétaires revendiquent que les démocrates plus ou moins nationalistes prennent en main le capitalisme, partout les prolétaires finissent par se heurter les uns aux autres ou se démobiliser dans une infinité de mouvements disparates. Corporatisme, localisme, ethnisme, révoltes désespérées, affrontements internes, illusions réformistes, voilà le tableau de l'unité revendicative du prolétariat, de l'unité de la classe comme « somme des salariés » dont nous parlent les réalistes de la lutte ouvrière. C'est en transformant leurs rapports réciproques, *leurs rapports entre eux*, que les prolétaires s'autotransforment. La lutte révolutionnaire se reconnaîtra à ce qu'elle passera d'emblée aux mesures sociales, elle dépassera l'usinisme, le conseilisme, l'auto-organisation, intégrera les chômeurs, liera l'affrontement armé à l'accomplissement des tâches communistes. Il ne s'agira pas de plaquer sur le prolétariat tel qu'il existe comme fractionné l'unité formelle de la politique, de la violence, du fétichisme des formes de la « démocratie ouvrière », des conseils et de l'usine.

Plus on se gargarise avec les mots de « dictature », « pouvoir », « violence » sans indiquer à quel mouvement sont subordonnés ces actions, moins on sort des rapports capitalistes, plus on masque son incapacité à concevoir la rupture révolutionnaire et son contenu par de la phraséologie sanguinolente et purement politique. La violence révolutionnaire est la violence des nouveaux rapports contre les anciens, et leur dictature découle dans sa forme spécifique, du contenu social de la révolution. Chaque classe mène la guerre à sa façon, en fonction de la nature du mouvement social qu'elle effectue. La constitution du prolétariat en classe communisatrice, c'est-à-dire son autotransformation, n'est pas le prélude « organisationnel » ou « politique » à sa dissolution mais le processus même de cette dissolution.

C'est là qu'on se rend compte que même être la dissolution des conditions existantes ne recouvre pas des « germes » de communisme dans la société capitaliste, cette situation n'est comme classe que le mouvement interne de ces conditions, le mouvement interne du capital comme contradiction en procès, le prolétariat est le terme actif de cette contradiction qui pousse à son dépassement en s'appuyant sur sa situation dans cette contradiction. La communisation, c'est avant tout la remise en question pratique par les prolétaires de ce qu'ils sont et de toutes les formes par lesquelles le capital les relie entre eux, c'est-à-dire la suppression par le prolétariat de sa propre

existence. Le prolétariat ne peut s'unifier et faire la révolution tel qu'il est : divisé en usines absurdes, en entreprises, déchiré par la division du travail, rendu étranger à lui-même par l'échange, etc. Il faut qu'il pousse jusqu'au bout sa situation dans le mode de production capitaliste (la dissolution des conditions existantes) mais en la détruisant, en *s'unifiant* par les mesures de communisation contre les rapports sociaux capitalistes, c'est-à-dire en *se dissolvant* dans la communauté humaine qu'il produit. Si l'on ne précise pas cela, on ne parle que de la dictature du travail salarié, c'est-à-dire du capital.

En considérant l'exploitation comme le contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital, nous pouvons affirmer que ce qui fait du prolétariat une classe du mode de production capitaliste en fait identiquement une classe révolutionnaire. L'exploitation est la contradiction portant le communisme comme sa résolution, et la contradiction reproductrice et dynamique du capital.

Le concept d'exploitation permet de construire la lutte des classes comme contradiction, c'est-à-dire implication réciproque non symétrique (subsumption), procès en contradiction avec sa propre reproduction (baisse du taux de profit), totalité dont chaque élément n'existe que dans sa relation à l'autre et se définissant dans cette relation comme contradiction à l'autre et par là à soi même tel que le rapport le définit (travail productif et accumulation du capital ; surtravail et travail nécessaire). Il ne suffit pas de distinguer des intérêts opposés, il faut comprendre pourquoi ces intérêts sont opposés. Le mouvement qu'est l'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux de production dont elle est le contenu et le mouvement. En ce sens, c'est un jeu qui peut amener à l'abolition de sa règle, nous n'avons plus affaire au processus du « capital seulement », mais à la lutte des classes. Elle est, comme contradiction entre le prolétariat et le capital, le procès de la signification historique du mode de production capitaliste ; elle définit le procès de l'accumulation du capital qualitativement comme inessentialisation du travail, comme « contradiction en procès » ; elle définit l'accumulation du capital comme sa nécrologie.

Dans cette contradiction c'est son aspect non symétrique qui nous donne le dépassement. En effet, cette contradiction ne porte son dépassement que de par la place et l'activité spécifiques du prolétariat dans cette contradiction. *Quand nous disons que l'exploitation est une contradiction pour elle-même nous définissons la situation et l'activité du prolétariat.* Définir ainsi la contradiction nous amène à ne pas laisser le cours historique de l'accumulation en dehors ou comme simple réalisation de la contradiction. C'est là que le cours de la contradiction, parce qu'elle ne relie pas symétriquement ses pôles, devient l'histoire *du mode de production capitaliste*, parce que le capital est le pôle qui subsume l'autre et reproduit en lui la totalité. Ce qui explique pourquoi dans ce drôle de jeu qu'est la lutte des classes c'est toujours le même qui gagne, à moins que le jeu n'amène à l'abolition de sa propre règle. Défini comme

classe dans le rapport d'exploitation, le prolétariat n'est jamais confirmé dans son rapport au capital : l'exploitation est subsumption. C'est le mode même selon lequel le travail existe socialement, la valorisation, qui est la contradiction entre le prolétariat et le capital. Défini par l'exploitation, le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme capital, c'est à dire valeur autonomisée et ne le demeurant qu'en se valorisant. Il en résulte que le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre définition comme classe car la nécessité de sa reproduction est quelque chose qu'il trouve face à lui représentée par le capital, il ne trouve jamais sa confirmation dans la reproduction du rapport social dont il est pourtant un pôle nécessaire. La contradiction est historicisée, donc la révolution et le communisme aussi, pas seulement leurs circonstances. Ce que sont la révolution et le communisme se produit historiquement à travers les *cycles des luttes* qui scandent le développement de la contradiction. On passe alors d'une perspective où le prolétariat trouve en lui-même face au capital sa capacité à produire le communisme, à une perspective où cette capacité n'est acquise que comme mouvement interne de ce qu'elle abolit. C'est la critique de toute nature révolutionnaire du prolétariat comme une essence définitoire enfouie ou masquée par la reproduction d'ensemble (l'autoprésupposition du capital).

Bref, s'il y a identité entre ce qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production et ce qui en fait une classe révolutionnaire, cela ne signifie pas que les prolétaires « sont » révolutionnaires comme le ciel « est » bleu, parce qu'ils « sont » salariés, exploités, ni même la dissolution des conditions existantes. Cela signifie que la reproduction du capital n'occulte pas la contradiction par laquelle ils peuvent devenir révolutionnaires en la dépassant. En s'autotransformant, à *partir de ce qu'ils sont*, ils se constituent eux-mêmes en classe révolutionnaire. Les prolétaires ne trouvent pas dans leur situation envisagée de façon contemplative et passive des attributs révolutionnaires. Se constituer en classe révolutionnaire est un produit de la lutte de classe, être une classe révolutionnaire n'est pas une réalité objective de la situation du prolétariat, indépendante de ce que font concrètement les ouvriers. Etre dans le mouvement du capital comme contradiction en procès, la dissolution des conditions existantes (nous n'avons là rien d'autre que le rapport d'exploitation), pousse le prolétariat à se constituer en classe révolutionnaire en abolissant ses conditions d'existence, mais ce qui est là son autotransformation est le produit de sa propre action à partir de sa contradiction avec le capital devenue dans ce cycle de luttes la contradiction avec sa propre existence comme classe. Contradiction qui contraint le prolétariat à se déterminer, devenir cette classe révolutionnaire c'est l'oeuvre d'hommes qui poussent à bout cette contradiction en s'autotransformant. Ce qui offre la possibilité au prolétariat de devenir le sujet révolutionnaire, ce n'est le développement linéaire de caractéristiques qu'il posséderait dans son être de classe du mode de production capitaliste, c'est au contraire sa possibilité d'entrer en guerre contre tout ce qui le définissait antérieurement. Les hommes qui vivent au coeur du conflit du capital comme contradiction en procès et

qui n'y trouvent jamais aucune confirmation d'eux-mêmes sont poussés à le détruire en se constituant en communauté révolutionnaire. Demandons-nous comment, après quelques siècles de rapports communistes, nous considérerons la société capitaliste. Comme une immense période révolutionnaire de production du communisme.

« Le régime capitaliste considéré exclusivement du point de vue de sa durée possible, compte à peine dans la vie de la société » (Marx, *Brouillon de la lettre à Vera Zassoulitch*).

Quelques remarques sur le texte original de 1974 *La Révolution sera Communiste ou ne sera pas*.

* Le texte fonctionne encore sur une théorie de la décadence.

* Cette théorie de la décadence alimente la contradiction qui sert de fondement au texte entre d'un côté les forces productives et l'association du travail qui en résulte et de l'autre les rapports de production capitalistes. Cependant, dans le texte, cette contradiction, bien qu'elle ne soit pas objectiviste devient la construction essentialiste d'une contradiction interne du prolétariat.

* Cela entraîne que malgré toute la vision de la révolution comme négation du prolétariat, le texte se débat avec une positivité de celui-ci : sa qualité de force de travail trop associée pour le salariat et potentiellement force de travail collective mondiale. Une force de travail « communautaire » et des forces productives « potentiellement unifiées » en contradiction avec la perpétuation du travail salarié.

* Cette « incohérence » aboutit à définir une contradiction interne du prolétariat par laquelle il est révolutionnaire, donc à introduire une nature révolutionnaire de la classe que l'ensemble du texte en fait contredit. Ce qui donne la formule : « l'affirmation du prolétariat c'est sa propre négation ».

* La « nature révolutionnaire » oblige à introduire une problématique des conditions (réalisées ou non), problématique qui souffre toujours d'une absence radicale de critères. Le texte passe alors à côté d'une historicisation de la lutte des classes et d'une définition historique de la révolution et du communisme.

Mais la limite essentielle du texte (limite constitutive et inévitable) c'est la vision du rapport entre luttes immédiates et révolution comme un rapport exclusivement négatif : la « maturation négative ». D'échecs en échecs jusqu'à l'aurore. Le texte est une formidable projection de son époque au delà d'elle-même à partir d'elle-même. Il « manque » à ce texte la restructuration et le nouveau cycle de luttes, si bien qu'il ne peut concevoir que l'activité du prolétariat puisse exister comme négation de sa propre existence comme classe. Le texte ne peut concevoir que l'action de classe puisse être autre que programmatique, il ne fonctionne alors que sur l'alternative absolue entre programmatisme et révolution qui devient luttes immédiates ou révolution. Il manquait aux rédacteurs de ce texte prodigieux la maturation d'un cycle de luttes où ce qu'ils imaginaient alors s'enracine et se produit maintenant dans les luttes immédiates comme leur dépassement.

L'unité de la classe comme « force antagonique au capital »

Au premier abord, le cycle de luttes actuel se caractérise comme une somme de luttes sectorisées, localisées, touchant des segments divers de la force de travail, comme

la disparition du « grand projet d'émancipation prolétarienne », comme la correspondance entre l'organisation atomisée du procès de travail et les formes atomisées de solidarité et de résistances. Au premier abord, le nouveau cycle de luttes est « post-moderne ». Si l'on rapporte ces caractéristiques à une vision programmatique de la révolution, la conclusion est simple : il faut aller planter des salades. Les luttes ouvrières ne peuvent plus promouvoir aucune forme de communauté. Si l'on ne conçoit pas que les formes actuelles de l'exploitation puissent porter la révolution autrement que comme l'affirmation de la communauté prolétarienne du travail, les caractéristiques du nouveau cycle qui, à l'évidence, mettent à mal cette communauté, ne peuvent conduire qu'à la conclusion de la disparition des classes et de toute perspective communiste. Le nouveau cycle de luttes proclame la caducité définitive de la perspective programmatique d'affirmation du prolétariat en tant que travail productif, créateur de valeur et communauté ouvrière. Le capital aurait alors définitivement vaincu dans la mesure où le prolétariat n'existerait plus. Deux choses clochent dans ce raisonnement : la compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital ; l'acceptation du caractère indépassable du programmatisme.

En se contentant d'une description de la segmentation de la force de travail et de la particularisation des luttes, on ne les inclut pas immédiatement dans une restructuration du rapport entre prolétariat et capital. C'est-à-dire qu'on réfère les caractéristiques du nouveau cycle aux formes de l'exploitation dans l'ancien. Par rapport à cet ancien cycle, elles ne peuvent apparaître que comme décomposition, éclatement, disparition de perspectives et d'unité. Tout change si l'on considère que ces nouvelles caractéristiques participent d'une refonte de la contradiction, on les réfère alors aux contradictions de cette période. Le point fondamental de la restructuration du mode de production capitaliste, qui a eu lieu du milieu des années 70 au milieu des années 90, est d'avoir situé le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital, l'exploitation, au niveau de la reproduction du capital, au niveau de son autoprésupposition, c'est-à-dire de la production capitaliste en ce que son principal résultat est la reproduction du rapport lui-même entre les classes. La contradiction entre les classes a acquis pour contenu et enjeu sa propre reproduction (d'où les illusions selon lesquelles le capital n'est plus que reproduction et domination). Il en découle un point essentiel pour la compréhension et la perspective de la lutte de classe du prolétariat aujourd'hui : sa lutte contre le capital a pour enjeu et perspective sa propre abolition immédiate, dans l'abolition du capital. C'est cela que manifestent les caractéristiques nouvelles du cycle de luttes. Loin donc de désigner une décomposition, une disparition de perspective, toutes ces caractéristiques désignent une nouvelle perspective, extrêmement plus prometteuse que celle du programmatisme qui avait culminé avec « l'ouvrier-masse ». Dans ces caractéristiques et cette perspective, ce qui a disparu c'est l'affirmation d'une identité ouvrière qui avait toujours été la formalisation de l'impossibilité de la révolution et du communisme ; et ce qui est produit, c'est l'identité immédiate entre l'abolition du capital et son contenu,

l'abolition des classes, dont le prolétariat lui-même, de par son action de classe contre le capital. Ces luttes qui demeurent sectorisées, ces luttes qui se poursuivent jusqu'à leur fin amère, ces luttes qui éclatent sur la reproduction de la force de travail, ces luttes de « désobéissance sociale » à tous les niveaux, expriment positivement et négativement une seule et même chose : la disparition de toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital et se posant comme base de la réorganisation de la société au-delà du capital. Positivement, ce cycle est celui du dépassement de ce qui avait toujours été une contradiction insurmontable pour la lutte de classe du prolétariat : une classe abolit les classes. Négativement, en ce que cette « situation » signifie que la reproduction du capital est, dans ce cycle de luttes, la limite qu'affronte chacune des luttes dans sa particularité. Le prolétariat n'a aucune positivité à affirmer, non de par une définition générale, quasiment ontologique, mais de par la structure et le contenu de la contradiction telle qu'elle existe maintenant. Tant que le capital se reproduit, dans et par cette contradiction (non comme un mouvement automatique), le prolétariat lutte selon les catégories du capital : sa division du travail, sa réification des éléments du procès de production, ses catégories sociologiques et, au pire, raciales.

L'absence de projet social et d'unité ne signifient rien d'autre que l'absence de développement positif à partir de la situation immédiate du prolétariat dans le mode de production capitaliste où il ne trouve aucune identité, confirmée par celui-ci, à défendre ou à promouvoir comme étant, dans sa montée en puissance et son affirmation, le procès même de la révolution. Le prolétariat n'a ni disparu, ni n'est devenu une pure négativité. L'exploitation ne met plus en mouvement une figure sociale homogène, centrale et dominante, de la classe ouvrière, capable d'avoir conscience d'elle-même comme sujet social, au sens où l'on entend habituellement cela, c'est-à-dire capable d'avoir une conscience d'elle-même comme rapport à elle-même, *face* au capital.

Intégrée dans une autre totalité, ayant perdu sa centralité en tant que principe organisateur de l'ensemble du procès de travail, la grande usine des grands rassemblements ouvriers n'a pas disparu, mais elle n'est plus le principe organisateur du procès de travail et du procès de valorisation, beaucoup plus diffus. Elle est devenue élément d'un principe organisateur qui lui échappe. Le principe de la contradiction entre le prolétariat et le capital n'est plus dans ce cycle de luttes quelque chose de sociologiquement donné a priori comme pouvait l'être « l'ouvrier-masse » de la grande usine, mais quelque chose d'aléatoire. Il s'agit dans ce nouveau cycle d'un phénomène de polarisation qui échappe à toute détermination théorique *a priori*. Un conflit particulier peut polariser l'ensemble des conflits et des contradictions qui jusque là semblaient mener indifféremment leur bonhomme de chemin. Cela parce qu'en fait elles ne menaient pas indifféremment leur chemin, la diffusion des contradictions n'est pas le moment premier, n'est pas une juxtaposition, il y a connexion interne entre ces luttes éparses, diffuses. *Cette connexion est précisément ce qui les rend éparses et diffuses.* Il

y a production de la diffusion. Nous retrouvons dans cette diffusion une vieille connaissance : la reproduction du capital. Le caractère diffus, segmenté, éclaté, corporatif des conflits, c'est le lot nécessaire d'une contradiction entre les classes qui se situe au niveau de la reproduction du capital, au niveau de son autoprésupposition. La reproduction du capital selon ses catégories mêmes fonde la limite de ces luttes. C'est le côté « négatif » du nouveau cycle de luttes que nous évoquions précédemment. Mais c'est parce qu'il ne s'agit pas d'une somme d'éléments juxtaposés, mais d'une diffusion produite à partir d'une modalité historique de la contradiction entre prolétariat et capital, qu'un conflit particulier, de par ses caractéristiques, par les conditions dans lesquelles il se déroule, par la période dans laquelle il apparaît, peut se trouver en situation de polariser l'ensemble de cette conflictualité qui jusque là apparaissait comme irréductiblement diverse et diffuse. C'est, avec la restructuration et le nouveau cycle, une dynamique extrêmement riche de perspectives, dépassant cette unité *a priori* de la classe qui ne pouvait se fonder que sur une existence dans le capital à affirmer comme processus de la révolution, qui se met en place. Cette dynamique est le dépassement de toutes les limites internes des révolutions passées.

Dans un article du n°10 de *l'Oiseau-tempête* (dont il est question plus haut), Charles Reeve pose une excellente question : « Dans quelles conditions, la communauté des exploités, attaquée de front dans ses conditions de travail et de vie par la restructuration du système d'exploitation en crise, peut-elle se constituer en force antagonique, en d'autres mots en classe révolutionnaire ? Le problème n'est pas nouveau même si les conditions et les circonstances historiques le sont. » (p.22). Il pose une excellente question, mais il la pose mal, de telle sorte qu'une seule réponse est possible. Il faut relire point par point les quelques lignes de cet énoncé où *a priori* tout semble simple et aller de soi.

« Communauté des exploités » : il est supposé que l'exploitation crée une communauté entre les exploités, la chose est loin d'être évidente, surtout envisagée dans une perspective révolutionnaire et non simplement revendicative.

« Attaquée de front » : la constitution en « force antagonique » est une réaction.

« La restructuration du système d'exploitation » : la restructuration n'est pas définie comme la transformation d'un rapport et de ses termes, mais comme l'action du capital sur une matière quasi inerte et surtout déjà donnée.

« En crise » : la restructuration ne change rien, son action sur la « classe exploitée » provient de ce qu'elle est en crise.

« Force antagonique, en d'autres mots en classe révolutionnaire » : équivalence entre antagonisme et révolution, ce qui présuppose que la lutte revendicative est toujours potentiellement « lutte révolutionnaire », donc que la révolution est affirmation du prolétariat, classe des producteurs.

Les conditions de la subsumption réelle du travail sous le capital, dans la première phase de la subsumption réelle (du début du XX^{ème} siècle à la fin des années 1960), fondaient le prolétariat à disputer au capital la gestion du mode de production selon des modalités qui lui seraient spécifiques s'il y parvenait. Plus encore et différemment qu'en subsumption formelle, il était légitimé à cela par le capital lui-même. Que cela soit irréalisable, impossible (non formellement mais dans les termes, activités et conditions mêmes de ce « projet » et cela tant du côté de la classe ouvrière que de la classe capitaliste) ne change rien à l'affaire, cela a toujours été le cas dans l'histoire du programmatisme. En confirmant à l'intérieur de lui-même une identité ouvrière, en intégrant la reproduction du prolétariat dans son propre cycle, en subsumant sa contradiction avec le prolétariat comme sa dynamique même, le cours de la contradiction entre le prolétariat et le capital dans cette première phase de la subsumption réelle fonde le premier à proclamer : « la contradiction n'a plus lieu d'être ». Ce qui est un projet de dépassement du mode de production capitaliste. *C'est ce projet qui donnait à la classe son unité* malgré les diversités sociologiques de la classe ouvrière, toujours repérables dans n'importe quelle phase du capitalisme. Le capital avait fait du travail son propre rival à l'intérieur de lui-même. Ce mouvement fut brisé. A la fin des années 1960 et dans les années 1970, il y eut défaite ouvrière. La défaite n'a pas l'ampleur de celle de 1917-1939, mais la restructuration en jeu n'est pas non plus de même ampleur, on reste dans le même mode de subsumption. Il y a défaite et contre-révolution. La classe capitaliste brise tout ce qui confortait cette identité ouvrière et légitimait le prolétariat en rival du capital. La destruction de cette identité ouvrière n'est pas une simple conséquence « néfaste » et « objective » de la crise, elle n'est pas le simple reflet d'une croissance industrielle qui s'essouffle. Il n'existe pas de restructuration du mode de production capitaliste sans défaite ouvrière. Cette défaite c'est celle de l'identité ouvrière, des partis communistes, du syndicalisme, de l'autogestion, de l'auto-organisation. C'est tout un cycle de luttes qui a été défait, *sous tous ses aspects*, la restructuration est essentiellement contre-révolution, cette dernière ne se mesure pas au nombre de morts.

En résumé, le programmatisme demeure la philosophie spontanée de Reeve (et, dans l'Ultra-Gauche de tous les tenants de l'auto-organisation) : « Le problème n'est pas nouveau même si les conditions et les circonstances historiques le sont. ». Les « circonstances » et les « conditions » sont « nouvelles », mais Reeve a posé le « problème » dans des termes où actuellement, même dans ce qui n'est pour lui qu'un cadre, il devient insoluble. La façon dont il a posé le « problème » n'admet qu'une seule réponse : l'affirmation de la classe comme classe dominante, ayant réalisé son unité à partir de ce qu'elle est dans l'exploitation, libérant ce qu'elle est déjà dans le capital à la suite d'une grande lutte revendicative victorieuse qui *renverse* la domination capitaliste. Il y a trente ans lors du « grand débat » sur le « refus du travail », Reeve prévenait tous

les tenants de l'autonomie et de l'auto-organisation ouvrière qu'en théorisant positivement le refus du travail ils sciaient la branche sur laquelle ils étaient tous assis. S'il faut lui reconnaître une remarquable constance, il faut également reconnaître que la seule réponse que son énoncé du problème permet devient indicible au vu des « circonstances et conditions nouvelles » (ce que lui-même perçoit dans le texte de ce n° 10 de l'*Oiseau-Tempête* que nous avons précédemment cité).

Le prolétariat ne se constitue en classe révolutionnaire, ne s'unifie, qu'en commençant, même localement. Une lutte qui commence à prendre des mesures de communisation entame l'unification de la classe sur les seules bases où elle peut exister, beaucoup plus que n'importe quelle grève générale massive visant à aménager les conditions de travail. Une mesure communisatrice, quand bien même elle ne se produirait que dans une seule région du monde ou une seule ville, se trouve placée au point de vue de l'ensemble de la classe, parce qu'elle construit comme générale la condition de la classe exploitée au moment même et seulement à ce moment où elle en entame la destruction. Cette mesure, au début dans son petit coin de la planète, part du point de vue de chaque exploité tel qu'il existe réellement, parce que la condition qu'elle s'efforce de supprimer est son isolement organisé par l'exploitation. L'âme d'une lutte revendicative menée par une classe économiquement dominée, fût-elle générale, massive, nationale ou internationale consiste au contraire, si elle ne produit pas de rupture avec elle-même, au mieux à mettre fin à sa séparation d'avec ce qui la domine, à mettre fin à son isolement vis-à-vis du capital. Son point de vue est celui du capital.

Nous n'avons sous les yeux que des luttes particulières, telle fraction de la classe ouvrière contre telle fraction du capital social, comment pouvons-nous passer de cette situation à la contradiction entre le capital et le prolétariat, au « prolétariat en lutte », quelle est la légitimité de ce passage ? Nous pouvons bien sûr faire appel à l'essence des choses : l'ensemble du capital exploite l'ensemble de la classe ouvrière. C'est vrai et c'est fondamental, la légitimité du passage est là. Mais si nous en restons là, nous avons résolu la question en en supprimant les termes, nous avons renvoyé les particularités à l'inexistence, les *formes d'apparition* à une simple apparence, nous avons pris l'essence pour la réalité des existences, c'est-à-dire que nous avons pratiqué l'idéalisme théorique spontané qui est la chose du monde la mieux partagée. Il y a là une réelle difficulté théorique dont la solution conditionne l'analyse des luttes immédiates et en partie la question des activités.

Attendre de chaque lutte un tant soit peu importante et massive que se manifeste en elle une dynamique interne de son dépassement est totalement vain. Bien sûr, historiquement nous avons eu l'expérience de ces luttes qui de façon imprévue « mettaient le feu à toute la plaine » et dépassaient quasi instantanément leurs propres raisons de départ. Parler à ce propos de dynamique interne de cette lutte particulière ou de dynamique que pourrait comporter n'importe quelle lutte résulte d'une illusion

d'optique. Il ne s'agit pas d'une expansion de cette lutte à partir d'une dynamique interne, ni même d'une rencontre entre des luttes dans un climat social tendu. Ce qui va *apparaître* comme venant de cette lutte particulière, comme une dynamique interne qui aurait été potentielle en elle, c'est la polarisation d'une situation contradictoire générale dans un lieu particulier. D'où l'effet d'optique. Ce n'est pas la lutte particulière qui s'étend en contradiction générale, mais une contradiction générale (c'est-à-dire une tension générale au niveau de la valorisation du capital, du travail productif de plus-value, ce que l'on appelle bêtement une crise économique) qui éclate dans une forme forcément particulière. Il est nécessaire d'effectuer ce renversement du mouvement apparent pour pouvoir expliquer le mouvement apparent lui-même qui sinon relève du mystère de la « potentialité » ou de l'« exemplarité ». Ce sont les problèmes accumulés au niveau du taux de profit, c'est-à-dire au niveau du capital social, qui exacerbent la concurrence, contraignent à élever le taux de plus-value pour tel capital particulier et se focalisent sur tel pays, tel secteur dans la division sociale du travail ou même telle entreprise particulière. La situation antérieure y devient irreproductible et surtout ce capital particulier est incapable de résoudre dans sa propre reproduction sa contradiction avec son prolétariat particulier, c'est-à-dire qu'il doit modifier sa place dans la division sociale du travail, son poids relatif dans la péréquation, la composition de sa force de travail, les modalités de son exploitation, etc. Dans le cycle de luttes actuel la limite de chaque lutte immédiate est la reproduction du capital (la contradiction se situe au niveau de la reproduction, il n'y a plus d'identité ouvrière opposable au capital, de positivité prolétarienne à dégager face au capital), d'où une autre apparence : la crise économique comme une condition « extérieure » déclenchant la lutte, alors que l'accumulation est lutte des classes de façon essentielle. Dans ce qui est saisi comme dynamique interne d'une lutte particulière c'est la contradiction générale entre le prolétariat et le capital qui se trouve représentée en un lieu particulier. C'est à ce moment là que la lutte de ce prolétariat particulier peut prendre l'*apparence* de l'étincelle qui met le feu à toute la plaine et que la lutte générale peut dépasser quasi instantanément la particularité de ses raisons de départ.

Tout dépend alors de la détermination qualitative de l'activité du prolétariat, c'est-à-dire du cycle de luttes, de la structure et du contenu de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Mais il s'agit bien d'une activité, c'est-à-dire de quelque chose qui au fur et à mesure de son effectuation crée et modifie ses propres conditions et transforme ses propres résultats jusqu'à pouvoir faire sauter l'implication réciproque entre les classes (c'est-à-dire à se dépasser non seulement de lutte particulière en lutte générale, mais encore de luttes immédiates en communisation). C'est le prolétariat contre le capital qui prend les mesures qui sont son irreproductibilité et non son irreproductibilité qui est le préalable des mesures de communisation de la société. Si ensuite nous expliquons l'échec du mouvement, de l'insurrection etc., nous le ferons à

partir de ce qui s'est réellement passé et qui explique cet échec ou cet écrasement et non à partir de ce qui aurait pu se passer, sauf à considérer que l'histoire est constamment double : d'une part, ce qui advient et, d'autre part, la révolution comme présence toujours là (mais alors c'est la contradiction entre le prolétariat et le capital qui se dédouble : implication d'une part et extériorité d'autre part). Si les prolétaires ont fait ceci ou cela et ont été battus, ils n'ont pas fait autre chose. Pouvaient-ils faire autre chose ? La question n'a aucun sens, elle est absurde.

Le cours quotidien de la lutte de classes n'appelle pas son dépassement de par un processus interne, et encore moins de par un processus interne localisable dans une lutte particulière, mais bien au travers de la crise du capital. C'est la contradiction entre le prolétariat et le capital, de par ce qu'elle devient nécessairement (économie), qui constitue cette crise en médiation de sa résolution. Ce qu'il ne faut jamais perdre de vue c'est que c'est la même contradiction qui porte la dynamique du capital et qui éclate dans la crise. Ainsi, le contenu que le prolétariat donne historiquement au dépassement du capital avec la crise de la reproduction de rapports de production n'est pas fortuit par rapport à ce cours quotidien, mais dans un rapport nécessaire.

Les classes ne sont ni des sommes d'individus regroupés par un intérêt commun, découpées sociologiquement dans la totalité de la société, ni de pures activités historiques comme l'IS et une partie de l'Ultra-gauche, au début des années 1970 l'ont cru. Il faut dire cette chose triviale : le prolétariat c'est la classe des travailleurs productifs de plus-value. Ce n'est qu'une fois une telle chose dite que l'on définit la classe de façon historique parce qu'on a alors posé une contradiction, l'exploitation, et la polarisation de ses termes. Le prolétariat et la classe capitaliste sont la polarisation sociale de la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit, en activités contradictoires. La contradiction qui résulte, dans le mode de production capitaliste, du rapport entre l'extraction de plus-value et la croissance de la composition organique du capital se développe comme péréquation du taux de profit sur l'ensemble des activités productives et structure comme rapport contradictoire entre des classes *l'ensemble de la société*. Dans cette polarisation ce sont les catégories et les classes sociales de la société du capital qui se dissolvent comme prolétariat contre le capital et la classe capitaliste.

On peut appeler mouvement de prolétarianisation la relation entre la constitution d'un travailleur collectif et la spécificité du travail productif. Le prolétariat inclut toujours comme rapport interne la relation entre travailleur collectif et travailleur strictement productif non comme des étiquettes individuelles mais comme instances de sa définition dans l'accumulation. Actuellement, l'interpénétration entre la classe ouvrière et la catégorie des employés aussi bien dans les collectifs de travail que dans les trajectoires individuelles et familiales renforce cet éclatement de l'identité ouvrière mais, si les employés constituent un ensemble très hétérogène, leurs luttes sont de plus en plus nombreuses et dures au fur et à mesure de leur prolétarianisation. Cette

interpénétration peut devenir un des aspects éminemment positifs de la disparition de l'identité ouvrière et de la constitution du prolétariat comme classe s'abolissant.

Si nous pouvons identifier le prolétariat à la classe ouvrière c'est que, dans la situation de celle-ci, la contradiction centrale du mode de production capitaliste devient la condition de son dépassement comme activité particulière. En cela, cette identification dépasse la classe ouvrière au moment où ce sont toutes les contradictions de la société qu'elle polarise. Cette identité, pour la classe ouvrière elle-même, n'est pas un donné mais un mouvement. Les classes sont génétiquement données en même temps que leur contradiction. C'est pour cela qu'une classe, le prolétariat, peut s'abolir en tant que classe, parce qu'il ne préexiste pas à, ni ne résulte de ce mouvement, mais en est la seule réalité concrète sans laquelle la baisse du taux de profit est une abstraction et l'abolition du mode de production capitaliste un projet déterministe.

Les classes ne préexistent pas à la lutte, pas plus que la lutte ne les constitue. Les choses sont extrêmement banales : les classes et leur lutte sont données absolument simultanément. Définir les unes c'est définir l'autre. C'est le programmatisme et plus spécifiquement le léninisme (dans sa lutte contre le spontanéisme) qui trouve là un problème. Dire que le prolétariat est la dissolution des conditions existantes ne s'oppose pas à une définition sociologique. Cela revient à dire que le prolétariat est la classe du travail productif de valeur et plus précisément de plus-value. En tant que dissolution de ces conditions existantes, le prolétariat est défini comme classe dans le capital et dans son rapport avec lui. Ce n'est pas d'être la dissolution de ces catégories qui le pose comme classe (on aurait là une substance révolutionnaire), qui le constitue comme classe, mais c'est en tant que classe (la définition « sociologique », si l'on veut) qu'il est cette dissolution, c'est le contenu même de sa définition « sociologique ». C'est dans sa condition de classe du mode de production capitaliste que gît sa capacité à abolir le capital, produire le communisme. Et cela se voit sans cesse dans le cours de l'accumulation du capital en tant que contradiction en procès, c'est-à-dire dans le contenu qualitatif de cette accumulation qui est loin d'être cet amoncellement quantitatif auquel on la réduit trop souvent (il ne s'agit pas ici des transformations dans les formes de l'accumulation mais de sa nature même). La périodisation de l'accumulation capitaliste, même prise unilatéralement du point de vue du pôle capital, renvoie à ce contenu qualitatif et inclut constamment qu'il n'est produit et reproduit que par une classe, qui en tant que productrice de plus-value est la dissolution des conditions existantes. La dissolution de toutes les conditions existantes c'est une classe, c'est le travail vivant face au capital. Il faut sortir de l'opposition entre définition sociologique et définition historique.

Nous avons dit que les classes sont la polarisation, comme activités, des contradictions du mode de production capitaliste, encore faut-il que ce mode de production soit toujours conçu comme contradictoire. C'est là que la prise en

considération de l'inessentialisation du travail et de l'« atomisation » de la classe doit s'effectuer avec de grandes précautions. Si cette dernière n'est conçue que « physiquement », du point de vue du procès de travail, et non comme contradiction du point de vue du procès de valorisation, il en résulte que le mode de production capitaliste a déjà effectué son saut au-delà du travail productif, et de la plus-value ou qu'il est en passe de le faire. Il s'agit d'un procès contradictoire et non d'une tendance réalisée ni même ayant vocation à l'être (même si elle n'y parvient pas).

Nous devons reconnaître que les critiques prônant l'abandon du prolétariat comme classe et comme classe révolutionnaire sont inévitables dans la problématique de la communisation : dire que la révolution sera abolition de toutes les classes comporte comme sa dérive que la communisation n'est donc possible que quand les classes ont déjà disparu. Le prolétariat ne s'unifie que de façon révolutionnaire, en abolissant ses conditions d'existence.

Dit très brièvement, nous avons défini le cycle de luttes actuel comme une situation où le prolétariat n'existe comme classe que dans son rapport contradictoire au capital qui ne comporte aucune confirmation d'une identité ouvrière ni de « retour sur soi » face au capital, la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause. Le prolétariat n'en devient pas pour autant un être « purement négatif » sauf si l'on entend par là la critique de toute conception d'une nature révolutionnaire du prolétariat. On passe d'une perspective où le prolétariat trouve *en lui-même* face au capital, sa capacité à produire le communisme à une perspective où cette capacité n'est acquise que comme mouvement interne de ce qu'elle permet d'abolir, devenant par là même procès historique et développement du rapport, et non triomphe de l'un des termes sous la forme de sa généralisation. Le prolétariat n'est producteur du communisme que dans (et par) le cours de la contradiction avec le capital et non en lui-même, s'émancipant du capital ou se révélant contre lui, il n'y a pas d'être subversif du prolétariat. Si la négation est un moment interne de ce qui est nié, le dépassement est un développement de la contradiction, il provient de ce développement, il n'est pas révélation ou actualisation d'une nature révolutionnaire, mais production historique.

En tant que dissolution des conditions existantes, le prolétariat est défini comme classe dans le capital et dans son rapport avec lui, c'est-à-dire comme classe du travail productif de valeur et plus précisément de plus-value. La dissolution de toutes les conditions existantes c'est une classe, *c'est le travail vivant face au capital*. Ce qui a disparu dans la crise-restructuration actuelle ce n'est pas cette existence objective, c'est la confirmation dans la reproduction du capital d'une identité prolétarienne. Lorsque nous disons que le prolétariat n'existe comme classe que dans et contre le capital, qu'il produit tout son être, toute son organisation, sa réalité et sa constitution comme classe dans le capital et contre lui, nous ne faisons que dire qu'il est la classe du travail productif de plus-value.

Pour une classe, se reconnaître soi-même comme classe c'est son rapport à une autre classe, une classe n'existe que pour autant qu'elle doit mener une lutte contre une autre classe. Une classe n'a pas de définition propre *préalable* expliquant et produisant sa contradiction avec une autre classe, ce n'est que dans la contradiction avec une autre classe qu'elle se reconnaît elle-même comme classe, c'est l'autre classe qui est sa raison d'être comme classe. Ce qui disparaît dans le cycle de lutte actuel, c'est le fait que ce rapport général, définitoire des classes, puisse comporter un moment de retour sur soi pour le prolétariat comme définition d'une identité propre à opposer au capital (identité propre *semblant inhérente* à la classe et opposable au capital, alors qu'elle n'était qu'un produit particulier d'un certain rapport historique entre le prolétariat et le capital et confirmée par le propre mouvement du capital).

A la fin des années 70 et au début des années 80, l'effondrement du programmatisme et la disparition, dans le cours de la restructuration qui a accompagné comme luttes de classes cet effondrement, de toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, comme cela était auparavant le cas dans le cycle de luttes précédent, ont produit comme une des limites actuelles des luttes de classe *la disparition de leur propre compréhension et prise en charge d'elles-mêmes précisément en tant que contradiction entre des classes*. Dans cette limite, c'est cette contradiction, l'exploitation, qui produit son propre effacement. Comme contradiction, elle est la particularisation en classes (et on ne peut parler de classes que de par cette particularisation de la totalité et non en termes sociologiques de regroupement d'intérêts) de la même totalité contradictoire, le mode de production capitaliste. Définissant ses termes comme classes, elle produit son dépassement, comme son procès, de par l'activité d'un de ses termes, le prolétariat, activité et terme qu'elle définit en elle. Cette totalité contradictoire elle-même se reproduit dans l'autoprésupposition du capital qui « efface » alors les classes quand elle ne comporte plus en elle-même la confirmation d'une identité ouvrière. Il en résulte que les conditions de sa reproduction apparaissent face à l'individu comme des conditions toutes faites et « naturelles », comme un simple moyen de réalisation de ses buts singuliers (ou obstacles à ceux-ci), comme une nécessité extérieure à sa propre définition et non comme sa particularisation d'être de la communauté en tant qu'appartenance de classe. C'est une tendance lourde de ce cycle de luttes qui court, par exemple en France, depuis les coordinations de 1986 jusqu'à la lutte des chômeurs de l'hiver 97-98, en passant par le mouvement de novembre-décembre 95 et les diverses luttes étudiantes et lycéennes. D'une part l'individu isolé et sa réunion avec d'autres sur la base d'intérêts communs, d'autre part la reproduction de la société comme moyens ou obstacles, comme économie (celle-ci posée corollairement à l'individu isolé essentiellement aux niveaux de l'échange, de la marchandise, de l'argent, de la consommation). La subjectivité individuelle peut alors se donner libre cours dans les rêves de vraie démocratie, de réappropriation de la vie ou de la richesse,

du choix entre les travaux concrets utiles ou néfastes, de la « maîtrise » en général, etc. Cependant cette limite pratique, qui est une limite actuelle de la lutte de classe, est aussi, à sa façon, une « désobjectivation » de la lutte de classes, en ce qu'elle pose l'abolition du capital non comme le résultat de ses contradictions objectives dont le prolétariat vient opportunément profiter, mais comme activité humaine produisant ses propres conditions et se posant elle-même comme sa condition première, même si cela s'effectue en opposant l'individu à l'objectivité ou à la nécessité de l'économie, donc en la conservant comme l'envers nécessaire de la subjectivité.

Le fétichisme *spécifique* du capital (par rapport au fétichisme de la valeur) est le fétichisme des éléments d'un procès de production qui en réalité forme un tout : « Dans la formule capital-profit, ou mieux, capital-intérêt, terre-rente foncière, travail-salaire, dans cette trinité économique qui veut établir la connexion interne entre les éléments de valeur et de richesse et leurs sources, la mystification du mode capitaliste de production, la réification des rapports sociaux, l'imbrication immédiate des rapports de production matériels avec leur détermination historico-sociale se trouvent accomplies ; et c'est le monde enchanté et inversé, le monde à l'envers où monsieur le Capital et madame la Terre, à la fois caractères sociaux, mais en même temps simples choses, dansent leur ronde fantomatique. » (Marx, *Le Capital*, Ed. Soc., t. 8, p. 207). Ce fétichisme est atomisation, mais atomisation d'individus définis dans des rapports de classes et qui plus est, de classes qui n'existent que dans leur connexion interne.

Le fétichisme *spécifique* du capital, qui est celui de l'autonomisation et de la personnification des éléments du procès de production (la terre, le travail, les moyens de production) consiste à rattacher chacun de ces éléments de façon naturelle et autonome à un revenu dont la somme constitue la valeur produite (rente + salaire + profit ou intérêt). Avec la restructuration actuelle du mode de production capitaliste, la contradiction se situe au niveau de la reproduction du rapport entre prolétariat et capital, en cela, pour chaque classe en présence, sa contradiction avec l'autre ne peut contenir une confirmation d'elle-même pour elle-même (cependant entre le prolétariat et la classe capitaliste, le rapport est réciproque mais non symétrique).

Les déterminations de la restructuration actuelle ne confirment plus des identités médiatrices exprimant collectivement les éléments autonomisés. C'est l'individu isolé de l'échange marchand qui revient comme le support du fétichisme *spécifique* du capital. L'individu isolé est directement investi par le capital, et sommé de se faire valoir, dans son individualité, en tant que représentant social des éléments fétichisés du capital, d'où la crise de la *représentation* et le « populisme » politique et même syndical. Comme résultat dernier du procès de production et de reproduction apparaît la somme des individus comme société. Dans le fétichisme de l'autoprésupposition, seuls apparaissent comme solides les individus isolés et les rapports qu'en tant que tels ils définissent entre eux. La reproduction des éléments du

procès de production dans leur connexion interne nécessaire devient leur activité propre, le mouvement de leur volonté et des « contrats » qu'ils définissent entre eux.

La société en tant que résultat dernier du procès de production, est maintenant cette somme d'individus se mouvant « à l'aise » dans les formes réifiées du capital : comme des leviers ou des obstacles. C'est au travers de l'activité de ces individus que passe la reproduction des rapports de production comme rapports de classes à l'intérieur du mode de production capitaliste, et cela *parce qu'ils sont des rapports de classes*. Avec le grand effondrement des médiations collectives (partis, syndicats), la reproduction de la société devient activité, participations individuelles, elle se donne comme régénérescence de la démocratie, comme faire-valoir social de l'individu isolé. Tel il est engagé dans les rapports de production, tel il est acteur de la société civile. Ces individus isolés peuvent donc se regrouper selon les forces de polarisation les plus diverses. Mais, convoqués individuellement et directement comme sujets politiques ou sociaux, ils peuvent ne pas répondre à la convocation si leur situation dans les rapports de production capitalistes n'est plus confirmée comme identité sociale *représentable* dans l'autoprésupposition du capital : c'est la situation actuelle de la *classe ouvrière* dans la représentation politique.

On ne comprend pas ce qu'est la révolution communiste tant que l'on oppose l'individu et la classe, que cela soit pour dire que la révolution c'est quand l'individu s'est débarrassé de ses habits de classe, ou pour dire que la révolution est affaire de classe, l'individu est produit après. Si dans une activité de classe, il peut y avoir production d'individus immédiatement sociaux, c'est que dans ce qu'est une classe, l'individu isolé ne masque pas ou n'est pas un état antérieur à la constitution en classe. L'individu isolé ne masque pas l'existence des classes. Les classes sociales et leur contradiction ne se construisent pas et n'apparaissent pas à elles-mêmes en dévoilant le fétichisme de l'individu isolé mais grâce à lui. L'individu isolé ne vient pas refléter et masquer de véritables rapports de classes. Il n'y a pas dans le mode de production capitaliste de classes en dehors, en dessus ou en dessous de ces individus isolés. Dans le mode de production capitaliste, les rapports sociaux que les hommes définissent entre eux apparaissent comme rapports entre individus. Mais ces rapports sociaux n'existent en tant que tels qu'en apparaissant ainsi, qu'à partir du moment où ils sont rapports entre des individus « isolés », ainsi *ils apparaissent ce qu'ils sont* : une non immédiateté sociale de l'individu, c'est à dire des rapports de classes. L'individu « isolé » ne masque rien. C'est tout le rapport social entre des classes qui est précisément sa propre transposition en rapports entre des individus « isolés », individu « isolé » dont la forme sociale s'étend jusqu'à ce que nous avons appelé par ailleurs (dans d'autres textes) l'individu singulier (comme pourrait le montrer n'importe quelle enquête sociologique). L'individu existe comme membre d'une classe, il n'y a ni opposition ni masque entre ces termes et ce jusqu'à l'individu dans sa singularité (son « unicité ») ; c'est pour cela

que l'action de classe peut produire l'appartenance de classe comme contrainte en tant qu'action de classe même.

En conclusion : le déterminisme de « Théorie Communiste »

Si on demande de façon récurrente à *Théorie Communiste* de dire comment on passe des rapports de production capitalistes au communisme, ce que toutes les autres productions théoriques sont dispensées de faire, c'est que nous avons récusé toute nature révolutionnaire du prolétariat, toute dialectique révolutionnaire au long cours dans le cycle historique de l'aliénation dont il serait le porteur de façon inhérente, ce qui depuis l'effondrement du programmatisme va toujours avec l'idéologie humaniste. Nous n'avons plus que l'exploitation comme contradiction historique et l'implication réciproque entre le prolétariat et le capital. C'est-à-dire que la question que l'on nous pose est *une question que l'on ne peut poser qu'à TC*, parce que nous avons supprimé son occultation par la nature révolutionnaire de la classe et supprimé l'analyse théorique comme suite de jugements portés sur la lutte des classes telle qu'elle est, au nom des potentialités qui seraient contenues dans cette nature ou d'une norme révolutionnaire déjà connue et plus ou moins déjà définitivement énoncée. Dans ce cas de figure, le problème est résolu parce qu'on a tout fait pour qu'il ne se pose pas. Il suffirait d'attendre que dans ses oscillations, au travers de ses avancées et de ses échecs, la lutte du prolétariat coïncide avec son modèle, ce qui a force d'essayer ne saurait manquer de se produire, on a alors postulé que la solution était constamment là (potentielle). Sans toujours construire expressément une nature révolutionnaire du prolétariat, l'autonomie et l'auto-organisation fonctionnent, comme idéologie, de façon identique : il arrivera un coup qui sera le bon. Sous ses airs indéterministes, la théorie de la nature révolutionnaire est un *vrai* déterminisme qui a supprimé la production historique des choses, elle n'attend de l'histoire que la survenue de la coïncidence et elle n'a rien à dire sur son cours. Ayant éliminé le devenir, elle croit avoir éliminé la question du déterminisme, mais ce n'est que parce qu'elle a fait de ce déterminisme l'essence du prolétariat. Lorsque cette théorie s'intéresse à l'histoire c'est pour dire qu'elle ne peut rien en dire et lorsqu'elle donne des exemples historiques ce ne sont que les exemples d'un décalage entre la réalité d'un moment et le modèle, comme dans les dernières publications de Dauvé et Nésic.

La façon dont *TC* pose la question du passage ne préjuge pas de sa solution et c'est pour cela que l'on peut nous poser la question. Dans toutes les « théories » qu'il nous est arrivé de critiquer, le « problème de la révolution » est formulé à partir de sa réponse, comme son reflet, c'est-à-dire comme le problème qu'il fallait poser pour que la solution qu'on voulait lui donner fût bien la solution de ce problème. La connaissance (la solution) se réduit à un problème de reconnaissance : la « communauté humaine » résulte de la « tendance irrépressible de l'homme - du prolétaire- à la communauté » ; au

fait que le prolétariat n'est déjà pas totalement de ce monde ; au fait que l'autonomie est intrinsèque à l'activité de la classe. C'est une parfaite structure idéologique, dans laquelle l'idéologue n'aura plus qu'à relever de temps à autres des signes exemplaires dans le cours des événements, signes qui seront la garantie que son problème reflète bien sa solution. La théorie devient alors la mise en scène de la reconnaissance de la solution à partir de laquelle elle a construit le problème qu'elle se pose et a inventé tous ses personnages et même l'intrigue. En fait on peut même évacuer le problème pour ne conserver que la solution.

TC a substitué à la reconnaissance, dans le cours historique, des garanties du reflet de la solution dans le problème, la question du *mécanisme*. Par quel *mécanisme* l'exploitation du prolétariat par le capital à l'intérieur du mode de production capitaliste produit-elle l'abolition des classes, la communisation ? Ce que nous avons maintes fois répété sous la forme : comment une classe agissant strictement en tant que classe peut-elle abolir les classes ? Le fait que nous ne préjugions pas de la solution, que nous ne la mettions pas en reflet dans le problème, nous amène à prendre « naïvement » le développement du mode de production capitaliste, c'est-à-dire le cours de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Naïvement parce que nous n'avons pas de solution préalable à elle, telle qu'elle est sa propre histoire. Là nous devenons l'objet d'une critique, fruit d'un renversement dont seuls les idéologues ont le secret. Dans la mesure où la « solution » n'est pas un préalable, n'est pas donnée dans la façon dont est formulée la question, qu'elle est donc une production historique réelle et de la seule histoire qui existe, celle du mode de production capitaliste, nous deviendrions *déterministes*.

Ce qui échappe totalement à cette critique *qui nous lit avec ses propres présupposés*, c'est que l'histoire du mode de production capitaliste ne réalise pas les conditions nécessaires à la « réussite » d'une révolution ou d'une nature révolutionnaire du prolétariat, des hommes (ou autres substances) préexistantes mais produit dans chaque période ce que sont la révolution et le communisme. Dire que Marx ou quiconque en 1844 ou en 1875 (et nous ne dirons rien sur les Diggers et encore moins sur les millénaristes médiévaux) avaient défini le « communisme » dont nous parlons maintenant, ce sont des balivernes qui ne résistent pas une seconde à la critique. Dire que le capital n'a pas changé depuis 1867, c'est totalement vrai et totalement faux, donc totalement inutile. Dans le premier cas, cela permet quelques citations que l'on fait ronfler en exergue des textes faute de pouvoir s'en servir dans un raisonnement serré. Dans le second, cela justifie l'empirisme de la paresse. Si nous ne pouvons qu'utiliser tout ce matériel théorique déjà élaboré et si nous ne pouvons rien produire sans lui, c'est que la périodisation du mode de production capitaliste en cycles de luttes si elle délimite des structures spécifiques, ces structures ne sont pas discrètes (discontinues). Chaque cycle de luttes est un moment de leur succession mais là il nous faut admettre (parce que

le mode de production est bien le mode production *capitaliste*) que le capital effectue cette continuité car sa résolution de la contradiction avec le prolétariat, dans chacune de ses périodes, est non seulement une « réponse » à la révolution telle qu'elle existait, mais surtout une « réponse » sur le terrain même de cette révolution (c'est la signification historique du capital - en dehors de toute téléologie : le capital comme contradiction en procès et la liaison essentielle entre révolution et contre-révolution).

Lorsque nous caractérisons la restructuration, le cours actuel de l'exploitation et le cycle de luttes présent, nous disons : « maintenant la lutte de classe et la révolution se présentent de *cette* façon ». Nous ne disons pas « *enfin* elles se présentent telles qu'elles auraient dues toujours être, ou telles qu'elles sont en leur concept ». Nous ne disons pas que le capital règle les problèmes des prolétaires à leur place, car pour cela il faut imaginer que ces problèmes en aient été pour la période précédente, ce qui suppose que sous, au dessus ou à l'intérieur de l'activité du prolétariat, telle qu'elle fut, ait existé une activité possible qui est en fait toujours ce que la période *postérieure* pose comme perspective alors possible. Ce qui apparaît, à la période postérieure, comme contingent dans l'activité du prolétariat, donc comme quelque chose qui aurait pu ne pas être dans la période antérieure, est une distinction que nous n'avons pas, nous, à faire pour chaque période, mais que chaque période fait elle-même dans l'activité du prolétariat qui l'a précédée. La problématique de la « nature révolutionnaire » du prolétariat provient essentiellement du fait que l'activité du prolétariat dans la période postérieure a été substituée à celle de la période antérieure et la conscience ultérieure attribuée comme possible aux prolétaires antérieurs. Ce qui revient à rechercher la possibilité pour les prolétaires d'une activité non directement déduite de leurs conditions sociales, c'est-à-dire à recréer les termes de toute problématique objectiviste (activité/conditions) non pour la dépasser mais simplement pour y répondre différemment avec la vieille ficelle philosophique de la « liberté ». Ce qui ne nous empêche pas de dire, parce que l'histoire est simultanément périodes spécifiques et processus continu, que maintenant les questions antérieures peuvent être résolues et les limites antérieures de la révolution dépassées (limites que chaque période pose dans ses propres termes et non par rapport à une norme et qui apparaissent comme telles pour la période suivante).

Mais attention, ce dépassement pose actuellement à l'activité du prolétariat un problème à résoudre autrement plus redoutable que le programmatisme : agir en tant que classe est devenu la limite de son action en tant que classe. Le capital n'a pas résolu les problèmes du prolétariat à sa place, il a résolu les antinomies du programmatisme *à sa façon* et contre le prolétariat. En outre, loin d'avoir aplani le terrain ce sont de nouveaux et terribles obstacles qui se dressent, mais leur dépassement permet d'envisager que l'on ne retombera pas dans ce qui avait été les limites de tous les mouvements révolutionnaires antérieurs. La révolution ne devient pas pour autant inéluctable au sens où l'on pose d'ordinaire l'alternative entre inéluctabilité et possibilité. La seule chose inéluctable c'est la lutte des classes maintenant et c'est là qu'est la seule nécessité du

communisme, poser comme un futur le dilemme de l'inéluctabilité ou de la possibilité du communisme est *irréel*.

En outre, la question relative au caractère « ultime » de ce cycle de luttes n'a pas de solution parce qu'elle ne peut strictement pas être posée *théoriquement* (et elle ne l'a jamais été pour aucun cycle de luttes). Est-ce à dire que la révolution et la communisation deviennent maintenant le seul avenir ? Cette question également n'a pas de sens, pas de réalité. La seule inéluctabilité c'est la lutte des classes par laquelle nous ne pouvons concevoir *que* la révolution de *ce* cycle de luttes, et cela non comme effondrement du capital laissant la place libre, mais comme pratique historiquement spécifique du prolétariat dans la crise de cette période du capital, c'est alors cette pratique qui *rend* le mode de production capitaliste irréproductible (il est sûr que cette pratique n'est pas indéterminée). C'est une pratique du prolétariat, une pratique déterminée qui rendra toute restructuration impossible : la capacité du prolétariat, dans la crise de ce cycle, à traiter toute l'histoire passée comme prémisses et non comme rapports de production, c'est-à-dire positions sociales à reproduire. C'est le prolétariat contre le capital qui prend les mesures qui sont son irréproductibilité et non son irréproductibilité qui est le préalable des mesures de communisation de la société.

De même que nos critiques nous lisent avec leurs propres oeilères quand ils considèrent comme déterministe le fait de dire que la révolution et le communisme sont des productions historiques par rapport à leur connaissance toujours déjà là de la révolution prolétarienne, de même qu'ils considèrent comme économiste le fait de définir la lutte de classe dans la reproduction du capital par rapport à leur conception objectiviste et non-critique de l'économie, de même ils considèrent comme « superbe isolement attentiste » cette conception de la relation entre la théorie et les luttes sur la base de l'identité de la dynamique et de la limite des luttes dans ce cycle par rapport à leur conception qui ne parvient, en conclusion des deux points précédents, à sortir de la problématique de l'intervention (la révolution toujours déjà là ; le rapport entre nécessité et contingence). De façon un peu provocatrice nous concluons en disant que contrairement à ceux qui le savent depuis Tomas Münzer et même avant, tout en regrettant que ça n'ait jamais été *ce que ça devait être*, et qui n'ont de doutes que sur le calendrier, nous ne savons de la révolution et du communisme que ce que produit le cours actuel de la lutte de classe. Dire que l'histoire existe, certains comprennent ça comme du déterminisme, pire comme de l'économisme quand il s'agit de l'histoire du mode de production capitaliste, et encore pire comme de l'attentisme quand il s'agit de dire que c'est là, dans l'histoire en cours, que se produit ce que sera la communisation. Manifestement ils n'ont rien à dire sur rien et ils le font savoir, mais ne pouvant le dire dans le néant de leur problématique ils sont obligés de passer par les termes de la problématique qu'ils veulent critiquer.

Le communisme est toujours la contradiction actuelle du mode de production capitaliste, il n'en est pas le sens caché ou l'achèvement futur. La *nécessité* du dépassement du capital et de la révolution est là (ici et maintenant), il s'agit d'un fait présent, cette nécessité parce qu'elle est un fait présent (il y a lutte de classe, et cette lutte de classe est la nécessité du communisme toujours actuelle) et non le développement d'un futur, n'a rien à voir avec le déterminisme qui définit la nécessité comme un rapport entre le présent et le futur. Ramenée au présent de la lutte des classes la question du déterminisme avec son fameux dilemme entre inéluctabilité et possibilité s'effondre, ne laissant même aucune trace, il s'évanouit. Cette nécessité n'est là que dans *son* présent, elle n'est pas dans ce présent la garantie d'un futur. Ce qui est inéluctable c'est la lutte de classe. C'est tout, pour le reste *inch'allah*.

Epilogue

L'écart touche
L'écart pète
L'écart tonne
L'écart casse
L'écart casse et sonne.
L'écart te fige.
L'écart milite.

POSTFACE

(pour les fans de TC – oui, oui, ça existe...)

La problématique de la relation entre dynamique et limite

Comment avons-nous défini cette relation jusqu'à maintenant ?

Dans TC 8, nous écrivions :

« La base et le contenu de la poursuite du travail théorique, c'est la valorisation des aspects dynamiques de ce nouveau cycle de luttes. Valorisation qui n'est jamais une relation de positivité immédiate avec ces aspects, car la révolution est le dépassement de ces aspects qu'eux-mêmes produisent et appellent, en outre un nouveau cycle de luttes c'est une contradiction entre prolétariat et capital qui est elle-même dynamique et contenu de la reproduction du capital, et cette dernière est dans la situation actuelle l'aspect dominant. » (TC 8, p.23).

Cette « valorisation » des aspects dynamiques était en fait impossible, à la page suivante (TC 8, p.24), en critiquant toute velléité organisationnelle dans le nouveau cycle, nous affirmions :

« On en reviendrait à rechercher à l'intérieur de chaque mouvement ce qui est bien, ce qu'il faudrait encourager, à l'ériger en norme, en principe, pour en faire un contenu organisationnel ». Et plus loin, « ...le fait que ce cycle produise le communisme comme son dépassement permet de développer un rapport dynamique et positif de la production théorique avec le déroulement empirique de la période, même si ce rapport demeure nécessairement critique ». « Positif », mais « critique », le second adjectif annulait le premier.

Il est évident que la critique de l'« organisation » est aussi celle de la « valorisation des aspects positifs ». Déjà, dans la conclusion du n° 7, les limites (se résumant dans la reproduction du capital) « deviennent *intrinsèques* à tout le cours du cycle ». Le caractère intrinsèque des limites est en fait une *identité* entre aspects dynamiques et limites. C'est cette identité *immédiate* que nous allons de plus en plus affirmer dans les n°s suivants de TC.

A la suite d'une réunion avec les camarades italiens de *Maelström* en juin 1988 (après les coordinations en France et en plein développement des *Cobas* en Italie), nous affirmions :

« Les aspects dynamiques des luttes n'existent que par l'existence de ces luttes avec leurs limites, c'est-à-dire que dans la reproduction et l'existence de la classe dans l'autoprésupposition du capital, ils sont absolument inséparables de cette existence et des

limites qu'elle implique. Aspects dynamiques et limites, donnés par la reproduction de la classe dans l'autoprésupposition du capital sont absolument inséparables, ils sont les uns et les autres constitués dans un processus interne d'une même totalité. » (TC 10, p.81). Dans le texte d'introduction d'une réunion tenue à Paris en mars 1998, nous disions : « Les limites de ce cycle, la reproduction du capital, comme reproduction de la classe dans le capital, lui sont intrinsèques (en fait, on ne peut avoir la notion de limite qu'avec ce cycle, jusque là on ne pouvait parler que d'inachèvement). En même temps c'est la dynamique révolutionnaire de ce cycle. ».

A partir de TC 14, nous passons de la « limite intrinsèque » à l'« intrication » et de là à l'identité entre dynamique et limite(s). « Les limites de ce cycle de luttes, la reproduction du capital comme reproduction de la classe *dans* le capital, lui sont intrinsèques, en même temps cette définition de la classe dans le capital est la raison d'être de la dynamique de ce cycle de luttes et sa capacité révolutionnaire. » (TC 14, p.3)

A partir de TC 16, cette identité devient un thème récurrent. Dans la critique du texte *Catastrophe et Révolution*, nous écrivons : « L'auteur ne relie pas ce qui fait la force du nouveau cycle - produire son être dans le capital, pas de retour sur soi, contradiction au niveau de la reproduction, disparition d'une identité prolétarienne ... - à la limitation des luttes (segmentation, précarité, etc.). Si bien que les *limites* des luttes ne sont qu'un mauvais moment à passer et non comprises simultanément, en tant que contradiction au niveau de la reproduction du capital, *comme la force et la spécificité de ce nouveau cycle de luttes*. » (p.102).

Dans TC 18, cette identité est, à nouveau, affirmée on ne peut plus clairement : « Ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes en est simultanément sa limite intrinsèque » (p. 212). Et page 224 : « Si, dans ce cycle, la limite de chaque lutte c'est fondamentalement le fait d'" agir en tant que classe ", la limite est alors inhérente et existera nécessairement toujours de façon spécifique à la lutte et selon les modalités de la reproduction du mode de production capitaliste dont le prolétariat est une classe. La limite est simultanément ce sans quoi la lutte n'aurait pas lieu, non au sens d'un pis aller, mais d'une nécessité, quelque chose qui ne peut pas ne pas être, et un moment de l'autoprésupposition du capital. »

Toujours dans TC 18 : « Quand dans les luttes, le prolétariat pose la contradiction au niveau de la reproduction du rapport entre les classes, de sa propre remise en cause, de la remise en cause du capital comme étant sa propre base de renouvellement, quand il n'est en contradiction avec le capital qu'en produisant tout son être dans le capital, il en résulte *cette chose inédite, c'est agir en tant que classe qui devient la limite de la lutte de classe du prolétariat* (souligné dans le texte). » (p.212).

Dynamique et limite(s) : un retournement (mal contrôlé) de la problématique de TC

L'identité devient un thème récurrent parce qu'entre TC 14 et TC 18, elle change de statut. Disons le sans détour, elle change de statut *politique*. Jusque dans TC 14 et encore dans TC 16, l'identité est affectée d'une charge négative, à partir du livre *Fondements critiques d'une théorie de la révolution* (Roland Simon, Ed. Senonevero), puis dans TC 17 et TC 18 (surtout) elle est affectée d'une charge positive. Ce changement de statut est même un des axes théoriques essentiels du livre *Fondements critiques...* dans tous les chapitres directement consacrés à la lutte des chômeurs et précaires.

A partir de TC 13, nous sommes en pleine définition de cet objet social nouveau qu'est le démocratisme radical (le mouvement est amorcé dès TC10) qui formalise et entérine les limites des luttes comme existence de la classe dans le mode de production capitaliste, c'est-à-dire qui absorbe la dynamique même de ce cycle. Il s'agit en outre de mener la critique de toutes les ailes radicales ou « rupturistes » de ce démocratisme radical. Il s'agit de dire : vous n'avez rien sur quoi vous fonder dans les luttes immédiates comme étant positivement des aspects révolutionnaires de ces luttes : autonomie, auto-organisation, critique du travail, etc. « Dans le cycle actuel, toute volonté de formalisation organisationnelle, pratique, de la lutte de classe, toute volonté de capitaliser des éléments dynamiques en les abstrayant des luttes et de s'y fonder en voulant les développer pour eux-mêmes, ne peut que se retrouver avec entre les mains du plomb alors qu'elle croyait détenir de l'or (c'est une alchimie perverse) : la démocratie, le pouvoir direct des producteurs, des habitants, des consommateurs, des gens, de la société. Car ces éléments dynamiques ce sont dans les luttes, la production de la classe dans le capital. Si on les crée comme éléments dynamiques en les abstrayant, on se retrouve avec entre les mains, les catégories du capital. » (texte de présentation de la réunion de Paris, mars 98)

A partir des *Fondements critiques...*, il y a toujours identité entre dynamiques et limites mais la perspective change.

« Cependant cette critique du travail, en tant qu'expression actuelle des limites de la lutte de classe, pointe, à partir d'elle-même, dans ses propres termes, le contenu du communisme... » (p. 282)

« C'est la contradiction à l'œuvre comme dépassement du capital et production du communisme qui, dans la lutte des chômeurs, s'est présenté comme critique du travail... » (*ibid.*)

« Nous avons déjà largement abordé cette question (la « réappropriation de la richesse ») à propos du revenu garanti. Nous avons défini cette revendication comme réorganisation du rapport salarial et nous l'avons critiquée comme un élément essentiel de la démarche alternative. Cependant, à en rester là, cette critique est insuffisante, elle ne considère pas la totalité de cette revendication, ce qui nous échapperait c'est la façon dont en elle-même, dans ses propres limites que nous avons critiquées, est exprimé le dépassement du mode de production capitaliste. »(p. 282-283)

« Dans cette critique du travail concret et dans sa recomposition selon des critères d'utilité relevant d'une définition sociale des produits en tant que valeur d'usage, *c'est déjà chaque activité particulière qui est considérée comme immédiatement définie dans l'activité sociale totale.* » (p. 286)

« Nous pouvons aller plus loin, même si, comme dans la "réappropriation des richesses", le "revenu déconnecté du travail" suppose une volonté de se réapproprier le surtravail, ce qui est une contradiction dans les termes, c'est la nécessité du temps libre comme fondement de la société qu'exprime cette contradiction dans les termes. » (p. 288)

« Ce que nous soulignons ici, c'est que, dans la mesure même où l'on critique les limites d'une lutte, on montre comment elles s'articulent avec la contre-révolution, c'est-à-dire le cours même de l'accumulation capitaliste en tant que capacité de réponse adéquate aux contradictions de cette société portant et nécessitant le communisme. Par là même, on est contraint, inversement, à comprendre *aussi* ces limites, en tant que telles, comme l'existence de ces contradictions. » (p. 295)

Dans TC 18, à propos du Mouvement d'action directe, la charge positive qui affecte maintenant l'identité entre dynamique et limite(s) est on ne peut plus clairement affirmée.

« C'est en s'autonomisant, et avec toutes les re-formulations idéologiques que cela implique, que la dynamique de ce cycle de remise en cause pour le prolétariat de sa propre existence en tant que classe parvient à se poser et à se comprendre elle-même. C'est toute la positivité du Mad (Mouvement d'action directe) dans sa liaison et sa confrontation nécessaires avec le démocratisme radical. ». Cet énoncé sous-entend encore que la dynamique existe comme la force dominante et qu'elle *se pose, se comprend* dans ses limites où elle *s'exprime*. Déjà dans les *Fondements Critiques* (p.282) « C'est la contradiction à l'œuvre comme dépassement du capital et production du communisme qui, dans la lutte des chômeurs, *s'est présenté* comme critique du travail... » (c'est nous qui soulignons).

Cependant, dans le même texte, apparaît une formulation différente : la limite « *pointe à partir d'elle-même, dans ses propres termes*, le contenu de la révolution communiste ». La dynamique devient ici un effet de la limite : « Tout cela n'empêche que cette autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes, en tant qu'expression

actuelle des limites de la lutte de classe, pointe à partir d'elle-même, dans ses propres termes, le contenu de la révolution communiste : la remise en cause par le prolétariat, contre le capital, de son existence comme classe. C'est actuellement, *entre autres*, par le Mad (aucune forme n'est définitive et il semblerait bien, comme *Aufheben* en a le sentiment, que celui-ci soit sur son déclin) et par l'émeute autoréférentielle que ce cycle de luttes fait sien sa propre dynamique : la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause. C'est par là également qu'il revendique son dépassement comme abolition de la société et rapports immédiats d'individus dans leur singularité, mais tout cela est posé comme Mad et par là cette dynamique et ce dépassement ne finissent par exister que comme alternative. »

Ou alors : « Se contenter de "dénoncer l'erreur" ne mène jamais à rien. Ce qui importe c'est de considérer la lutte de classes dans son histoire et non à partir d'une norme, d'en considérer tous ses moments comme nécessaires et comme des moments de la production de son propre dépassement. Si le dépassement de l'économie, de l'objectivité, si l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, existent dans la problématique et l'activité des anarcho/bb, c'est là qu'il faut le débusquer et le décrire et considérer cela comme une partie de la situation *présente*, réelle, de la lutte de classe. La façon dont, dans le cours historique de la lutte des classes, son propre dépassement se présente ne doit être considéré ni comme l'aboutissement déjà là, ni comme une ébauche grossière et ridicule qui, coupée de son aboutissement, doit être abandonnée on ne sait où en dehors du vrai que serait son aboutissement. Cet aboutissement, quant à lui, ne doit pas être considéré comme un positif mort, une norme, gisant de l'autre côté. »

« En résumé c'est dans le mouvement même où le Mad nous indique la dynamique de ce cycle de luttes et les caractéristiques de ce qu'est le communisme tel que ce cycle de luttes le produit que l'alternative devient son horizon ; parce qu'il n'est tel que par le refus pratique et théorique de la " médiation temporelle ". »

« Si l'on comprend la révolution et le communisme comme *dépassement produit* d'un cycle de luttes spécifique, on n'oppose pas la vérité à l'erreur même en présentant celle-ci comme une fausse solution ou une solution éphémère. De ce point de vue, quand nous critiquons les grèves de décembre 95, la lutte des chômeurs et précaires de 97-98, le mouvement d'action directe, nous ne nous limitons pas aux " argument théoriques " et nous ne faisons pas abstraction du problème concret et même de la façon concrète dont la lutte est menée, il n'y a qu'à voir comme le livre " Fondement critiques d'une théorie de la révolution " est souvent au ras des pâquerettes. Nous ne pouvons pas le faire, non seulement parce qu'alors notre travail serait sans grand intérêt, mais, surtout, parce que nous allons jusqu'à considérer que les limites concrètes, particulières, de ces luttes ne sont pas des solutions fausses ou éphémères, mais que *c'est seulement de cette façon concrète et limitée que ce cycle de luttes affirme sa propre dynamique* : la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause. La

révolution comme seule solution n'existe pas deux fois, une fois dans le discours révolutionnaire qui dit " attention c'est pas la bonne solution "et une deuxième fois sous la forme du développement empirique auquel le discours s'adresserait. La " révolution seule solution " ne peut exister que comme le processus immédiat, dans ses limites nécessaires (du fait même qu'il est lutte de classes), de ce développement empirique. Plutôt que de montrer que les solutions sont fausses ou éphémères, ce qu'il faut montrer c'est en quoi dans les conflits internes de ces mouvements dans leurs limites, leurs contradictions, leurs impasses, la façon dont ils sont battus, *ils expriment et formalisent le contenu révolutionnaire de ce cycle.* ». Dans ces extraits de TC 18, de plus en plus est affirmé que *la dynamique est produite dans les limites de la lutte de classes* (les notions de limite et de dynamique perdent alors toute trace de téléologie). Ce qui est un renversement de perspective : la dynamique est produite. On sort de la problématique où elle « se présente », « se pose », « se comprend » ou même « se produit ».

La charge positive dont est maintenant affectée l'identité est un changement de perspective. Les limites ne sont plus ce qui nous tient pieds et poings liés, mais ce par quoi la dynamique existe, elles ne sont plus ce qui nous frustre de la dynamique (on pourrait dire que la dynamique était jusque là la conscience de soi de la « belle âme » - une conscience malheureuse). Entre ces deux formalisations théoriques, entre 1986 et 2004, ce sont dix-huit années du nouveau cycle de luttes qui insidieusement ont accompli leur œuvre. La dynamique de ce cycle avait la forme de l'universalité, elle était abstraitement universelle par rapport aux luttes immédiates qui chaque fois, dans leur particularité, ne pouvaient être que des limites de cette universalité abstraite parce que maintenue en face des luttes particulières. En fait la dynamique de ce cycle était une « abstraction théorique » (TC 14, éditorial). Durant cette période de la « charge négative », nous avons produit un texte significativement atypique : *Le Journal d'un gréviste* (à propos des grèves de 1995). Impliqué directement dans un mouvement de grèves, la position consistant à établir une identité telle qu'elle nous maintenait pieds et poings liés était tout simplement pratiquement intenable. Il est alors remarquable que dans ce texte qui fut beaucoup critiqué par nos amis révolutionnaires radicaux (« dans ces manifestations ridicules où Louis Martin se complait, je ne reconnais plus l'auteur de TC 2 »), les limites du mouvement deviennent ce par quoi la dynamique se manifeste, il n'y avait donc pas de honte à y être impliqué. Le texte de TC 10 (1990), consacré aux coordinations cheminotes de 1986, contenait également des analyses atypiques qui pourraient telles quelles figurer dans la *Théorie de l'écart* : « Dans chaque lutte du nouveau cycle, de par son propre mouvement d'existence, s'effectue une différenciation interne, qui est le procès même de la contradiction entre le capital et le prolétariat dans le nouveau cycle de luttes, entre la constitution de la classe dans sa contradiction avec le capital et sa nécessaire reproduction dans la reproduction de celui-ci, que cette contradiction implique et contient dans son mouvement. » (p.33). Cette différenciation

découlait dans TC 10 de la critique de l'auto-organisation et surtout de la différenciation dans le cours de la lutte entre d'un côté son déclenchement et, de l'autre, sa formalisation dans les coordinations, entre les coordinations et le plus grand nombre des assemblées de base qui étaient restés en dehors et très sceptiques vis-à-vis d'elles ; ce processus de différenciation est à rapprocher de la « mise en scène du sujet » dans les collectifs (cf. TC 19 sur les grèves du printemps 2003).

Cependant, à partir du moment où l'identité est affectée d'une charge positive, elle ne peut plus être conservée comme pure et simple identité, elle contient la différence. Dynamique et limite(s) ne sont pas seulement identiques, elles sont aussi différentes. Pour comprendre ce changement de statut, et l'*écart* que l'on va introduire entre dynamique et limite(s) il faut revenir sur une critique de ce concept de limite énoncée dans *La Matérielle* : le concept de limite reviendrait « à une conception achevée de la fin en sa nécessité se présupposant dans son origine ». En clair, le concept de limite est par nature spéculatif et téléologique. L'essentiel de la réponse de TC tenait dans ce qui est un des piliers de notre problématique théorique : « La révolution n'est pas quelque chose de connu, d'établi une bonne fois pour toutes et vers quoi tendrait le mouvement, mais quelque chose que celui-ci produit » (TC 19, p.183). C'est juste, mais la réponse était partielle. Pour *La Matérielle*, le problème que contient en lui-même le concept de limite est de sous-entendre que la contradiction entre le prolétariat et le capital porte son dépassement. Par là le concept de limite ne pourrait exister qu'en référence à une *fin* déjà présente « potentiellement » dans la situation actuelle. C'est pour *La Matérielle* la nature nécessairement spéculative du concept de contradiction que l'on retrouvait dans le concept de limite. Si l'on veut comprendre le concept de limite de façon non téléologique, c'est le communisme lui-même que l'on doit comprendre *au présent*.

« Le communisme n'est pour nous ni un *état* qui doit être créé, ni un *idéal* sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel. » (*L'Idéologie Allemande*, p. 64). Le communisme est au présent, parce qu'il est la condition et le contenu des pratiques actuelles de la lutte de classe. Le communisme est le mouvement contradictoire du mode de production capitaliste, le procès de sa caducité. Il n'est pas un sens caché. La contradiction entre le surtravail et le travail nécessaire, la loi de la valeur et l'augmentation de la composition organique, la masse de la plus-value et le capital total employé, l'universalité des forces productives et sa base et contenu : l'exploitation ; toutes « choses » qui sont directement la lutte entre le prolétariat et le capital (le meilleur résumé en étant la baisse tendancielle du taux de profit) sont à l'intérieur du mode de production capitaliste le cours nécessaire de son dépassement. Ce que Marx, dans la vision objectiviste du programmatisme (la lutte du prolétariat ne venant qu'exécuter la sentence que le capital prononcerait contre lui-

même), énonçait de la façon suivante : « Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions de production matérielles et les rapports de distribution de la société sans classe. » (*Fondements...*, t.1, p. 97). Ce ne sont pas des *conditions*, c'est le contenu et la raison d'être du cours *immédiat* des luttes de classes ; la lutte des classes est sa propre « condition ».

On peut même dire que le communisme est le mouvement contradictoire du mode de production capitaliste, le procès de sa caducité, *une telle affirmation ne se réfère pas à un futur*. C'est en cela que le dilemme inéluctabilité (nécessité) / possibilité ou aléatoire est rejeté. *Le rapport entre prolétariat et capital est une contradiction parce qu'elle remet constamment en cause ce dont elle est la dynamique*. C'est pour cela que l'idée du communisme existe parce qu'il existe réellement, dans ce mouvement, ici et maintenant. La question du dépassement n'est pas celle d'un aboutissement mais celle, présente, de ce qu'est la lutte de classe. Elle est, parce que contradiction, le mouvement de son dépassement. C'est la situation et l'activité quotidienne du prolétariat, dans son acception la plus immédiate, qui est, au présent, le cours du dépassement de la lutte des classes, son propre dépassement, *elle est sa propre condition* pour faire éclater la société capitaliste. C'est seulement en cela que l'on peut dire que le dépassement de la contradiction est sa raison d'être. La lutte de classe produit son dépassement et n'existe qu'en ce qu'elle le produit. Il s'agit seulement de penser la *situation* dans laquelle nous nous trouvons et de reconnaître que la lutte de classe, dans laquelle nous sommes inéluctablement embarqués, c'est la caducité du mode de production capitaliste.

La téléologie consisterait à dire que le dépassement existe déjà comme réprimé dans le capital. Qu'est-ce alors que ce dépassement produit dans une contradiction ? Rien d'autre qu'une position toujours *actuelle* dans la lutte des classes. La fin est si peu contenue dans le début que l'on se contente d'appeler communisme le dépassement que produit la lutte des classes et que l'on n'a aucune autre idée de ce qu'est le communisme que comme ce qui advient dans la lutte des classes. Le communisme est réellement produit et non réalisé, il ne s'agit pas de travestir la contradiction entre prolétariat et capital en contradiction entre capitalisme et communisme. Le communisme est ce que cette contradiction produit et non ce qui la produit.

Pour la même raison qui fait que le concept de limite n'est pas par nature téléologique, son identité avec la dynamique de ce cycle de luttes inclut leur différence. En fait l'identité, dans ce cycle, entre dynamique et limite (le prolétariat, dans sa contradiction avec le capital est en contradiction avec sa propre existence comme classe, qu'il trouve objectivée face à lui comme une contrainte à exister dans le capital) *crée un écart entre les deux à l'intérieur de l'identité*.

Dans l'éditorial de TC 14 (1997), nous écrivions :

« La contradiction entre le prolétariat et le capital dans le nouveau cycle de luttes qui s'ouvre au début des années 80 a pour contenu et forme le fait que la classe n'existe et ne se définit que par et contre le capital : plus d'identité prolétarienne ; pas de retour sur soi du prolétariat ni de confirmation de lui-même *face* au capital dans la reproduction de celui-ci. La contradiction se situe au niveau de la reproduction du rapport entre prolétariat et capital, et en cela, pour le prolétariat, sa contradiction avec le capital ne peut que comporter sa propre remise en cause (cf. TC.12, *Problématiques de la restructuration*).

D'une part, la même structure de la contradiction, - c'est son côté révolutionnaire - supprime toute confirmation d'une identité prolétarienne dans la reproduction du capital, se produit comme identité immédiate entre la contradiction avec le capital et la constitution de la classe (celle-ci ne peut se rapporter à elle-même face au capital). Le prolétariat en contradiction avec le capital est, *dans la dynamique de la lutte de classes* (cf. *Des luttes actuelles à la révolution*, TC.13), en contradiction avec sa propre existence comme classe. Se trouve alors résolue historiquement la contradiction fondamentale de la lutte de classe : comment le prolétariat abolit le capital et s'abolit lui-même ; comment agissant en tant que classe, il est le dépassement des classes. C'est là, la dynamique essentielle de la période.

D'autre part - c'est en quoi elle est procès de reproduction du capital et contre-révolution -, *cette structure de la contradiction fait, pour le prolétariat, du capital, dans sa reproduction, l'horizon indépassable du cours quotidien de la lutte de classe* : le prolétariat ne se définit que dans sa contradiction avec le capital, il ne trouve sa définition comme classe que dans la reproduction du capital. En cela, ce n'est plus un programme développé sur ce qu'est la classe à libérer qui se construit, mais la volonté d'une mise en conformité du capital (...), c'est ce que nous appelons le démocratisme radical. ».

Si l'on formalise ces trois paragraphes de TC 14, on obtient la proposition théorique suivante : la limite se donne comme une auto-détermination de la dynamique. C'est-à-dire, comme détermination de la dynamique, elle est négation de la dynamique, la dynamique niée ; mais comme auto-détermination de la dynamique, la dynamique se niant, elle est affirmation d'elle-même par elle-même en elle, et donc négation de cette négation qu'elle est en tant que détermination. Il n'y a pas de mal à se faire (de temps à autres) un petit plaisir hégélien, mais, dans cette proposition, la dynamique est l'abstraction (l'infini), la limite est le fini, le fini n'est que le faire valoir de l'infini qui s'autodétermine en lui (l'immanence de l'universel au particulier). Renversons. C'est la limite (agir en tant que classe contre le capital en n'existant comme classe que dans son rapport au capital) qui est amenée à se différencier à l'intérieur d'elle-même et qui par là seulement pose (médie) la dynamique en même temps que par là même elle se définit

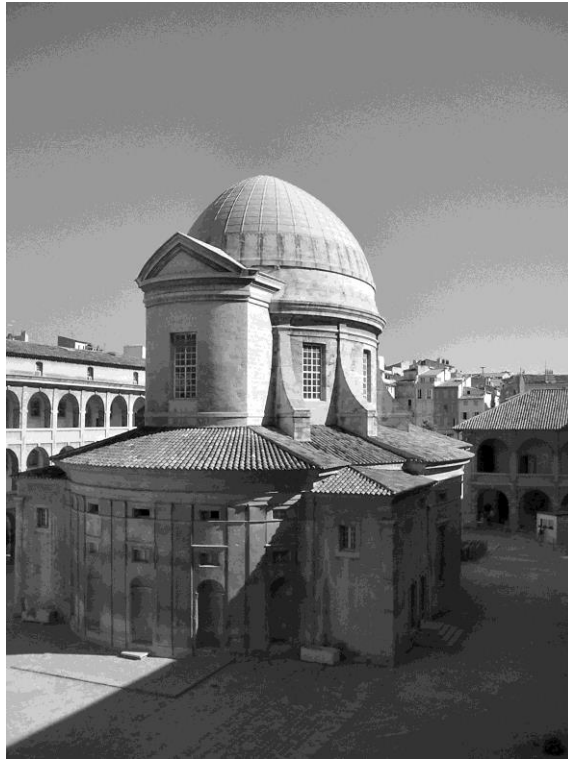
comme limite. *C'est la dynamique qui est une auto-détermination de la limite.* Nous ne sortons pas de la limite pour promouvoir des éléments dynamiques qu'il faudrait pousser, valoriser dans une perspective révolutionnaire, mais nous sommes embarqués par l'écart que la limite crée à l'intérieur d'elle-même. Nous restons à l'intérieur de la limite (telle ou telle lutte de la classe), mais c'est elle-même, à partir d'elle-même qui se différencie, qui sort de son identité immédiate parce qu'en tant qu'action d'une classe, elle possède sa raison d'être à l'extérieur d'elle-même. Quel est le contenu de cette différenciation par laquelle la limite pose la dynamique à l'intérieur d'elle-même ?

La limite qui se différencie à l'intérieur d'elle-même, ce sont des actions, des activités particulières, elle devient la médiation de la dynamique qui n'est pas le mouvement qui la subsume. Nous avons tenté, dans tout le texte précédent de cerner ces activités.

C'est dans le mouvement où la limite se différencie à l'intérieur d'elle-même qu'existe la dynamique de ce cycle. Elle n'est pas une abstraction générale ou des éléments empiriques particuliers, l'une et les autres à chercher à l'extérieur de la limite. Il ne s'agit que de la limite se différenciant à l'intérieur d'elle-même, cela apparaît en ce que, dans les caractéristiques des luttes définissant cet écart où existe la dynamique de ce cycle (la remise en cause), cette dernière n'existe d'abord pour elle-même que pour autant qu'elle se pose pour elle-même comme absolument différente de la limite, comme identité à elle-même (mise en scène du sujet, indiscipline, auto-organisation préfiguration ou expérimentation du communisme, pratiques suicidaires...). En se niant comme différenciation à l'intérieur de la limite, elle s'affirme comme un être-là exclusivement dans son identité à soi et inversement la limite comme un autre être-là subsistant pour lui-même dans sa simple identité à lui-même (le démocratisme radical et la reproduction du capital). Chacun n'est ce qu'il est que dans sa limite et par sa limite. Mais cette identité à soi renferme en elle une contradiction, elle constitue d'un côté la réalité de l'être-là dans sa limite, et, d'un autre côté est sa négation comme existence d'un autre être-là, absolument différent qui le nie. Son identité à soi, par quoi il est être-là, lui devient objective dans l'autre, il est alors en soi l'autre de soi-même. En se posant comme absolument différente de la limite, la dynamique avoue qu'elle n'est que le mouvement où la limite se différencie à l'intérieur d'elle-même. C'est en subsistant pour elle-même que la dynamique de ce cycle avoue qu'elle n'est que la limite se différenciant, elle passe elle-même dans la limite se différenciant ne se prouvant ainsi comme dynamique que dans tous les stigmates de sa subsistance pour soi. Au lieu de considérer la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe dans le cours même du capital comme contradiction en procès et contradiction de classes, on voit là un état réalisé ou à réaliser pour abolir le capital.

La *remise en cause* par le prolétariat de son propre rapport au capital comme classe est incluse dans l'existence du prolétariat comme classe définie dans le rapport d'exploitation, c'est-à-dire *dans son action en tant que classe*. C'est-à-dire dans ce qui

est la limite même de ce cycle, c'est là que se situe le mouvement de différenciation de la limite et l'*écart* entre dynamique et limite à l'intérieur de la limite, écart dans lequel existe le courant communiste.



SENONEVERO

Comme nous l'avons déjà annoncé dans les numéros 18 et 19, nous participons aux éditions Senonevero.

Association pour la Recherche en Histoire Sociale

ICN, BP 31

Marseille,

13231 Cedex 20.

France

<http://ca.geocities.com/senonevero>

senonevero@yahoo.fr

Diffuseur :

Dif'Pop' – 21 ter, rue Voltaire – 75011 Paris – tél.01 40 24 21 31

Ligne éditoriale

Les éditions SENONEVERO s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme.

La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes - le prolétariat comme la bourgeoisie - et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne - ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

Ouvrages parus :

* LE TRAVAIL ET SON DEPASSEMENT

Bruno ASTARIAN

226 Pages - prix public : 12,95 €

* LE DEMOCRATISME RADICAL

Roland SIMON

264 pages - prix public : 12,95 €

*FONDEMENTS CRITIQUES D'UNE THEORIE DE LA REVOLUTION

Roland SIMON

720 pages - prix public : 27,45 €

* LE MOYEN ORIENT - Histoire d'une lutte de classes 1945-2002

Théo Cosme

315 pages - prix public : 15 euros

*RUPTURE DANS LA THEORIE DE LA REVOLUTION

Textes 1965-1973

Collectif

Présentation de François Danel

La formation à partir de 1995 d'un mouvement démocratique radical se développant rapidement à l'échelle mondiale et aussi vite contesté de l'intérieur comme réformiste ou citoyeniste a prouvé que la lutte des classes n'a pas disparu avec le " vieux mouvement ouvrier " programmatique et que l'effondrement du capitalisme bureaucratique ne signifie nullement l'éternisation de l'exploitation capitaliste sous sa forme " pure ", c'est-à-dire concurrentielle.

Trois grandes questions se dégagent des débats en cours. La révolution a-t-elle pour contenu la réappropriation des " richesses " ou l'abolition de la valeur ? Surgit-elle comme un dépassement immédiat de l'aliénation ou se produit-elle comme un dépassement médiatisé par la crise du rapport d'exploitation ? Est-elle le fait d'une vague " multitude " humaine posant face à elle le capital comme pure extériorité ou celui d'une classe définie dans le rapport capitaliste, le prolétariat, quand il entre en contradiction avec sa propre action en tant que classe ? Or ces trois questions font écho à celles posées

dans une situation très différente par certains groupes théoriciens issus de l'ultra-gauche marxiste ou de l'anarchisme après 1968, quand le programme de gestion ouvrière du capital se décomposait sous l'effet du refus du travail.

Il ne s'agit donc pas dans cette anthologie de présenter les matériaux d'une quelconque " archéologie " de la révolution prolétarienne. Par la médiation ou le " détour " d'une reprise critique des acquis théoriques du mouvement post-soixante-huitard, c'est de nous, maintenant, qu'il s'agit. De la *communisation*, c'est-à-dire de l'abolition sans transition du capital comme dépassement produit des limites de nos luttes actuelles. De la *théorie*, comme contenu et production du processus révolutionnaire, comme autocompréhension du processus, et non plus comme sa " vérité " ou sa raison transcendante. Ce qui implique la *critique de l'idéologie de la révolte* que produit dans son immédiatisme subversif et dans sa naïve identification du communisme à l'essence ou la nature humaine la mouvance anticitoyenniste.

Avec ce livre, les individus associés dans les éditions Senonevero veulent seulement contribuer à la clarification du débat, qui reste de toute manière ouvert, puisque le cours des luttes retravaille sans cesse questions et réponses.

MEETING

A travers les éditions SENONEVERO, « Théorie Communiste » participe à la revue MEETING. Le cadre général en a été défini comme suit au cours de la dernière assemblée rédactionnelle de mai 2005.

Un courant communiste existe au travers d'expressions théoriques diversifiées et de certaines pratiques dans les luttes actuelles. Ce courant est le fait d'un certain nombre d'individus ou de groupes partageant aujourd'hui (chacun à leur façon), tant théoriquement que pratiquement :

- la constatation que toute organisation de classe permanente, préalable aux luttes ou persistant au-delà, est aujourd'hui confrontée à son échec.
- la conviction que la seule perspective révolutionnaire actuelle est celle de la destruction du capitalisme et indissociablement de toutes les classes,
- la certitude que la lutte de classes entre le prolétariat et la classe capitaliste est partout dans le monde l'unique dynamique de cette destruction,
- la critique de toute perspective révolutionnaire incluant une période de transition vers le communisme,
- la conviction que la destruction du capitalisme n'ouvre pas la voie au communisme mais ne peut qu'être immédiatement la communisation de tous les rapports entre les individus.

La communisation n'est pas un programme qu'il faudrait appliquer, ni même quelque chose que l'on pourrait d'ores et déjà définir comme un but à atteindre, mais les voies qui y conduisent sont à explorer et cette exploration se doit d'être internationale. La diversité et les oppositions internes, pour ne pas dire les conflits, au sein de ce courant communiste sont définitoires de son existence et elles doivent être reconnues.

Meeting existe sous deux formes :

- une revue papier,
- un site Internet <http://meeting.senonevero.net/>

Notre but est de provoquer un débat sur la communisation dont le texte « Invite » définit, pour nous, le cadre.

Le sommaire de la revue papier résulte d'un choix fait par les participants au projet parmi toutes les contributions qui sont sur le site.

Ce choix s'effectue dans les discussions et l'assemblée précédant chaque numéro.

Le site est le lieu de la mise en débat de toutes les contributions proposées.

Il conserve les textes non retenus dans le numéro précédent et ouvre sur le numéro suivant.

Les discussions sur les textes sont la définition permanente des critères de jugement.
Chaque numéro est précédé d'une assemblée des participants au projet.

DEJA PARUS

Théorie Communiste n° 1 (Avril 1977) Le Proletariat.

Théorie Communiste n° 2 (Janvier 1979) La production du Communisme.

Théorie Communiste n° 3 (Mars 1980) Notes sur la restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital dans la crise actuelle - Les luttes de classes de 67 à 75 - Le développement économique de la crise (1967/1975).

Théorie Communiste n° 4 (Décembre 1981) Des luttes actuelles à la révolution - Notes sur la restructuration et le nouveau cycle de luttes.

Théorie Communiste n° 5 (Mai 1983) La production de la théorie communiste.

Théorie Communiste n° 6 (Mai 1985) Théorie Communiste : Synthèse.

Théorie Communiste n° 7 (juillet 1986) Le nouveau cycle de luttes.

Théorie Communiste n° 8 (Novembre 1987) La notion de cycle de luttes.

Théorie Communiste n° 9 (Mai 1989) Le prolétariat et le contenu du communisme.

Théorie Communiste n° 10 (Décembre 1990) La grève des cheminots de l'hiver 86/87.

Théorie Communiste n° 11 (Juin 1993) Moyen Orient : Crises, guerres, luttes de classes : de la fondation d'Israël à la guerre du Golfe.

Théorie Communiste n°12 (Février 1995) La révolution prolétarienne 1848 – 1914. Sur la restructuration

Théorie Communiste n°13 (Février 97) Des luttes actuelles à la révolution. Décembre 95. La recomposition de la gauche. Etat, démocratie, fascisme. Le démocratisme radical.

Théorie communiste N° 14 (Décembre 97) L'Ultra-Gauche. "Théorie communiste".

Théorie Communiste n°15 (Février 99) L'objectivisme- La lutte des chômeurs et précaires - "L'alternative".

Théorie Communiste N° 16 (Mai 2000) La communisation.

Théorie Communiste N° 17 (Septembre 2001) Le démocratisme radical et ses critiques.

Théorie Communiste N° 18 (février 2003) après Gênes. La seconde Intifada

Théorie Communiste N° 19 (Juin 2004) Sur la restructuration.

TC Editeur : Le journal d'un gréviste. Sur la grève de nov.déc. 95 – Avril 96

Tract (en collaboration avec *Alcuni fautori della comunizzazione*) A fair amount of killing.